

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CAPACITÉ JURIDIQUE

DES

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

RÉGIES PAR LA LOI DE 1884 ET DE SON EXTENSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Armand ISRAËL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants : { MM. THALLER, { professeurs.
TRUCHY,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CAPACITÉ JURIDIQUE

DES

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

RÉGIES PAR LA LOI DE 1884 ET DE SON EXTENSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Armand ISRAËL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants :

{	MM. THALLER,	{ professeurs.
	TRUCHY,	

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE :

EL. LOËB

ET A TOUS CEUX DE MES GRANDS-PARENTS & PARENTS

Dont le travail et l'affection m'ont permis l'étude.

A MONSIEUR CHARLES LYON-CAEN

MEMBRE DE L'INSTITUT

*En témoignage de ma respectueuse
et vive reconnaissance.*

INTRODUCTION

Histoire des Syndicats] professionnels au cours du XIX^e siècle.

Pendant presque tout le cours du XIX^e siècle les associations professionnelles furent interdites non seulement en vertu des textes généraux du Code pénal (art. 291 et suivants), qui interdisaient les associations de plus de vingt personnes, mais aussi en vertu d'une loi spéciale, la célèbre loi Le Chapelier, des 14-17 juin 1791. Il ne faudrait pas croire toutefois que cette prohibition date de 1789 : elle est, en réalité, bien plus ancienne. Les corporations de l'ancien régime ne ressemblaient, en effet, nullement à nos syndicats modernes. Loin d'être comme ces derniers des associations libres d'individus s'unissant pour améliorer leur sort professionnel commun, les corporations ne pouvaient être créées que par des lettres patentes du roi enregistrées au Parlement. Leurs statuts homologués par les autorités seigneuriales ou municipales constituaient des règlements obligatoires pour tous. Elles faisaient ainsi partie de l'organisation administrative, étaient, en quelque sorte des établissements publics, dirions-nous aujourd'hui, plutôt que de véritables associations, indépendantes de l'Etat, comme le sont les syndicats actuels. Ceux-ci, appelés alors du nom de compagnon-

nages d'ouvriers ou de confréries patronales, dont le but réel sinon avoué était surtout d'améliorer les conditions du travail de leurs membres, étaient, comme jusqu'en 1884, également interdits.

Mais cette prohibition se comprenait mieux avant 1789 qu'après la loi Le Chapelier. Les règlements corporatifs qui fixaient les rapports entre les compagnons et les maîtres étant approuvés par les autorités publiques, toute coalition faite dans le but d'en obtenir la modification, prenait ainsi le caractère d'une rébellion contre les ordres de l'autorité souveraine. De plus, toute l'organisation corporative tendait vers un but unique, empêcher la concurrence des maîtres ou des compagnons entre eux de diminuer trop le montant de leur rémunération. L'accès de la maîtrise était difficile. Pour devenir maître il fallait confectionner un chef-d'œuvre, et payer en outre des droits élevés. Les maîtres de corporations différentes ne pouvaient se faire concurrence, car chaque corporation ne pouvait se livrer qu'à un genre de travail déterminé. Il n'était possible de devenir compagnon qu'après de nombreuses années d'apprentissage et encore le nombre des apprentis était-il limité. Enfin, dans les pays soumis au régime corporatif, on ne pouvait exercer le métier comme maître ou comme compagnon, qu'à la condition de faire partie de la corporation.

Mais, en 1791, par suite de la suppression du régime corporatif, les conditions du travail au lieu d'être réglées ou tout au moins surveillées par l'autorité publique, n'étaient plus déterminées que par des contrats passés librement entre les employeurs et leurs ouvriers. De plus ceux-ci purent subir la concurrence du premier venu. Aussi la plupart des motifs de l'ancienne prohibition des

compagnonnages et des confréries disparaissant, l'Assemblée Constituante aurait dû permettre aux associations professionnelles de se former librement ; et cela d'autant plus qu'elle venait de proclamer, par le décret des 13-19 novembre 1790, la liberté générale des associations. En fait, déjà des grèves éclataient parmi les charpentiers, les imprimeurs, et il se formait même des véritables syndicats, notamment « l'Union fraternelle des ouvriers en l'art de la charpente, quand, l'agitation ouvrière se propageant, les patrons demandèrent, dans une pétition à l'Assemblée Constituante, des mesures de répression énergiques.

Ce ne fut pas cependant pour mettre fin à ces troubles que l'Assemblée Constituante vota la loi Le Chapelier. Elle fut votée par la crainte de voir renaître sous forme d'associations libres, les corporations que l'Assemblée avait anéanties et dont l'esprit et les règles contraires aux intérêts publics avaient soulevé l'opposition de l'école physiocratique et de tous les hommes éclairés du XVIII^e siècle. Il ne faut pas, cependant, rendre l'Assemblée Constituante responsable de la misère des classes ouvrières au début du XIX^e siècle : elle a pour cause bien moins l'absence des droits de coalition et d'association, que le développement de la grande industrie, dû lui-même aux multiples inventions qui changèrent complètement les procédés de travail jusqu'alors employés. D'ailleurs, alors même que le régime corporatif n'aurait pas été aboli par la Révolution que son maintien eût été impossible en ce qui concerne les nouvelles industries naissantes. Le machinisme rendait inutile sept ans d'apprentissage, et il ne pouvait être question de limiter le nombre des ouvriers employés à l'exploitation des mines destinées à

fournir du charbon aux nouveaux navires à vapeur, ou de ceux qui plus tard furent employés à la construction des chemins de fer. Il en fut de même en Angleterre. Quoique l'acte d'Elisabeth de 1563 n'ait été abrogé qu'en 1813, toute la réglementation du travail qu'il contenait, fut de moins en moins appliquée, et cela dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. A la vérité, la période *chaotique* (1) de la grande industrie a été ressentie cruellement par les ouvriers de tous les pays.

Il faut dire aussi qu'au XVIII^e siècle on se préoccupait moins des ouvriers qu'au siècle suivant. La condition sociale des compagnons ne différait pas encore sensiblement de celle des maîtres, ils mangeaient même à leur table; et c'étaient les paysans accablés d'impôts et de redevances, au profit du roi et des seigneurs, qu'on considérait alors, avec raison, comme les véritables prolétaires. L'Assemblée Constituante, se rendait, d'ailleurs, bien compte des inconvénients que l'isolement pouvait présenter pour les ouvriers victimes de la maladie ou du chômage, mais elle pensait pallier ces inconvénients en chargeant la nation elle-même de fournir des secours à ces ouvriers et même du travail. L'expérience de 1848 devait démontrer les dangers de ce dernier remède contre le chômage, il ne peut être qu'un mode d'assistance passager pour certaines catégories d'ouvriers qu'on peut employer aux travaux publics; mais au XVIII^e siècle la grande industrie existait à peine, aussi les ouvriers étaient-ils moins nombreux qu'ils ne le furent au XIX^e, et leur esprit n'était encore nullement révolutionnaire.

(1) C'est le nom donné par M. Paul Leroy-Beaulieu à l'histoire de l'industrie pendant la première moitié du XIX^e siècle.

pas même socialiste. Enfin l'on sait aussi la confiance qu'avait l'Assemblée dans la sagesse des classes ouvrières.

D'ailleurs, les craintes d'une restauration du régime corporatif qui décidèrent l'Assemblée Constituante à prohiber les associations professionnelles, étaient loin d'être sans fondement. La Révolution était à peine terminée, que des petits industriels, des petits commerçants et même de simples ouvriers réclamaient avec instance au Premier Consul, le rétablissement des corporations, et, sans l'opposition de la grande industrie naissante, qui avait le plus grand intérêt, au maintien du régime institué par la Révolution, probablement Napoléon les aurait rétablies. C'est ce qui eut lieu, cependant, pour les corporations d'avoués, de notaires, l'ordre des avocats qui subsistent encore aujourd'hui et sont encore de véritables corporations c'est-à-dire des institutions publiques et officielles dont les membres jouissent d'un monopole. De même à Paris, les professions de la boulangerie et de la boucherie furent jusqu'au second Empire érigées en corporations. Un arrêté du 11 octobre 1801, dû à l'initiative de Bonaparte, décida que nul ne pouvait ouvrir à Paris une boulangerie qu'à la condition d'avoir déposé chez soi et dans les magasins de la ville un certain nombre de sacs de farine et d'avoir obtenu une permission du Préfet de police. Cette corporation, d'ailleurs, à la différence de celles de l'ancien régime, n'avait pas été créée dans l'intérêt de ses membres, pour les mettre à l'abri de la concurrence. Son objet, tout autre, ainsi que le montre l'exigence du dépôt, était, en assurant la subsistance de la capitale, de mettre fin aux émeutes causées par la famine qui avaient été si fréquentes sous la Révolution. Cependant, elle révéla à peu près les mêmes abus que les

anciennes corporations. Dès 1807, les boulangers obtinrent du préfet de police qu'il n'accorderait plus de nouvelle autorisation; c'était déjà le régime du monopole. Les pâtisseries qui ne pouvaient faire de pain se plaignaient de ce que les boulangers avaient le droit de faire des gâteaux (1).

Les membres de la corporation auraient même voulu qu'on limitât le nombre des fours possédés par chacun, afin d'empêcher l'un de faire concurrence à l'autre. Pour empêcher le prix du pain de trop s'élever, à la faveur d'un régime de monopole, on avait été obligé de taxer cette denrée, c'est-à-dire d'empêcher les boulangers de vendre le pain au dessus du prix fixé par l'autorité municipale; mais cette taxe et la grande valeur des fonds de boulangerie firent que les boulangers ne pouvaient tirer un revenu suffisant des capitaux qu'ils avaient engagés dans leurs établissements. Sous le second Empire ils demandèrent eux-mêmes qu'on leva la taxe, c'est ce qui fut essayé. Mais la suppression de cette taxe, alors qu'on maintenait le régime du monopole, ne pouvait aller sans une trop grande élévation du prix, en sorte qu'il fallut bientôt rétablir la liberté de ce commerce.

Un régime analogue fut institué pour la boucherie, par un arrêté du 9 germinal an VIII; mais il avait surtout pour but d'empêcher la mise en vente des viandes insalubres; ainsi que le constate cet arrêté. La grande valeur des étables lesquelles atteignirent jusqu'à 100.000 francs, le prix élevé de la viande monopolisée entre les mains de 500 bouchers, pour une ville dont la population

(1) Voir M. Hubert-Valleroux, les corporations d'arts et de métiers et les syndicats professionnels, p. 188.

dépassait un million d'habitants décidèrent le gouvernement impérial à supprimer également cette corporation (1858). Il n'est resté de toute cette organisation que la taxe du prix du pain et de la viande, qui ne laisse pas que d'être toujours utile pour empêcher les coalitions des détenteurs de ces denrées si nécessaires à l'alimentation publique.

Si nous laissons de côté ces ébauches de régime corporatif qui survécurent plus d'un demi-siècle à la Révolution, nous voyons que les gouvernements furent toujours tolérants à l'égard des chambres syndicales patronales. Il s'en forma dès le début du XIX^e siècle et plusieurs eurent même leurs statuts homologués par les autorités publiques. En 1808, le Préfet de police homologua les statuts de la chambre syndicale des charpentiers, et en 1810 il donna la même approbation pour les maîtres maçons. Le nombre de ces chambres ira croissant au cours du XIX^e siècle et en 1858 elles formèrent même une Union, l'Union nationale du commerce et de l'industrie, qui existe encore aujourd'hui et dont l'influence est considérable. Il faut dire aussi que la tolérance des pouvoirs publics pour ces associations patronales est due surtout au rôle tout pacifique qu'elles jouaient. Elles rendaient des services particuliers à leurs membres, par la création de bureaux de consultations juridiques, de laboratoires d'analyses ; elles jouaient aussi le rôle d'arbitres rapporteurs auprès des tribunaux de commerce ; enfin, elles se préoccupaient bien plus du développement des affaires de leurs adhérents que des luttes politiques ou sociales.

Il en fut autrement à l'égard des associations ouvrières, lesquelles se formaient principalement pour organiser des grèves. Il ne faut pas s'exagérer cependant les ri-

gueurs du pouvoir à leur égard. Un certain nombre se déguisèrent sous la forme de sociétés de secours mutuels. Il est vrai qu'en 1806, le Préfet de police interdit les sociétés de secours mutuels professionnelles, qui ne comprenaient que des membres d'une même profession, mais cette mesure ne fut appliquée qu'à Paris ; et en province ces sociétés purent même organiser des grèves.

Les compagnonnages subsistèrent également. Ces associations avaient pour but de faciliter à leurs membres le tour de France, mais nous avons dit qu'elles agissaient aussi sur les conditions du travail et que ce motif était cause que l'ancienne monarchie les avait déjà interdites ; toutefois, pendant longtemps, les divisions intestines qui partageaient les compagnons appartenant à des rites différents, avaient enlevé à leurs associations toute efficacité, quand, en 1840, fut fondée en vue de mettre fin à ces querelles, l'Union ouvrière des compagnons de France. Cette Union prit la forme d'une société de secours mutuels, elle subsiste encore aujourd'hui et compte, paraît-il, 2.500 membres.

La loi Le Chapelier prohibait non seulement l'association professionnelle ; mais aussi la coalition, c'est-à-dire la simple cessation concertée de travail, pour obtenir une amélioration dans ses conditions d'exercice.

En 1864, l'Empereur Napoléon III, dont les sentiments étaient assez humanitaires, désireux aussi de rallier à l'Empire les classes ouvrières, de plus en plus acquises aux idées républicaines, fit voter la loi qui accorda la liberté de coalition (25 mai 1864). Mais il ne résultait pas de l'octroi de cette liberté que les ouvriers ou les patrons pussent former de véritables syndicats professionnels. La coalition, en effet, n'est pas l'association, non qu'elle en

diffère, ainsi qu'on le dit souvent, par sa durée passagère, tandis que le syndicat aurait un but et, par suite, une durée permanente ; un syndicat peut n'être formé qu'en vue d'un objet déterminé, une grève par exemple et être ainsi de courte durée ; mais parce que l'association suppose un contrat entre ses membres ; contrat qui peut être tacite et non écrit, mais qui crée toujours entre les associés des obligations ; tandis que la coalition est un simple fait qui ne crée par lui-même aucun lien de droit entre ceux qui y prennent part (1).

Cependant, déjà avant la loi de 1864, le gouvernement impérial se montrait plus tolérant pour les associations ouvrières. Un certain nombre d'ouvriers typographes condamnés pour faits de grève avaient été graciés par l'Empereur, et en 1862, on avait envoyé à l'exposition de Londres, aux frais de l'État, deux cents délégués ouvriers appartenant à 150 métiers.

Sous l'exemple des Trades-Unions anglaises, des associations ouvrières se formèrent de toutes parts. Quelques années après, le 31 mai 1868, un rapport de Forcade La Roquette, ministre de l'intérieur, à l'Empereur, leur garantissait la liberté, à la condition que leur rôle resterait strictement professionnel et qu'elles respecteraient la liberté du travail. On pouvait, en effet, espérer que, comme les Trades-Unions anglaises dont l'exemple avait amené leur naissance, les associations ouvrières françaises auraient travaillé avant tout à l'amélioration de la condition

(1) C'est ainsi que, lorsqu'un syndicat décide une grève, ses membres sont tenus, au moins sous peine d'exclusion, de quitter le travail et de ne pas le reprendre avant une décision du syndicat. Au contraire, les membres d'une coalition peuvent cesser de faire grève quand bon leur semble.

professionnelle de leurs membres et auraient rejeté parmi les idées du dimanche les pensées de transformation sociale (1) ; mais un certain nombre de leurs adhérents s'affilièrent à l'association internationale des travailleurs et les tendances révolutionnaires de cette association émurent le gouvernement. Des poursuites furent ordonnées contre eux ; c'en était fait du régime de liberté. Après les malheurs qui marquèrent la fin de l'Empire, le rôle joué par l'Internationale, sous la Commune, fit que les groupements ouvriers furent encore en défaveur sous l'Assemblée Nationale. Cependant la liberté de réunion proclamée en 1881, ayant permis aux ouvriers de réclamer énergiquement la liberté d'association, celle-ci fut reconnue par la loi du 21 mars 1884.

Ce qui distingue surtout les syndicats créés par la loi de 1884 des anciennes corporations, c'est qu'ils constituent des associations libres et indépendantes de l'Etat ; ils établissent librement leurs statuts et peuvent y insérer toutes les clauses qu'ils désirent, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs (art. 6 du Code civil). Il est donc impossible de voir en eux des établissements publics, ainsi que nous l'avons fait pour les corporations de l'ancien régime.

De là résulte entre les syndicats et les anciennes corporations deux différences profondes. La première est que les membres des syndicats ne ressemblent en rien à des fonctionnaires publics ou à des titulaires d'offices jouissant pour l'exercice de leur métier d'un monopole,

(1) C'est là l'expression employée par les trades unionistes anglais pour marquer ce qu'ils pensent des idées socialistes ; ils ne les rejettent, pas complètement, mais ils pensent que leur réalisation ne doit pas être le but immédiat de leurs efforts. (M. Jay, à son cours, 1908-1909).

ainsi que l'étaient les maîtres et les compagnons des corporations. L'exercice d'un métier n'est plus, comme avant 1789, une fonction publique et cet exercice doit être, par conséquent, en principe, entièrement libre. Nul n'est tenu et ne doit être tenu pour exercer un métier de faire partie d'un syndicat. L'article 7 de la loi de 1884 décide expressément que tout syndiqué peut se retirer à tout moment du syndicat, malgré tout engagement contraire qu'il aurait pris. La jurisprudence a conclu de ce texte qu'un syndicat ne peut mettre à l'index un ouvrier parce qu'il n'est pas syndiqué (1). Nous en concluons également que les syndicats ne peuvent, dans les contrats collectifs de travail qu'ils passent, stipuler que les patrons n'emploieront que des ouvriers syndiqués. Une pareille clause serait nulle, comme contraire au principe de la liberté d'entrer et de sortir d'un syndicat, consacrée par l'article 7 de la loi de 1884. Il est évident, en effet, que cette liberté serait illusoire, s'il était nécessaire pour trouver du travail ou pour conserver celui qui vous occupe d'entrer dans un syndicat ou d'y rester.

En revanche, la liberté d'association est un droit public auquel ni l'ouvrier ni le patron ne peuvent renoncer. Il résulte de là qu'un patron ne pourrait stipuler de ses ouvriers qu'ils ne s'affilient à aucun syndicat. Il ne pourrait pas non plus renvoyer un ouvrier sous le prétexte qu'il est syndiqué. Il n'y a pas là un juste motif de renvoi et l'ouvrier congédié pourrait demander à son patron des dommages-intérêts, conformément au nouvel article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890.

(1) Voir notamment l'affaire Joost. Cass. 22 juin 1892, D. 92. 1. 449, S. 4. 41.

L'autre différence qui existe entre les syndicats et les anciennes corporations concerne la conception générale de leur capacité. Elle provient d'ailleurs, également, en partie du moins de ce que les syndicats n'ont nullement le caractère d'établissements publics. Les corporations, tout comme d'ailleurs encore aujourd'hui, à certains égards, nos établissements publics, étaient considérées comme des mineurs (1). Ainsi notamment, elles pouvaient être restituées par lettres de rescision pour lésion considérable. Elles jouissaient d'une prescription spéciale de quarante ans opposable, aussi bien à ceux qui voulaient usucaper un droit réel leur appartenant qu'à ceux qui voulaient prescrire une de leurs créances. Enfin elles ne pouvaient aliéner leurs immeubles qu'avec une autorisation de l'autorité et pour motifs graves.

Au contraire, les syndicats, ainsi que les associations modernes, ne peuvent en rien être comparés à des mineurs. Les incapacités qui les frappent ont un but tout contraire à celles dont sont atteints les individus physiques incapables. Ceux-ci sont, en général, des faibles d'esprit ou de corps que le législateur veut et doit protéger, et leur incapacité a pour but la protection de leurs intérêts personnels. Aussi aucun individu physique incapable, sauf l'interdit légal dont l'incapacité se justifie par des motifs spéciaux, n'est-il privé du droit de recevoir à titre gratuit; une pareille incapacité ne se comprendrait pas, étant donné l'objet de son incapacité, qui est la protection de ses intérêts personnels. Les incapacités des associations ont, au contraire, pour but la

(1) Sur les caractères des anciennes corporations, voir M. Esmein, *Histoire du droit*, p. 694.

protection des intérêts de l'Etat et des individus isolés, leur objet est d'empêcher que les associations ne puissent par leur trop grande puissance soit porter ombrage au pouvoir de l'Etat, soit porter atteinte à la liberté individuelle des individus isolés. Aussi, aucune mesure n'est-elle prise dans le seul but de protéger leurs intérêts personnels. A la différence de ce qui a lieu pour les mineurs la loi ne se préoccupe pas de la nature de leurs actes au point de vue des dangers qu'ils peuvent présenter pour leur patrimoine ; ils peuvent aliéner librement leurs immeubles, compromettre, transiger, choses que les incapables du droit civil, les établissements publics ne peuvent faire. Au contraire, il serait bien de l'intérêt des associations de pouvoir se livrer à plusieurs buts différents, afin de s'attirer de nombreux adhérents ; d'être capables de recevoir à titre gratuit pour augmenter, par des libéralités, leur fortune. Mais l'Etat qui craint qu'elles ne puissent par le grand nombre de leurs membres, ou leur trop grande richesse, devenir dangereuses pour son indépendance et pour celle de l'individu, ne permet la formation de certaines d'entre elles qu'en vue d'une occupation déterminée, comme par exemple les syndicats régis par la loi de 1884, ou prive d'autres de la capacité de recevoir à titre gratuit, comme les associations soumises à la loi du 1^{er} juillet 1901, non reconnues d'utilité publique.

De cette opposition entre la pensée qui préside à l'incapacité du mineur et celle d'où procède l'incapacité de la personne morale découle encore d'autres différences entre ces deux catégories d'incapables que nous indiquons dans le cours de cette étude. Ces différences étaient moindres sous l'ancien régime, parce que les associations

étant alors rattachées à l'Etat, celui-ci ne voyait pas en elles des rivales et il voulait les protéger, comme il se protégeait lui-même.

C'est la capacité de ces associations professionnelles créées par la loi de 1884 qu'il nous faut étudier. Cet ouvrage sera divisé en six parties.

La première partie sera consacrée à la détermination du caractère juridique et des règles générales qui régissent la capacité des syndicats professionnels.

La seconde partie comprendra l'étude des œuvres coopératives que les syndicats peuvent vouloir entreprendre pour l'amélioration de la condition professionnelle de leurs membres. C'est en se donnant ces différents objets que les syndicats de petits producteurs indépendants peuvent aider leurs membres à soutenir la concurrence des grandes entreprises.

La troisième partie sera consacrée à l'exercice de la spéculation par les syndicats et à l'examen du projet Waldeck-Rousseau-Millerand sur l'extension de leur capacité à cet égard. Ce projet a pour but d'amener un grand développement des syndicats de salariés.

La quatrième partie aura pour but l'étude des contrats que les syndicats d'ouvriers ou d'employés peuvent conclure avec les patrons pour améliorer le sort professionnel de leurs membres : contrats collectifs de travail et contrats d'entreprise.

La cinquième partie sera consacrée à l'étude du droit d'ester en justice des syndicats professionnels ; enfin, nous nous occuperons dans la sixième partie de leur capacité d'acquérir et de l'attribution qui doit être faite de leurs biens à leur dissolution.

Disons, avant de commencer que, ainsi que le montre

l'exemple des syndicats agricoles, ce n'est pas les systèmes les mieux intentionnés qui amélioreront les conditions de l'homme, mais le travail réfléchi. Pour avoir méconnu cette notion, les associations ouvrières ont compromis leur prospérité et leurs membres n'ont pas réalisé les espérances qu'ils attendaient d'elles. Il est vrai que cela tient, dans une certaine mesure, à l'insuffisance de leurs attributions, d'après la loi de 1884. Nous verrons, à propos du projet Waldeck-Rousseau-Millerand, dans quelle mesure il convient d'étendre celles-ci.

ISRAEL.

CHAPITRE PREMIER

DU CARACTÈRE JURIDIQUE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS LES SYNDICATS SONT DES ASSOCIATIONS

Il existe trois sortes de groupes d'individus auxquels la loi française reconnaît la personnalité juridique : ce sont les sociétés, les associations et les établissements d'utilité publique. Dans laquelle de ces trois catégories de groupements devons-nous ranger les syndicats professionnels ? Cette question présente un grand intérêt, car ces différentes personnes morales ne sont pas soumises aux mêmes règles, soit pour leur capacité de recevoir à titre gratuit, soit pour l'attribution qui doit être faite de leurs biens à leur dissolution.

Certains auteurs ont pensé que les syndicats professionnels devaient être assimilés aux sociétés à but lucratif et que, par suite, il fallait leur appliquer, dans le silence de la loi de 1884, les dispositions qui régissent ces sociétés notamment décider que lors de leur dissolution, leur actif doit se partager entre leurs membres, ainsi que cela a lieu nécessairement pour l'actif des sociétés, en vertu de l'article 1832 du Code civil. Pour soutenir cette doctrine, on dit que les syndicats cherchent à faire hausser le salaire ou le profit des syndiqués, ils se proposent

ainsi de satisfaire les intérêts privés de leurs membres, de leur faire réaliser des avantages pécuniaires, tout comme les sociétés. Cette remarque est exacte, mais d'après l'article 1832 du Code civil, du moins tel que la jurisprudence l'a interprété, seuls les groupes d'individus qui ont pour but l'accomplissement de spéculations et qui doivent partager entre leurs membres les bénéfices qui en résultent, constituent des sociétés (1).

Or, les avantages pécuniaires qu'obtiennent les syndicats résultent de la simple entente entre les syndiqués, de la coalition de leurs intérêts particuliers. Il n'y a pas là des bénéfices. Enfin, les syndicats poursuivent encore d'autres objets que la réalisation au profit de leurs membres d'avantages pécuniaires ; ils cherchent à diminuer la durée de leur travail, à leur procurer l'enseignement professionnel, etc. (2).

Le caractère d'associations des syndicats professionnels n'a jamais été sérieusement contesté. Mais, d'après une partie importante de la doctrine et aussi d'après la jurisprudence administrative, les syndicats auraient, en outre, un autre caractère : ils constitueraient des établissements d'utilité publique. Cette question présente de l'intérêt surtout pour savoir si l'on doit reconnaître aux syndicats la capacité de recevoir à titre gratuit, question non

(1) Voir sur ce point principalement l'ouvrage de M. Hayem, *Domaines respectifs de l'Association et de la Société*. Thèse Paris 1907, p. 92 ; en sens contraire, M. Pichon, *Caractères distinctifs des Associations*. Thèse Paris 1905, et aussi M. Planiol, *Traité élémentaire de Dr. civ.*, t. II, p. 608.

(2) Voir dans le sens de l'assimilation des syndicats aux sociétés privées, M. Boullaire, *Manuel des Syndicats professionnels agricoles*, p. 95.

résolue par la loi de 1884. Si les syndicats étaient des établissements d'utilité publique, il faudrait, conformément au droit qui régit ces établissements, décider qu'ils peuvent recevoir des libéralités, mais que les dons ou legs qui leur sont adressés, doivent être autorisés par l'administration, conformément à l'article 910 du Code civil. Que penser de cette opinion? L'on sait que l'établissement d'utilité publique est une association qui, à raison de son but d'utilité générale, a obtenu la concession d'une large capacité par un acte individuel et spécial du pouvoir exécutif. Cet acte est ordinairement un décret en Conseil d'Etat. L'on fait valoir, dans cette opinion, que si, en général, les établissements d'utilité publique obtiennent leur reconnaissance par un acte individuel et spécial de la puissance publique, il n'y a là rien d'obligatoire pour le législateur. Celui-ci, pour bien montrer l'intérêt qu'il portait aux associations professionnelles, les a toutes reconnues d'utilité publique par la loi même de 1884 (1). L'on peut ajouter également, en ce sens, que les syndicats professionnels, comme les établissements d'utilité publique, sont les auxiliaires de l'Etat dans l'accomplissement d'une œuvre d'intérêt général, l'amélioration de la situation matérielle et intellectuelle des travailleurs. Néanmoins, malgré ces arguments, il ne semble pas que cette opinion doive être admise. D'abord la personnalité des syndicats, par cela même qu'elle résulte de la loi, est bien moins précaire que celle dont jouissent les établissements d'utilité publique. Elle leur appartient de droit, dès qu'ils sont constitués régulièrement, et l'autorité administrative

(1) Cet argument est invoqué par M. Sauzet, dans sa thèse sur la *Nature de la personnalité civile des Syndicats professionnels*, p. 32.

ne peut la leur enlever. Au contraire, la personnalité des établissements d'utilité publique est pour eux une simple faveur administrative. Le décret qui accorde leur reconnaissance est un acte discrétionnaire de l'administration ; en cas de refus, aucun recours n'est possible, et, même obtenue la reconnaissance peut être retirée par un autre décret. De plus, les établissements d'utilité publique sont soumis à un certain contrôle administratif qui n'existe nullement pour les syndicats professionnels. Ces établissements sont obligés, pour obtenir leur reconnaissance d'utilité publique, d'insérer certaines clauses déterminées dans leurs statuts. Ils doivent présenter leurs registres au préfet à toute réquisition de sa part (V. art. 44 du décret du 16 août 1904). Les syndicats, au contraire, établissent librement leurs statuts et l'administration ne peut nullement s'ingérer dans leur fonctionnement. Enfin la loi du 1^{er} juillet 1901 ne considère, ainsi que nous allons le voir, comme établissements d'utilité publique, que les associations ayant obtenu une reconnaissance spéciale d'utilité publique par décret individuel en Conseil d'Etat.

Les syndicats professionnels sont ainsi de simples associations. Aussi, en 1884, la faculté qui leur fut reconnue de se constituer légalement et de jouir de la personnalité juridique, à la seule condition de déposer à la mairie leurs statuts et les noms de leurs administrateurs (1), constituaient pour eux une grande faveur. A cette époque, en effet, le simple fait de s'associer sans autorisation administrative constituait un délit pénal, prévu et puni par les articles 291 et suivants du Code

(1) Art. 4 de la loi de 1884.

pénal. Mais, depuis 1884, la loi du 1^{er} juillet 1901 a reconnu la liberté générale des associations. Cette loi distingue trois catégories d'associations : les associations non déclarées, qui se forment sans aucune formalité, mais qui ne jouissent pas de la personnalité juridique, les associations *déclarées* qui ont fait connaître à la préfecture ou à la sous-préfecture de leur siège social, leur objet et les noms de leurs administrateurs et aussi joint à cette déclaration deux exemplaires de leurs statuts ; ces associations jouissent de la petite personnalité juridique, enfin les associations reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, lesquelles sont les anciens établissements d'utilité publique d'avant 1901, la loi leur reconnaît le droit d'accomplir tous les actes de la vie civile et de recevoir les libéralités autorisées par l'administration (art. 44). La condition juridique des syndicats professionnels nous semble analogue à celle des associations déclarées de la loi de 1901. Comme celles-ci, ils jouissent de la personnalité en vertu de la loi, dès qu'ils ont rempli les formalités qu'elle exige, seulement leur capacité juridique est, ainsi que nous allons le voir, plus étendue que celle de ces dernières associations.

Les syndicats professionnels et la loi du 1^{er} juillet 1901.

— Les syndicats professionnels étant des associations, on admet généralement qu'ils peuvent invoquer la loi du 1^{er} juillet 1901 pour se placer sous son statut, au lieu de remplir les formalités prescrites par la loi de 1884. La loi de 1901 porte, il est vrai, qu'il n'est en rien dérogé à la loi sur syndicats (V. art. 44) ; mais cette disposition signifie simplement que cette dernière législation subsiste pour ceux qui peuvent et veulent en profiter. Ce texte est d'ailleurs inutile, une loi générale, comme la loi sur les associa-

ciations de 1901, n'entraîne pas l'abrogation de plein droit d'une loi spéciale, telle que celle sur les syndicats professionnels. D'autre part, la défense d'intérêts professionnels ne peut être considérée comme un objet illicite pour une association. Enfin, il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1901 que l'intention du législateur a été de permettre aux associations professionnelles de se prévaloir de ses dispositions. La possibilité pour une association de se former légalement sans aucune déclaration, a été réclamée surtout pour les syndicats professionnels (1).

De ce que les associations professionnelles peuvent se constituer conformément à la loi de 1901, il en résulte que certaines catégories de personnes auxquelles la loi de 1884 interdit de se syndiquer, membres de professions libérales, ouvriers appartenant à des professions différentes, peuvent former entre elles une association professionnelle soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901. Néanmoins, même les individus qui ont le droit de se syndiquer peuvent avoir intérêt à placer leur association sous le statut de la loi de 1901. Elles pourront ainsi, d'abord et surtout, poursuivre par la même association un autre but que la défense de leurs intérêts professionnels. La loi de 1901, en effet, à la différence de la loi de 1884, ne limite pas les objets des associations qu'elle régit; pour ces associations, le principe de la spécialité est facultatif et elles peuvent même jouir de la personnalité, pour différents buts, dès que ceux-ci sont indiqués dans leurs statuts et déclarés à l'administration. Ensuite, les associations pro-

(1) Voir en ce sens M. Pic, *Traité élément. de législ. industrielle*, p. 255. Voir aussi *J. Off. Deb. Ch.* 4 fév. 1901, p. 287.

fessionnelles peuvent vouloir invoquer la loi de 1901, pour se constituer à l'état d'associations non déclarées, dépourvues de la personnalité juridique, afin de rendre ainsi plus difficiles, sinon impossibles, les poursuites que les tiers peuvent avoir à intenter contre elles. Dans ce cas, en effet, la règle « nul en France ne plaide par procureur » obligera ces personnes à faire connaître les noms de tous les associés dans tous les actes de la procédure et à signifier chacun de ces actes à chaque associé. Or, il y a là des formalités impossibles à remplir à l'égard des associations qui contiennent un grand nombre de membres et dont on ignore même les noms des associés. Les syndicats n'auraient pu agir ainsi sous l'empire de la loi de 1884 ; car, d'après cette loi, la formation d'un syndicat n'était licite que s'il avait effectué le dépôt prévu par l'article 4, et alors il jouissait forcément de la personnalité juridique. Néanmoins, cet avantage que les syndicats peuvent trouver dans la loi de 1901 est beaucoup plus apparent que réel. Sans la personnalité juridique, une association professionnelle ne peut guère remplir son rôle. Ce n'est, en effet, que grâce à cette personnalité qu'elle peut réclamer à la justice l'exécution des différents contrats d'utilité professionnelle qu'elle peut vouloir passer pour ses membres et aussi la réparation de certaines lésions professionnelles que ceux-ci peuvent subir par suite de délits. Enfin, pour les syndicats de salariés notamment, la possession d'un certain patrimoine est indispensable, surtout pour distribuer des secours de grève ou de chômage. Or, sans la personnalité juridique les syndicats ne pourraient arriver à s'en constituer un ; leur actif serait, en effet, indivis entre leurs membres, ce qui permettrait à chaque syndiqué d'en

demander à tout moment le partage (art. 813 du C. civ.) ; de plus, la gestion de cet actif serait bien difficile, chaque acte d'administration exigeant le consentement unanime de tous les associés.

Néanmoins, depuis la loi de 1901, le système français sur la personnalité des syndicats se rapproche du système anglais ; mais avec de notables différences. La loi anglaise de 1871, sur la demande même des Trades Unions désireuses de mettre leur riche actif à l'abri des poursuites judiciaires, n'a pas fait d'elles de véritables personnes juridiques. Il existe d'abord, en Angleterre, des Trades Unions occultes qui ne jouissent d'aucun des attributs de la personnalité juridique ; elles ne peuvent posséder aucun bien et sont dans la même situation que nos associations non déclarées de la loi de 1901. Mais il y a aussi d'autres Trades-Unions, dont les statuts ont été enregistrés par un fonctionnaire, appelé le Reggistrar, lequel n'est pas un homme politique, mais un jurisconsulte. Il doit vérifier la légalité des statuts de l'association et lui délivrer, s'il y a lieu, un certificat d'enregistrement. Ces Trades-Unions peuvent bien posséder sous le nom d'administrateurs appelés trustees, des meubles sans limite et une acre de terre. Mais elles ne constituent pas de véritables personnes juridiques et elles ne peuvent agir en justice ou être actionnées en justice, par l'intermédiaire et sous le nom de leurs trustees, que pour ce qui concerne leurs intérêts purement patrimoniaux. Aussi, même ces dernières Trades-Unions ne peuvent agir en justice, ni pour obtenir l'exécution de leurs contrats collectifs de travail, ni même pour réclamer à leurs membres le paiement de leurs cotisations. Elles peuvent simplement défendre en justice les terres du patrimoine de la Trade-

Union et aussi poursuivre les détenteurs de ses fonds et de ses archives. (Loi de 1869). Enfin, quoique la Chambre des Lords, dans la célèbre affaire de la Tuff Wall Railway Company, ait condamnée l'Union nationale des employés de chemins de fer à 575.000 livres de dommages intérêts, pour organisation du picketting, c'est-à-dire pour avoir placé près d'usines en grève certains syndiqués chargés de détourner du travail les non-grévistes ; depuis cet arrêt la loi de 1906 (1), ayant proclamé l'irresponsabilité complète des trades-unions, il est certain qu'elles ne peuvent être actionnées en justice à raison des faits illicites de leurs membres. Au contraire, la personnalité des syndicats français qui ont effectué les dépôts prévus par les lois de 1884 ou de 1901, leur permet, outre la possession d'un certain patrimoine, la défense de leurs intérêts professionnels ; mais elle les expose aussi à voir leur patrimoine saisi par leurs créanciers délictuels ; tandis qu'en Angleterre, même les trades-unions enregistrées, qui possèdent souvent un patrimoine des plus importants, ne peuvent être poursuivies que pour les droits concernant leur patrimoine.

Terminons en disant que les personnes qui ont, d'après la loi de 1884, le droit de se syndiquer et qui veulent constituer entre elles une association exclusivement professionnelle et jouissant de la personnalité juridique, n'ont cependant guère d'intérêt à invoquer la loi de 1901. Les associations simplement déclarées doivent remplir des formalités plus nombreuses que celles imposées par la loi de 1884 aux syndicats professionnels. Elles sont

(1) Sur cette loi, voir M. Morin, de la *Situation juridique des trades unions anglaises*. Thèse de Caen 1908.

astreintes notamment à faire publier au *Journal Officiel*, dans le mois de leur déclaration, un extrait faisant connaître leur titre et leur objet, c'est là une formalité un peu coûteuse qui n'existe pas pour les syndicats soumis à la loi de 1884 (1). De plus, ces associations déclarées ne peuvent recevoir à titre gratuit que des subventions administratives. Pour recevoir d'autres libéralités, il faut qu'elles sollicitent la reconnaissance d'utilité publique et même alors l'acceptation de chacun des dons ou legs qui leur sont adressés, doit être autorisée par l'administration, conformément à l'article 910 du Code civil et à la loi du 4 février 1901. Au contraire, nous verrons que les syndicats peuvent, dès qu'ils sont régulièrement constitués et sans aucune autorisation administrative, acquérir à titre gratuit les mêmes biens qu'ils peuvent acquérir à titre onéreux. Telle est, du moins, notre opinion, qui est celle de la jurisprudence. Enfin, la loi de 1901 interdit aux associations déclarées ou même reconnues d'utilité publique de placer leurs économies autrement qu'en titres nominatifs. Les syndicats peuvent, au contraire, acquérir soit des titres nominatifs, soit des titres au porteur.

Le seul avantage que la loi de 1901 pourrait présenter pour ces personnes, serait de pouvoir mettre à la tête de leur association des administrateurs étrangers. Cette loi, en effet, à la différence de la loi de 1884, n'impose pas aux associations l'obligation d'avoir des administrateurs français.

(1) Article 1^{er} du décret du 16 août 1901.

CHAPITRE II

DES RÈGLES GÉNÉRALES SUR LA CAPACITÉ DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

Il résulte de l'article 6 de la loi de 1884 que les syndicats professionnels, dès qu'ils sont régulièrement constitués, jouissent de la personnalité juridique ; c'est-à-dire peuvent être titulaires de droits propres, distincts de ceux de leurs membres, et dont ils peuvent demander l'exécution aux tribunaux. Mais la loi de 1884 ne contient aucune disposition de principe sur l'étendue des droits que les syndicats peuvent ainsi posséder. On a soutenu à cet égard, une opinion très restrictive. D'après une doctrine assez répandue, la personnalité du syndicat lui permettrait simplement d'acquérir un patrimoine et de défendre en justice le patrimoine ainsi acquis. Elle ne lui aurait pas été conférée pour lui faciliter son rôle économique de défense des intérêts de la profession. Les syndicats pourraient simplement, dans ce but, accomplir des fonctions de fait : pétitions, publications dans les journaux, mais non des actes juridiques. Cette conception de la personnalité syndicale conduit notamment, à denier toute valeur obligatoire aux différents contrats que les syndicats peuvent vouloir

passer pour défendre les intérêts professionnels de leurs membres : achats d'objets d'utilité professionnelle, contrats collectifs de travail. Elle amène, d'ailleurs, à interdire aux syndicats toute action en justice ayant pour objet cette défense ; qu'il s'agisse pour lui d'obtenir l'exécution de ces différents contrats d'utilité professionnelle ou bien de réclamer la réparation des lésions professionnelles que les syndiqués peuvent subir par suite de délits ? Elle conduit même et il faut bien le remarquer à faire aux syndicats publiés français la même situation juridique qu'aux trades-unions enregistrées anglaises ; car du moment que, comme ces dernières, ils ne jouiraient de la personnalité que pour la défense de leurs intérêts patrimoniaux, ils ne pourraient également être actionnés en justice que pour des droits relatifs à leur patrimoine et ils seraient, par suite, irresponsables des faits illicites de leurs préposés. L'on voit combien est grave cette doctrine ; d'autant plus que nous avons vu que la personnalité des syndicats est de la plus haute importance pour la défense de leurs intérêts professionnels ; or, c'est précisément pour cette défense que les syndicats en seraient privés.

Dans le silence de la loi de 1884, les droits des syndicats doivent, à notre avis, être déterminés d'après les règles générales applicables à la capacité des personnes morales ; règles qui dépendent elles-mêmes de la nature de la personnalité morale. Trois doctrines principales ont été soutenues à cet égard. La théorie traditionnelle de la fiction voyant dans la personne morale un être artificiel, entièrement distinct des associés et qui serait une simple création du législateur, en conclut qu'elle ne jouit que des droits que celui-ci lui reconnaît formelle-

ment ; ou du moins de ceux absolument nécessaires à la réalisation du but que la loi lui assigne. Au delà de cette limite la personne morale n'existe plus, aussi les actes que l'association ferait dans un autre objet ne peuvent être qu'inexistants. Les partisans de la théorie de la volonté collective pensent, au contraire, que la volonté humaine est le seul sujet possible du droit. Si la personne physique est constituée par la volonté individuelle de l'individu isolé, la personne morale est formée par l'ensemble des volontés individuelles des associés, lesquelles réunies forment la volonté collective de l'association, seule titulaire de ses droits. Cette volonté collective doit être distinguée des volontés individuelles qui la composent ; car celles-ci sont plus fortes et autres que si les associés étaient isolés. Le groupement des individus augmente, en effet, leurs énergies individuelles, et quand ils délibèrent sur une mesure commune à prendre, ils ne s'inspirent pas seulement de la considération de leurs intérêts individuels, ainsi qu'ils feraient s'ils agissaient isolément ; mais aussi de celle des intérêts plus durables de leur association.

En réalité, du moment que la volonté collective d'une association n'est que le groupement des volontés individuelles de ses membres, l'on doit considérer le groupe même des associés comme constituant lui-même la personne morale. C'est là la théorie de la propriété collective, qui se ramène ainsi, au fond, à celle de volonté collective, et qui conduit, comme elle, semble-t-il, à permettre à la personne morale d'accomplir toutes sortes d'actes, en vue de n'importe quel but (1). Si la per-

(1) On appelle cette doctrine théorie de la propriété collective,

sonne morale est constituée par une volonté collective, ensemble de volontés individuelles, ou par le groupe des associés l'on doit logiquement lui reconnaître la même capacité juridique que celle que la loi reconnaît à chacune des volontés individuelles ou des individus isolés dont elle est formée (1).

A mon avis les deux doctrines de la fiction et de la propriété collective renferment toutes deux une part de vérité. Si l'on admet, en effet, avec Ihering, que les droits sont des intérêts protégés juridiquement, des jouissances dont l'Etat veut assurer la sécurité, parce qu'il estime qu'il est de l'intérêt général qu'il le fasse, des êtres artificiels qui ne possèdent aucun intérêt, n'en peuvent être titulaires. Seuls l'homme ou des groupes d'hommes ont des intérêts, aussi seuls ils peuvent être titulaires de droits (2). Les droits des associations reposent ainsi sur le groupe des associés et, par suite, sur chaque associé, en tant que membre du groupe.

parce que, comme elle voit dans le groupe des associés le titulaire des droits de la prétendue personne morale, elle est conduite à décider que c'est ce groupe qui est propriétaire collectif des biens de l'association. Cela l'amène à refuser à l'Etat tout droit sur les biens des associations dissoutes, car l'Etat ne peut s'emparer des biens que les particuliers possèdent, même sous forme de propriété collective, et aussi à reconnaître aux statuts des associations la faculté de régler librement le sort de leur actif à leur dissolution. Tout propriétaire a le droit de disposer librement des biens qu'il possède.

(1) Ces conséquences des doctrines sur la personnalité juridique quant à la capacité de la personne morale ont été empruntées à un article de M. Margat sur *la capacité des associations déclarées*, paru dans la *Revue trimest. de Dr. civil*, 1907, p. 15.

(2) La théorie de la propriété collective est soutenue notamment par M. Planiol. V. *Traité élément. de Dr. civ.*, t. I, p. 635, et par M. Berthélemy. V. *Traité élément. de Dr. administ.*, 4^e éd. p. 32.

On a souvent objecté contre cette idée que la fondation constitue une personne juridique sans qu'il y ait cependant de groupe d'hommes qui puisse être considéré comme le titulaire de ses droits. C'était l'opinion de Savigny, qui distinguait deux sortes de personnes morales : les corporations, personnifications d'un groupe d'individus et dont la personnalité reposait sur ce groupe, et les fondations dont la personnalité repose-rait sur leur but. Dans cette doctrine, les corps d'artisans participaient à la fois des caractères de la fondation et de la corporation. Ici encore nous croyons qu'il y a là une erreur. Le titulaire des droits d'une fondation est un groupe d'individus, mais lequel ? Il est bien certain, quoique cette opinion ait été soutenue, que ce n'est pas le groupe de ses administrateurs. Ceux-ci sont simplement les représentants de la fondation, ils sont chargés de la faire fonctionner, et s'ils peuvent pour cela faire valoir ses droits ; ils n'en sont pas plus les titulaires que les administrateurs d'une société ne sont titulaires des droits de celle-ci. Ihering a soutenu que le groupe d'hommes titulaire des droits d'une fondation n'était autre que celui de ses bénéficiaires. C'est cette opinion que nous admettons, en faisant remarquer que ce groupe ne comprend pas seulement les bénéficiaires actuels, mais tous ceux qui, dans la suite des temps, auront, d'après les statuts de la fondation, droit à son usage. L'indétermination de ce groupe ne saurait l'empêcher d'être titulaire de droits, car même dans les associations, le nombre des associés est souvent indéterminé, leurs listes mal tenues laissent ignorer les noms de ceux qui en font réellement partie et ceux-ci peuvent varier d'un jour à l'autre par suite de démissions ou d'adhésions. Cela n'empêche pas, que,

dans notre opinion du moins, le groupe des associés est le titulaire réel des droits de l'association.

Au fond, cette manière de voir se ramène à celle de Savigny ; le but d'une fondation n'est pas, en effet, autre chose que la satisfaction des besoins de ceux qui auront droit à son usage ; pourquoi dès lors ne pas considérer le groupe de ces derniers comme titulaire des droits de la fondation ?

Néanmoins, il faut aussi qu'il existe un Etat, des autorités publiques constituées, pour que les individus ou les collectivités puissent être des titulaires de droits, c'est-à-dire puissent placer sous la sauvegarde des pouvoirs publics les intérêts qu'ils possèdent. C'est la raison pour laquelle la personnalité juridique, c'est-à-dire l'aptitude à être titulaire de droits n'existe pour les collectivités, comme d'ailleurs pour les individus isolés, qu'à la suite d'une reconnaissance au moins implicite du législateur, qui consente à placer sous sa protection les intérêts collectifs ou les intérêts individuels, et comme rien ne l'y oblige, il peut aussi mettre à sa protection telles conditions qu'il désire. Aussi pendant des siècles, l'Etat n'admettait pas la personnalité de l'esclave, du mort civil, et même aujourd'hui l'étranger ne jouit que des droits qui sont reconnus à nos nationaux, dans l'Etat auquel il appartient (1). C'est pourquoi aussi les premières associations dont on reconnut de nos jours la légalité, les sociétés de secours mutuels, les syndicats professionnels n'obtinrent qu'une personnalité limitée à la défense de certains intérêts collectifs, jugés plus dignes de protection que d'autres. D'ailleurs en 1884, la liberté d'association

(1) V. art. 44 du Code civil.

ne fut admise que pour permettre aux individus de défendre leurs intérêts professionnels ; c'était dès lors uniquement pour ce but qu'on pouvait reconnaître la personnalité aux associations qu'on autorisait. Mais, du moment que la loi de 1884 reconnaissait la personnalité aux syndicats, c'était pour leur faciliter leur rôle légal de défense de leurs intérêts professionnels ; ils doivent, par conséquent, pour cet objet, pouvoir contracter, ester en justice. Enfin, par cela même qu'ils constituent des personnes, les syndicats doivent, pour la réalisation de leur objet légal, jouir de tous les droits d'une personne physique majeure. Aucun texte ne restreint leur personnalité à la défense de leurs intérêts patrimoniaux, et les affirmations, dans ce sens, qu'on trouve dans les travaux préparatoires, celle notamment de M. Beauquier, d'après lequel les syndicats ne devaient être que des cercles d'études économiques ou sociales, ont été faites à un moment où il était décidé que les syndicats ne jouiraient pas de la personnalité (1). C'est là ce qu'admet généralement la jurisprudence, notamment pour reconnaître la validité des contrats collectifs de travail passés par les syndicats ouvriers (2).

(1) V. *Journ. Off., Ch. deb.* 17 mai 1881.

(2) « La fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux que le syndicat a pour mission d'étudier et de défendre », nous disent le jugement du tribunal de Charolles, l'arrêt de la Cour de Dijon et celui de la Cour de cassation, dans l'affaire des ouvriers tisseurs de Chauffailles. V. D. 1893. 1. 2. 141. Dans l'affaire des tisserands de Cholet, le tribunal de Cholet déclare formellement que le syndicat a le pouvoir de contracter pour défendre les intérêts économiques de ses membres, « qu'il résulte du texte et de l'esprit de la loi de 1884 que le législateur n'a pas entendu confiner les syndicats dans le domaine purement abstrait des questions théoriques, qu'en

Enfin la loi du 4 juillet 1900, qui a permis aux syndicats agricoles de créer, en vertu de leur propre personnalité, des caisses d'assurances mutuelles au profit de leurs membres, la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine qui a reconnu aux syndicats de médecins le droit de se porter parties civiles dans les poursuites pour exercice illégal de leur profession, ont nettement proclamé qu'un syndicat peut se servir de sa personnalité juridique pour accomplir son but légal de défense des intérêts professionnels de ses membres.

Quoique la loi de 1901 plus libérale que celle de 1884, ait permis, à notre avis, aux associations qu'elle régit de jouir de la personnalité pour tous les buts indiqués dans leurs statuts et déclarés à l'administration, les associations professionnelles constituées suivant la loi de 1884, ne doivent, même depuis 1901, s'occuper exclusivement que de la défense des intérêts de leur profession. Elles ne sauraient, en effet, prétendre à la capacité de faveur de la loi de 1884, sans observer ses interdictions. Toute action politique leur est interdite, et elles ne peuvent s'immiscer ni dans les élections législatives, ni même dans les élections municipales. Néanmoins, leur intervention est licite dans les élections des conseils de prud'hommes et des tribunaux de commerce qui ont un caractère exclusivement professionnel. De même, si un syndicat peut acheter pour ses membres des objets d'utilité professionnelle, des machines, des outils, des matières premières,

exprimant dans l'art. 3 qu'ils ont pour objet : l'étude et la défense des intérêts économiques il leur a attribué le pouvoir de contracter et d'ester en justice pour soutenir les intérêts de la généralité des syndiqués ». V. Trib. de Cholet, 12 fév. 1897, D. 1903. 2. 25, et la note de M. Planiol.

il ne saurait leur livrer des produits destinés à leur consommation personnelle. Il satisferait alors leurs intérêts de consommateurs, et non leurs intérêts professionnels. Pour procurer ces objets à ses adhérents, il ne pourra que créer pour eux une association coopérative qui aura une existence juridique distincte de la sienne. Cette association pourra être constituée, ainsi que nous le verrons, soit sous la forme d'une société à capital variable, soumise à la loi de 1867, soit sous la forme bien plus simple d'une association déclarée soumise à la loi de 1901. D'ailleurs, comme la loi de 1901 permet aux associations toutes sortes de buts, pourvu qu'ils soient licites, une association professionnelle constituée sous la forme d'association déclarée, pourrait, en même temps, jouer le rôle d'une société coopérative de consommation, fournir à ses membres des objets d'utilité ménagère. C'est là certainement l'avantage le plus précieux qu'offre pour les associations professionnelles la loi de 1901 sur celle de 1884.

Enfin, il faut rattacher également au fait qu'un syndicat a pour objet légal, et doit, par suite, se proposer uniquement la défense d'intérêts professionnels, l'interdiction de la spéculation. Non seulement un syndicat étant une association ne peut jouer le rôle d'une société, c'est-à-dire, partager entre ses membres des bénéfices résultant de spéculations, mais encore tout acte de spéculation commercial ou civil lui est interdit. Il en serait ainsi, comme nous le verrons, même si le syndicat n'avait spéculé que dans l'intention d'employer ses bénéfices à des œuvres d'intérêt professionnel, sans jamais les partager entre ses membres. Cela provient de ce que les actes de spéculation sont toujours accomplis dans l'intention de réaliser un gain, tandis que les actes des syn-

dicats ne sont valables que s'ils sont réalisés dans l'intention, dans le but immédiat de défendre les intérêts de la profession des syndiqués.

Qu'arriverait il si un syndicat faisait un acte dans un autre but que la défense des intérêts de sa profession ? Quoique l'auteur de cet acte ne soit pas un être fictif distinct des syndiqués mais le groupe même de ces derniers, il ne saurait être valable. Ce n'est, en effet, qu'en vertu de la loi de 1884 que le groupe des syndiqués jouit de la personnalité et cette loi ayant limité la personnalité de ce groupe aux droits qui ont pour objet la défense de ses intérêts professionnels, il cesse au delà de de ce but d'être une personne et les actes qu'il accomplirait dans un autre objet ne peuvent être qu'inexistants. Cette sanction doit d'ailleurs être admise même si l'on n'admet aucunement la théorie de la fiction. La nullité d'ordre public est, en effet, la sanction ordinaire des prohibitions du législateur. Or la loi de 1884 interdit aux syndicats de s'occuper d'autre chose que de la défense de leurs intérêts professionnels, aussi tout acte qu'ils font dans un autre but est nul, comme ayant lieu malgré la défense de la loi. Enfin cet acte constitue un délit pénal pour les administrateurs, et le tribunal correctionnel saisi de cette poursuite pénale a en outre le droit, mais seulement sur la réquisition du ministère public de prononcer la dissolution du syndicat (art. 9 de la loi de 1884).

La nullité qui atteint les actes d'un syndicat contraires à son objet légal étant d'ordre public aucune confirmation ni prescription ne saurait la couvrir. Toute personne intéressée pourra l'invoquer. Le syndicat lui-même pourra l'opposer aux tiers qui ont traité avec lui, quoiqu'il s'agisse pour lui, d'invoquer une infraction que ses

représentants ont commise. Cette nullité est évidemment rigoureuse pour les tiers, surtout quand ils n'ont pas pu savoir à quelles fins l'acte était conclu. Mais ils auront, dans ce cas, un recours en dommages-intérêts contre le syndicat. Les administrateurs d'un syndicat qui agissent dans un autre but que la défense de ses intérêts professionnels commettent, en effet, un délit pénal dont l'association est responsable civilement en qualité de commettant. (V. art. 9 de la loi de 1884.)

Il est à remarquer que les actes qu'un syndicat ferait dans un autre but que la défense des intérêts de sa profession seraient nuls même s'ils étaient accomplis à titre de mandataire représentant une autre personne et quoique alors les effets de son contrat se réaliseraient directement dans la personne de son mandant. En effet, même dans ce cas le syndicat sortirait de ses attributions légales, il s'occuperait d'autre chose que de la défense des intérêts professionnels des syndiqués, aussi ses actes seraient nuls comme accomplis malgré la défense de la loi. D'ailleurs, le mandat du syndicat serait lui-même nul, par cela seul qu'il serait conclu dans un autre but que la défense des intérêts de sa profession, aussi aucun acte valable ne pourrait être passé en son exécution.

A ces différents points de vue, il en est autrement des personnes physiques incapables. Leur incapacité n'étant pas motivée par des considérations d'ordre public, ainsi que l'est celle des personnes morales ; mais ayant simplement pour but la protection de leurs intérêts personnels, elles seules peuvent, en principe, se prévaloir de la violation de dispositions qui ne sont édictées que dans leur intérêt. Les actes du mineur, de l'interdit judiciaire accomplis malgré leur incapacité sont simplement annu-

lables sur leur demande ou sur celle de leurs représentants légaux (art. 1125 du Code civil). De même, les individus physiques incapables peuvent accomplir à titre de mandataire des actes qu'ils ne pourraient faire pour leur propre compte. Du moment que les actes qu'ils passent ne doivent pas réaliser d'effets dans leurs personnes, ils ne peuvent leur causer de préjudice et il n'y a, par suite, aucun motif pour leur interdire de les conclure.

Il ne faudrait même pas croire que les actes d'un syndicat, pour être valables, peuvent avoir pour but la défense d'intérêts professionnels quelconques. Il résulte, en effet, des travaux préparatoires de la loi de 1884 que les syndicats doivent se proposer uniquement la défense d'intérêts professionnels communs à tous les syndiqués, ou des intérêts généraux de leurs professions, c'est-à-dire des intérêts communs à tous ceux qui l'exercent (1). Aussi les actes qu'un syndicat ferait pour défendre des intérêts professionnels individuels, appartenant à certains syndiqués, mais que tous ne possèdent pas, parce qu'ils résultent de situations professionnelles non communes, seraient également atteints par une nullité d'ordre public.

(1) Le texte de l'art. 3 du premier projet de loi est ainsi conçu : « Les syndicats ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques... communs à tous leurs membres et des intérêts généraux de leurs professions ». Les mots communs à tous leurs membres et suivants furent supprimés par le Sénat en seconde délibération pour que les mots « intérêts généraux de leurs professions » ne puissent servir de prétexte à une intervention des syndicats sur le terrain politique. Mais il a toujours été entendu que les syndicats pourraient défendre soit les intérêts généraux de leurs professions, soit des intérêts professionnels communs à tous leurs membres. (Voir sur ces points le rapport de M. Lagrange, *Journ. Off.* 1883, *Chambre, Annexes*, p. 401, le rapport de M. Barthe, *J. Off.* 1882, *Sénat, Ann.*, p. 476).

L'intérêt professionnel, sera d'ailleurs rarement individuel, car il est par sa nature commun à tous les membres d'une profession, aussi dans le doute sera-t-il présumé commun. Mais le législateur ne considère nullement le nombre des syndiqués pour lesquels le syndicat agit, aussi l'acte du syndicat sera-t-il valable dès qu'il a pour but la défense d'un intérêt professionnel commun à tous les syndiqués, que tous possèdent, fût-il accompli pour un seul d'entre eux. L'opinion d'après laquelle, les actes d'un syndicat, pour être valables, doivent être faits dans l'intérêt professionnel de tous les syndiqués ou de la majorité, nous semble ainsi condamnée par le législateur de 1884. D'ailleurs, faisant dépendre la capacité d'un syndicat du nombre de ses membres, elle a le grave inconvénient d'accorder aux petites associations une capacité juridique plus étendue qu'aux grandes, puisque celles-ci ne pourraient faire que des actes qui intéressent un grand nombre d'individus. Elle forcerait par suite des personnes qui ont des intérêts professionnels communs à satisfaire à se diviser néanmoins en syndicats multiples et minuscules, parce qu'elles n'ont pas toutes à les défendre au même moment ou de la même manière. Enfin tous les syndiqués ont intérêt à ce que le syndicat puisse défendre un intérêt professionnel commun, même pour un seul syndiqué, car possédant tous un intérêt de ce genre, chacun peut avoir besoin un jour ou l'autre du syndicat pour le satisfaire. C'est pourquoi un syndicat composé de propriétaires ruraux peut acheter des engrais pour un seul de ses membres. Ces engrais accroîtront la fertilité des terres du syndiqué qui les demande. L'achat du syndicat servira ainsi un intérêt professionnel commun à tous les syndiqués. Tous les syndiqués ne font peut-être

pas usage des mêmes engrais ou n'en ont pas besoin à la même époque. Or, il est de l'intérêt professionnel de tous que le syndicat puisse fournir à chacun les engrais dont il fait usage, et quand il en a besoin.

Il est vrai que le syndicat ne peut exercer en son nom et d'office que les actions en justice qui figurent dans son patrimoine propre, et qu'on appelle pour ce motif syndicales, et non aucune action appartenant au patrimoine individuel d'un syndiqué, appelée pour ce motif individuelle, même si cette action a pour but la défense d'un intérêt professionnel commun à tous les syndiqués. Mais cette interdiction est due, en principe, uniquement au défaut de qualité du syndicat et non à un défaut de capacité. Elle tient à ce que les actions individuelles des syndiqués, précisément parce qu'elles figurent dans leurs patrimoines individuels, n'appartiennent pas au syndicat. Or seul le titulaire d'une action peut l'intenter d'office et en son nom. Ce n'est qu'en vertu d'un mandat de ce titulaire et au nom de celui-ci qu'une autre personne aurait également qualité pour agir à sa place. Aucune personne ne peut exercer en son nom une action appartenant à autrui. Ainsi le veut la règle de procédure : nul en France ne plaide par procureur, qui oblige le mandataire *ad litem* à prouver sa qualité en montrant sa procuration et à faire suivre son nom de celui de son mandant dans tous les actes de procédure.

Mais le syndicat n'en est pas moins capable d'intenter toutes les actions *individuelles* de ses membres qui ont pour but la défense d'intérêts professionnels *communs* à tous les syndiqués. Aussi peut-il intenter ces actions à titre de mandataire des syndiqués qui les possèdent et en observant la règle « nul ne plaide par procureur ». Au

contraire, le syndicat étant incapable d'exercer les actions des syndiqués qui ont pour objet de défendre des intérêts professionnels *individuels*, ne peut exercer ces dernières actions, qu'on peut qualifier de *purement individuelles*, même à titre de mandataire des syndiqués à qui elles appartiennent. Voici des exemples pour faire comprendre cette distinction. Si un patron refuse de payer à un syndiqué son salaire sous prétexte qu'il a déjà payé la somme demandée, seul cet ouvrier peut réclamer en son nom cette somme. Le syndicat ne saurait poursuivre le patron en son propre nom ; celui-ci ne doit certainement rien au syndicat. Si le syndicat agissait ainsi, comme il plaiderait en son nom pour le compte de l'ouvrier, on lui opposerait la règle nul ne plaide par procureur, Mais le syndicat est capable d'intenter l'action de l'ouvrier, car cette action tend à la défense d'un intérêt professionnel que tous les syndiqués possèdent, intérêt à ce que leur salaire soit loyalement payé. Aussi pourra-t-il agir au nom de l'ouvrier, si celui-ci lui donne mandat de le faire. C'est une action individuelle que le syndicat peut intenter à titre de mandataire du syndiqué qui la possède. Si l'on suppose maintenant, qu'un ouvrier se charge d'accomplir un travail pour un simple particulier et non pour un patron, en cas de contestation entre ce particulier et l'ouvrier, celui-ci ne pourra pas donner mandat au syndicat d'exercer son action. Les intérêts que certains syndiqués peuvent avoir accidentellement comme entrepreneurs, à la différence de leurs intérêts de salariés, ne résultent pas de situations professionnelles communes, ils ne sont pas communs à tous et le syndicat ne peut aucunement les défendre. Il y a là une action purement individuelle

que le syndicat ne peut exercer, même en vertu d'un mandat du syndiqué à qui elle appartient.

Qu'arriverait-il cependant si un syndicat intentait une action qu'il n'est pas capable d'intenter, parce qu'elle n'a pas pour but la défense d'un intérêt professionnel appartenant à tous les syndiqués ? La règle qui interdit au syndicat d'intenter cette action est d'ordre public. Il en résulte que le tribunal saisi de cette action, devra refuser de l'accueillir, les juges devant d'office veiller à l'application des lois d'ordre public. De plus, l'adversaire du syndicat et le syndicat lui-même pourront invoquer cette interdiction en tout état de cause et même pour la première fois devant la Cour de cassation. Par le fait seul que le tribunal a statué sur l'instance du syndicat, alors qu'une loi d'ordre public le lui interdisait, il a violé une règle d'ordre public. Or, les moyens d'ordre public peuvent toujours être invoqués pour la première fois devant la Cour de cassation, même quand ils ne l'ont pas été devant les juges du fond, ceux-ci devant alors suppléer aux conclusions des parties, quand elles ne les font pas valoir. Mais si la sentence obtenue par le syndicat ne peut plus être attaquée par une voie de recours, par suite de l'expiration des délais, elle devra être exécutée. Aucune action en nullité n'est possible contre un jugement.

Il nous reste à examiner une dernière question relative aux règles générales sur la capacité des syndicats professionnels. Un syndicat peut-il agir pour un non-syndiqué ? A notre avis, l'affirmative doit être admise. Le syndicat est une association. Or une association peut toujours agir pour d'autres que ses membres, si ses statuts ne le lui interdisent pas. Les associations chari-

tables ne se forment, d'ailleurs, que dans ce but. Enfin le législateur a donné pour objet au syndicat l'étude ou la défense des intérêts professionnels communs à tous les syndiqués ou à tous les membres de la profession. Mais il n'exige pas que la défense d'un de ces intérêts ait lieu pour un syndiqué, elle peut donc avoir lieu pour un non-syndiqué, tout comme pour un syndiqué. Enfin, il a même été émis le vœu, dans les travaux préparatoires de la loi de 1884, qu'il en soit ainsi (1).

(1) Voir M. Allain-Targé, rapport *Doc. parl.*, mai 1881, p. 363, col. 1.

DEUXIÈME PARTIE

De la coopération par les syndicats professionnels.

Les ouvriers et les employés ont, ainsi que nous le verrons, un grand intérêt à se syndiquer, afin d'obtenir une amélioration dans les conditions d'exercice de leur profession. Ils réaliseront ces améliorations d'une manière durable, en les fixant dans une entente avec les employeurs, entente qui prendra le plus souvent la forme d'un contrat collectif de travail. De leur côté, les grands industriels trouvent dans le syndicat un moyen de résister aux revendications ouvrières. Les contrats collectifs que ces syndicats patronaux concluent avec les syndicats ouvriers, permettent à leurs membres d'établir pour la main-d'œuvre ; au moins pendant un certain temps, des conditions de prix stables et uniformes, lesquelles sont très utiles à la bonne conduite de leurs opérations commerciales. Au contraire, les petits producteurs indépendants, ou les petits commerçants qui font peu appel au travail salarié, ont surtout intérêt à se syndiquer pour s'aider à soutenir la concurrence des grandes entreprises.

Pour cela il leur faudrait des capitaux, mais avant tout il est nécessaire qu'ils puissent se procurer des marchandises, des matières premières, des machines dans d'aussi bonnes conditions de prix et de qualité que les grands magasins ou les grands industriels. Enfin, il serait utile que certains petits producteurs indépendants, notamment les propriétaires ruraux, puissent organiser la vente directe de leurs produits aux consommateurs, en se passant des services des commerçants intermédiaires et aussi qu'ils puissent assurer leurs intérêts professionnels contre les risques nombreux qui les menacent. Comme les petits entrepreneurs font travailler moins d'ouvriers ou d'employés que les grands, ils souffrent moins que ces derniers de la hausse du salaire ; s'ils pouvaient, par conséquent, au moyen de l'association se placer au point de vue de leur approvisionnement en marchandises, de leur outillage, de la clientèle, des capitaux dont ils ont besoin dans des conditions qui approcheraient davantage de celles des grandes entreprises, ils soutiendraient victorieusement la concurrence de celles-ci.

En fait cependant, les seuls producteurs indépendants qui ont organisé résolument la coopération professionnelle, sont les propriétaires ruraux ; petits et grands se sont réunis et ont fait de leur syndicat une véritable société coopérative, leur fournissant tout ce qui est nécessaire à la culture de leurs terres. La coopération d'achat qui serait si nécessaire au commerce de détail pour offrir au public des marchandises à aussi bon marché que les grands magasins et qui lui permettrait ainsi de se maintenir en face d'eux, n'a pu, cependant, se développer aucunement chez ces détaillants. Les principales causes sont l'inertie et surtout l'âpre concurrence qui sévit entre bou-

tiquiers d'une même localité. Il en est à peu près de même dans la petite industrie, et chez tous les artisans indépendants qui travaillent directement pour le public.

Il ne semble pas que, dans le droit actuel, un syndicat puisse se livrer à autre chose qu'à l'achat des objets nécessaires ou utiles à l'exercice de la profession des syndiqués, comme des machines, des outils, des matières premières, des marchandises qu'il faut employer pour exercer le métier de ses membres, ou faire marcher leurs entreprises.

Cependant, c'est à tort, que la Cour de cassation, dans un arrêt récent, a déclaré illicites ces opérations d'achats (1). Elles sont valables, à notre avis, du moment que le syndicat qui les fait n'agit pas dans l'intention de réaliser un gain, mais dans celle de satisfaire les intérêts professionnels des syndiqués ou des autres membres de la profession ; c'est-à-dire s'il ne réclame guère, pour ses livraisons aux associés ou ses ventes aux autres membres de la profession, plus que la somme nécessaire pour rembourser son prix d'achat et payer ses frais généraux d'installation. D'ailleurs, les syndicats ne doivent pas trop s'effrayer de cet arrêt de la Cour de cassation. Il a été rendu à propos d'un syndicat agricole qui semblait réaliser un certain gain sur les livraisons faites à ses adhérents. De plus, ce syndicat fournissait à ses membres même des objets d'utilité ménagère et ne présentant aucune utilité professionnelle. Or il y a là, nous le savons, une chose qu'un syndicat soumis à la loi de 1884, formé unique-

(1) V. Cass. 29 mai 1908, D. 1909. 4. 23, confirmant un arrêt de la Cour de Nancy du 27 nov. 1907. On trouvera ce dernier arrêt en même temps que celui de la Cour de cassation.

ment pour la défense d'intérêts *professionnels*, ne peut faire.

Au contraire, un syndicat ne peut ni vendre les produits du travail de ses membres, ni les assurer contre les risques professionnels, ni, quoique la question puisse être controversée, leur procurer du crédit mutuel. Ces solutions résultent, ainsi que nous le verrons, soit des principes généraux du droit, soit de textes spéciaux. Néanmoins, les syndicats agricoles peuvent, en vertu de la loi du 4 juillet 1900, à la condition de ne pas réaliser des bénéfices, assurer leurs membres contre tous les risques qui menacent leurs intérêts professionnels.

Nous nous occuperons successivement des opérations d'achat, de vente, d'assurance et enfin de crédit mutuel, que les syndicats peuvent vouloir entreprendre dans l'intérêt professionnel de leurs membres. Bien que ces questions intéressent tous les syndicats de petits producteurs indépendants, comme elles ne se posent en fait que pour les syndicats agricoles; c'est pour ces derniers que nous les étudierons plus particulièrement. Il en sera ainsi notamment pour leurs opérations d'achats d'engrais.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ACHAT PAR UN SYNDICAT DES OBJETS NÉCESSAIRES OU UTILES A L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SES MEMBRES NOTAMMENT DE L'ACHAT PAR LES SYNDICATS AGRICOLES DES ENGRAIS NÉCESSAIRES A LA CULTURE DES TERRES DES SYNDIQUÉS.

Généralités.

C'est en ce qui concerne les achats d'engrais que les syndicats agricoles jouent un rôle économique et social des plus importants et qu'il nous faut expliquer. Les grandes découvertes agronomiques du milieu du xix^e siècle ont démontré qu'une terre peut se prêter aux cultures les plus variées, si elle contient une certaine quantité d'azote, de chaux, de potasse et d'acide phosphorique et qu'une espèce déterminée de culture ne retire toujours du sol que les mêmes éléments. La pomme de terre, par exemple, n'enlève guère que de la potasse ; le blé, au contraire, demande de la chaux de l'acide phosphorique et surtout de l'azote. Ces découvertes devaient amener un grand changement dans les modes de culture jusqu'alors employés. Avant elles, les procédés de la culture dite extensive obligeaient de laisser une partie des terres labourables incultes soit pour un certain temps soit pour toujours. C'est ainsi que, dans le système des jachères,

après avoir cultivé pendant quelques années une partie du territoire agricole, on laisse cette partie se reposer et on en cultive une autre. Dans le système des terres chaudes fertilisées par les terres froides, ce sont, au contraire, certaines terres toujours les mêmes, appelées landes ou terres froides, qui sont laissées en friche afin de produire une végétation spontanée dont les cendres doivent fertiliser quelques hectares d'autres terres dites chaudes, situées autour de la ferme (1). La quantité de terres qu'on peut ainsi cultiver, grâce à une même étendue de landes varie, d'ailleurs, beaucoup suivant les pays. En Bretagne, quarante à cinquante hectares suffisent pour huit hectares de terres chaudes tandis qu'en Guyenne ils n'en peuvent fertiliser qu'un seul.

Au contraire, aujourd'hui, grâce à la connaissance des éléments nécessaires à la nutrition des plantes, il est possible de maintenir toutes les terres d'un domaine agricole constamment sous culture. Il suffit, pour cela, de restituer au sol, par des apports d'engrais, après chaque récolte les éléments qu'elle a enlevés et de faire varier les cultures. Mais ces découvertes, de nature à augmenter dans des proportions inconnues le rendement des terres, restèrent longtemps inutilisées de nos petits agriculteurs. Ceux-ci étaient ignorants de la manière de se servir de ces engrais nouveaux, et ceux qui tentaient de les employer étaient découragés dans leurs essais par les falsifications dont ils étaient alors souvent l'objet. Nos cultivateurs n'en firent usage que lorsque la loi de 1884, leur ayant permis de s'associer pour la défense de leurs intérêts pro-

(1) Ces renseignements nous ont été donnés par M. Cauwès à son cours d'économie politique 1908-1909.

fessionnels, ils en profitèrent pour charger leurs syndicats de leur assurer la livraison d'engrais de bonne qualité et aussi de les renseigner sur leur mode d'emploi.

Si nos agriculteurs se sont associés dans ce but, c'est d'abord et surtout parce que la concurrence étrangère les mettait alors dans la nécessité, pour maintenir leur bénéfice net, de produire davantage et à meilleur marché, mais c'est aussi pour soutenir la concurrence des grandes exploitations nationales qui, dans les contrées riches, notamment celles du nord de la France, utilisent tous les procédés de la culture intensive. Certes, il ne faut pas s'exagérer, à cet égard, les avantages des syndicats. Le grand propriétaire peut, par des raisons diverses, se procurer des engrais encore à meilleur marché qu'un syndicat. Il peut posséder des machines coûteuses qu'un petit exploitant ne saurait acquérir. Les syndicats prêtent bien aussi des machines à leurs membres; mais comme tous les syndiqués en ont besoin à la même époque, il est impossible que tous en profitent. Néanmoins, grâce au secours de l'association et de son travail personnel bien plus productif que la main-d'œuvre salariée, le petit paysan peut arriver à un produit brut approchant et à un bénéfice net presque égal à ceux des grandes exploitations, qui emploient tous les moyens de la haute culture intensive.

Les syndicats agricoles ont ainsi, par leurs achats d'engrais, dont le chiffre est considérable, contribué beaucoup à protéger la petite agriculture de France et contre la concurrence étrangère et contre celle de la grande culture. L'importance sociale de ces achats est d'autant plus grande que le maintien de la petite propriété est des plus utile à la paix sociale; parce qu'elle crée une classe

d'hommes indépendants, à l'abri des nombreux conflits qui divisent les patrons et les salariés. Enfin les achats d'engrais des syndicats ont multiplié les produits agricoles, ils en ont, par suite, abaissé le prix au grand avantage des autres classes de la population et surtout des ouvriers, tout en maintenant néanmoins aux petits agriculteurs un bénéfice net suffisant, par suite de l'augmentation de leurs ventes.

Pour approvisionner leurs membres, à bon marché, d'engrais de bonne qualité, les syndicats emploient deux moyens principaux qu'il faut distinguer, car l'admission de leur validité ne soulève pas les mêmes difficultés. Dans une première méthode, très répandue, le syndicat se contente de passer un traité avec certains fournisseurs. Ce traité fixe : les prix auxquels ces fournisseurs devront vendre leurs engrais aux syndiqués, le minimum de dosage en engrais que devront présenter les produits vendus, l'époque de leur livraison, enfin les réductions de prix consentis par les fournisseurs si les produits qu'ils viennent à livrer n'ont pas le dosage convenu ainsi que les indemnités par eux dues en cas de retard dans leurs envois. Les syndicats passent, quelquefois, ces traités de gré à gré ; mais le plus souvent, pour amener les commerçants aux conditions les meilleures possibles, ils ouvrent entre eux une adjudication, laquelle a lieu dans des formes semblables à celles usitées par l'Etat ou les villes pour leurs marchés de fournitures. Les fournisseurs qui y concourent, déposent leurs catalogues au secrétariat du syndicat et font connaître, dans une soumission cachetée, les rabais qu'ils consentent sur leurs prix ordinaires. Dans cette soumission, ils déclarent aussi accepter les autres conditions du traité, indiquées par le syndicat.

dans une pièce appelée cahier des charges. Celui qui fait le prix le plus bas est déclaré adjudicataire.

Les syndicats pratiquent cette méthode de deux façons différentes. Le plus souvent, ils ne passent de traité qu'après avoir reçu les commandes de leurs membres. Alors, l'importance du total de ces commandes peut déterminer les commerçants à baisser beaucoup leurs prix. Malheureusement cet avantage est très diminué par la faute des paysans. Ceux-ci, afin de se réserver la possibilité d'acheter ailleurs, si les cours des engrais viennent à baisser, tardent beaucoup à envoyer leurs commandes, en sorte que le syndicat qui les attend, est obligé de faire son adjudication à un moment où les agriculteurs ont un besoin pressant d'engrais, c'est-à-dire à une époque où les cours sont défavorables. Aussi certains syndicats passent-ils leurs contrats sans avoir reçu les commandes des syndiqués. Mais cette manière de procéder offre aussi de graves inconvénients. Les fournisseurs doivent, en effet, alors s'engager à livrer leurs engrais aux syndiqués aux prix qu'ils acceptent, sans savoir quelle quantité leur sera demandée. Le syndicat ne garantit aucun chiffre. De plus, si, après la conclusion de leur traité, les cours des engrais viennent à baisser, ces adjudicataires ne recevront aucune commande. Au contraire, celles-ci afflueront chez eux en cas de hausse, et ils seront peut-être obligés pour satisfaire les syndiqués d'acheter plus cher qu'ils ne pourront leur vendre. Un pareil mode de contracter trop rigoureux pour les commerçants nuit aux syndicats. Il écarte les adjudicataires ou les oblige à exiger des prix plus élevés afin de se couvrir contre la hausse des cours.

Mais dans cette première méthode que le syndicat passe

son traité avant ou après avoir reçu les commandes de ses adhérents, il se borne toujours ensuite à les transmettre aux fournisseurs. Ceux-ci livrent leurs marchandises directement aux syndiqués et se font payer par eux. Le syndicat n'est pas garant du paiement du prix par ses membres. Aussi les adjudicataires peuvent se refuser à vendre aux syndiqués qu'ils estiment insolvable. Toutefois, ils sont tenus de livrer des engrais à tout membre dont le syndicat se porte caution. D'ailleurs, en fait, les adhérents d'un syndicat qui ne payent pas le prix de leurs achats sont rayés de ses listes.

Pendant longtemps les syndicats n'employèrent que cette méthode ; mais à raison de ses inconvénients, beaucoup d'entre eux se sont décidés, dans ces dernières années, à acheter eux-mêmes en leur nom propre et sans commandes de leurs membres les engrais qu'ils estiment que ceux-ci auront besoin. Dans ce cas, le syndicat est obligé, par ses statuts, de livrer ses engrais aux syndiqués qui les réclament, en leur demandant simplement le remboursement de son prix d'achat augmenté d'une petite somme destinée à lui permettre de payer le salaire de ses gérants et ses frais généraux d'installation, ou légèrement supérieure. Cette somme est, d'ordinaire, fixée par les statuts. Le syndicat livre ainsi à ses membres, ses engrais au prix coûtant ou presque à ce prix. Cependant les syndiqués ne sont pas tenus de s'adresser à lui, ils peuvent, s'ils le préfèrent, se fournir ailleurs.

La validité de la première méthode n'est guère contestée, l'on se demande seulement quel est le rôle juridique joué par le syndicat dans le traité qu'il passe. Mais cette question ne présente d'intérêt qu'au point de vue de la détermination des actions qui le sanctionnent. Il en

est autrement de la seconde. La jurisprudence a fait deux objections principales contre sa validité (1). D'après l'une, le syndicat qui achète en son nom des objets d'utilité professionnelle qu'il livre ensuite à ses membres, sort du domaine de l'association, empiète sur celui de la société et viole les dispositions de la loi de 1867. Il joue, en effet, alors le rôle d'une *société coopérative de consommation*. Or, les sociétés coopératives sont prévues au titre IV de la loi de 1867 sous le nom de sociétés à capital variable. Aussi elles doivent, pour être constituées légalement, se soumettre aux formalités exigées par cette loi pour cette espèce de société. Comme les syndicats n'ont rempli aucune de ces formalités et qu'ils sont soumis à toutes les lois qui ne sont pas abrogées en leur faveur, ils ne sauraient se livrer eux-mêmes à la coopération. De plus, la Cour de cassation déclare que les syndicats ne peuvent faire aucun acte de commerce et qu'en achetant des denrées pour les livrer à ses adhérents un syndicat accomplit un achat pour revendre, qui lui est interdit de réaliser à cause de son caractère commercial. Il importerait peu que cette livraison n'ait lieu qu'avec un bénéfice très minime, la loi considérant comme acte de commerce « tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre », article 632 du Code de commerce.

Si ces objections étaient exactes, un syndicat, au lieu d'acheter lui-même des objets d'utilité professionnelle pour ses membres, devrait remplir toutes les formalités prescrites par la loi de 1867 afin de créer, pour ses adhérents, une société par actions à capital variable, ayant une

(1) Voir les arrêts de la Cour de Nancy et de la Cour de cassation déjà cités.

personnalité distincte de la sienne, qui achèterait, pour les syndiqués qui en feraient partie, les objets d'utilité professionnelle que le syndicat ne pourrait leur livrer lui-même.

Les syndicats peuvent certainement créer des sociétés semblables. De plus, quoique nous admettrons la validité des achats d'objets d'utilité professionnelle faits par les syndicats eux-mêmes, la création, dans ce but, de sociétés distinctes peut offrir pour les syndicats et pour leurs adhérents de grands avantages. Beaucoup de syndicats agricoles en ont créés afin de pouvoir mieux se consacrer à l'organisation de l'enseignement agricole, de la mutualité, en remettant à d'autres personnes le soin d'occupations absorbantes qui exigent des aptitudes toutes différentes d'ordre commercial. De plus, ces sociétés peuvent fournir aux syndiqués même des objets d'utilité ménagère, ce qu'un syndicat ne pourrait pas faire, même dans notre opinion. Enfin, tandis que les syndicats sont obligés de livrer leurs objets d'utilité professionnelle au prix d'achat augmenté de la somme nécessaire au paiement de leurs frais ou à un prix légèrement supérieur, afin qu'on ne puisse pas dire qu'ils font leurs achats dans l'intention de réaliser des bénéfices et non de défendre les intérêts professionnels des syndiqués, les sociétés à capital variable peuvent, au contraire, donner à leurs denrées le prix qu'elles désirent. Il en résulte qu'un syndicat peut se créer de plus grandes ressources en participant aux bénéfices d'une société distincte, à titre d'actionnaire, plutôt qu'en achetant lui-même pour ses membres les objets et matières premières nécessaires à l'exercice de leur profession.

Il nous faut examiner successivement les deux objec-

tions principales faites par la jurisprudence contre la validité des achats d'engrais faits par les syndicats eux-mêmes, ensuite nous verrons quel rôle juridique ils jouent dans la conclusion des traités par lesquels ils fixent les conditions de vente que les fournisseurs signataires de ces traités devront faire aux syndiqués qui ont envoyé ou enverront leurs commandes au syndicat.

SECTION I

Examen des objections faites par la Cour de cassation contre la validité des achats d'engrais faits par les syndicats agricoles eux-mêmes.

§ 1. — Le syndicat qui achète pour ses membres des objets d'utilité professionnelle joue-t-il le rôle d'une *société coopérative de consommation* et viole-t-il les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable ?

Le syndicat qui achète lui-même pour ses membres des objets d'utilité professionnelle joue le rôle d'une association coopérative de consommation. Mais toutes les associations coopératives de consommation ne sont pas des sociétés ; en effet, aux termes de l'article 1832 du Code civil, les sociétés sont des groupes d'individus qui se proposent de partager entre leurs membres des bénéfices résultant d'un capital mis en commun. Or, la jurisprudence du xix^e siècle, celle notamment des tribunaux répressifs, afin de restreindre le domaine de la société pour soumettre le plus possible de groupes d'individus à la prohibition dont était alors frappée les associations, a toujours interprété le mot bénéfice de l'article 1832 dans

un sens très restreint. Elle n'a compris comme tel, non un avantage pécuniaire quelconque, mais uniquement le *gain positif*, autrement dit le profit qu'une personne peut réaliser, par une *spéculation*, c'est-à-dire en acquérant une valeur pour la transmettre à une autre personne à un prix plus élevé que son prix d'acquisition.

S'il en est ainsi, seules les sociétés coopératives qui vendent leurs marchandises à des tiers à un prix supérieur au prix coûtant et qui partagent les bénéfices ainsi réalisés entre les associés, sont de véritables sociétés. Il en serait également ainsi, dans le cas rare, théorique plutôt que pratique, où une société coopérative, tout en ne faisant ses opérations qu'avec ses membres, leur livrerait cependant ses denrées à un prix supérieur au prix coûtant, afin de distribuer des dividendes aux associés, proportionnellement au capital par eux apporté. Il en pourrait être de même pour les coopératives qui attribuent un intérêt fixe de tant pour cent au capital fourni par les sociétaires. Les associés qui reçoivent ces sommes se partagent des bénéfices. Cependant comme, en fait, les associations coopératives qui allouent un intérêt fixe aux associés pour le capital qu'ils ont apporté, ne considèrent cet intérêt que comme un élément de leurs frais généraux, il n'est pour les associés que le loyer de l'argent par eux prêté et non un bénéfice. Aussi ces coopératives ne peuvent être rangées parmi les sociétés (1).

Il va de soi qu'un syndicat ne pourrait acheter des objets d'utilité professionnelle et partager entre ses

(1) Voir sur cette question M. Henri Hayem, *op. cit.*, p. 166, pour le caractère d'associations des sociétés coopératives ; MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. II, n° 1033, et aussi M. Thaller, *Traité élém. de Dr. comm.*, p. 415, n° 799.

membres les bénéfices résultant de leurs ventes à des tiers. Il jouerait alors le rôle d'une société, ce qui lui est interdit, parce qu'il constitue une association. De plus, même si ce syndicat ne devait pas faire œuvre de société, en partageant ses bénéfices entre ses membres, ses opérations seraient, du moins dans notre opinion, illicites à cause de leur caractère d'actes de spéculation.

Mais les syndicats agricoles ne livrent des denrées qu'à leurs membres, au prix coûtant ou presque à ce prix. Les syndiqués ne versent à leur association, outre le prix des denrées qu'ils reçoivent, que des cotisations, lesquelles ne leur donnent droit à aucun intérêt ou dividende et à la fin de l'année, les excédents des sommes perçues en trop par le syndicat pour ses différents frais, lors des livraisons de denrées par eux reçues, ne leur sont même pas ristournés, en proportion de leurs achats, à titre de bonis de restitutions, ainsi que cela a lieu dans les autres associations coopératives et comme le syndicat pourrait très légalement le faire : ces excédents restent dans l'actif du syndicat pour servir de gage à ses créanciers ou être employés à des œuvres d'utilité agricole. Il faut aussi dire que la loi de 1884 refuse au syndiqué qui donne sa démission tout droit sur l'actif de l'association et l'oblige même à payer la cotisation de l'année courante. Enfin, nous verrons qu'à la dissolution d'un syndicat ses membres ne peuvent obtenir dans son actif plus que la restitution des sommes qu'ils ont versées, c'est-à-dire ici, outre le remboursement de leurs cotisations, celui des sommes prélevées en trop par le syndicat pour les dépenses nécessitées par les engrais à eux livrés.

Ainsi à aucun moment les syndiqués ne peuvent obtenir, par suite des achats du syndicat, d'autre avantage

pécuniaire qu'une diminution de prix des denrées qu'ils consomment ou une restitution des sommes qu'ils auraient à cet égard payées en trop. Or les associations coopératives qui ne distribuent entre leurs membres aucun dividende ou intérêt pour le capital par eux apporté, ne sont pas des sociétés. Dans ce cas, en effet, les coopérateurs ne réalisent, par leur association, qu'un seul avantage pécuniaire : ils obtiennent leurs denrées à meilleur marché que s'ils les achetaient isolément au commerce. Mais cet avantage pécuniaire n'est pas un bénéfice, dans le sens de l'article 1832 du Code civil. En effet, il est d'abord pour l'associé une simple économie, une diminution de dépenses et non un gain, un accroissement positif de son patrimoine. De plus et surtout la source de cette économie n'est pas dans une spéculation, laquelle suppose une transmission de valeurs d'une personne à une autre à des prix différents, mais, tout au contraire, dans la suppression des transmissions semblables des commerçants détaillants, qui achetaient des marchandises pour les vendre avec bénéfice aux coopérateurs avant que ceux-ci réunis en association n'aient acheté leurs denrées directement au commerce de gros. Cet avantage pécuniaire réalisé par les coopérateurs est dû uniquement à la substitution des achats à bon marché, en gros, de la société aux achats au détail, plus coûteux, des associés isolés. Au fond, c'est par une raison analogue que nous avons rangé les syndicats parmi les associations. Les hausses de salaires obtenues par les syndicats ouvriers, tout comme les économies des coopérateurs, ont pour cause la simple entente entre les associés, qui leur a permis de substituer l'action collective à l'action individuelle, le règlement collectif des conditions du travail par le syndicat, à leur discussion et

conclusion par les ouvriers isolés, l'achat collectif de la société coopérative aux achats individuels des coopérateurs.

D'ailleurs, tout le monde admet que les sociétés de secours mutuels sont des associations. Or, la société de secours mutuels poursuit, et par les mêmes moyens, le même but que l'association coopérative : satisfaire plus économiquement les besoins de ses membres. Les mutualistes cherchent, en traitant ensemble avec les médecins et les pharmaciens, à se procurer les services médicaux et les produits pharmaceutiques à meilleur compte que s'ils contractaient individuellement avec eux. De plus, nous verrons que la somme versée par le coopérateur en échange des denrées qu'il reçoit de la société, a le caractère d'un apport, tout comme la cotisation du mutualiste. Cet apport est, il est vrai, variable suivant l'importance de sa consommation, tandis que le mutualiste doit une cotisation fixe, quels que soient ses besoins de la société. Mais c'est qu'il est nécessaire de veiller dans l'association coopérative à plus d'égalité entre les associés que dans la société de secours mutuels, en faisant varier les charges de chacun, suivant l'importance des avantages qu'il retire de la société. Si, au contraire, les services que rendent les mutualités à leurs membres ne sont pas les mêmes pour tous les associés, cela tient à des événements malheureux que personne ne demande. La mutualité n'étant ainsi qu'une forme de la coopération de consommation, on ne peut ranger les sociétés de secours mutuels parmi les associations et non les sociétés coopératives de consommation qui ne répondent pas à la définition de l'article 1832 du Code civil.

Il est vrai que le but dans lequel fut introduit le titre IV de la loi de 1867, ayant été de donner un statut légal à toutes les associations coopératives de consommation, même celles d'entre elles qui ne partagent pas des bénéfices peuvent se comporter comme si elles étaient des sociétés, en prenant la forme d'une société à capital variable. Mais il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1867, qu'on a entendu laisser ces associations soumises à l'autorisation préfectorale alors exigée pour les associations de plus de vingt personnes et, que, par suite, le législateur n'a pas voulu les faire rentrer dans la catégorie des sociétés (1). Le seul avantage que leur offrait la loi de 1867 était de pouvoir, dès qu'elles étaient autorisées, jouir de la personnalité juridique, en se constituant comme sociétés à capital variable, sans avoir à solliciter la reconnaissance d'utilité publique. De plus, si toutes les sociétés coopératives de consommation peuvent se constituer à l'état de sociétés à capital variable soumises à la loi de 1867, aucune d'entre elles n'y est obligée. La forme de société à capital variable n'est qu'une modalité que peut revêtir toute société et qui est toujours facultative. Ensuite, il a été nettement déclaré, au cours de l'élaboration de la loi, que les associations

(1) Voir à cet égard la discussion entre Ernest Picard et Rouher, rapportée dans l'ouvrage de M. Hayem, p. 157. Mais c'est à tort que M. Hayem va jusqu'à en conclure que les associations coopératives de consommation qui ne partagent pas de bénéfices ne peuvent prendre la forme de société à capital variable. C'est soutenir que le titre IV de la loi de 1867 ne leur sert à rien, alors qu'il a été introduit surtout pour permettre à ces associations de se comporter comme si elles étaient des sociétés. Voir, en ce dernier sens, M. Charles Lyon Caen, *Note Sirey*. 95. 1. 65.

coopératives restaient libres de choisir « selon leur objet et leur goût la forme qui leur conviendrait le mieux » (1). Aussi, de même qu'une société coopérative, qui partage des bénéfices, pourrait se constituer comme société en nom collectif à capital fixe, de même les associations coopératives qui ne répondent pas à la définition de l'article 1832 du Code civil, parce qu'elles ne partagent pas des bénéfices, peuvent depuis les lois de 1884 et de 1901 invoquer leur nature d'associations, pour se constituer à l'état de syndicats professionnels soumis à la loi de 1884, si leurs achats ont pour but unique la satisfaction des intérêts professionnels de leurs membres, ou à l'état d'associations déclarées placées sous le statut de la loi de 1901, si elles se proposent de fournir à leurs adhérents des objets d'utilité ménagère.

Enfin, cette faculté doit d'autant plus être admise que la possibilité pour une association coopérative qui ne partage pas des bénéfices de se constituer comme société à capital variable, est une dérogation au principe d'après lequel une association ne peut jouir des avantages d'une société en en prenant la forme. Aussi, pourrait-on décider qu'il faut interpréter cette dérogation restrictivement et que, par conséquent, ces associations ne peuvent se constituer comme sociétés à capital fixe. L'on arriverait ainsi, si on ne leur permettait pas de se placer sous le statut des lois de 1884 ou de 1901, à leur imposer la forme de société à capital variable, alors que cette forme de société est, par essence, toujours facultative.

D'ailleurs, on peut d'autant moins reprocher aux syndicats agricoles de violer les dispositions de la loi du 24 juil-

(1) V. exposé des motifs de la loi D. et P. 67. 4. 117, note 4.

let 1867 sur les sociétés à capital variable qu'il n'y a que les sociétés *commerciales*, qui désirent se constituer sous cette forme, qui soient tenues d'observer ces dispositions. Or, même si l'on admet que les associations coopératives qui ne traitent leurs opérations qu'avec leurs membres, à la manière des syndicats agricoles, sont des sociétés, ces sociétés ont sûrement un caractère civil et, par suite, la variabilité du capital y est de droit, sans qu'elles aient à observer le titre IV de la loi de 1867, comme dans toute société civile.

En résumé, s'il faut reconnaître, avec la Cour de cassation, que les syndicats sont soumis à toutes les lois qui ne sont pas abrogées en leur faveur, les syndicats agricoles, en pratiquant la coopération de consommation professionnelle, n'empiètent pas sur les attributions des sociétés, et ne violent pas non plus les dispositions du titre IV de la loi de 1867 sur les sociétés à capital variable.

Il est vrai, cependant, qu'il semble bien résulter de la loi du 5 novembre 1894, que les syndicats ne peuvent entreprendre eux-mêmes des opérations de crédit mutuel, pour cet objet, ils peuvent simplement créer entre leurs membres des sociétés distinctes, dont la personnalité est différente de celle des syndicats qui les ont créées. Dès lors, si un syndicat ne peut jouer le rôle d'une société de crédit mutuel, il ne doit pas non plus pouvoir jouer celui d'une société coopérative de consommation, puisque ces deux espèces de sociétés ont les mêmes caractères juridiques et économiques. Cet argument important est invoqué par M. Laurent-Atthalin, dans son rapport à la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Mais il faut réfléchir que, si le législateur de 1894 a voulu, semble-t-il, interdire aux syndicats les opérations de crédit

mutuel, c'est qu'il a considéré, à tort, que ces opérations constituent des actes de commerce ; il y là d'ailleurs une opinion admise par certains auteurs qui rangent ces opérations parmi les opérations de banque, lesquelles sont commerciales. Il semble bien difficile d'admettre cette assimilation, car, dans les associations de crédit mutuel, l'emprunteur faisant partie de la société qui lui prête, est, dans une certaine mesure, son propre prêteur, aussi ne peut-on voir dans son association son banquier... De plus, même si cette opinion était exacte, le caractère d'actes de commerce des opérations de crédit mutuel n'étaient pas un motif pour les interdire aux syndicats, car ces opérations ne sont certainement pas des actes de spéculation. Une société de crédit mutuel emprunte des capitaux pour rendre service à ses membres, en les leur prêtant gratuitement, non pour réaliser des bénéfices sur eux. Cependant, l'on a aussi pensé plus raisonnablement que les syndicats ne présentaient pas des garanties de solvabilité suffisantes pour organiser eux-mêmes le crédit mutuel.

Enfin, quoi qu'il en soit de ces différents motifs, le législateur de 1894 n'aurait pu invoquer aucun d'entre eux, pour interdire aux syndicats les opérations des sociétés coopératives de consommation. Celles-ci étaient en 1894, unanimement considérées comme civiles et l'expérience avait démontré que leur constitution sous forme de syndicats, offrait aux tiers des garanties d'exécution suffisantes de leurs engagements. En effet, les syndicats agricoles ne distribuent entre leurs membres aucun dividende et leur patrimoine s'accroît sans cesse, par suite des cotisations qu'ils reçoivent, et aussi par suite des excédents des sommes qu'ils perçoivent en trop, pour le rembour-

sement du prix coûtant des denrées par eux livrées aux associés, qui ne sont pas ristournés aux membres, comme cela a lieu dans les autres associations coopératives. Certains syndicats sont arrivés, grâce à ces différentes sources de recettes, à une fortune assez considérable (1). La plupart ont pu augmenter leurs achats sans qu'aucune plainte se soit élevée contre leur solvabilité, presque tous les syndiqués payant régulièrement les sommes qu'ils doivent, ainsi qu'ils ont grand intérêt à le faire. Aussi, on ne peut conclure de ce que le législateur de 1894 a interdit aux syndicats les opérations de crédit mutuel, qu'il a voulu également les empêcher de s'occuper de la coopération de consommation professionnelle. Enfin, si la loi de 1894 peut, au premier abord, fournir un argument d'analogie, pour interdire aux syndicats de jouer le rôle d'une société coopérative de consommation, même dans l'intérêt professionnel de leurs membres, cet argument est entièrement détruit par une autre loi en sens inverse, celle du 4 juillet 1900, qui a permis aux syndicats agricoles de créer eux-mêmes, en vertu de leur propre personnalité, des caisses d'assurances mutuelles pouvant assurer les syndiqués contre tous les risques auxquels sont exposés leurs intérêts professionnels. Or, la société d'assurance mutuelle est, ainsi que l'a remarqué justement M. Planiol, une sorte de société coopérative de consommation. Elle cherche à diminuer le coût de la satisfaction du besoin d'assurance par la suppression d'un intermédiaire qui est la société à primes fixes, tout comme la société coopérative de consommation se pro-

(1) Quelques-uns possèdent un patrimoine qui dépasse 100.000 fr. Voir l'ouvrage de M. le comte de Rocquigny sur les *Syndicats agricoles et leur œuvre*, p. 35.

pose de diminuer les dépenses d'entretien de ses membres, en leur permettant de se passer des commerçants détaillants (1).

Cependant, c'est avec raison que la Cour de cassation refuse de voir dans la loi du 19 avril 1905, qui a assujéti à l'impôt de la patente les syndicats agricoles, une reconnaissance de la légalité de leurs opérations. En effet, les lois fiscales taxent des états de fait, à raison de leur existence, sans se préoccuper de leur légalité. Si une société coopérative constituée légalement est tenue de payer la patente, il doit en être de même de celle qui est constituée illégalement. Néanmoins, il faut dire qu'au cours de la discussion de la loi du 1^{er} juillet 1901, la Chambre des députés a admis que les associations pourraient acheter, pour leurs membres, les objets nécessaires à l'accomplissement de leur but, à la condition de ne demander aux associés que le remboursement des sommes qu'ils ont coûté (2). Dès lors, si une société de tir ou de gymnastique peut fournir à ses membres des armes, des agrès,

(1) Voir M. Planiol, *Traité élém. de Droit civil*, t II, p. 622, note 2.

(2) Voir séance du 5 fév. 1901. *Journ. Off. déb. parl.*, p. 316, un amendement en ce sens, fut, à la vérité, repoussé, mais c'était uniquement parce qu'il permettait aux associations de recueillir des souscriptions. Disons aussi que, la loi belge du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles accorde formellement à ces Unions le droit d'acheter pour leurs membres les matières premières, engrais, bestiaux, machines et tous objets propres à l'exercice de leur profession, ainsi que de vendre les produits de leur travail. Elle leur permet aussi de faire tous les achats et ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage. Ces différentes opérations ne sont pas considérées par la loi comme commerciales, mais il est interdit aux Unions d'en tirer des bénéfices. De plus, l'exercice de toute profession ou de tout métier est interdit à l'Union (V. art. 2).

un syndicat professionnel doit pouvoir fournir aux associés les objets nécessaires à l'accomplissement de son but d'amélioration des conditions d'exercice de leur profession. Enfin, la loi du 9 décembre 1905, sur la séparation des Eglises et de l'Etat, a même permis aux associations cultuelles, formées conformément à ses dispositions, de se créer des ressources, en percevant des rétributions pour la location de chaises, la fourniture des objets nécessaires au service des funérailles, ce qui suppose que ces associations peuvent, pour ces fournitures, réclamer plus que le remboursement de leurs frais, pourvu que l'excédent ne soit pas tel qu'il constituerait une libéralité et non la rémunération d'un service.

On a cependant soutenu que les membres d'une société coopérative, pour n'être responsables que d'une somme limitée des dettes sociales, doivent nécessairement constituer entre eux une société par actions, la loi n'admettant d'exception au principe d'après lequel un débiteur est tenu sur tous ses biens des dettes qu'il contracte que pour les membres de ces sociétés soumises par la loi de 1867 à des formalités nombreuses qui ont pour but d'assurer la conservation de leur capital social, unique gage de leurs créanciers. Or, les syndicats agricoles n'ont rempli aucune de ces formalités, dès lors, chaque syndiqué doit répondre sur tout son patrimoine d'une partie égale des dettes sociales. Les dettes civiles contractées par plusieurs débiteurs sont, en effet, conjointes et se partagent également entre tous, la solidarité ne se présumant qu'en matière commerciale. C'est là, d'ailleurs, ce que décide l'article 1863 du Code civil, pour les membres des sociétés civiles, lesquels sont tenus personnellement et par parts viriles des dettes sociales.

Cet article n'est qu'une application du principe général de la division par parts égales des dettes contractées par plusieurs débiteurs. Il y a lieu, par suite, de l'étendre aux membres des syndicats agricoles, même si l'on admet, que ceux-ci ne constituent pas des sociétés civiles.

Cette manière de voir est, à notre avis, inacceptable. Il est vrai que ni la loi de 1884, ni celle de 1901 n'ont décidé que les membres d'une association ne pourraient être poursuivis sur leur patrimoine personnel, d'une manière illimitée, à raison des engagements sociaux. L'article 7 de la loi de 1884 nous dit bien que les syndiqués peuvent se retirer à tout moment de leur association dès qu'ils ont payé leurs cotisations ; mais ce texte a uniquement pour but, semble-t-il, d'accorder aux associés la faculté de retraite, malgré toute clause contraire des statuts. On ne peut en conclure que les syndiqués sont responsables des dettes sociales seulement jusqu'à concurrence des cotisations qu'ils doivent. A un autre point de vue, il peut paraître dur de restreindre l'étendue du gage des créanciers, qui ont fait à un syndicat d'importantes fournitures de denrées, au patrimoine de l'association. Il en est bien ainsi pour les créanciers des sociétés anonymes ; mais la loi a prescrit pour l'actif de ces sociétés des formalités nombreuses destinées à en assurer la conservation, et à avertir les tiers de son importance réelle, ce qu'elle ne fait nullement pour les patrimoines des syndicats.

Néanmoins, c'est cette opinion qui doit être admise. On pourrait, d'abord, faire valoir, en sa faveur, que les sociétés civiles constituées par actions, avant la loi du 1^{er} août 1893, ne sont pas soumises aux prescriptions de la loi de 1867 ; et cependant la doctrine admet très généralement que les membres de ces sociétés ne sont responsables des

dettes sociales que jusqu'à concurrence de leurs mises.

On dit que ces associés, par cela même qu'ils ont constitué leur société sous la forme par actions, ont entendu limiter à la partie de leur actif mise en commun leur responsabilité dans les dettes sociales. La règle de l'article 2092 du Code civil, d'après laquelle un débiteur répond de ses dettes sur tout son patrimoine, n'est pas, en effet, d'ordre public, et, par suite, un débiteur peut convenir avec son créancier que son engagement ne sera exécutoire que sur une partie des biens qu'il possède. Les gérants de ces sociétés n'ont reçu mandat d'obliger les associés que jusqu'à concurrence de certaines sommes, ils sont sans pouvoir pour les engager au delà. Or, rien n'empêcherait d'étendre ce raisonnement aux membres des syndicats agricoles, car ceux-ci entendent certainement être quittes des dettes du syndicat dès qu'ils ont payé les sommes qu'ils lui doivent, c'est-à-dire leurs cotisations et le prix des denrées qu'ils ont reçues. Mais il n'y a pas lieu de le faire, pour deux motifs. D'abord, comme la loi ne déclare pas les syndiqués responsables des dettes sociales seulement dans cette mesure, il serait possible d'en conclure, qu'il faut, pour qu'il en soit ainsi, que les gérants du syndicat stipulent des créanciers, dans chacun de leurs marchés, qu'ils acceptent cette limitation de responsabilité des syndiqués. C'est ce qu'une partie de la jurisprudence a admis précisément pour les sociétés civiles par actions, qui, antérieures à la loi de 1893, échappent aux prescriptions de la loi de 1867. Tout au moins, pourrait-on décider, qu'il est nécessaire que cette limitation soit indiquée dans les statuts de l'association. Le second motif est que cette responsabilité dans les engagements sociaux restreinte pour les associés qui

n'ont pas reçu de denrées aux cotisations échues, est, en réalité, une irresponsabilité complète. Les cotisations sont, en effet, aliénées définitivement à l'association pour l'œuvre qu'elle poursuit. L'associé qui se retire ne peut rien réclamer des cotisations par lui versées, quel que soit l'état du passif social, et la qualité de syndiqué étant personnelle, ne peut aucunement être cédée ni à titre onéreux, ni même à titre gratuit. L'actionnaire, au contraire, à la différence du syndiqué, reçoit, en échange de la somme par lui apportée à la société, un titre qui est un élément d'actif de son patrimoine et qui lui permet de rentrer dans ses déboursés par une cession, s'il n'est pas déprécié par l'état du passif social.

Telle est, d'ailleurs, la vérité. Les membres des associations ne sont pas responsables même d'une manière limitée des dettes sociales ; ils en sont complètement irresponsables, du moins personnellement, c'est-à-dire en tant qu'individus. Il n'y a pas, pour les syndiqués, à la différence de ce qui a lieu pour les membres des sociétés civiles par actions constituées avant la loi de 1893, de dérogation conventionnelle à l'article 2092 du Code civil. Comme ces sociétés ne jouissaient pas ou ne devaient pas jouir, dans la pensée certaine des auteurs du Code civil, de la personnalité juridique, leurs créanciers ne pouvaient avoir pour débiteurs que les associés qui les composent, leurs dettes étaient nécessairement celles de leurs membres. Aussi, ce n'était qu'en invoquant une stipulation conventionnelle valable, qu'on pouvait faire admettre la responsabilité limitée de ces associés dans les dettes sociales au montant de leurs mises. Mais les syndicats professionnels, ainsi que les sociétés civiles par actions créées depuis la loi du 1^{er} août 1893, et déclarées

par cette loi commerciale, constituent des personnes morales et, quoique la personnalité d'une association, comme celle d'une société, n'est pas accordée à un être fictif ; mais au groupe même des associés, elle est distincte de celles de ces derniers. Il en résulte que les dettes de la personne morale ne sont pas celles des associés. Quand le groupe des syndiqués, usant de sa personnalité propre, contracte une dette, ses membres n'entendent rendre débiteur que leur collectivité sur son patrimoine propre et non chacun d'entre eux sur son patrimoine personnel. Aucun lien d'obligation n'existe entre le créancier d'un syndicat et les syndiqués considérés individuellement, ceux-ci ne sont pas ses débiteurs même pour une somme limitée au montant de leurs cotisations échues. Seule la collectivité s'est engagée, seule elle est débitrice et ce n'est qu'en tant que membre de la collectivité que les syndiqués supporteront le poids de la dette.

Les fournisseurs d'un syndicat agricole pourront simplement invoquer l'article 1166 du Code civil, pour exercer par la voie oblique, contre les syndiqués, les actions de leur débiteur, du syndicat. Ils pourront bien ainsi leur réclamer le paiement du prix des denrées qu'ils ont reçues, de leurs cotisations, si ces différentes sommes n'ont pas été payées. Mais comme l'action qu'ils intenteront figure dans le patrimoine du syndicat et ne leur appartient pas en propre, les syndiqués contre qui elle est exercée pourront leur opposer toutes les exceptions et moyens de défense qu'ils possèdent contre le syndicat. De plus, le bénéfice de cette action n'appartiendra pas exclusivement aux fournisseurs poursuivants, puisqu'il tombera dans le patrimoine du syndicat, c'est-à-dire dans le gage commun de tous ses créanciers.

Il est vrai que, d'après le droit commercial, les membres des sociétés en nom collectif, les associés en nom des commandites simples ou par actions sont tenus sur tous leurs biens et directement envers les créanciers sociaux, de l'intégralité du passif social et ces créanciers possèdent même une action directe pour réclamer aux actionnaires et commanditaires le montant de leurs mises, s'ils ne l'ont pas versé. Cependant ces sociétés jouissent de la personnalité morale. Mais cette responsabilité directe de ces associés envers les créanciers sociaux qui s'étend, pour les uns, à toutes les dettes sociales, et pour les autres, au montant de leurs mises, est encourue à titre de caution de la société et non de membre de celle-ci. Les associés sont présumés se porter codébiteurs accessoires des engagements de la société, afin de lui procurer plus de crédit et faciliter ainsi la marche de ses affaires, pour cela ils donnent mandat aux gérants d'engager par leurs actes, non seulement la société, mais aussi ses propres membres ; les associés en nom pour tout le passif social, les actionnaires ou commanditaires seulement jusqu'à concurrence de leurs apports. C'est pourquoi les membres d'une société en nom collectif peuvent, ainsi que toute caution, refuser de payer le créancier, qui, par son fait, a abandonné ou laissé périr une sûreté, grâce à laquelle ils auraient pu obtenir leur remboursement de la société. Or, si la responsabilité personnelle de ces associés dans les dettes sociales était la conséquence de leur qualité d'associé, ils devraient être traités, dans leurs rapports avec les créanciers sociaux, comme la société elle-même, et, par suite, ils ne sauraient leur opposer cette exception.

En tout cas, on ne saurait étendre ces solutions aux

associations coopératives ; leur crédit n'exige nullement que leurs membres cautionnent leurs dettes ; car celles-ci sont restreintes aux quantités de denrées qu'elles savent avoir à livrer. D'ailleurs, en matière civile le cautionnement ne peut jamais se présumer et les coopérateurs s'engagent à payer leurs cotisations et le prix des denrées qu'ils reçoivent uniquement envers la société.

Enfin, si une association se dissolvait uniquement pour empêcher ses créanciers de se payer sur le produit des cotisations que les syndiqués doivent verser dans l'avenir, il semble que les créanciers pourraient, en intentant l'action paulienne de l'article 1167 du Code civil, faire tomber cette dissolution qui a lieu pour leur faire fraude.

§ 2. — Les achats des syndicats agricoles
constituent-ils des actes de commerce ?

La seconde objection principale faite par la jurisprudence contre la validité des achats d'engrais des syndicats agricoles est que ces opérations constituent des achats pour revendre qu'il est interdit à un syndicat d'accomplir, à cause de leur caractère commercial. Il en serait ainsi quoique le syndicat ne réalise pas de bénéfices sur ses ventes ou ne réalise qu'un bénéfice de minime importance. Nous verrons que, les syndicats ne peuvent faire aucun acte juridique dans un but de spéculation, il en résulte qu'on doit les considérer comme incapables d'exercer le commerce, les actes de commerce étant, en principe, du moins dans l'opinion générale, des actes de spéculation. Mais, il ne faudrait pas conclure de là que tout acte de commerce leur est interdit. Il n'y a aucune

raison d'empêcher un syndicat d'apposer sa signature sur une lettre de change, acte commercial à raison de sa forme, de même si tout achat pour revendre serait un acte de commerce, le syndicat pourrait, néanmoins, faire de pareils achats, pourvu que ce soit dans l'intention de défendre les intérêts professionnels de ses membres et non de réaliser un gain, de spéculer. Ses opérations seraient valables, seulement, les contestations qu'elles feraient naître seraient de la compétence des tribunaux de commerce. De plus, les syndicats qui s'y livreraient d'une manière habituelle, auraient la qualité de commerçant, par suite, leurs fournisseurs pourraient les faire déclarer en faillite, s'ils manquaient à la plupart des dettes contractées envers eux. Or, les syndicats agricoles livrent leurs denrées aux syndiqués au prix d'achat augmenté d'une légère somme destinée à payer leurs frais généraux et le salaire de leurs gérants. Ils ne font pas leurs opérations pour réaliser un gain, mais pour satisfaire les besoins professionnels de leurs adhérents, cela suffit pour qu'elles soient valablement accomplies, même si l'on voit en elles des achats pour revendre ayant un caractère commercial.

Néanmoins les opérations des syndicats agricoles ne constituent pas des actes de commerce. D'abord, bien que la loi n'exige pas cette condition, l'achat pour revendre n'est commercial que s'il est accompli dans l'intention de réaliser un bénéfice sur la revente. Si la spéculation, en effet, n'est pas le trait distinctif des actes de commerce, car il y a des spéculations civiles, par exemple celles qui ont lieu sur des immeubles, elle en est néanmoins, en principe, un caractère nécessaire. Le commerçant acquiert des valeurs pour réaliser un bénéfice sur leur cession,

il est un intermédiaire spéculateur. Cette manière de voir est encore fortifiée par les travaux préparatoires du Code de commerce. Quand vint la discussion de l'article 632, la section de l'intérieur du Conseil d'Etat proposa de réputer faits de commerce « tous actes *de trafic* et de *négoce* de denrées et marchandises ». Mais les expressions trafic et négoce parurent trop vagues et c'est pour les définir, et empêcher ainsi toute contestation sur leur sens possible, qu'on les remplaça par la formule actuelle « tout achat de denrées et de marchandises pour les revendre ». Si les auteurs du Code de commerce ont déclaré commercial l'achat pour revendre, c'est qu'ils ont vu en lui la définition même de l'acte de trafic ou de négoce. Il en résulte que, si une opération ne constitue certainement pas un acte de trafic, elle n'est pas un achat pour revendre commercial, puisque celui-ci n'est que la définition de l'acte de trafic. Or, le négoce, le trafic, c'est l'entremise faite dans le but de réaliser un gain, c'est-à-dire la spéculation. Aussi un achat, pour avoir le caractère commercial, doit-il être accompli non seulement dans l'*intention* d'une revente, mais dans celle de *réaliser un bénéfice* sur cette revente, ce n'est qu'à cette condition qu'il constitue un acte de trafic, de spéculation. On ne dit pas du philanthrope qui achète en gros des denrées de bonne qualité pour les revendre au détail prix coûtant, qu'il trafique. Son but n'est pas de s'enrichir par des actes d'entremise, de spéculer : il est de rendre service au public. Aussi n'a-t-il pas la qualité de commerçant. Il en est de même pour les sociétés coopératives de consommation. Leurs achats ne constituent pas des actes de trafic, de spéculation. Ils ont lieu pour aider leurs membres à diminuer leurs dépenses, non pour réaliser

des bénéfices sur eux. Il en résulte qu'ils ne peuvent être des achats pour revendre à caractère commercial. L'opinion contraire conduirait à décider que la personne qui achète un objet pour obliger une autre fait un acte de commerce. Il y a là une conséquence bien difficile à admettre. Enfin la jurisprudence a plusieurs fois reconnu que les achats des syndicats agricoles, n'étant pas faits dans l'intention de réaliser des bénéfices, sont civils (1).

Cependant, l'on pourrait peut-être penser que les syndicats agricoles, par cela seul qu'ils augmentent leur prix d'achat d'une somme suffisante pour payer le salaire de leurs gérants et leurs frais généraux et même quelquefois d'une somme légèrement supérieure, réalisent des bénéfices et que, par conséquent, leurs opérations ont un caractère commercial et même constituent des actes de spéculation interdits. C'est là, peut-être, le motif pour lequel la Cour de cassation a vu en elles des actes de commerce interdits. Elle constate, en effet, que les ventes des syndicats ont lieu avec bénéfice minime. Que faut-il entendre, dans le commerce, par l'expression bénéfices ? Ce mot a évidemment un sens variable, suivant la nature des entreprises. A ne voir pour les petits commerçants le bénéfice que dans l'excédent du prix de vente de leurs marchandises sur leur prix d'achat augmenté de la somme nécessaire pour les indemniser de leurs frais généraux et les rémunérer de leur travail personnel, on arriverait à les exclure presque tous du domaine du droit commercial. Pour eux, le bénéfice ainsi entendu n'existe pas. Ils ne font même pas leurs opéra-

(1) Cour de Toulouse, 26 mars 1889. D. et P. 90. 2. 144. Cour de Bordeaux, 16 avril 1888. D. et P. 90. 2. 170.

tions dans l'intention de le réaliser, puisqu'ils se proposent uniquement de retirer de la vente des objets de leur commerce de quoi payer leurs frais et vivre. Pour ces petits boutiquiers, le bénéfice est le salaire du travail personnel et familial. Mais à l'égard des entreprises qui ont des employés, comme les sociétés et les associations, le bénéfice ne peut être que la partie du prix de vente qui dépasse la somme nécessaire pour rembourser à l'association, outre son prix d'achat, ses frais généraux et le salaire du personnel. Ce n'est que si cet excédent est obtenu qu'on peut dire qu'une société réalise des bénéfices, car ce n'est qu'alors qu'elle peut en distribuer entre ses membres. En tout cas, même si l'on soutenait que toute la somme dont le syndicat augmente son prix d'achat pour payer ses gérants et ses frais généraux constitue un bénéfice ; toujours est-il que le syndicat achète ses denrées pour rendre service à ses membres et non dans l'intention de réaliser par leur vente la somme nécessaire au paiement de ses différents frais, ainsi qu'un commerçant. Or, seule l'*intention* de réaliser un bénéfice sur la revente fait qu'un achat pour revendre constitue un acte de spéculation et a, par suite, un caractère commercial. Enfin, et par ce même motif, les opérations du syndicat ne deviendraient pas des actes de spéculation prohibés et esteraient civiles, si la somme dont est augmenté son prix d'achat étant légèrement supérieure à celle nécessaire pour payer ses frais généraux et le salaire de ses gérants ; ce dernier excédent serait tellement faible qu'on ne pourrait pas dire que le syndicat a fait ses opérations dans l'intention de le réaliser.

Il est vrai aussi, qu'on a soutenu que tout acte d'entremise s'exerçant sur des produits, de l'argent ou des titres

fiduciaires, pendant le temps de leur circulation entre le producteur et le consommateur, constituerait un acte de commerce sans qu'on ait à se préoccuper de l'intention de l'auteur de l'acte, s'il cherche ou non à réaliser des bénéfices. Le droit commercial régit les actes des *inter-médiaires*, entre le producteur et le consommateur, qui facilitent la *circulation des biens mobiliers*. Au contraire, le droit civil doit s'appliquer aux produits tant que ceux-ci demeurent entre les mains des producteurs ou dès qu'ils sont parvenus aux consommateurs. Dans cette doctrine, les opérations des coopératives de consommation seraient civiles, parce qu'elles ne se livrent à aucun acte de circulation. Les produits arrivés au magasin coopératif sont déjà entre les mains de leurs consommateurs, leurs livraisons aux membres ne peuvent être régies par le droit commercial (1).

Cette manière de voir a des avantages. Si un entrepreneur qui emploie tous ses bénéfices à des œuvres sociales est commerçant, il devrait en être de même de celui qui, agissant dans un but analogue de philanthropie, ne se propose pas de réaliser des bénéfices. Cette dernière entreprise, comme la première et les autres maisons de commerce, contracte des engagements nombreux et importants dont l'inexécution peut causer de graves dommages à ses créanciers. Il n'est pas équitable que ceux-ci, à raison du but que poursuit leur débiteur, soient privés de recourir aux moyens rapides et peu coûteux d'exécution de leurs créances qu'organise dans leur intérêt le droit commercial : le recours à la justice des tribunaux

(1) Voir M. Thaller. Courte étude sur les actes de commerce. *Annales de Droit commercial*, 1895, p. 187.

de commerce et à la procédure de faillite. Enfin, si le marchand est celui-là seul « qui passe une marchandise », c'est-à-dire un meuble, l'on s'explique pourquoi les spéculations immobilières sont exclues du domaine du droit commercial, ainsi que l'entreprise de construction, quand elle ne s'applique pas à des navires et que l'entrepreneur ne spéculé que sur le travail de ses ouvriers, l'usage de ses machines, ses matériaux lui étant fournis par le propriétaire. Mais, sans parler des nombreux cas de commercialité par des motifs d'utilité pratique, dont aucune théorie ne peut rendre compte, de l'agence d'affaires déclarée commerciale, parce que le législateur, par méfiance des agents d'affaires, veut permettre à leurs clients d'user envers eux de la procédure commerciale, de la souscription d'une lettre de change qui est toujours un acte de commerce, parce que les engagements qui résultent d'une traite ayant presque toujours le caractère commercial, la loi veut couper court aux procès concernant leur commercialité; on ne voit pas la raison pour laquelle le fait que les produits sont parvenus entre les mains des consommateurs les soustrairaient à l'application du droit commercial. S'il en était ainsi, les teintureries d'étoffes non encore livrées aux consommateurs seraient commerciales, tandis que les teintureries qui travaillent sur des vêtements déjà portés auraient un caractère civil. Pourquoi les créanciers de ces derniers établissements auraient-ils droit à moins de garanties que les créanciers des premiers?

Ces deux sortes d'entreprises emploient les mêmes procédés commerciaux, font également appel au crédit, leurs créanciers doivent, par suite, jouir des mêmes prérogatives. Quoi qu'il en soit, il semble bien que les auteurs du Code

de commerce n'ont considéré l'achat pour revendre comme ayant un caractère commercial, que s'il est accompli dans un but de lucre (1).

Mais la question grave qu'il nous faut examiner maintenant est celle de savoir si les livraisons de denrées faites par une société coopérative à ses membres ont lieu à titre de vente. La jurisprudence, sauf les derniers arrêts relatifs aux syndicats agricoles, a admis assez souvent la négative, elle est suivie par quelques auteurs. Une décision a d'abord soutenu que ces livraisons constituent de simples partages déclaratifs de propriété et que, par conséquent, les associés acheteurs, sont les ayants cause directs des fournisseurs de la société (2). Mais cette opinion n'est pas admissible. Le partage est l'acte par lequel des coindivisaires mettent fin à une indivision existant entre eux. Or, les coopératives constituées sous la forme de sociétés à capital variable, d'associations déclarées, de syndicats, jouissent de la personnalité morale. Il en résulte que leurs biens ne sont pas indivis entre les associés, ils sont la propriété de la personne morale, et ce n'est que par une aliénation translatrice de propriété que les coopérateurs peuvent en devenir propriétaires. Ceux-ci sont donc les ayants cause directs de la société et non de ses fournisseurs.

Néanmoins, il ne semble pas que les livraisons faites par les sociétés coopératives à leurs membres constituent des ventes. Le fait qu'une chose soit remise moyennant

(1) On appelle la doctrine soutenue par M. Thaller théorie de la *circulation*, les arguments qui sont indiqués au texte contre elle sont le résumé de ceux invoqués par M. Appert dans sa thèse sur *les actes de commerce terrestres*, p. 143.

(2) Arrêt de la Cour de Rennes. D. et P. 1905. 1. 474.

une somme d'argent ne prouve pas que cette remise soit l'exécution d'une vente. Il existe des cas assez nombreux dans lesquels une personne doit remettre une chose à une autre laquelle doit lui en payer le prix, sans que ces deux obligations naissent d'une vente. L'adjudication d'un bien indivis au profit d'un des coindivisaires vaut partage ; cependant les communistes sont tenus de remettre le bien licité à l'adjudicataire et celui-ci doit leur en verser le prix. C'est que l'adjudication est le seul moyen pour plusieurs individus qui possèdent par indivis un bien difficile à partager, d'exécuter leur obligation légale de sortir d'indivision, si l'un d'entre eux le demande. Au fond, l'adjudication n'est ici qu'une forme de partage, quand il faut l'exécuter sur des biens qui ne se divisent pas facilement ; la somme versée par l'adjudicataire à ses anciens communistes est une soulte. De même, le mandat donné à une personne d'acheter un objet oblige le mandataire à remettre cet objet au mandant pour qui il l'a acquis. C'est l'exécution de son mandat. De son côté, le mandant devra alors rembourser à son mandataire le prix de l'achat fait pour son compte, si celui-ci l'a avancé. Tout mandat entraîne pour le mandant l'obligation d'indemniser le mandataire des frais nécessités par l'exécution du mandat. Il y a, dans ce cas, deux obligations, l'une de remettre une chose, l'autre d'en payer le prix, qui naissent toutes deux d'un mandat, non d'une vente.

La situation est analogue pour les livraisons de denrées faites par une société coopérative à ses membres et le paiement de leur prix par ces derniers. Ces prestations sont l'exécution d'engagements dérivant du contrat d'association et non d'une vente postérieure. S'il était néces-

saire à un associé pour obtenir livraison des produits de la société, de passer avec celle-ci un contrat de vente, l'association pourrait se refuser à le conclure ; nul n'est tenu de s'obliger par contrat. Il en résulterait que la livraison serait toujours facultative pour la société. Or, il n'en est nullement ainsi. L'association s'est engagée par ses statuts à livrer ses denrées à ceux des membres qui les réclameront, moyennant le paiement des sommes qui y sont déterminées ou qui sont fixées dans une assemblée générale, suivant les règles indiquées aux statuts. Il ne serait possible dès lors de voir, dans les livraisons de denrées faites par la société aux associés, l'exécution d'une vente que si l'on analysait les statuts en une promesse de vente. Mais il y a là une chose qui ne peut se faire. Le contrat d'association a, en effet, son individualité propre. De plus, l'engagement de l'associé, de payer le prix des denrées qu'il reçoit provient lui aussi des statuts, comme l'obligation de livrer de la société. Ce qui le prouve, c'est que, si un coopérateur refusait de payer le prix des denrées par lui reçues, l'association pourrait toujours demander aux tribunaux de prononcer son exclusion, dans le cas où, par suite du silence des statuts, elle ne pourrait la prononcer elle-même. Or, cette exclusion est une sorte de résiliation judiciaire du contrat d'association, qui n'est possible que si le membre, en ne payant pas son prix, a violé un engagement d'associé dérivant pour lui du contrat d'association, et non un engagement d'acheteur ayant sa source dans une vente postérieure aux statuts. Tout associé, par le fait de son entrée dans la société, adhère aux statuts, et, par suite, s'oblige à payer les sommes que ceux-ci exigent pour les denrées qu'il réclamera.

Ainsi le contrat d'association oblige la société à livrer ses denrées aux membres qui les réclameront et il oblige aussi chaque associé à payer les sommes qu'il détermine, si cet associé, venant à user de son droit, réclame une livraison. Du moment que le mandat d'acheter un objet fait naître des obligations semblables entre le mandant et son mandataire, on ne voit pas pourquoi le contrat d'association ne le pourrait pas entre une société et chacun de ses membres. Il est vrai que ces obligations ne se forment que si un associé vient à réclamer des denrées ; mais cela tient à leur caractère conditionnel et non de ce qu'elles proviennent d'une vente suivant les statuts. L'obligation de la société de livrer ses denrées est subordonnée à une demande du coopérateur, lequel peut se fournir ailleurs. L'engagement de l'associé d'en payer le prix est subordonné au fait qu'il a reçu une livraison. Il y a là une condition qui, pour être en partie potestative de sa part, est néanmoins valable. Elle ne consiste pas, en effet, en une simple manifestation de sa volonté, n'est pas purement potestative de la part de celui qui s'oblige. Sa réalisation suppose qu'une livraison ait eu lieu et cet événement exige non seulement que le coopérateur veuille se fournir à la société ; mais que celle-ci consente à exécuter son engagement de lui livrer des denrées. C'est une condition potestative ordinaire valable et non la condition *si voluero*.

Il faut remarquer aussi que, quand une livraison se sera produite, par suite de la rétroactivité de la condition, l'obligation de la société de livrer ses denrées, celle de l'associé de payer la somme fixée aux statuts seront réputées avoir pris naissance dès le jour du contrat d'association. Mais le transfert de propriété des denrées ne

s'opérera qu'à partir de leur livraison, à ce moment seulement, ces denrées seront individualisées.

Si l'on pense généralement que les livraisons de denrées faites par une société coopérative à ses membres, constituent des ventes, c'est, d'une part, que la personnalité de la société étant distincte de celle de ses membres, il peut se former entre elle et chacun des associés, de véritables contrats, d'autre part, qu'à la différence de ce qui a lieu pour l'adjudication d'un bien indivis au profit d'un coindivisaire, de la remise à un mandant de l'objet acheté pour son compte par son mandataire, les livraisons des sociétés coopératives à leurs membres sont translatives de propriété. Or, comme la vente est un contrat par lequel une personne transfère à une autre la propriété d'une chose pour une somme d'argent, il semble bien que les livraisons coopératives aient lieu à titre de vente. Mais il n'y a là qu'une apparence. Les engagements qui existent entre deux personnes ne proviennent d'un contrat intervenu entre elles que si leurs conditions sont déterminées par un accord entre leurs deux volontés. Aussi, pour que les livraisons de denrées faites par une société coopérative à ses membres aient lieu en exécution d'une vente postérieure aux statuts, il faudrait que la qualité des denrées, leur prix, soient déterminés par un accord entre la volonté de la société et celle des coopérateurs qui les réclament. Mais il n'en est nullement ainsi. Les conditions des livraisons sont, en effet, déterminées par l'accord des volontés des associés entre eux, dans les statuts ou dans une assemblée générale. Tout au plus, pourrait-on dire qu'une livraison a lieu à la suite d'un accord entre la volonté de la société et celle du membre qui la demande, si le prix des denrées ayant été

fixé dans une assemblée générale, à la majorité des votants, c'était à un membre de la minorité de cette assemblée, que la livraison serait faite. Dans ce cas seulement, la volonté de la société étant formée par l'ensemble des volontés de la majorité des associés, l'on pourrait dire que, le membre de la minorité qui offre de payer le prix fixé par la majorité, se met d'accord avec la volonté de la société.

Enfin, si les livraisons de denrées faites par une société coopérative à ses membres sont translatives de propriété, à la différence des remises faites en exécution d'un mandat, d'une adjudication d'un bien indivis, quand celle-ci a lieu au profit d'un coindivisaire, c'est que la loi n'a pas institué pour les aliénations faites par une société à ses membres, en exécution des statuts, des fictions analogues à celles de la représentation du mandant par le mandataire ou de l'effet déclaratif du partage. D'ailleurs, si les aliénations des produits des sociétés coopératives à leurs membres étaient des ventes, parce qu'elles sont translatives de propriété et ont lieu pour une somme d'argent, la disparition de cette somme ferait de l'opération une donation. Or les sociétés de secours mutuels font presque toujours face à leurs dépenses uniquement avec les cotisations de leurs membres, et cependant, les livraisons de médicaments faites dans leurs pharmacies aux associés, quoique translatives de propriété, ne sont certainement pas des donations. D'ailleurs, par cela même qu'une société coopérative doit livrer ses denrées aux associés, et ne peut leur réclamer que le remboursement de son prix d'achat augmenté d'une petite somme destinée au paiement de ses frais généraux, laquelle est, en général, fixée aux statuts, que, de plus, ainsi que nous le verrons, l'*association*

doit rendre compte (1) à chacun des associés qu'elle ne lui réclame pas davantage pour prix des denrées qu'il reçoit, il est impossible de voir dans de pareilles distributions de produits des ventes. Il serait plus vrai de voir en elles l'exécution d'un mandat. C'est, en effet, de cette manière que sont réglés les rapports entre la personne qui a reçu le mandat d'acheter un objet pour le compte d'une autre et son mandant et non entre un vendeur et un acheteur. Ce mandataire doit livrer l'objet qu'il a acheté à son mandant et ne peut lui réclamer que le remboursement de son prix d'achat, des frais du marché, s'il a droit, en plus, à une certaine rétribution, ainsi que cela a lieu dans la commission, cette somme est déterminée dans le mandat qu'il a accepté. Mais comme un mandant est tenu de recevoir de son mandataire les marchandises qu'il lui a donné mandat d'acheter, tandis que les membres d'une société coopérative ne sont pas obligés de se fournir à leur société, on ne peut voir dans les livraisons de denrées qu'ils réclament l'exécution d'un mandat.

Un arrêt de la Cour de cassation a bien vu le caractère qu'il faut reconnaître à la somme due par le coopérateur à sa société, en échange des denrées qu'il en reçoit. D'après cet arrêt, cette somme aurait le caractère d'un apport, d'un « supplément des cotisations » (2).

En effet, dans les associations formées pour la vente des produits de leurs membres, les associés, au moins s'ils

(1) Rien que cette obligation de rendre compte de la société empêche de voir dans ses livraisons aux associés des ventes une personne qui devrait remettre un objet à une autre pour une somme d'argent et qui devrait lui rendre compte des conditions de son achat ne serait pas un vendeur, mais un mandataire.

(2) Voir l'arrêt cité p. 94.

veulent jouir des avantages résultant de la vente en commun, doivent apporter à la société leurs produits, c'est ensuite à celle-ci à répartir entre les associés la somme provenant de sa vente proportionnellement à l'importance de leurs apports en produits. Inversement, dans les associations qui se proposent d'acheter pour leurs membres certaines denrées, c'est aux associés, s'ils désirent profiter de l'achat en commun, à apporter à la société leur argent; puis celle-ci doit distribuer les denrées par elle achetées entre les associés proportionnellement aux sommes qu'ils ont apportées. Dans les deux sociétés de vente et d'achat, il y a ainsi des remises de produits et de sommes en exécution des statuts et si, dans les associations formées pour la vente des denrées ou des marchandises appartenant à leurs membres les produits livrés par les associés à leur société, constituent leurs apports, tel doit être le caractère des sommes remises par les membres d'une société d'achat pour profiter de ses opérations.

Enfin, les associations coopératives constituées sous la forme de syndicats, payent une partie de leurs dépenses grâce aux cotisations de leurs membres. Si elles exigent en sus des associés certaines sommes pour les denrées qu'ils reçoivent, c'est d'abord afin que les charges des associés soient proportionnelles aux avantages qu'ils retirent de la société, mais c'est aussi pour couvrir leurs dépenses que les cotisations seraient insuffisantes à payer. Ces sommes sont, à ces différents égards, un supplément des cotisations, elles doivent, par suite, avoir le même caractère que ces dernières. Au fond, elles sont un apport supplémentaire dû par les associés qui veulent jouir effectivement des avantages sociaux.

Si les livraisons de denrées effectuées par une société

coopérative à ses membres n'ont pas lieu à titre de vente, si elles ne sont que l'exécution du contrat de société, quelles obligations ce contrat entraîne-t-il à la charge de chaque associé et à la charge de la société ? Il va de soi, d'abord, que l'associé qui a reçu certaines denrées de la société doit payer, c'est-à-dire apporter à celle-ci les sommes que les statuts exigent comme condition des livraisons qui lui ont été faites. Quoique nous sommes ici en matière d'association et non de société, il y a lieu, par raison d'analogie, d'appliquer à cet associé les dispositions de l'article 1846 du Code civil, d'après lesquelles, l'associé est de plein droit débiteur des intérêts moratoires de la somme due à titre d'apport, à partir du jour où il doit la payer et doit même, en sus, une autre indemnité si le préjudice causé à la société par son retard, dépasse les intérêts moratoires calculés au taux légal.

Il faut en décider autrement si l'on pense que la somme versée par le coopérateur a le caractère d'un prix de vente. Conformément au droit commun, un acheteur, en retard de payer son prix, n'est débiteur des intérêts moratoires que du jour d'une demande en justice ou d'une sommation ; et encore doit-il simplement ces intérêts au taux légal de 4 0/0, quel que soit le dommage causé par son retard au vendeur (1).

La société, de son côté, doit d'abord gérer les affaires sociales au mieux des intérêts de tous ses membres, afin de procurer à chacun des associés et dans les meilleures conditions possibles, étant donnés ses règles statutaires, ses moyens d'approvisionnement, les denrées

(1) V. art. 1153 et 1652 du Code civil modifié par la loi du 7 avril 1900.

qu'elle doit lui livrer. L'association coopérative doit, par conséquent, indemniser tout associé qui, par suite d'une faute de gestion, éprouverait un préjudice personnel, que cette faute soit due à un ou plusieurs préposés de la société dont celle-ci est responsable ou à une délibération des associés dans une assemblée générale. Outre cette obligation de gestion, la société doit encore rendre compte à chaque associé des conditions dans lesquelles elle a effectué ses opérations. Du moment qu'elle s'est engagée par ses statuts, à livrer ses denrées à tel prix, au prix d'achat augmenté de telle somme, c'est à elle à prouver à l'associé qui les réclame, qu'elle ne lui demande pas un prix supérieur : tout débiteur doit faire la preuve qu'il a exécuté ses engagements tels qu'il les a conclus.

Il est à remarquer que ces deux obligations de gérer les affaires sociales dans l'intérêt de tous les associés et de rendre compte à chacun des conditions de la gestion résultent pour toute société de ses statuts et qu'elles sont analogues à celles qui naissent pour un mandataire du mandat qu'il a accepté.

Mais, outre ces obligations analogues à celles d'un mandataire, la société est-elle tenue, par suite de ses livraisons, des obligations d'un vendeur ? Est-elle garante des évictions, des vices cachés des denrées livrées, même si elle peut démontrer que ces faits sont dus aux personnes avec lesquelles la société a traité, c'est-à-dire à des cas de force majeure, et qu'aucune faute n'a été commise dans la gestion de la société. Il semble, au premier abord, que non, puisque les livraisons de denrées sont l'exécution du contrat de société et qu'elles n'ont pas lieu à titre de vente. Néanmoins cette manière

de voir n'est pas exacte. Quand un associé doit faire un apport en nature, il en est garant comme un vendeur, il doit en être de même, inversement, pour la société, quand c'est elle qui doit livrer des produits en nature aux associés. Cette livraison n'en est pas moins l'exécution du contrat de société, tout comme l'apport d'un bien en nature par un associé, car, c'est en vertu d'une disposition du droit de la société, étendue par raison d'analogie, qu'on lui applique le droit de la vente. Enfin la garantie est la suite de tout transfert de propriété, même quand il ne s'opère pas à titre de vente.

Ce cumul de responsabilités ne doit pas, cependant, effrayer les sociétés coopératives ; car, quand il y aura des vices cachés dans les denrées livrées, le plus souvent il y aura une faute des administrateurs, qui auront mal surveillé les denrées livrées à la société. Enfin, les évictions en matière mobilière sont rares, l'acquéreur étant, le plus souvent, protégé par la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre » (art. 2279 du Code civil).

Au contraire, les livraisons faites par une association coopérative aux non-associés ont bien lieu à titre de vente. A la différence du sociétaire, le non-associé n'a aucun droit à obtenir une livraison de denrées, sa volonté est distincte de celle de la société, en sorte que, c'est en vertu d'un accord entre la volonté de la société indiquée par ses statuts ou par une décision d'une assemblée générale et la sienne qu'il reçoit des denrées. La somme d'argent versée par un non-associé ne peut pas constituer un apport. Le non-associé, en effet, est un simple client de la société coopérative et un apport n'est possible que de la part d'un associé. D'ailleurs, on ne peut pas dire que toute personne qui demande des

denrées à une société coopérative devient un associé. Il n'y a de membres d'une société que ceux qui manifestent, d'une manière certaine, leur volonté d'en faire partie. C'est là l'*affectio societatis*, sans laquelle il n'y a ni société ni association. Or, il n'y a pas dans une simple demande de livraison de denrées une indication suffisante de la volonté de faire partie d'une société coopérative (1).

(1) Au reste, la jurisprudence a plusieurs fois admis que les livraisons de denrées faites par une société coopérative à ses membres ne constituent pas des ventes. La Cour de Bourges notamment a déclaré « qu'on ne saurait assimiler à une revente la livraison faite par une association coopérative à ses sociétaires des objets qu'elle a achetés pour eux et qu'elle leur remet à des conditions convenues à l'avance, dans l'intérêt exclusif des associés ». V. Cour de Bourges 1869. D. 1869. 2. 134.

Enfin, la Cour de cassation a décidé elle-même, ainsi que nous l'avons dit, à propos de la livraison de médicaments faite par une société de secours mutuels à ses membres, que la somme versée par le mutualiste, comme prix des denrées par lui reçues, constitue un simple supplément des cotisations. V. Cass. 22 déc. 1900, D. 1901. 4. 530. Cet arrêt qualifie, d'ailleurs, cette livraison non de vente, mais de distribution. Voici les considérants de cet arrêt : « Si les principes qui régissent les sociétés de secours mutuels s'opposent à ce qu'elles fassent des actes de commerce, on ne peut qualifier ainsi les *distributions* de médicaments faites par une société de secours mutuels, du moment que les prix sont établis dans des conditions telles que l'opération ne perd pas son caractère d'assistance..... ces prix constituent, en réalité, un simple *supplément des cotisations*. (Voir aussi en ce sens M. Lecaisne, *Etude juridique des coopératives de consommation*, p. 55 (Thèse Paris, 1898).

SECTION II.

Du rôle juridique joué par les syndicats agricoles dans les traités par lesquels ils fixent les conditions auxquelles certains commerçants doivent vendre leurs matières fertilisantes aux syndiqués.

Quand le syndicat agricole, au lieu d'acheter lui-même des engrais, conclut simplement avec les fournisseurs un traité fixant les conditions de vente qu'ils devront faire aux syndiqués qui ont envoyé ou enverront au syndicat leurs commandes, on ne peut lui reprocher de jouer le rôle d'une société ni de se livrer à des achats pour revendre qui lui sont interdits, par suite de leur caractère commercial. Ce traité n'est pas plus, pour le syndicat qui le passe, une opération d'achat qu'un contrat collectif de travail, conclu par un syndicat ouvrier n'est, pour ce dernier, un louage de travail. Tout comme ce dernier contrat fixe simplement les conditions auxquelles les parties signataires feront travailler ou travailleront, les clauses qu'elles devront insérer dans leurs louages individuels de travail, le traité d'adjudication du syndicat agricole fixe les conditions auxquelles les fournisseurs devront vendre leurs engrais aux syndiqués, les clauses qu'ils doivent ou devront insérer dans les contrats individuels de vente qu'ils concluent ou conclueront envers les syndiqués qui envoient ou qui enverront leurs commandes au syndicat. Néanmoins, ce dernier traité diffère du contrat collectif de travail en ce que les fournisseurs promettants sont tenus de passer des contrats individuels de vente aux conditions qu'ils acceptent envers tous les syndiqués qui leur transmettent leurs ordres, sauf à l'égard de ceux d'entre eux qu'ils jugent insolubles, encore dans ce cas le syndicat,

en cautionnant son membre peut obliger le fournisseur à exécuter sa commande ; au contraire les signataires d'une convention collective ne sont tenus d'en observer les clauses que s'ils travaillent, ou viennent à faire travailler, s'ils passent des louages individuels de travail, et ils ne sont pas obligés de le faire. Quoi qu'il en soit de cette différence, les syndiqués qui envoient leurs commandes sont seuls acheteurs des fournisseurs et seuls tenus envers eux de payer le prix des denrées qu'ils reçoivent.

Les syndicats de propriétaires ruraux sont évidemment capables de conclure des traités de ce genre qui ont pour but la défense d'intérêts professionnels communs à tous leurs membres et ils peuvent même les passer pour quelques-uns d'entre eux seulement, stipuler des conditions particulières de vente pour des engrais que seuls certains syndiqués ont besoin, car, même dans ce cas, l'acte du syndicat sert un intérêt professionnel que tous ses membres possèdent, intérêt à accroître le rendement de leurs terres, grâce à des engrais bien appropriés aux différents genres de culture.

La seule question que soulève ces traités est celle de savoir quel est le rôle juridique joué par les syndicats dans leur conclusion. C'est de la solution de cette question que dépend le droit pour le syndicat d'en poursuivre l'exécution.

L'on pourrait d'abord dire que le syndicat, quand il passe son traité après avoir reçu les commandes de ses adhérents, est le mandataire de ses membres et, s'il le conclut avant, qu'il est leur gérant d'affaires. Dans ce dernier cas, les syndiqués, en envoyant plus tard leurs commandes, ratifient l'acte que le syndicat a fait en leur nom et pour leur compte. Mais, dans cette première manière de voir le

syndicat ne joue au contrat que le rôle de représentant des syndiqués, il en résulte qu'il ne peut tirer de sa conclusion, aucun droit propre dont il puisse poursuivre l'exécution devant les tribunaux en vertu d'une action figurant dans son patrimoine. Tous les effets de l'acte se réalisent directement en la personne des syndiqués qui lui ont envoyé leurs commandes, ou de ceux qui les lui enverront.

Aussi, il n'y a que ces syndiqués qui possèdent des actions individuelles en exécution des engagements contractés par les fournisseurs envers eux seuls. Toutefois, comme ces actions individuelles ont pour but la défense d'intérêts professionnels communs à tous les syndiqués, le syndicat est capable de les exercer. Il pourra, par suite, les intenter à titre de mandataire des syndiqués à qui elles appartiennent, en observant la règle « nul ne plaide par procureur », et même sans observer cette règle, s'il avait stipulé des fournisseurs qu'ils renonceraient à l'invoquer, car l'on sait qu'elle n'est pas d'ordre public. Mais, même alors, ce principe de procédure continuerait à pouvoir être invoqué par des tiers, par exemple, par une compagnie de chemins de fer que le syndicat voudrait poursuivre à raison de retards, par elle apportés, dans la livraison des engrais. De plus, le syndicat n'exercera toujours que les actions de ses membres, et cela l'obligera à leur remettre le montant des dommages-intérêts par lui obtenus. Certes l'inexécution du contrat peut aussi causer au syndicat un préjudice propre, certains syndiqués n'ayant plus confiance dans son utilité, dans l'efficacité de ses efforts, l'auront peut être quitté, mais comme ce n'est pas envers lui que les fournisseurs se sont engagés à observer la convention, le dommage qu'il subit n'est pas le résultat de la violation d'une obligation existant à son égard et il ne

peut, par conséquent, en obtenir la réparation. Quant au syndicat il n'y a pas faute, lésion d'un droit.

C'est précisément pour accorder au syndicat agricole des actions en exécution ou en dommages-intérêts qui lui appartiennent en propre, qu'il pourrait, par suite, tenter sans mandat de ses membres et dont le bénéfice lui appartiendrait exclusivement, qu'on a soutenu qu'il jouait à ces traités le rôle de stipulant pour autrui. Les syndiqués qui envoient leurs commandes seraient les tiers bénéficiaires envers lesquels les fournisseurs s'engagent à livrer des engrais et pour lesquels le syndicat stipule. En comprenant ainsi le rôle du syndicat, on s'explique que ces syndiqués puissent agir en exécution des engagements des fournisseurs. Le tiers bénéficiaire d'une stipulation pour autrui jouit d'une action en exécution, qui naît directement dans son patrimoine, dès le jour où est intervenu le contrat passé en sa faveur, avant même qu'il l'ait ratifié. De son côté, le syndicat peut également agir en exécution, car tout stipulant pour autrui a ce droit, dès qu'il a intérêt à l'exécution de l'engagement du promettant. Or, le syndicat a un intérêt d'ordre moral et pécuniaire à l'observation du traité par les fournisseurs. Cette exécution démontre, en effet, son utilité, l'efficacité de son action et peut lui amener des adhérents.

Mais il n'y a pas lieu d'admettre cette opinion. En effet, la stipulation pour autrui suppose une personne agissant de son propre mouvement, or, quand le syndicat ne conclut son traité qu'après commandes de ses membres, il faudrait toujours le considérer comme un mandataire. Il en résulterait que, dans ce dernier cas, il ne pourrait pas agir en exécution, tandis qu'il le pourrait s'il avait conclu son traité avant toute commande. Il y a là un

résultat bien difficile à admettre. De plus, la stipulation pour autrui n'est valable que si elle s'appuie sur une promesse faite par le stipulant au promettant, ou sur une stipulation que le stipulant fait pour lui-même. Or le traité passé par le syndicat avant d'avoir reçu des commandes, constitue une simple promesse de vente contractée par les fabricants d'engrais envers les syndiqués, lesquels ne leur achèteront que s'ils le désirent. C'est un contrat unilatéral qui ne fait naître des obligations qu'à la charge des fournisseurs promettants et aucun à la charge du syndicat.

L'on a bien dit que le syndicat s'engageait envers les fournisseurs à faire en sorte que ses membres leur envoient des commandes, cette promesse trouverait son exécution dans les circulaires que le syndicat adresse aux syndiqués pour leur faire connaître les conditions du traité (1). Mais, en réalité, le syndicat ne prend aucun engagement à cet égard, s'il avertit ses membres des clauses du contrat, c'est une nécessité pour les mettre à même d'en user en connaissance de cause. Au reste, un engagement semblable ne peut valider une stipulation pour autrui. Seules, en effet, les obligations civiles dont l'inexécution peut donner lieu à des condamnations en dommages-intérêts peuvent avoir cet effet. Or, le syndicat, s'il s'engageait à faire en sorte que les syndiqués envoient leurs commandes aux fournisseurs promettants, se réserverait, de par les termes mêmes de sa promesse, la faculté de se libérer de toute obligation en affirmant qu'il a fait ce qu'il a pu pour que ses membres transmettent leurs ordres aux signataires du traité. Par suite, il n'entendrait pas se lier obligatoirement et contracterait un simple engage-

(1) Voir en ce sens : M. Bourdon, *Des contrats d'utilité générale passés au profit d'une collectivité*, p. 132. Thèse, Paris, 1905.

ment moral, qui, par sa nature, ne pourrait donner lieu à aucune action devant les tribunaux. Il n'en serait autrement que si le syndicat promettait de rapporter un certain nombre de commandes aux fournisseurs contractants; dans ce cas, son engagement étant celui d'un porte-fort, serait civilement obligatoire et il autoriserait les fournisseurs à lui réclamer des dommages intérêts, si le nombre de commandes à eux promises ne leur parvenait pas; mais le syndicat ne prend jamais un engagement pareil.

Il est vrai que la stipulation pour autrui est aussi valable, ainsi que nous venons de le dire, quand elle s'appuie sur une stipulation que le stipulant fait pour lui-même et, comme la loi n'exige pas que l'engagement contracté par le promettant envers le stipulant soit autre que celui qu'il prend envers le tiers, on peut admettre que la stipulation pour autrui est licite dès que celui qui la fait stipule en même temps pour lui-même. L'obligation du promettant envers le tiers s'appuie alors sur le même engagement qu'il contracte envers le stipulant. Or, le syndicat, personne morale, n'est pas, du moins dans notre doctrine sur la personnalité juridique, un être artificiel distinct des associés; il est le groupe même des syndiqués reconnu par la loi capable d'accomplir tous les actes juridiques qui ont pour objet la défense des intérêts professionnels communs à tous ses membres. Dès lors, quand le syndicat passe un contrat dans l'intérêt professionnel de tous ses membres, ainsi que cela a lieu quand il fixe par un traité avec certains fournisseurs les conditions auxquelles ceux-ci devront vendre aux syndiqués des objets d'utilité professionnelle; on peut le considérer comme accomplissant une stipulation pour autrui valable; son contrat étant fait pour tous les syndiqués a

lieu aussi pour lui-même, puisqu'il n'est lui-même que le groupe des syndiqués.

Mais le motif même pour lequel on peut valider la stipulation faite par le syndicat en faveur de ses membres, prouve qu'elle n'est pas une stipulation pour autrui. On n'arrive, en effet, à ce résultat que parce qu'on regarde le syndicat comme le groupe même des syndiqués. Mais alors on ne peut plus voir en ces derniers les tiers bénéficiaires d'une stipulation pour autrui, puisqu'ils sont les membres mêmes du groupe stipulant, eux-mêmes stipulants à titre de membres du groupe contractant. Seulement, s'il en est ainsi, il semble qu'il n'y a que le syndicat qui puisse poursuivre l'exécution du traité. Il est seul partie au contrat, les syndiqués n'y figurent que comme éléments du groupe stipulant, les fournisseurs s'engagent envers l'ensemble des syndiqués et non chacun d'eux. Au contraire, quand le syndicat passe son traité après commandes de ses membres, faut-il décider qu'il n'est que le mandataire de ceux-ci, lesquels étant seuls parties au contrat doivent seuls pouvoir en poursuivre l'exécution ?

Toutes ces manières de voir doivent être repoussées comme contraires à l'intention commune du syndicat et des syndiqués. Quand le syndicat passe son traité après réception des commandes, il entend être partie aux engagements des fournisseurs, à côté des syndiqués acheteurs (1). Inversement, chaque syndiqué entend être partie pour son compte personnel, à côté du syndicat, quand celui-ci conclut son traité avant tout envoi de commandes. Voici com-

(1) Le fait qu'une personne passe un acte juridique, après avoir reçu une invitation d'une autre, ne prouve pas qu'elle est mandataire de celle-ci. Voir ce qui est dit p. 106.

ment il faut analyser le rôle juridique joué par le syndicat et les syndiqués considérés individuellement, si l'on veut donner satisfaction à leurs intentions. Les membres d'un syndicat agricole se sont associés pour défendre avec le plus d'efficacité possible leurs intérêts professionnels communs. Dans ce but, ils ont donné, soit dans les statuts, soit dans une assemblée générale, mandat aux administrateurs non seulement d'acheter des engrais pour le compte des syndiqués qui ont envoyé leurs commandes, en obtenant par le groupement de celles-ci des conditions de prix favorables ; mais aussi de stipuler envers le syndicat l'exécution des engagements contractés par les fournisseurs envers les syndiqués acheteurs. Sans cet engagement pris par les fournisseurs envers le syndicat, on ne s'expliquerait pas pourquoi les agriculteurs auraient formé pour conclure leur traité un syndicat. S'ils avaient voulu être seuls parties à ce contrat, ils n'auraient eu qu'à charger de sa conclusion un individu quelconque, qui l'aurait passé comme simple mandataire des agriculteurs qui lui auraient envoyé leurs commandes. Aussi, quand les administrateurs d'un syndicat concluent un traité, fixant les conditions auxquelles certains commerçants devront livrer des engrais aux syndiqués qui ont envoyé leurs commandes au syndicat, ils agissent, à la fois, en qualité de représentants de chacun des syndiqués acheteurs et de représentants du syndicat. Seulement, tandis que les syndiqués qui envoient des commandes aux gérants du syndicat, par cela même qu'ils leur donnent mandat d'acheter pour leur compte, leur confèrent le pouvoir de stipuler pour eux et aussi de les engager envers les fournisseurs, le syndicat ne donne pouvoir à ses gérants que de stipuler à son égard l'exécution des

obligations contractées par les marchands d'engrais signataires du traité envers les syndiqués acheteurs. Le syndicat n'entend pas se porter garant du paiement des sommes dues par ces derniers ; il veut simplement être partie aux promesses des fournisseurs à côté des syndiqués qui ont envoyé leurs commandes. Aussi n'est-il pas tenu de payer le prix des denrées reçues par ses membres. Ces derniers seuls sont obligés envers les fournisseurs.

La situation est la même si le syndicat passe son traité avant la réception des commandes. Les syndiqués ont donné, soit dans les statuts, soit dans une assemblée générale, mandat aux gérants de stipuler envers le syndicat et envers chacun de ses membres que les fournisseurs avec qui ils traiteront, livreront leurs engrais aux syndiqués qui les demanderont à tel prix. Les fournisseurs signataires du traité s'engagent à exécuter cette obligation envers chaque syndiqué et envers le syndicat. Ici encore les gérants du syndicat, qui signent la convention, exécutent un double mandat. Ils représentent le syndicat et chacun de ses membres.

Du moment que le syndicat qui conclut un traité semblable y est lui-même partie, que les fournisseurs s'engagent envers lui à exécuter leurs obligations de vendeurs, il pourra poursuivre l'exécution de ce contrat en vertu d'une action propre, du moins s'il a un intérêt à cette exécution. Nous verrons, à propos du droit d'ester en justice des syndicats, que le syndicat a un intérêt propre à l'exécution de son traité, dès qu'il est violé à l'égard d'un seul de ses membres, que, par suite, on ne peut repousser son action en exécution, soit en invoquant la maxime, pas d'intérêt, pas d'action, soit en disant qu'elle a pour

objet la défense des intérêts personnels du syndiqué envers qui le contrat est inexécuté, qu'elle est, par conséquent, l'exercice de l'action individuelle de ce dernier. C'est un autre intérêt que l'intérêt individuel du syndiqué lésé personnellement par l'inexécution de la convention, que l'action syndicale a pour but de protéger.

APPENDICE

Du rôle juridique du syndicat agricole qui achète en son nom des engrais, mais après avoir groupé les commandes de ses membres.

Nous n'avons pas parlé, jusqu'à présent, d'une autre manière d'opérer employée par certains syndicats agricoles, qui consiste à acheter en leur nom des engrais, mais seulement après avoir groupé un certain nombre de commandes de leurs membres. Ces syndicats répartissent ensuite les engrais ainsi achetés entre les associés qui les ont demandés selon leurs commandes respectives, en leur demandant simplement le remboursement du prix d'achat des matières livrées et d'une petite somme supplémentaire pour le paiement des frais généraux du syndicat. Quel est le rôle juridique joué par le syndicat dans la conclusion de cet achat? Il est certain qu'on ne peut voir dans ce syndicat un commissionnaire. La commission est un mandat salarié, qui a pour objet l'accomplissement d'un acte de commerce. Or, le syndicat opère gratuitement, il ne fait pas ses achats pour réaliser un droit de commission sur les livraisons à ses adhérents, mais pour défendre leurs intérêts professionnels. De plus,

comme l'agriculture est placée en dehors du droit commercial, il est possible d'admettre que la personne qui fait des achats d'engrais pour le compte de cultivateurs, accomplit des opérations civiles.

Mais, si le syndicat qui achète en son nom des engrais, après avoir reçu les commandes de ses membres, ne peut être considéré comme un commissionnaire, il semble qu'il exerce, comme le fait ordinairement ce dernier, un mandat sans représentation, c'est-à-dire qu'il achète en son nom, mais pour le compte des syndiqués qui lui ont envoyé leurs commandes et non pour son propre compte. Tel est, semble-t-il, l'opinion de la Cour de cassation (1); qui paraît, pour ce motif, admettre la validité de cette manière d'opérer. En effet, si le syndicat dans ce cas, n'est que le mandataire de ses membres, on ne peut lui reprocher de faire œuvre de société civile ou commerciale; il accomplit simplement à titre de mandataire des actes qui ont pour but la défense d'intérêts professionnels communs à tous les syndiqués. Rien n'empêche une personne morale de jouer le rôle de mandataire, du moment que l'acte qu'elle passe tend à l'accomplissement de son but légal. De même, la remise des engrais aux syndiqués qui ont envoyé leurs commandes et le paiement de leur prix par ces derniers, ne sont que l'exécution des mandats intervenus entre eux et le syndicat et non d'une vente. L'association doit, pour exécuter ses mandats, livrer aux syndiqués les engrais qu'ils lui ont donné ordre d'acheter, de leur côté, ceux-ci doivent, ainsi que tout mandant, indemniser l'association mandataire des frais d'exécution des marchés qu'elle a conclus.

(1) Voir les motifs de l'arrêt déjà cité du 29 mai 1908, D. 1909.1.25.

Aussi ne peut-on dire que ce syndicat achète pour revendre.

Cependant, il ne semble pas qu'il y ait lieu d'adopter cette manière de voir. Le fait qu'un syndicat n'achète des engrais qu'après avoir reçu les commandes de ses membres ne prouve pas qu'il n'est, dans ces achats, que le mandataire de ses membres. Une personne qui accomplit une opération juridique en son nom, après avoir reçu une invitation d'une autre, ne joue pas nécessairement dans cet acte le rôle de mandataire. Un commerçant qui achète en son nom, sur commande, un objet peut faire cet achat pour son propre compte, ou pour le compte de son client, à titre de commissionnaire; cela dépendra de l'intention des parties, de la façon dont elles ont voulu régler entre elles leurs rapports. Il y aura mandat si ce commerçant ne peut réclamer à son client que le remboursement du prix d'achat de l'objet qu'il lui a commandé, des frais du marché, en sus une somme convenue entre eux pour droit de commission, et par suite, s'il est obligé de rendre compte à son donneur d'ordre, des conditions dans lesquelles il a effectué l'opération. Au contraire, ce commerçant aura conclu une vente s'il a fixé un prix déterminé pour l'objet qu'il livrera, sans *vouloir rendre compte* de son prix d'achat.

Il est vrai que, lorsqu'un syndicat a livré des denrées à un associé qui a envoyé, au préalable, une commande, cet associé ne doit à son syndicat que le prix d'achat des denrées qu'il a reçues, et en outre la somme déterminée aux statuts, destinée à permettre à l'association de faire face à ses frais généraux. Les droits du syndicat sont ainsi les mêmes que s'il avait exécuté un mandat. Mais il en est également ainsi quand le syndicat fait

ses achats sans attendre les commandes de ses membres. Cela tient à ce que la livraison des denrées aux associés est l'exécution des statuts et non d'une vente, que le syndicat achète des engrais après avoir reçu les commandes de ses membres, ou sans les attendre. D'ailleurs, ce n'est pas dans un mandat intervenu entre l'associé qui envoie une commande et le syndicat que sont fixées les conditions de la livraison des engrais, ces conditions sont déterminées par les associés entre eux dans les statuts ou dans une assemblée générale.

Enfin la commande du syndiqué ne peut s'analyser en un mandat. Tout mandat conventionnel est un contrat libre que le mandataire doit pouvoir refuser d'accepter. Or, la commande du syndiqué n'est pas une simple invitation que le syndicat peut ne pas vouloir exécuter, c'est un ordre qu'il doit remplir, s'il est conforme à ceux prévus aux statuts. Le syndiqué qui demande l'achat de telles denrées et leur livraison prix coûtant, use de son droit de syndiqué et demande à ce qu'on le fasse jouir des avantages que l'association s'est engagée, par ses statuts, à procurer à ses membres. La livraison de ces denrées, le paiement de leur prix par l'associé qui les reçoit ne sont pas l'exécution d'un mandat intervenu entre l'associé qui a envoyé une commande et le syndicat, ces prestations sont l'exécution des engagements pris par les associés, dans les statuts, de procurer à chacun d'entre eux tels objets, moyennant telles sommes. Seulement ici l'association exige que ses membres, s'ils désirent s'approvisionner chez elle, lui envoient leurs commandes, dans un certain délai. Aussi, quand un syndicat agricole n'achète des engrais qu'après avoir groupé les commandes de ses membres il n'y a là qu'une règle qu'il s'est impo-

sée pour la bonne conduite de ses opérations, mais il achète néanmoins pour son propre compte, comme s'il opérait sans attendre les commandes de ses membres.

§ 3. — Projets de réforme.

Pour calmer l'inquiétude causée dans les milieux agricoles par l'arrêt de la Cour de cassation, le gouvernement a déposé un projet de loi qui est loin de donner toute satisfaction aux intérêts des syndicats agricoles. De son côté, la Société d'Etudes législatives en a élaboré un autre, dont les dispositions nous semblent bien préférables. Nous allons faire connaître rapidement les principales dispositions de ces deux projets.

1^o *Projet du Gouvernement.* — D'après ce projet, les achats d'objets utiles à l'agriculture ne pourraient être accomplis que par des syndicats spéciaux qualifiés de syndicats économiques agricoles, ces syndicats ne pourraient pas former entre eux d'unions, de plus, il résulte de l'exposé des motifs qu'ils ne pourraient faire leurs achats qu'après commandes préalables de leurs adhérents. Ces mesures restrictives ont soulevé naturellement de vives critiques et il faut reconnaître que le maintien du droit actuel, tel qu'il est interprété par la Cour de cassation, serait préférable pour les syndicats agricoles. En effet, l'arrêt de la Cour de cassation semble reconnaître aux syndicats formés conformément à la loi de 1884, la faculté d'acheter des engrais sur commandes préalables, tandis que, dans le projet du Gouvernement, même ces achats sur commandes ne pourraient être faits que par des syndicats spéciaux. Néanmoins les critiques faites contre le projet

sont, en partie, exagérées. 1° L'existence de deux syndicats, l'un chargé de l'accomplissement des services matériels, achats d'objets utiles à l'exercice de la profession, ventes des produits des membres, l'autre s'occupant du développement des institutions de mutualité, de prévoyance, de l'instruction professionnelle, semble conforme à la loi de la division du travail. Une même association ne peut remplir efficacement des fonctions multiples et qui exigent des aptitudes très diverses. En fait, déjà, beaucoup de syndicats agricoles, pour consacrer tous leurs efforts au développement des œuvres sociales, au lieu de se livrer eux-mêmes à l'achat des engrais, ont créé, dans ce but, des sociétés coopératives filiales, soumises à la loi de 1867. L'on objecte bien que les paysans n'entrent dans les syndicats agricoles que pour jouir des avantages matériels qu'ils offrent à leurs adhérents, aussi si le projet du Gouvernement était adopté, les cultivateurs entreraient tous dans les syndicats économiques agricoles, ayant uniquement pour objet l'achat des engrais, tandis que les syndicats actuels, qui ne se proposeraient plus que des œuvres d'un caractère plus idéal, seraient abandonnés. Cette scission serait ainsi elle-même nuisible au développement de l'enseignement agricole, de la mutualité dans les campagnes. Mais l'on oublie que, les fondateurs des syndicats nouveaux, spécialisés dans l'achat des engrais, n'auraient qu'à stipuler dans leurs statuts qu'il est nécessaire de faire partie du syndicat actuel pour entrer dans le syndicat économique agricole. C'est ce qu'ont fait les fondateurs des sociétés coopératives *filiales* des syndicats, nul ne peut participer à leurs avantages s'il n'est syndiqué.

Cependant, si l'accroissement des attributions des syn-

dicats agricoles doit amener, ainsi que leur histoire l'a déjà montré, une séparation entre le syndicat chargé des services matériels et celui se proposant la réalisation des œuvres sociales, il vaut mieux, selon nous, que cette séparation se fasse d'elle même, à mesure que les besoins s'en feront sentir, sans intervention du législateur. Il serait, en effet, impossible aux agriculteurs de trouver du jour au lendemain le personnel nécessaire à l'administration de deux syndicats, et la réforme aurait pour conséquence de les contraindre à abandonner les syndicats actuels pour les syndicats économiques agricoles. La division du travail entre les institutions n'est bonne et possible que lorsqu'elles sont parvenues à un certain état de développement et, alors, le mieux est qu'elles la réalisent elles-mêmes, quand elles se sentent assez puissantes pour y recourir. 2° L'interdiction pour ces syndicats de former des unions, soulève également des critiques justifiées. Les petits syndicats locaux, communaux, cantonaux, qui ne contiennent qu'un petit nombre de membres, peuvent, en formant entre eux une fédération, laquelle groupera toutes les commandes parvenues aux syndicats de l'union, obtenir leurs engrais, à aussi bon marché que les syndicats à vastes circonscriptions, départementaux, par exemple. Par suite de la prohibition de ces fédérations, les petites associations locales ne pouvant obtenir des engrais dans d'aussi bonnes conditions que les grands syndicats, seront abandonnées. Aussi, cette mesure est-elle de nature à porter atteinte au développement du mouvement syndical, car le paysan entre bien plus facilement dans un petit syndicat local, dont les membres sont ses parents ou ses voisins, que dans un grand syndicat dont les adhérents lui sont inconnus. Cette critique

est juste, mais le projet ne consacre, en réalité, aucune grande innovation. Si les syndicats actuels peuvent former entre eux des fédérations, celles-ci ne jouissent d'aucune personnalité juridique, et ne peuvent, par conséquent, acheter elles-mêmes des engrais. Ces achats sont effectués par des sociétés coopératives, à capital variable, soumises à la loi de 1867, que les unions ont organisées à côté d'elles et dont les syndicats qui font partie de celles-ci et leurs membres sont les actionnaires. Or, il semble que, si le projet du gouvernement était adopté, rien n'empêcherait les syndicats de transmettre leurs commandes à une *société* coopérative qu'ils créeraient directement, sans aucune union. En tout cas, si un semblable procédé était considéré comme illicite, il faut convenir qu'il en est ainsi des pratiques actuelles. L'on peut, en effet, soutenir qu'une société coopérative formée entre plusieurs syndicats, dans le but de faire des achats d'engrais pour ces derniers, n'est qu'une union de syndicats ne pouvant jouir de la personnalité et ayant pris vainement, à cet effet, la forme d'une société commerciale. Mais, néanmoins, à notre avis, la faculté de créer ces sociétés doit être reconnue aux syndicats, c'est une conséquence de leur droit de posséder des actions. Le plus grave reproche qu'on puisse faire au projet du Gouvernement, est qu'il semble ne permettre aux syndicats *économiques agricoles* que l'achat après commandes préalables des adhérents (1). Il n'y a aucun motif pour empêcher les

(1) Voir exposé des motifs du projet, *Ch. Ann.* 1908, n° 180. Le texte du projet, *Journ. Off.* 4^{er} août 1908, p. 590. Le projet permet aux syndicats de servir d'intermédiaires non seulement pour l'achat des objets utiles à la culture, mais aussi pour la vente des produits récoltés par les syndiqués. — Voir sur ce projet un article de M. Hittier, *Rev. d'écon. pol.*, janvier 1909, p. 66.

syndicats d'acheter des engrais sans attendre les commandes de leurs membres. Le syndicat qui emploie l'une ou l'autre méthode joue le même rôle juridique et son action a les mêmes effets économiques.

2° *Projet de la Société d'Etudes législatives* (1). — Ce projet présente sur celui du Gouvernement, le grand avantage d'être *commun à tous les syndicats* agricoles, patronaux ou ouvriers. Toutes les associations professionnelles pourront, sans commandes préalables, acheter les matières et machines utiles à l'exercice de la profession de leurs membres. Enfin, loin d'interdire les unions de de syndicats, le projet leur accorde les mêmes droits qu'aux syndicats qui les composent. Le prix d'achat de ces objets pourra être augmenté de la somme nécessaire pour payer les frais généraux du syndicat; mais l'excédent des sommes ainsi obtenues ne pourra pas être réparti entre les syndiqués même sous forme de ristournes au prorata de leurs achats, il restera dans le patrimoine syndical pour servir de gage à ses créanciers ou être employé à des œuvres d'intérêt professionnel. Nous savons, d'ailleurs, qu'en fait, les syndicats agricoles ne distribuent pas ces excédents et qu'ils ont le droit de les conserver, pourvu qu'étant donné leur peu d'importance, on ne puisse pas dire que le syndicat a fait ses opérations dans l'intention de les réaliser. Au reste, on ne peut voir dans ces excédents, des bénéfices, ils sont des apports supplémentaires faits à leur association par les syndiqués qui reçoivent des denrées.

(1) Voir le texte de ce projet dans le *Bull. de la Soc. d'Et. législ.* 1909, p. 369. Voir aussi le *rapport* de M. Georges Cahen, p. 343 et la discussion, p. 332.

CHAPITRE II

DE LA VENTE PAR UN SYNDICAT PROFESSIONNEL DES PRODUITS DU TRAVAIL DE SES MEMBRES.

Un syndicat peut faciliter la vente des produits du travail de ses membres, par des annonces dans les journaux, en se chargeant de recevoir des commandes pour les transmettre à ses adhérents, etc. Dans ce cas le syndicat joue un rôle analogue à celui des courtiers, il se borne à mettre en rapports directs, les vendeurs et les acheteurs, sans contracter aucune obligation envers les parties qu'il a mises en présence (1). Néanmoins on ne peut lui reprocher de faire de véritables opérations de courtage, car il n'y a courtage, au sens de la loi commerciale, que lorsque l'intermédiaire qui met les parties en relations n'agit pas gratuitement, se fait payer un courtage par les parties.

Mais nous ne croyons pas qu'un syndicat puisse vendre en son nom les produits du travail de ses membres. Dans ce cas les syndiqués ont constitué sous le nom de syndicat une véritable *société*, ils ont mis en commun les produits de leur travail, pour se partager le bénéfice résul-

(1) C'est ainsi qu'il n'est nullement responsable envers les acheteurs de la livraison à l'époque convenue, des vices cachés des objets livrés, comme le serait un vendeur.

tant de leur vente. Cette société n'est pas commerciale, car elle n'a pas acheté pour revendre. Les produits vendus constituent les apports mêmes des associés, la société ne les a pas achetés à ces derniers. Or, nous savons que le syndicat professionnel est une association et qu'il ne peut, par conséquent, jouer le rôle d'une société.

Néanmoins, nous n'admettrons pas la nullité de ces opérations de vente, quoique un syndicat ne puisse s'y livrer. Cette sanction serait rigoureuse, avec elle le syndicat ne pourrait obtenir de l'acheteur le paiement du prix. La nature juridique d'un contrat ne dépend pas du nom que les parties lui ont donné. Les associés ont mal qualifié leur groupement, il ne constitue pas un syndicat, mais une société coopérative civile de vente et les juges lui feront produire tous les effets qu'entraîne sa nature véritable. Ils lui appliqueront les règles légales qui régissent les sociétés civiles. Les ventes faites par l'association seront valables, une société civile pouvant se former sans aucune formalité ; mais les associés ne seront pas exonérés de toute responsabilité dans les dettes sociales, celles-ci se partageront également entre tous, (art. 1863 du Code civil), à moins que *les statuts* n'en aient disposé autrement. De plus la mort d'un associé, son interdiction, sa déconfiture, sa faillite, sa renonciation notifiée aux autres entraîneront la dissolution de la société.

On peut se demander si, le fait par des individus de s'associer pour la vente en commun des produits de leur travail, les exposerait à des poursuites pénales pour délit d'accapement, en vertu de l'article 419 du Code pénal. On a soutenu que cet article avait été abrogé par la loi de 1884. Il y a là une grave erreur. La loi de 1884 a permis aux individus de s'entendre pour la défense de

leurs intérêts professionnels ; mais sans dire entre qui ces ententes pourraient être formées, ni préciser le but qu'elles pourraient se proposer. L'article 419 ne punit, au contraire, que les ententes formées entre les principaux détenteurs d'une marchandise pour en modifier le cours, tel qu'il résulterait de la libre concurrence. Il constitue donc, par rapport à la loi de 1884, un texte spécial que celle-ci n'a pu abroger. Toutefois, les associations qui se proposent la vente des produits du travail de leurs membres échapperont, le plus souvent, à son application. Il n'y a, en effet, d'après la jurisprudence, délit d'accaparement prévu et puni par l'article 419 du Code pénal, que si l'on peut relever à la charge d'un groupe d'individus une véritable tentative de monopolisation de certains produits, ayant amené effectivement une hausse des prix. Toutefois, s'il en était ainsi, non seulement des poursuites pénales pourraient être intentées contre les associés, mais tous les contrats passés dans le but de réaliser l'accaparement seraient atteints d'une nullité d'ordre public, comme contraires au principe de la liberté du commerce (1).

La société ne pourrait pas, d'ailleurs, invoquer sa personnalité pour soutenir que ses agissements sont le fait d'une personne unique et non d'une coalition entre plusieurs, car elle est nulle comme constituée dans un but illicite, l'accaparement, et elle ne peut, par conséquent, jouir de la personnalité juridique. Ses faits sont donc bien ceux de ses membres.

En fait, les seuls syndicats qui ont organisé la vente

(1) Voir M. Pic, *op. cit.* p. 444, n° 606. Paris, 14 avril 1891, D. 93. 2. 69. Cass. 12 juillet 1892, D. 93. 1. 390.

des produits du travail de leurs membres sont les syndicats agricoles. Leur but est de faire bénéficier leurs adhérents des prélèvements des commerçants intermédiaires sur le prix des produits agricoles, en organisant la vente directe de ceux-ci aux consommateurs. Pour arriver à ce résultat, il en est qui se bornent à jouer le rôle de courtier desintéressé, ils cherchent des clients à leurs membres, par des annonces dans les journaux, leur transmettent les commandes qu'ils reçoivent, mais d'autres ont voulu aller plus loin et vendre eux-mêmes, en leur nom, les récoltes de leurs adhérents. Nous venons d'indiquer quelles conséquences légales comporte cette dernière manière d'opérer. D'ailleurs, les syndicats qui l'ont employée ont éprouvé de graves mécomptes. Les clients ne leur ont pas manqué, mais ils ont rencontré de grandes difficultés dans l'incompétence commerciale de leurs administrateurs incapables d'organiser la livraison des denrées, ignorants des tarifs de chemins de fer, de douane et aussi, dans les syndiqués eux-mêmes, qui veulent conserver la liberté de vendre leurs récoltes au commerce, si celui-ci lui en offre un prix plus avantageux, en sorte que le syndicat n'est jamais sûr de pouvoir tenir ses engagements et de livrer aux conditions fixées les quantités qui lui sont demandées. Aussi, un certain nombre de syndicats, pour ne pas se charger d'opérations de vente ont créé, à cet effet, des sociétés coopératives placées sous le statut de la loi de 1867. Ces sociétés sont *filiales* des syndicats, il est nécessaire d'être syndiqué pour en faire partie. Comme elles pourront mettre à leur tête des gérants instruits des pratiques commerciales, elles réussiront probablement mieux dans leur tâche que les syndicats.

Projets de réforme.— Les deux projets du Gouvernement et de la Société d'Études législatives admettent qu'un syndicat peut servir d'intermédiaire à ses membres, pour leur faciliter la vente de leurs produits, par des mesures de publicité, ou en ouvrant des bureaux où le public pourra envoyer des commandes pour les syndiqués. Au contraire, les deux projets refusent aux syndicats la faculté de vendre eux-mêmes et en leur nom les produits de leurs membres. Nous avons vu que ce sont là les solutions qui doivent être admises dans le droit actuel (1).

Toutefois, le projet de la Société d'études législatives accorde à tous les syndicats le droit de prendre part aux adjudications publiques. Les syndicats pourront ainsi, s'engager en leur nom à livrer telles quantités de marchandises à l'administration. Le syndicat jouera, dans ce cas, le rôle d'une société civile ; les adhérents apporteront au syndicat leurs récoltes, pour se partager le bénéfice résultant de leur vente à l'administration. Il y a plus, si les quantités fournies par les syndiqués sont insuffisantes pour permettre au syndicat de tenir ses engagements, il pourra les compléter en faisant des achats à des non-syndiqués : le syndicat pourra accomplir ainsi un véritable acte de spéculation commerciale, acheter à des non-syndiqués pour revendre avec bénéfice à l'administration. La Société n'a, d'ailleurs, admis ces dérogations graves aux principes généraux du droit et de son propre projet, que pour consacrer législativement la pratique du ministère de la guerre de faire des achats de denrées d'alimentation directement aux producteurs agricoles.

(1) Voir pour ces projets les notes des pages 111 et 112.

CHAPITRE III

DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES MUTUELLES ET DE CRÉDIT MUTUEL ENTREPRISES PAR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

Les sociétés d'assurances mutuelles ne se proposent pas de réaliser des bénéfices au moyen de spéculations, elles ont simplement pour but de prémunir leurs membres contre certaines pertes, en répartissant entre tous les associés les dommages que quelques-uns peuvent subir, par suite de la réalisation de certains risques. Pour cela, chaque assuré doit payer, à la fin de l'année, une contribution qui varie, très souvent, d'après l'importance des sinistres subis par l'ensemble des associés. Aussi ces groupements appartiennent-ils à la catégorie des associations et aucun principe ne s'oppose à ce qu'un syndicat se livre à des opérations d'assurances mutuelles, pour défendre les intérêts professionnels de ses membres, tout comme il peut acheter pour eux les objets nécessaires à l'exercice de leur profession. Ce syndicat ne s'occuperait pas de spéculations et, par conséquent, ne jouerait pas non plus le rôle d'une société.

Néanmoins, cette opinion ne doit pas être admise. Les sociétés coopératives de consommation ne sont prévues

par aucune loi spéciale. Nous savons que le législateur de 1867 n'a pas voulu leur imposer la forme de société à capital variable; elles peuvent, par conséquent, se prévaloir de leur nature d'association pour se constituer à l'état de syndicat professionnel soumis à la loi de 1884, quand leurs achats présentent une utilité d'ordre professionnel.

Au contraire, le titre II du décret du 22 janvier 1868, impose aux sociétés d'assurances mutuelles, soit pour leur constitution, soit pour leur fonctionnement, des formalités nombreuses qui ont principalement pour but de mettre leur capital social, garantie des assurés, à l'abri des tentatives frauduleuses dont il pourrait être l'objet. Ces formalités sont très analogues à celles imposées aux sociétés par actions dans la même intention, aussi sont-elles, comme ces dernières, d'ordre public, à raison de leur objet qui est la protection de l'épargne. Il en résulte que personne ne peut s'y soustraire et que les syndicats, s'ils désirent assurer leurs membres contre les risques qui menacent l'exercice de leur profession, peuvent simplement créer à côté d'eux, entre les syndiqués, une société d'assurance mutuelle, ayant une existence juridique distincte de la leur et soumise à toutes les prescriptions légales (1).

Cependant, la loi du 4 juillet 1900 a apporté à ces principes une exception, mais seulement en faveur des syndicats agricoles. Ceux-ci peuvent, aux termes de cette loi,

(1) Voir, en ce sens, une consultation de M. Charles Lyon-Caen, rapportée dans l'ouvrage de M. le comte de Rocquigny, *l'Assurance mutuelle du bétail*, p. 96. L'on trouvera dans le même ouvrage une consultation en sens contraire de Waldeck-Rousseau. Ces consultations ont été données avant la loi du 4 juillet 1900.

créer eux-mêmes des caisses d'assurances mutuelles agricoles, qui ne jouissent pas d'une personnalité distincte de celle du syndicat qui les a créées et qui sont, par conséquent, affranchies des formalités exigées par le décret du 22 janvier 1868. Ces caisses devront être administrées gratuitement et ne réaliser aucun bénéfice. Mais, contre quels risques pourront-elles assurer les syndiqués? D'après les paroles du rapporteur de la loi au Sénat (1), il semble que ces caisses peuvent assurer non seulement contre les risques spéciaux à l'agriculture, tels que la grêle, la mortalité du bétail ou contre les risques qui ont leur cause dans l'exercice de la profession des syndiqués, mais, d'une façon générale, contre tous les événements qui menacent les intérêts professionnels communs aux membres du syndicat. Au reste, c'est cette solution qu'il faut admettre, dans le silence de la loi, car elle est la seule conforme aux règles générales sur la capacité des syndicats professionnels, lesquels doivent pouvoir accomplir, en principe, toutes les opérations juridiques ayant pour objet immédiat la défense d'un intérêt professionnel commun à tous les syndiqués.

(1) Voir déclarations du rapporteur au Sénat, séance du 26 juin 1900. V. D. 1900. 4. 83, col. 2. « Les syndicats agricoles pourront assurer leurs membres contre tous les risques qui menacent la profession. » Cette loi a eu surtout pour but de permettre aux syndicats d'assurer leurs membres contre la mortalité du bétail. Cette assurance ne peut être pratiquée que par des petites associations locales, dont les membres se connaissent et peuvent exercer un contrôle mutuel les uns sur les autres. Les petites mutualités locales se proposant cet objet sont de date très ancienne, elles ne savaient sous quelle forme se constituer, en 1884 elles prirent celle du syndicat professionnel. La loi de 1900 a légalisé cette pratique.

Aussi, à notre avis, les syndicats agricoles pourraient même assurer les récoltes de leurs membres, leur outillage contre l'incendie.

En tout cas, ils peuvent certainement assurer les syndiqués contre les accidents du travail. Il s'agit ici d'un risque non spécial à l'agriculture ; mais qui résulte de l'exercice de la profession ; il est une menace pour tous ceux qui s'y livrent. Cependant, au lieu d'assurer eux-mêmes leurs membres contre les accidents du travail, les syndicats ont préféré, avec raison, obtenir pour les syndiqués, des tarifs de faveur en passant des traités avec des compagnies à primes fixes ou mutuelles, constituées conformément au décret du 22 janvier 1868, et soumises, en outre, aux obligations imposées par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 et les décrets des 28 février et 5 mars 1899 aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail, c'est-à-dire placées sous le contrôle de l'Etat, astreintes au dépôt d'un cautionnement, et à la constitution d'une réserve mathématique égale au minimum du montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir. Ce n'est, en effet, que si une personne soumise à la législation du risque professionnel est assurée à une de ces dernières sociétés que la Caisse nationale des retraites contre laquelle l'ouvrier ou ses ayants droit ont toujours un recours pour le paiement des rentes qui leur sont dues, n'a pas elle-même d'action récursoire contre le chef d'entreprise, elle n'a de recours que contre sa société d'assurances, et, par suite, c'est elle qui supporte l'insolvabilité de celle-ci. Or, les syndicats agricoles peuvent n'avoir pas les moyens d'assurer des rentes, et leur insolvabilité retomberait alors sur leurs membres. Enfin, la possibilité pour un syndicat agricole de fournir, en

vertu de la loi du 4 juillet 1900, des services médicaux et des produits pharmaceutiques aux personnes employées par les syndiqués, qui seraient victimes d'accidents du travail, mérite d'être remarquée, car il est douteux qu'un syndicat puisse rendre les mêmes services à ses propres membres, la loi lui interdisant de jouer le rôle d'une société de secours mutuels.

Les agriculteurs ont, d'ailleurs, grand intérêt à s'assurer contre les accidents du travail. La loi du 30 juin 1899 décide bien que les accidents survenus dans les exploitations agricoles, ne donnent lieu à une indemnité que s'ils sont la conséquence directe de l'emploi d'un moteur mécanique, et encore la responsabilité de l'accident pèse-t-elle sur l'exploitant du moteur qui peut n'être pas l'agriculteur lui-même, par exemple un entrepreneur de battage ; mais il ne faut pas oublier que la loi du 30 juin 1899 a étendu le bénéfice de ses dispositions à toutes les personnes quelles qu'elles soient occupées au service des machines ou moteurs, c'est ainsi qu'un voisin qui est blessé en venant aider, même gratuitement, au battage pourra invoquer la loi du 9 avril 1898 contre l'exploitant de la batteuse, quoiqu'il ne soit pas un ouvrier ou un employé de cet exploitant. De plus, dans le cas où l'agriculteur ne tomberait pas sous l'application de la loi de 1899, par exemple parce que l'accident est dû à une machine mû par l'homme ou par des chevaux, il sera néanmoins tenu d'indemniser la victime, ouvrier ou voisin, à moins que cet accident ne soit la conséquence d'un cas fortuit ou de force majeure. Certes, d'après la jurisprudence, ce sera alors à la personne blessée de faire la preuve que l'accident est dû à une faute du chef d'entreprise ; mais cette preuve faite, la victime aura droit

à une indemnité représentant tout le préjudice à elle causé par l'accident. Toute personne doit veiller à ce que les choses qu'elle a sous sa garde, ne portent pas atteinte à la santé ou à la vie d'autrui, elle doit prendre, dans ce but, toutes les précautions utiles, il y a là une obligation légale qui existe envers toute personne, indépendamment de tout contrat et dont la violation, quand elle est due à une négligence, constitue une faute délictuelle. Or, les dommages causés par une faute de cette nature doivent être réparés intégralement. Au contraire, quand un ouvrier ou un employé peut invoquer contre un chef d'entreprise la législation du risque professionnel, il n'a jamais droit qu'à une indemnité forfaitaire qui est toujours inférieure à la réparation intégrale du préjudice que lui cause l'accident, alors même qu'il prouverait que cet accident est dû à une faute du patron. La législation du risque professionnel offre aux personnes qui y sont soumises, l'avantage d'obtenir une certaine indemnité sans avoir à prouver que l'accident est la conséquence d'une négligence de l'employeur, alors même qu'il serait dû à un cas fortuit, ou même à leur faute personnelle. Dans le cas de faute inexcusable de l'ouvrier, le tribunal est simplement autorisé à diminuer la pension qui lui est due. Ce n'est que s'il avait causé l'accident intentionnellement, ou si cet accident était la conséquence d'un acte criminel de sa part, que l'ouvrier n'aurait droit à aucune indemnité. En revanche, ceux qui bénéficient de cette législation de faveur, ne peuvent invoquer le droit commun, pour obtenir une indemnité complète en cas de faute prouvée de l'employeur.

II. — *Crédit mutuel*. — Les associations de crédit mutuel dans lesquelles les associés n'apportent aucun

capital ou n'ont droit à aucun dividende pour le capital qu'ils ont apporté, ne sont pas, par leur nature, des sociétés, parce qu'elles ne remplissent pas les conditions exigées par l'article 1832 du Code civil, ne mettent pas quelque chose en commun pour partager les bénéfices qui en résultent. Les membres de ces associations n'ont droit qu'à un seul avantage pécuniaire, ils peuvent, grâce aux emprunts de l'association, se procurer des capitaux moyennant un intérêt plus bas que s'ils les empruntaient isolément ; cet avantage pécuniaire a le même caractère que la diminution de prix obtenue par le membre d'une société coopérative de consommation sur les denrées qu'il consomme, elle est une simple économie, qui provient de la substitution des emprunts importants faits par une société offrant des garanties de solvabilité, aux emprunts individuels faits par des personnes dont le patrimoine seul paraît une garantie de solvabilité insuffisante des engagements qu'elles contractent. Cet avantage pécuniaire ne constituant pas un gain résultant d'une spéculation, n'est pas un bénéfice et, par suite, le groupement qui le procure à ses membres a le caractère d'une association. Aussi rien ne devrait empêcher un syndicat professionnel de faire des opérations de crédit mutuel pour satisfaire des intérêts professionnels communs à ses membres ; par exemple, emprunter pour mettre à la disposition des syndiqués l'argent nécessaire à l'achat de leur outillage industriel ou commercial. Le syndicat n'aurait qu'à s'abstenir de distribuer des dividendes à ses membres pour le capital qu'ils lui apporteraient.

Il ne semble pas, néanmoins, que cette manière de voir doive être admise. Il résulte en effet, de la loi du 5 novembre 1894, sur les sociétés de crédit agricole et

surtout de ses travaux préparatoires que le législateur a considéré tous les groupements de crédit mutuel, même ceux qui ne répondent pas à la définition de l'article 1832 du Code civil, comme des sociétés de commerce et qu'il a voulu interdire leurs opérations aux syndicats professionnels. Le syndicat n'a pas paru présenter des garanties suffisantes de solvabilité pour entreprendre ces opérations, on a pensé qu'on ne pouvait les lui permettre sans lui imposer des obligations nombreuses qui auraient changé ses caractères, et peut-être amené ses membres à le quitter. Les syndicats ne peuvent donc organiser eux-mêmes le crédit mutuel, ils n'ont que la ressource de créer, pour leurs membres, des sociétés de crédit mutuel ayant une existence juridique distincte de la leur et conformes à l'un des types de sociétés de commerce prévues par les lois commerciales (1).

Toutefois, pour faciliter aux syndicats agricoles l'organisation du crédit agricole, la loi de 1894 a mis à leur disposition exclusive un type nouveau de société commerciale. Les sociétés de crédit agricole régies par la loi du 5 novembre 1894 ne peuvent être formées que par des syndicats ou des membres de syndicats agricoles, Comme, d'autre part, ces sociétés ne peuvent faire d'opérations qu'avec leurs membres ou avec les adhérents des syndicats souscripteurs de parts, leur création ne pourra entraver le développement des syndicats agricoles, elle contribuera, au contraire, à ce développement, puisqu'il sera nécessaire de faire partie d'un syndicat pour obtenir leur concours.

Ces sociétés ne peuvent se constituer par actions. Leurs

(1) Sur les travaux préparatoires de la loi de 1894. Voir le rapport de M. Labiche, *J. Off. Sénat, Ann.*, 1894, p. 87.

membres sont titulaires de parts d'intérêt nominatives qui ne peuvent être aliénées que par voie de cession à des syndicats ou à des membres de syndicats, avec l'agrément de la société. Une faculté de cession aussi réduite ne pouvait, d'ailleurs, conférer à ces parts la qualité d'actions. Néanmoins, comme les statuts peuvent déterminer librement l'étendue de la responsabilité des sociétaires dans les engagements sociaux, ils pourront limiter la responsabilité de *tous les membres* au montant de leurs mises. Cette stipulation serait impossible dans une société *commerciale par intérêts* ordinaires ; les formes des sociétés commerciales sont, en effet, obligatoires, il n'est pas permis aux individus de s'en écarter et la responsabilité limitée de tous les associés n'est admise que dans la société anonyme par actions.

L'on dit souvent que ces groupements ne répondent pas à la définition de la société parce qu'ils ne doivent pas distribuer de dividendes, partager des bénéfices. Cette opinion n'est pas très exacte. Si, pendant la durée de la société ses bénéfices ne peuvent, après constitution d'un fonds de réserve, être répartis qu'à titre de bonis de restitution entre les associés emprunteurs d'après l'importance de leurs emprunts ; à la dissolution de la société, la totalité de l'actif, y compris le fonds de réserve composé de bénéfices, est partagée entre tous les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts. Il y a donc bien, à cette époque, un partage de bénéfices entre les associés. Ces groupements peuvent ainsi être considérés à certains égards, comme des sociétés (1). Il en serait au-

(1) Cependant les statuts peuvent décider l'affectation des biens de la société à une œuvre d'intérêt agricole. Dans ce cas, le groupement n'est certainement pas une société.

trement si la loi n'avait adopté la règle de la répartition proportionnelle aux apports que pour la partie de l'actif provenant des souscriptions des associés et avait décidé que le fonds de réserve serait, conformément au principe, coopératif, réparti entre les associés, proportionnellement au montant des opérations qu'ils ont conclues avec la société pendant toute sa durée. Dans ce cas ces prélèvements étant simplement ristournés à ceux sur qui ils ont été perçus, leur répartition ne pourrait constituer un partage de bénéfices. Il n'y a, d'ailleurs, aucune raison, pour appliquer au partage du fonds de réserve, formé des prélèvements effectués par la société sur ses opérations, une règle différente de celle adoptée pour les partages de prélèvements qui ont lieu pendant la durée de la société (1).

Cependant, il faut dire que la jurisprudence ne reconnaît pas aux groupements de crédit mutuel qui ne sont pas constitués conformément à la loi du 5 novembre 1894 et qui ne répondent pas à la définition de l'article 1832 du Code civil, le caractère de sociétés. Il a été décidé notamment, qu'une caisse rurale constituée sous la forme d'une société en nom collectif à capital variable, mais qui ne remplit aucune des conditions exigées par l'article 1832 du Code civil pour constituer une société véritable, n'exige aucun versement des associés, ne distribue aucun bénéfice, ne saurait prendre la forme d'une société civile ou commerciale pour jouir de la personnalité juridique (2).

Si des décisions semblables faisaient jurisprudence, il en résulterait que les caisses rurales fondées par M. Durand sur le type Raiffeisen, sans capital social, dont les mem-

(1) Voir, en ce sens, M. Lecaisne, thèse citée, p. 83.

(2) V. Cour d'Orléans, 28 mars 1906. P. 1906. 2. 186.

bres obtiennent le crédit dont ils ont besoin grâce à la solidarité illimitée qu'ils ont établie entre eux ne jouissent pas de la personnalité juridique. Ces caisses, étant, en général, constituées sous la forme de sociétés en nom collectif. Elles devraient, pour celà, prendre la forme d'un syndicat professionnel régi par la loi de 1884 ou d'une association déclarée soumise à la loi de 1901. Si une mise en commun d'engagements suffit dans une association, il faut dans toute société, conforme à l'article 1832 du Code civil, mettre en commun quelque chose qui constitue un capital social, et qui soit productif de bénéfices lesquels doivent être partagés entre les associés.

Néanmoins cette jurisprudence ne doit pas, à notre avis, inquiéter les caisses de crédit agricole fondées par MM. Rayneri et Rostand également sous la forme de sociétés en nom collectif à capital variable soumises à la loi de 1867, mais qui ont le plus souvent un capital de fondation pour lequel les associés ont droit à un intérêt fixe. Il y a ici une mise en commun d'espèces qui forment un capital social réel. De plus, on ne peut conclure de ce que les associés ne touchent pour leur versement de fonds qu'une somme fixe par année et non un dividende variable suivant la prospérité de la caisse, que ce versement constitue un prêt et non une mise sociale. La somme ainsi remise confère, en effet, à celui qui l'aliène la qualité d'associé, par suite, le droit de discuter les affaires sociales, de prendre part aux assemblées générales de la société, droit que ne possède jamais un créancier, aussi a-t-elle bien le caractère d'un apport et non d'un prêt. Enfin un associé peut stipuler qu'il lui sera dû un intérêt fixe pour

(1) Voir M. Hayem, thèse citée, pp. 84 et 85.

son apport même dans le cas où la société éprouverait des pertes, *a fortiori* doit-il pouvoir limiter sa part dans les bénéfices à une somme déterminée, dans le cas de prospérité de la société.

TROISIÈME PARTIE

**De l'exercice du commerce par les syndicats
professionnels.**

CHAPITRE PREMIER

DE L'INCAPACITÉ DES SYNDICATS DE SPÉCULER

Le syndicat ne jouit de la personnalité que pour la défense des intérêts professionnels communs à ses membres, aussi ses actes, pour être valables, doivent être accomplis dans le *but immédiat* de défendre ces intérêts. Il en résulte qu'il ne peut se livrer à aucune spéculation, les actes de spéculation ayant pour objet la réalisation d'un gain. On exprime souvent cette interdiction en disant que le syndicat ne peut faire le commerce. Cela est exact, car les actes de commerce sont presque toujours des actes de spéculation. Néanmoins cette formule est très critiquable. L'on pourrait, en effet, conclure d'elle que le syndicat peut se livrer à toutes sortes d'actes civils. Or, il n'y a aucun motif pour interdire aux syndicats les spéculations commerciales et leur permettre celles qui ont un caractère civil. Elle a, de plus, l'inconvénient de laisser penser que les actes de commerce sont prohibés aux syndicats à raison de leur nature commerciale. Or, il n'en est ainsi que parce qu'ils constituent très généralement des actes de spéculation. Aussi, il n'y a aucune raison pour empêcher un syndicat d'apposer sa signature sur une lettre de change, acte commer-

cial à raison de sa forme, pourvu que ce ne soit pas à l'occasion d'un acte de spéculation (1).

On a, cependant, soutenu qu'un syndicat peut accomplir des actes de spéculation ayant pour *effet* de servir les intérêts professionnels qu'il représente, à la condition de ne pas partager ses bénéfices entre les syndiqués et de les employer à des œuvres d'intérêt professionnel. Un syndicat agricole pourrait acheter des engrais qu'il céderait à un prix bien supérieur à leur prix coûtant, à la condition d'employer ses bénéfices à l'organisation de l'enseignement agricole, à l'achat de machines qu'il prêterait à ses adhérents. L'on fait valoir en ce sens, que les actes d'un syndicat sont valables dès qu'ils tendent à la réalisation de son objet légal. Aucune disposition de loi ne lui interdit d'en tirer des bénéfices. La capacité d'acquérir des syndicats n'est nullement limitée, en matière mobilière. Ils peuvent se créer des ressources à l'aide de cotisations, dons, legs, pourquoi ne pourraient ils pas s'en créer au moyen de spéculations ? La seule chose que le syndicat ne peut faire est de partager ses bénéfices entre ses adhérents ; car, dans ce cas, il jouerait le rôle d'une société (2).

L'on pourrait, d'ailleurs, pour soutenir cette doctrine.

(1) Il faudra même, dans ce cas, appliquer à l'engagement du syndicat toutes les conséquences qu'entraînent les obligations contractées par lettres de change : impossibilité pour le débiteur d'obtenir un délai de grâce, d'opposer à un porteur de bonne foi les exceptions qu'il possède contre le tireur ou un endosseur antérieur. Il n'existe aucun motif pour accorder au syndicat, dans ce cas, une protection particulière, l'assimiler à un mineur non commerçant et décider que son engagement ne vaut que comme simple promesse.

(2) Voir en ce sens M. Voron. *Revue catholique des Institutions et du Droit*, année 1893, 1^{er} semestre, p. 543.

invoquer un remarquable argument d'analogie. On admet généralement qu'une société à but lucratif peut recevoir à titre gratuit. L'exercice de ce droit peut, en effet, lui être nécessaire pour se procurer, au moyen d'une donation, des sommes indispensables à la continuation de son exploitation. Si, dès lors, une société peut, dans ce but, acquérir à titre gratuit, il n'y a aucun motif d'empêcher un syndicat d'acquérir à titre onéreux, au moyen de spéculations, des sommes qu'il emploiera à l'amélioration de la condition professionnelle de ses membres. D'autre part, un groupement ne constitue une société que s'il se propose de réaliser des bénéfices et de les *partager* entre ses membres. Aussi le syndicat qui se livrerait à des spéculations et en emploierait le profit à des œuvres sociales ne serait pas une société.

Il importe de bien préciser la portée de ce débat. Il est bien certain qu'un syndicat ne peut faire des actes de spéculation quelconques, sans rapport avec la défense des intérêts de sa profession. Un syndicat ne peut acheter pour ses membres des objets qui ne servent pas à l'exercice de leur profession, même en les leur livrant au prix coûtant ; *a fortiori* ne peut-il effectuer ces achats pour réaliser un bénéfice sur leur cession. Personne n'admettra qu'un syndicat puisse, pour réaliser des bénéfices, s'occuper d'autre chose que de la défense des intérêts professionnels de ses membres et sortir ainsi du domaine de ses attributions légales. Les sociétés sont, d'ailleurs, dans une situation analogue : elles ne peuvent se livrer qu'au genre d'exploitation prévu par leurs statuts ; aussi il faut décider qu'elles ne peuvent accepter aucun don ou aucun legs affecté d'une charge qui les obligerait à entreprendre un autre genre de commerce ou

d'industrie, que celui indiqué au contrat de société, à moins qu'on ne puisse considérer cette charge comme non écrite, parce qu'elle n'est pas la cause déterminante de la libéralité. C'est ainsi qu'une société constituée pour le commerce du vêtement, ne peut recevoir un don qui lui serait fait pour entreprendre le commerce de l'épicerie.

L'on doit également tenir pour certain qu'un syndicat ne peut faire des actes de spéculation qui ont pour effet de servir des intérêts professionnels communs à tous ses membres, si les bénéfices qui en résultent doivent être partagés entre les syndiqués, fût-ce à titre de secours de grève ou de chômage : cette distribution constituerait un partage de bénéfices, qui n'est possible que dans une société.

La question est cependant plus délicate, si ces bénéfices, au lieu d'être partagés entre les syndiqués, étaient employés uniquement à des œuvres d'intérêt professionnel, et c'est là ce qu'on soutient que le syndicat peut faire. Mais, même dans ce cas, nous pensons que les spéculations du syndicat seraient illicites. Avant de déterminer quelle destination le syndicat devra donner à ses fonds, il faut savoir si l'acte qui les lui procurera est valable. Or les conditions de validité d'un acte doivent être remplies au moment même où il est conclu, de plus les actes d'un syndicat, pour être licites, doivent être accomplis dans le *but*, c'est-à-dire dans l'*intention* de défendre les intérêts de la profession des syndiqués. Il ne suffit pas que cette défense soit leur effet. Aussi le syndicat qui rendrait des services d'ordre professionnel, pour réaliser un gain, et non pour améliorer les conditions d'exercice de la profession de ses membres, ne saurait faire d'opérations valables. Ses actes seraient frappés d'une nullité d'ordre

public, et il ne pourrait, par conséquent, les ratifier après coup, en employant l'argent qu'il aurait obtenu à des œuvres d'intérêt professionnel.

Si la loi a accordé au syndicat la capacité de faire tous les actes ayant pour objet la défense des intérêts professionnels communs aux syndiqués, c'est afin qu'il puisse remplir sa mission d'amélioration des conditions d'exercice de la profession de ses membres, non pour qu'il fasse de ces actes une source de revenus. Le syndicat qui agirait ainsi userait de sa personnalité dans un but autre que celui pour lequel elle lui a été conférée, et commettrait quelque chose d'analogue à ce que le droit administratif interdit aux fonctionnaires publics sous le nom de détournement de pouvoir. Tout comme ceux-ci ne peuvent user de leurs pouvoirs légaux que pour veiller aux intérêts du public et non pour défendre les intérêts fiscaux du trésor (1), le syndicat doit satisfaire les intérêts de sa profession pour eux-mêmes, et non pour tirer un gain de leur défense.

Il est vrai, cependant, que le syndicat a pu avoir, dès

(1) V. M. Hauriou. *Précis de Droit administratif*, p. 319. C'est ainsi que le retrait d'une permission de voirie doit être justifié par les besoins nouveaux de la conservation du domaine ou de la circulation du public, elle ne doit pas avoir lieu dans le but d'astreindre le concessionnaire au paiement d'une redevance. (V. Cons. d'Et., 29 nov. 78. Dehaynin, 8 juin 1883, *Société du Matériel agricole*.) De même, en 1872, le Conseil d'Etat a annulé un arrêté du ministre des finances qui avait ordonné la fermeture, par mesure de police, de fabriques d'allumettes non autorisées, le ministre ayant agi ainsi non dans le but d'astreindre les industriels à l'observation des règles administratives, mais pour éviter d'indemniser des établissements qui devaient cesser leur exploitation, par suite de l'établissement du monopole fiscal des allumettes.

le principe de ses opérations, l'intention d'employer à des œuvres d'intérêt professionnel le produit de ses bénéfices. Dans ce cas, le syndicat pourrait bien soutenir qu'il a agi dans l'intention de défendre les intérêts professionnels de ses membres ; puisque la réalisation de bénéfices n'a été, dans sa pensée, qu'un moyen nécessaire pour lui permettre d'accomplir son but légal. Néanmoins, même dans cette hypothèse, il ne semble pas que les actes de spéculation du syndicat seraient valables. Une pareille raison conduirait à décider que les syndicats, les autres associations et l'Etat lui-même peuvent poursuivre, en toute hypothèse, la réalisation de bénéfices, sans qu'on puisse même voir dans leurs opérations des actes de spéculation, étant donné qu'ils ne les font jamais dans l'intention finale de s'enrichir, de spéculer, mais dans celle d'en employer le produit à des services d'intérêt public ou social. De plus, comme les syndiqués profiteraient personnellement des œuvres sociales organisées par le syndicat, les choses se passeraient comme si le syndicat avait partagé, entre ses membres, ses bénéfices et que ceux ci les auraient ensuite remis dans la caisse syndicale. D'ailleurs, alors même que le syndicat aurait fait ses opérations dans l'intention d'employer ses bénéfices à des œuvres d'intérêt professionnel, il les aurait néanmoins accomplies dans le but *immédiat* de réaliser un gain et non de défendre les intérêts de sa profession. Cela suffit pour qu'elles ne soient pas valables.

Enfin, notre législation sur les associations s'inspire avant tout de la crainte de la mainmorte. Aussi, si l'on peut admettre, ainsi que nous le ferons, qu'un syndicat peut augmenter son patrimoine au moyen de libéralités,

il serait tout à fait contraire aux intentions du législateur d'admettre qu'il puisse se créer des ressources au moyen de spéculations. Cette source puissante de la richesse doit être considérée comme interdite à toutes les associations. Pour qu'un groupement puisse spéculer il faut qu'il partage ses bénéfices entre ses adhérents, c'est-à-dire qu'il constitue une société. Par là, toute crainte de mainmorte est écartée. Cette crainte est, d'ailleurs, l'explication la plus rationnelle de la définition de la société qui a été donnée et qui est, nous le croyons, celle du législateur. Il résulte de là qu'une association même philanthropique, dont les membres ne pourraient aucunement profiter de la réalisation de bénéfices, ne pourrait cependant pas spéculer.

En résumé, on ne peut conclure de ce qu'une société constituée pour la spéculation peut recevoir à titre gratuit, qu'un syndicat peut, à l'inverse, se créer des ressources au moyen de spéculations. Si une société peut recevoir une libéralité, c'est à la condition que le don ou le legs ne l'oblige à aucun acte contraire à ses statuts. Or, l'acte de spéculation, à la différence de la libéralité, est nécessairement synallagmatique et il obligerait forcément le syndicat, pour acquérir une somme d'argent, à contracter une obligation, à accomplir une contre-prestation, dans un but autre que celui pour lequel il jouit de la personnalité, dans un but de gain, alors que ses actes, pour être valables, doivent avoir pour objet la défense d'un intérêt professionnel commun à tous les syndiqués. (V. art. 3 de la loi de 1884.)

Toutefois, comme la validité des actes des syndicats dépend moins de leurs effets, de ce qu'ils tendent, en fait, à l'amélioration des conditions d'exercice de leur profes-

sion, que de l'intention, du but dans lequel ils sont accomplis, le syndicat qui achèterait des objets d'utilité professionnelle et les livrerait à ses adhérents pour une somme légèrement supérieure à leur prix coûtant, ne commettrait aucun acte illicite, si étant donnée la faiblesse de la majoration, on pourrait dire, néanmoins, qu'il a fait ses opérations pour satisfaire les intérêts professionnels de ses membres et non pour réaliser un gain. Le syndicat garde cet excédent à titre de supplément des cotisations ou donation faite par les syndiqués à leur association. Comme les syndicats, créés conformément à la loi de 1884, ont pleine capacité pour acquérir à titre gratuit ou onéreux, toutes sortes de biens mobiliers, rien ne peut les empêcher de recourir à cette source de recettes. Mais il faut remarquer qu'il en est différemment pour les associations professionnelles constituées d'après la loi du 1^{er} juillet 1901, à l'état d'associations déclarées. Celles-ci ne peuvent se créer des ressources que par les cotisations de leurs membres ou par des subventions administratives (art. 6), aussi il faut décider que les sommes qu'elles perçoivent en trop pour se rembourser du prix d'achat et des différents frais nécessités par la livraison d'objets aux associés, doivent être ristournés à ceux-ci en proportion de leurs achats. Les associés ne pourraient convenir que ces sommes appartiendraient à l'association personne morale. Néanmoins, ils ont, conformément au droit commun, la faculté de stipuler dans les statuts que ces sommes resteraient indivises entre eux pour une période ne dépassant pas cinq années (art. 813 du Code civil).

Quelle est la sanction de l'interdiction pour les syndicats de la spéculation? Dans une première opinion on soutient que la prohibition pour les syndicats de spéculer

est analogue à l'interdiction de faire le commerce dont sont frappés la plupart des fonctionnaires publics. Tout comme ces derniers, le syndicat ne serait pas incapable de faire le commerce, il y aurait une simple incompatibilité légale entre ses attributions ; telles qu'elles sont définies par la loi de 1884, et le fait d'entreprendre des spéculations commerciales ou civiles. Ses actes de spéculation seraient donc valables, seulement dans le cas où ils auraient un caractère commercial, le syndicat supporterait les conséquences ordinaires qu'entraîne le fait par une personne capable de se livrer à des actes de commerce (1). Les contestations auxquelles ses opérations donneraient lieu seraient de la compétence des tribunaux de commerce, leur répétition donnerait au syndicat la qualité de commerçant, et par suite, la possibilité de le faire déclarer en faillite, dans le cas où il viendrait à manquer à la plupart de ses engagements commerciaux.

Dans cette doctrine, on refuse, en réalité, toute sanction civile à l'interdiction de la spéculation, car même en admettant que le syndicat soit pleinement libre de faire des opérations lucratives, il n'est pas douteux que ses actes de commerce auraient pour lui les mêmes conséquences que pour toute personne physique capable d'exercer le commerce. La seule sanction serait une peine pro-

(1) On trouvera, en ce sens, un arrêt de la Cour d'Angers du 24 oct. 1894. S. 95. 2. 80. Il s'agissait, en l'espèce, d'un marché de fournitures passé par un syndicat et qui comportait un partage des bénéfices entre le syndicat et le fournisseur. Cet arrêt, tout en décidant que ce marché constitue un acte de commerce interdit, n'en prononce pas la nullité et se borne à admettre la compétence des juges consulaires.

noncée contre les administrateurs, de plus le **syndicat** pourrait être dissous.

Nous ne pouvons admettre cette manière de voir. La loi de 1884 a donné pour objet exclusif aux syndicats professionnels l'étude et la défense des intérêts professionnels communs à leurs membres ; il en résulte que les actes ayant un autre objet que cette défense, ceux qui ont notamment pour but la réalisation d'un gain, doivent leur être considérés comme interdits. Ces actes sont, par conséquent, atteints d'une nullité d'ordre public, comme tout acte accompli malgré la prohibition du législateur. Si les opérations commerciales d'un fonctionnaire, quoique faites malgré la loi, ne sont pas nulles, c'est que l'exercice d'une fonction publique ne peut être, pour celui qui s'y livre, un motif de se soustraire à l'exécution de ses engagements.

Cette exception à la règle de la nullité d'ordre public des actes contraires aux lois ne peut, à raison des motifs spéciaux qui la justifient, être étendue à l'interdiction de la spéculation faite aux syndicats professionnels, laquelle repose sur de tout autres motifs que l'interdiction faite aux fonctionnaires d'exercer le commerce.

A un autre point de vue, les fonctionnaires sont des individus physiques pleinement capables d'accomplir toutes sortes d'actes quels que soient leurs objets, le syndicat, au contraire, ne jouit de la personnalité que pour défendre les intérêts professionnels de ses membres. Au delà de cette limite, il cesse d'être un sujet de droit, reconnu par la loi, aussi les actes qu'il ferait dans un autre but, comme celui de réaliser des bénéfices, ne peuvent être qu'inexistants (1).

(1) Voir ce qui est dit p. 38

Les actes de spéculation du syndicat étant frappés d'une nullité d'ordre public, cette nullité pourra être invoquée par toute personne intéressée. Aucune confirmation ni prescription ne peut la couvrir. Le syndicat lui-même peut l'opposer aux tiers qui ont traité avec lui.

Cette nullité sera particulièrement rigoureuse pour ces derniers, dans le cas où un syndicat viendrait à acheter des objets d'utilité professionnelle dans un but de spéculation ; car alors rien ne révèle aux tiers l'intention dans laquelle le syndicat a agi, et ils ont dû croire qu'il contractait pour défendre les intérêts professionnels de ses membres. Toutefois, si le syndicat invoquait la nullité de ses engagements, en faisant valoir le but dans lequel il les a conclus, les tiers qui ont traité avec lui, de bonne foi, croyant qu'il passait le contrat pour satisfaire les besoins professionnels de ses adhérents, pourront lui réclamer des dommages-intérêts. Mais il faut remarquer que cette action en dommages-intérêts ne sera pas fondée sur la violation des obligations contractées par le syndicat ; car le contrat qu'il a passé étant inexistant, n'a pu créer à sa charge aucune obligation qu'on puisse prétendre inexécutée. Les fournisseurs se plaindront uniquement de ce que les gérants du syndicat, en passant un contrat dans un autre but que la défense des intérêts de sa profession, ont commis un fait illicite et dommageable, un délit pénal dont le syndicat doit répondre en sa qualité de commettant. Leur action étant fondée sur l'article 1384 du Code civil, il en résulte qu'ils auront droit, comme toute personne victime d'un délit, à la réparation intégrale du préjudice que la conclusion de la convention leur a causé (1).

(1) Au contraire, d'après les articles 1151 et 1152 du Code civil,

Cependant, si le syndicat avait partagé entre ses membres les bénéfices résultant de ses spéculations, les syndiqués auraient formé, en réalité, sous le nom de syndicat, une véritable société. Cette société serait civile ou commerciale, selon la nature commerciale ou civile de ses opérations. Les actes de spéculation accomplis par cette société seraient valables, mais il faudra lui appliquer les règles légales qui régissent les sociétés. Les dettes sociales se partageront également entre tous ses membres, et ceux-ci en seront tenus personnellement, si elle a un caractère civil. Dans le cas où la société serait commerciale, on devra la traiter comme une société en nom collectif, aussi tous ses membres seront responsables personnellement et solidairement du passif social. La société en nom collectif est la forme ordinaire et de droit commun des sociétés de commerce. Les autres formes de sociétés commerciales limitant la responsabilité dans les dettes sociales de tous les associés ou de quelques-uns à une somme limitée, doivent être expressément stipulées (1).

l'inexécution d'une obligation contractuelle ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts égaux au préjudice que le débiteur a pu prévoir lors de la conclusion du contrat ; à moins qu'il ne soit coupable de dol, auquel cas il doit la réparation de tous les dommages qui sont la suite *directe* de l'inexécution de son engagement.

(1) On peut invoquer en faveur de l'opinion qui interdit aux syndicats tout acte de spéculation, la loi du 4 juillet 1900 qui a permis aux syndicats agricoles de se livrer à des opérations d'assurances mutuelles ; mais à la condition de ne pas réaliser des bénéfices. A l'étranger, cependant, les lois espagnoles et italiennes accordent aux associations le droit de spéculer, pourvu qu'elles ne partagent pas leurs bénéfices entre leurs membres. V. M. Hayem ; *thèse* citée p. 387.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE ET L'INTERDICTION DE LA SPÉCULATION AFFAIRE DE LA MINE AUX MINEURS

Les syndicats ne pouvant accomplir des actes de spéculation ne peuvent se livrer eux-mêmes à la coopération de production. Les sociétés coopératives de production font, en effet, des actes d'entremise, de spéculation et cela suffit pour que les syndicats ne puissent jouer eux-mêmes leur rôle. Aussi, un syndicat ne pourrait-il pas exercer lui-même la profession de ses membres.

C'est ce que la jurisprudence a décidé à propos d'une affaire célèbre, dite de la mine aux mineurs. Cependant, par suite des circonstances de fait de cette espèce, les décisions que les tribunaux y ont rendues, sont loin d'avoir la portée doctrinale qu'on leur attribue.

Vers le mois de septembre 1886, la compagnie des houillères de Rive-de-Gier, pour éviter des dépenses considérables d'assèchement, prit le parti de transférer gratuitement une partie de ses concessions à ses ouvriers.

En présence des décisions de la compagnie, le syndicat des mineurs de la Loire, pour mettre en exploitation les mines qu'elle voulait abandonner, créa entre les anciens mineurs une société, à laquelle l'aliénation fut consentie.

Cette société, tout en étant distincte du syndicat, car elle comprenait des non-syndiqués, prit l'appellation impropre de syndicat professionnel des mineurs de Rive-de-Gier. Elle paraissait assez prospère, quand la compagnie voulut rentrer en possession de ses anciennes concessions et demanda au tribunal civil de Saint-Etienne de prononcer la nullité de la cession qu'elle lui avait consentie.

D'après elle, cette cession était nulle, car elle avait eu lieu à titre gratuit, sans qu'ait été dressé l'acte notarié exigé par le Code civil pour l'existence même d'une donation ; de plus elle avait été faite à un syndicat incapable d'exploiter une mine. Enfin, celui-ci n'avait pas obtenu l'autorisation du Gouvernement nécessaire pour rendre licite le fractionnement des concessions de la compagnie.

Le tribunal répondit que l'aliénation, tout en ayant eu lieu gratuitement, ne constituait pas une donation, car la société concessionnaire ne l'avait pas consentie, inspirée par l'*animus donandi*, pour enrichir les mineurs ; mais pour éviter les dépenses d'assèchement exigées par l'administration, dépenses qui auraient pu entraîner sa ruine. Aucun acte authentique ne peut donc être exigé pour la validité de la cession. D'autre part, tout en déclarant que, d'après l'article 6 de la loi de 1884, un syndicat ne peut acquérir que les immeubles nécessaires à ses bibliothèques, cours d'instruction professionnelle et qu'il ne peut, par conséquent, posséder une mine ; le jugement décide, qu'en l'espèce, l'aliénation n'a pas été faite à un syndicat ; mais à une association de fait formée sans doute par le syndicat de la région, mais distincte de ce dernier, quoique portant improprement le nom de syndicat. Toutefois, comme la condition essentielle de la

cession était une substitution régulière, opposable à tous, des ouvriers à la compagnie, car celle-ci n'aliénait ses mines que pour se soustraire aux responsabilités qu'elle pouvait encourir à raison de leur envahissement par les eaux, le tribunal accorda un délai aux mineurs pour obtenir l'autorisation du Gouvernement et régulariser ainsi l'aliénation qui leur avait été consentie.

Ce qui diminue beaucoup la portée doctrinale de cette décision, c'est qu'en l'espèce jugée par le tribunal de Saint-Etienne, la mine ne devait pas être exploitée par un syndicat, mais par une association formée spécialement dans ce but et qui s'était appelée improprement du nom de syndicat ; d'autre part, le jugement ne déclare pas les syndicats incapables de spéculer. Il se fonde sur l'article 6 de la loi de 1884, pour décider qu'un syndicat ne peut *posséder* d'immeubles de rapport, ce qui pourrait laisser croire qu'un syndicat peut faire des spéculations ne nécessitant pas la possession d'immeubles.

Quoi qu'il en soit de la valeur doctrinale de ce jugement, il n'est pas douteux qu'un syndicat ne peut se livrer lui-même à la coopération de production, fût-ce pour exercer la profession de ses adhérents. Il peut simplement créer, entre ceux-ci, des sociétés coopératives de production qui auront une personnalité, un patrimoine absolument distincts de la personnalité et du patrimoine du syndicat. (1)

(1) Voir ce jugement et l'arrêt le confirmant de la Cour de Lyon, D. 91. 2. 201. Pour l'histoire de cette société, voir l'article de MM. Vaton et Regnault, cité p. 149.

CHAPITRE III

LES SYNDICATS ET LA COOPÉRATION DE PRODUCTION DES SOCIÉTÉS CORPORATIVES PAR ACTIONS

L'interdiction pour les syndicats de créer une entreprise industrielle ou commerciale dont ils seraient les propriétaires, présente pour les syndicats eux-mêmes certains avantages. Néanmoins, il faut reconnaître que les syndicats n'ont guère d'intérêt à créer entre leurs membres des sociétés coopératives de production autonomes, c'est-à-dire indépendantes du syndicat qui les a créées. Il y a, en effet, une véritable antinomie entre le but que poursuivent les sociétés coopératives de production et celui des syndicats professionnels. Dans une société *coopérative* de production, l'entreprise appartient aux ouvriers qui y travaillent ; ceux-ci sont leurs propres patrons et gèrent les affaires sociales conformément à leurs intérêts personnels. Le plus souvent, ils cherchent uniquement à élever leur propre situation matérielle, leur dignité, en passant de la condition de salarié à celle de patron. Or, le syndicat se donne pour mission d'améliorer la condition économique et intellectuelle de tous ses membres, et non de quelques-uns seulement (1).

(1) M. Ch. Gide à son cours. En fait, l'histoire des sociétés coopéra-

Aussi certains syndicats, voulant créer des sociétés de production dans l'intérêt de tous leurs membres, y sont entrés eux-mêmes à titre d'actionnaires. Mais il faut bien remarquer que ces sociétés, surtout quand elles ne comprennent que des syndicats ou d'autres associations, comme tel est le cas pour la verrerie ouvrière d'Albi, l'association corporative des ouvriers en voiture, ne sont plus de véritables sociétés *coopératives*. Les syndiqués qui y travaillent sont, en effet, de simples salariés de la société et n'ont aucun droit sur la propriété de l'entreprise. Dans certaines de ces sociétés, ils ne participent même pas aux bénéfices et n'ont droit qu'à un simple salaire (1). On les appelle dans le langage écono-

tives autonomes créées par des syndicats montre des conflits incessants entre le syndicat et les membres de la société par lui créée. Voir, à cet égard, un article de MM. Vaton et Regnault dans la *Revue d'économie politique*, 1893, p. 626, et un article de M. Ch. Gide, paru dans la même revue la même année, p. 40.

(1) C'est ce qui a eu lieu dans l'association *corporative* des ouvriers en voiture. Les cinq syndicats qui l'ont formée et qui représentent les différentes industries nécessaires à la fabrication des voitures, ont souscrit la totalité des actions et se partagent tous les bénéfices.

Il en est autrement de la verrerie *ouvrière* d'Albi. Seuls des syndicats et des sociétés coopératives peuvent en être actionnaires ; mais ces associations n'ont droit qu'à 60 0/0 des bénéfices qu'elles doivent, d'ailleurs, consacrer à des œuvres d'intérêt social. Les autres 40 0/0 sont versés au profit des ouvriers dans une caisse de prévoyance ; de plus, le Conseil d'administration doit comprendre un certain nombre d'ouvriers verriers, quoique ceux-ci ne puissent être actionnaires. Enfin, les ouvriers doivent toucher le salaire le plus élevé payé dans l'industrie verrière. Cette organisation diffère sensiblement de celle de l'association corporative des ouvriers en voiture. Celle-ci n'a été formée qu'au profit des ouvriers syndiqués de l'industrie de la voiture ; de plus, les ouvriers qui y travaillent ne jouissent d'aucun

mique des associations *corporatives*, car elles sont organisées dans l'intérêt, sinon de tous les membres de la profession, de la corporation, du moins dans l'intérêt de tous les membres des syndicats qui les ont créées. Leur but principal est de fournir du travail aux syndiqués chômeurs.

L'organisation de ces sociétés pose la question intéressante de savoir si les syndicats peuvent souscrire ou acheter des actions et former ainsi entre eux des sociétés par actions. Nous croyons que cette faculté doit être admise. Un syndicat peut acquérir toutes sortes de biens meubles, il doit pouvoir placer son argent en actions aussi bien qu'en obligations ; s'il préfère en tirer des revenus plus élevés quoique aléatoires. Il y a là un mode de placement licite. Il est vrai qu'on admet généralement que l'engagement de verser le montant d'une action a un caractère commercial, et que, par suite, la souscription d'une action constitue un acte de commerce, quand son montant ne doit pas être versé immédiatement. Mais nous savons que le caractère commercial d'une opération n'est pas un motif suffisant pour l'interdire à un syndicat, dès qu'elle n'est pas accomplie dans un but de spéculation (1).

avantage particulier, ne participent ni à ses bénéfices, ni à sa gestion. Au contraire, la verrerie *ouvrière* d'Albi a été fondée par des syndicats de toutes les professions, aussi l'on a pu dire qu'elle est la propriété de la classe ouvrière tout entière ; d'autre part, les ouvriers de la verrerie ont droit à une certaine partie de ses bénéfices et même jouent un certain rôle dans sa direction, tout en n'étant pas actionnaires.

(1) Il va de soi qu'un syndicat ne peut acheter ni actions, ni obligations, dans un but de spéculation, pour les revendre à un prix supérieur à leur prix d'achat. Aussi, les marchés à terme étant tou-

Aussi, à notre avis, les syndicats peuvent créer des sociétés de production dont ils sont les actionnaires, notamment si ces sociétés ont pour objet de défendre les intérêts professionnels des syndiqués, par exemple, d'organiser des ateliers où les syndiqués pourront trouver du travail en cas de chômage. La personnalité de ces sociétés est, en effet, distincte de celle des syndicats qui les composent et leurs actes de spéculation ne sont pas ceux de ces derniers. Toutefois les syndicats ne peuvent être seuls actionnaires de ces sociétés. La loi de 1867 (art. 22), exige que les administrateurs d'une société anonyme soient personnellement propriétaires d'un certain nombre d'actions ; aussi les syndicats seront obligés de les admettre à côté d'eux comme associés. C'est pourquoi la verrerie ouvrière d'Albi, l'association corporative des ouvriers en voiture qui n'ont comme actionnaires que des syndicats ou des sociétés coopératives sont, par ce motif, constituées illégalement.

Le droit pour les syndicats d'acquérir des actions est des plus importants. Il ne leur permettra pas seulement de former des sociétés de production qui seront dans leur dépendance, puisqu'ils en seront les associés, qu'ils pourront, par suite, organiser dans l'intérêt de tous leurs membres ; il sera pour eux un moyen de participer aux assemblées générales des sociétés par actions, en y envoyant des délégués qui soutiendront les revendications du personnel. Par là pourra, peut-être, s'établir le

jours des actes de spéculation, lui sont interdits, qu'ils portent sur des valeurs ou des marchandises. C'est ainsi que les syndicats agricoles ne pourraient pas acheter à terme de grandes quantités de céréales, dans le but d'élever les cours au profit général des agriculteurs. (M. Souchon à son cours de législation et d'économie rurales.)

gouvernement parlementaire de l'usine dont beaucoup d'esprits éminents souhaitent la réalisation (1).

Les ouvriers d'une société par actions peuvent bien également acquérir des actions de la compagnie qui les emploie, mais ils ne voudront pas, le plus souvent, placer leurs économies dans des valeurs industrielles, qui sont loin d'être de tout repos. De plus, la participation de ces ouvriers aux assemblées générales ne peut être guère utile pour la défense des intérêts de leur profession, ils ne sont pas dans une situation indépendante comme l'est leur syndicat.

Les syndicats peuvent-ils former des sociétés par intérêts ? Nous croyons, au contraire, qu'un syndicat ne peut posséder aucune part d'intérêt dans une société civile ou commerciale. Il ne peut être associé en nom, dans une société en nom collectif ou en commandite. Ces associés sont personnellement commerçants et doivent, par conséquent, être capables d'exercer le commerce. Or, les actes de commerce sont, en principe, des actes de spéculation et les syndicats ne peuvent, par ce motif, les accomplir. Si les syndicats peuvent faire certains actes de commerce qui ne sont pas des actes de spéculation et ne sont commerciaux qu'à raison de leur forme, cela ne suffit pas pour qu'on puisse les considérer comme capables d'exercer le commerce.

Cette solution doit être étendue au cas où un syndicat voudrait jouer simplement le rôle de commanditaire dans une société par intérêts. Quoique le commanditaire, comme l'actionnaire, ne soit responsable des dettes sociales que jusqu'à concurrence de sa mise, son but est

(1) Voir M. Ch. Gide, *Economie sociale*, p. 382.

différent de ce dernier. L'intention de l'actionnaire est, en général, de faire un placement, aussi a-t-il surtout en vue le dividende qu'il retirera de son action. Le commanditaire, au contraire, cherche à augmenter sa fortune, il escompte bien davantage la plus value de son apport, par suite de la prospérité des affaires de la société que le revenu annuel qu'elle lui procurera. Cette plus value, en effet, peut être bien plus considérable que dans une société par actions, car les membres d'une société par intérêts sont moins nombreux que ceux d'une société par actions, et ils profitent, par conséquent, dans une plus grande mesure de l'augmentation du capital social. Le but du commanditaire est d'accroître sa fortune au moyen de spéculations, aussi un syndicat ne peut remplir son rôle.

CHAPITRE IV

LE PROJET WALDECK-ROUSSEAU-MILLERAND POSSIBILITÉ POUR LES SYNDICATS DE CRÉER DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS DONT ILS SERAIENT LES SEULS ACTIONNAIRES

Généralités.

La possibilité pour les syndicats de faire partie de sociétés par actions diminue de beaucoup l'importance de leur incapacité de spéculer. Plusieurs syndicats peuvent, en effet, en fondant entre eux une société par actions, gérer des entreprises industrielles et participer à leurs bénéfices. Si ces syndicats devront admettre à côté d'eux, comme actionnaires, les administrateurs de la société, cela ne les empêchera pas de pouvoir la diriger à leur gré. Toutefois, comme la loi de 1867 exige que toute société anonyme comprenne sept associés, il faudra que le nombre des actionnaires de la société, syndicats et administrateurs, soit de sept.

Le projet de réforme de la loi sur les syndicats professionnels présenté par Waldeck-Rousseau et M. Millerand en 1899, va plus loin dans le sens de la liberté commerciale (1). Il accorde, en effet, à un *seul* syndicat, le droit

(1) Projet déposé au nom du gouvernement par Waldeck-Rousseau

d'être propriétaire de la totalité des actions de la société qu'il aura créée. Dans ce cas, le conseil d'administration de la société syndicale sera, par dérogation à l'article 22 de la loi de 1867, composé de syndiqués qui ne seront pas actionnaires. De plus, les assemblées générales de la société seront formées par des mandataires du syndicat votant chacun à égalité de voix. Par suite du droit que nous reconnaissons aux syndicats de créer entre eux des sociétés par actions, ce projet n'a pas une très grande importance pratique. Il permet simplement à un syndicat de faire, à lui seul, ce qui n'est possible à l'heure actuelle qu'à plusieurs. Mais son importance théorique au point de vue social est extrême. Il incite, en effet, les syndicats à monter des entreprises industrielles ou commerciales, en limitant leur responsabilité dans leurs dettes commerciales au montant des actions qu'ils auront souscrites. Par là, il pose la question de savoir s'il est bon que les syndicats entrent dans la voie des spéculations, quelle influence elles peuvent exercer sur leur esprit et leur avenir. Mais avant d'essayer de résoudre ce difficile problème, il nous faut faire l'examen du projet au point de vue juridique.

(14 nov. 1899, *Doc. parl.*, n° 1185, *Off.*, p. 125, repris par M. Millerand en son nom personnel à deux reprises (propositions de M. Millerand du 14 oct. 1902 et du 12 juin 1906 (*Ch. Doc. parl.* n° 13, p. 463).

SECTION I

**Examen du projet Waldeck-Rousseau-Millerand
au point de vue juridique.**

Le projet n'accorde pas au syndicat lui-même le droit d'exercer le commerce, celui-ci restera après le projet comme maintenant incapable de spéculer. Seulement, il aura la faculté d'être le seul actionnaire de la société qu'il aura créée, aussi rien ne l'empêchera de diriger à son gré ses entreprises, qui seront en réalité sa propriété.

L'on a souvent objecté contre ce système, que les sociétés créées par les syndicats n'offriraient pas aux tiers avec lesquels elles traiteraient des garanties suffisantes d'exécution de leurs engagements. Elles pourront, en effet, avec un capital des plus minimes, représenté par sept actions de 25 francs, soit 175 francs, dont le quart seulement devra être versé et même le dixième, si la société est à capital variable, contracter des dettes dont l'importance sera sans rapport avec celle de leur actif. Cette remarque est exacte, mais elle peut être faite pour toutes les sociétés anonymes. Celles-ci n'offrent à leurs créanciers qu'un gage limité au montant de leur capital social. Elles, peuvent, néanmoins, contracter des dettes sans limite, pour une somme qui dépassera de beaucoup la valeur de leur actif. C'est ainsi que les obligations émises par les grandes compagnies de chemins de fer français ont une valeur qui dépasse celle de leur capital-actions. La loi de 1867 prend des mesures nombreuses pour assurer la conservation du capital des sociétés anonymes, avertir les tiers

de son importance réelle, c'est ensuite à ceux qui viendront à traiter avec la société à ne pas faire crédit à une société insolvable. Or, le projet laisse les sociétés créées par les syndicats soumises, en principe, à toutes les dispositions de la loi de 1867, sauf en ce qui concerne les deux faveurs que nous avons fait connaître.

Il est vrai qu'on a prétendu que les formalités prescrites par la loi de 1867, risqueront davantage de rester inobservées, car il serait impossible de déclarer les gérants des sociétés syndicales responsables de leur omission. Ceux-ci n'étant pas personnellement associés, seront de simples mandataires du syndicat actionnaire, tenus, par conséquent, d'obéir à ses ordres, de mettre au porteur des actions non entièrement libérées, de distribuer des dividendes fictifs, si telle est sa volonté. Mais cette manière de voir ne nous semble pas exacte. Si la loi de 1867 exige des administrateurs de sociétés anonymes, la possession d'un certain nombre d'actions, c'est surtout afin d'assurer la bonne gestion des affaires de la société, en y intéressant personnellement ceux qui la dirigent. Quoique les administrateurs des sociétés anonymes soient personnellement actionnaires, leur qualité de mandataires salariés les conduira probablement, en fait, à exécuter les ordres même illicites des assemblées générales, pour ne pas perdre leur emploi. Néanmoins, même dans cette hypothèse, leur responsabilité civile et même pénale sera engagée, s'ils ont violé soit les dispositions de la loi de 1867, soit celles des lois générales. Il en sera de même pour les administrateurs des sociétés syndicales. Aucun mandat ne peut habiliter une personne à commettre un fait illicite. Un pareil mandat est, à raison de son objet, atteint d'une nullité d'ordre public. Il peut de plus, cons-

tituer, si le fait ordonné est un délit pénal, un cas de complicité par promesse, abus d'autorité ou de pouvoir exposant les mandants, par exemple, les membres d'une assemblée générale ayant voté pour une distribution de dividendes fictifs, à la même peine que les mandataires, c'est-à-dire ici les gérants de la société (art. 60 du Code pénal). D'ailleurs, les gérants des sociétés par actions ne sont pas de simples mandataires conventionnels de celles-ci, la loi leur impose des obligations nombreuses, et ils doivent obéir à ses dispositions, malgré la volonté contraire de la société dont ils dépendent. Aussi, on les a comparé à des fonctionnaires publics. Or, le fonctionnaire civil ou militaire qui commet un délit sur l'ordre de son chef hiérarchique est responsable pénalement, s'il a conscience du caractère délictueux de son acte. Il doit en être de même des gérants des sociétés (1).

De plus, dans le cas où la société serait annulée, pour n'avoir pas rempli les formalités de constitution requises par la loi de 1867, le syndicat fondateur serait responsable envers les créanciers sociaux du dommage que cette annulation leur cause, c'est-à-dire de la diminution de l'actif de la société par suite de l'irrégularité de sa constitution (2). Cette responsabilité serait encourue solidairement avec les premiers administrateurs, car il y a faute commune.

Cependant, il faut reconnaître que si le syndicat fon-

(1) Voir M. Garraud. (*Précis de Droit criminel*, p. 213). L'ordre du chef hiérarchique ou de l'assemblée générale pourra simplement constituer pour le fonctionnaire ou le gérant de la société une circonstance atténuante.

(2) Voir M. Thaller. *Traité élémentaire de Droit commercial*, pp. 304, 305.

dateur et les gérants de sa société seront responsables civilement de l'omission des formalités de la loi de 1867, cette responsabilité civile sera souvent, en fait, illusoire. De plus, si le projet Waldeck-Rousseau-Millerand laisse, en principe, ainsi que nous l'avons dit, les sociétés syndicales soumises à toutes les prescriptions de la loi de 1867, la plupart des dispositions de cette loi relatives aux formalités de constitution des sociétés par actions, ou bien seront inutiles, ou bien ne pourront pas être observées ; du moins, quand le syndicat sera seul actionnaire de la société. A quoi servira, en effet, dans ce cas, la déclaration notariée du gérant certifiant que le capital social a été intégralement souscrit et le quart des actions versé ? Le capital social sera toujours intégralement souscrit et personne ne pourra s'assurer si le syndicat a bien versé le quart de la valeur de ses actions. D'ailleurs, le syndicat étant seul actionnaire de la société, pourra à tout moment disposer librement de son capital. De même, lorsque le syndicat sera seul actionnaire de la société, les dispositions très importantes de la loi de 1867, concernant la procédure de vérification des apports en nature, ne pourront recevoir leur application. Cette procédure, réglée par l'article 4 de la loi de 1867, a pour but d'empêcher les fondateurs d'une société d'évaluer à un prix exagéré la valeur de leurs apports en nature, c'est-à-dire de ceux qui ne consistent pas en numéraire, brevets d'invention, immeubles, afin de s'attribuer un nombre d'actions, sans rapport avec la valeur de leurs mises. Cette pratique fréquente peut porter un grand préjudice aux créanciers sociaux et aux autres actionnaires, en les amenant à compter sur un capital social en partie fictif. Aussi, l'évaluation de la valeur des apports en

nature faite par les fondateurs dans les statuts doit être vérifiée par le groupe des souscripteurs d'actions de numéraire. Ceux-ci doivent, dans ce but, tenir deux assemblées générales, seule la seconde de ces assemblées peut donner aux apports une évaluation définitive, après qu'un rapport ait été fait par des commissaires nommés par la première.

Or, lorsque le syndicat sera seul actionnaire de la société qu'il aura créée, cette vérification ne pourra avoir lieu, faute du groupe d'actionnaires chargés de l'accomplir. Par là le projet pourra prêter à des fraudes. Le syndicat qui fondera une société par actions, attribuera une valeur exagérée à ses apports en nature ; il induira ainsi les créanciers de la société en erreur sur l'étendue réelle de leur gage, cédera plus tard au public des titres dont la valeur ne correspondra nullement à celle de l'actif de la société.

Il est vrai qu'on pourrait peut-être soutenir que l'assemblée générale des actionnaires étant remplacée, pour les sociétés syndicales, par une assemblée de mandataires du syndicat, ce sera à celle-ci de procéder à la vérification des apports du syndicat. En tout cas, elle n'offrirait alors aucune garantie de sincérité, par celà seul qu'elle serait faite non par des porteurs d'actions de numéraire ayant des intérêts opposés à ceux des actionnaires d'apport, mais par des mandataires du syndicat apporteur.

Déjà aujourd'hui, quand la constitution de la société a lieu entre les fondateurs ; ceux-ci s'entendent souvent pour majorer, aux dépens des futurs actionnaires, la valeur des apports en nature qu'ils font à la société (1). Il faut

(1) Dans ce cas, la tenue des deux assemblées générales exigées

néanmoins que le législateur fasse son possible pour empêcher ces graves abus.

D'autre part, si en droit, la personnalité de la société sera distincte de celle du syndicat, en sorte que ses spéculations ne pourront être considérées comme accomplies par ce dernier ; en fait, elles seront néanmoins l'œuvre du syndicat puisqu'il sera seul actionnaire de la société. Or, au point de vue théorique, il est impossible de concevoir que la personne civile syndicale puisse à elle seule constituer une société.

L'on peut abroger la disposition de la loi de 1867 exigeant dans toute société *anonyme* sept actionnaires ; permettre la constitution de sociétés ne comprenant que deux membres ; il est impossible de comprendre qu'une société puisse se constituer avec un seul adhérent. La société, tout comme l'association, est un groupement d'individus, dont l'existence suppose au moins deux associés.

Aussi, vaudrait-il mieux décider que le syndicat pourrait exercer lui-même le commerce, en vertu de sa propre personnalité. Les fraudes que nous avons indiquées, ne pourraient pas se produire. De plus, l'organisation du syndicat ne serait pas compliquée par la création d'une société annexe qui aurait ses assemblées propres distinctes de celles du syndicat. Enfin et surtout, le syndicat qui voudrait exercer le commerce, ne serait pas obligé de remplir toutes les formalités exigées pour constituer une société par actions, et, par suite, ses créanciers ne pourraient pas l'obliger à liquider ses entreprises en inten-

par l'art. 4 de la loi de 1867 est même impossible, si tous les fondateurs sont apporteurs, car il n'y a pas d'actionnaires pouvant y voter.

tant une action en nullité de la société pour violation des dispositions de la loi de 1867.

Il est vrai que le système du projet Waldeck-Rousseau-Millerand, aboutit d'une part, à limiter la responsabilité du syndicat dans ses dettes commerciales à une somme limitée au montant des actions qu'il aura souscrites, d'autre part à accorder à ses créanciers commerciaux sur son actif commercial un droit de préférence par rapport à ses créanciers civils. Il est évident, en effet, que les personnes dont les créances seraient relatives au commerce du syndicat, n'ayant pour débiteur que la société, ne pourront saisir que les biens de cette dernière. Ils ne pourront réclamer au syndicat que le montant des actions qu'il aura souscrites, dans le cas où il ne l'aurait pas versé. D'un autre côté, comme les créanciers civils du syndicat n'auront pour débiteur que lui seul, ils n'auront le droit de saisir que son actif. Cela leur permettra bien de s'emparer des actions de la société, puisque celles-ci font partie du patrimoine du syndicat ; mais ils ne pourront ainsi profiter de ses revenus qu'après que ses créanciers propres auront été désintéressés. Or, ces diverses conséquences ne se produiraient pas si le syndicat exerçait lui-même le commerce. Mais, au lieu de faire, peut-être dans ce but, des entreprises commerciales du syndicat, l'objet d'une société distincte, ce qui est lui conférer, pour l'exercice de son commerce, une seconde personnalité, il serait plus simple de décider que le patrimoine du syndicat se composerait de deux parties : il y aurait d'abord l'actif civil, ensuite, il y aurait l'actif commercial qui serait le seul gage des dettes commerciales du syndicat, mais sur lequel ses créanciers commerciaux pourraient se faire payer par préférence à ses créanciers civils. Ce serait

une séparation du patrimoine du syndicat tout à fait analogue à celle que le Code civil a introduit dans le patrimoine de l'héritier bénéficiaire, lequel comprend deux parties : les biens personnels de l'héritier sur lesquels les créanciers héréditaires n'ont aucun droit, l'actif de la succession sur lequel les créanciers du défunt peuvent se faire payer par préférence aux créanciers personnels de l'héritier. Cependant, dans ce système, rien ne garantirait ou même n'indiquerait aux créanciers commerciaux du syndicat la valeur de son actif commercial, qui serait néanmoins la seule partie de ses biens qu'ils pourraient saisir. Au contraire, les sociétés par actions doivent faire connaître l'importance de leur capital et la loi fait en sorte que les sommes ou les biens apportés par les actionnaires aient une valeur égale à celle du capital annoncé. Mais nous savons que les formalités exigées à cet effet, par la loi de 1867, n'auront, à ces différents égards, guère d'efficacité en ce qui concerne le capital des sociétés syndicales. En tout cas, que les groupements ouvriers exercent le commerce sous une forme ou sous une autre, on ne fera jamais crédit qu'à ceux auxquels on a confiance. C'est cette seule confiance qui a permis aux syndicats agricoles de multiplier leurs opérations d'achat d'engrais, quoique leur constitution n'offre, par elle-même, aucune garantie de sécurité à leurs créanciers.

La faveur que le projet Waldeck-Rousseau-Millerand subordonne à tant de formalités est d'ailleurs accordée, depuis longtemps, sans exigence particulière, au propriétaire d'un navire lequel, d'après l'article 216 du Code de commerce, peut se libérer des obligations qui résultent pour lui des actes et faits du capitaine en abandonnant le navire et le fret. Les créanciers auxquels l'abandon est

fait n'ont même aucun droit de préférence sur les valeurs qu'il comprend, et, en principe, ils doivent subir sur elles le concours des autres créanciers du propriétaire du navire. C'est à eux à se renseigner sur la valeur de celui-ci et sur la solvabilité de leur débiteur. De même, si on permettait aux syndicats de se livrer eux-mêmes au commerce, et de se décharger de tout passif commercial en abandonnant leurs établissements à leurs créanciers commerciaux, ce serait à ces derniers à se renseigner sur la valeur de leur gage.

Le propriétaire d'un navire est, à l'heure actuelle, la seule personne qui puisse exercer le commerce tout en voyant sa responsabilité dans ses dettes commerciales limitée à une partie déterminée de son actif et non étendue à tout son patrimoine, par dérogation à la règle de l'article 2092 du Code civil, d'après laquelle un débiteur répond sur tous ses biens présents et à venir des dettes qu'il contracte (1). Il va de soi que tous les commerçants auraient intérêt à pouvoir restreindre leur responsabilité dans leur passif commercial, soit à une somme déterminée qu'ils annonceraient d'avance, soit à la partie de leur patrimoine affectée au commerce. Mais, à part l'exception introduite par le Code de commerce au profit du propriétaire de navire, une semblable faveur est

(1) Cette prérogative dont jouit le propriétaire d'un navire se justifie par la nécessité de favoriser le commerce des armements en diminuant la responsabilité des personnes qui y consacrent leur fortune, et aussi par l'impossibilité où se trouve le propriétaire d'un navire de surveiller le capitaine. Aussi le propriétaire d'un navire cesse d'en jouir pour les actes que le capitaine passe en vertu d'un mandat spécial de sa part. (Voir MM. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit commercial*, p. 540, et *Traité de Droit commercial*, n° 744).

réservée par la loi aux groupes d'individus qui forment entre eux une société par actions (1).

Cependant, dans le système du projet Waldeck-Rousseau-Millerand, quand le syndicat sera seul actionnaire de la société par lui créée, il est bien clair qu'en réalité ce sera la personne morale syndicale, c'est-à-dire, au fond, le groupe des syndiqués qui exercera lui-même le commerce, en limitant sa responsabilité à une somme qu'il indiquerait et qui sera le capital social de la prétendue société syndicale. Ce serait une nouvelle dérogation à la règle de l'article 2092 du Code civil introduite, comme les autres, en faveur du commerce. Mais, il ne faut pas dire que le moyen employé par le projet pour réaliser ce résultat consiste à ériger en personne juridique le fonds de commerce du syndicat. En réalité, quand le syndicat sera propriétaire de toutes les actions de la société, la personnalité de la prétendue société sera accordée au groupe même des syndiqués, lequel jouira ainsi d'une seconde personnalité, grâce à laquelle il entreprendra le commerce. Le projet, en effet, réserve ses faveurs aux syndicats de sept membres. Or, il est évident qu'il n'aurait pas à considérer l'importance du groupe des syndiqués, si ce n'était pas à ce groupe qu'il ouvrirait une deuxième personnalité. Il est, d'ailleurs, impossible de concevoir comment un fonds de commerce, qui est une chose, puisse être érigé en sujet de droit.

(1) Voir M. Thaller. *Traité élément. de Droit commercial*, 3^e éd., p. 65.

SECTION II

**Examen du projet Waldeck-Rousseau-Millerand
au point de vue économique et social.****§ 1. Ses Avantages.**

Les partisans du projet Waldeck-Rousseau-Millerand font surtout valoir l'influence pacifique et modératrice qu'amènerait sur la conduite, l'objet, la composition des syndicats, la possession d'un patrimoine important. L'exercice du commerce serait d'ailleurs par lui-même, un moyen de donner à la classe ouvrière des habitudes d'esprit plus pacifiques et plus modérées ainsi que de faire son éducation économique.

Voici les principaux arguments qu'on peut faire valoir en faveur de la réforme : 1° La conduite des syndicats sera modifiée, l'exercice du commerce, en augmentant en effet de beaucoup la fortune qu'ils possèdent, rendra véritablement efficaces les condamnations en dommages-intérêts qui viendraient à être prononcées contre eux. Il en résultera que leurs agissements illicites seront moins fréquents de crainte des conséquences pécuniaires qu'ils pourraient entraîner pour leur patrimoine. Si la loi anglaise de 1906 a pu déclarer les Trades-Unions irresponsables des faits illicites de leurs membres et même de leurs chefs, c'est que, malheureusement, les ouvriers anglais ont autrement le respect des droits d'autrui que certains syndicats français.

2° Les syndicats ayant acquis un patrimoine important cesseront d'avoir pour unique objet la grève. Loin,

en effet, de vouloir gaspiller leurs fonds dans des grèves inutiles, ils préféreront, par la distribution de secours de grève ou de chômage, en faire un emploi plus utile pour leurs adhérents. Ils imiteront, en cela, les Trades-Unions anglaises, lesquelles ne commencent de grèves que lorsque l'état des marchés économiques, les prix auxquels les industriels achètent leurs matières premières, et vendent leurs produits manufacturés, rendent leur succès probable et préfèrent employer leurs richesses à la création de services d'assurances contre le chômage, la maladie, qui sont pour eux un moyen d'attirer et de retenir leurs membres (1).

3° La composition des syndicats, ainsi que l'esprit des syndiqués, seront également changés. Les services continus qu'ils rendront à leurs membres leur assureront de nombreux adhérents. Le syndicat cessera d'être un simple organe de combat économique n'ayant son utilité qu'en temps de grève et que la plupart des syndiqués quittent aussitôt après, n'y laissant que quelques adhérents fixes plus passionnés que les autres, pour devenir le groupement permanent de la majorité des ouvriers de la profession. Et cette majorité composée d'hommes plus modérés dans leurs vues, soucieux avant tout de l'amélioration de leur condition professionnelle, finira par prendre la direction des syndicats.

L'on peut invoquer, ici encore, l'exemple du trade unionisme anglais, dont les membres attirés à l'association par les avantages immédiats qu'elle leur offre, se sont montrés nullement révolutionnaires, au point d'ac-

(1) Elles ne consacrent, en effet, qu'un dixième de leurs recettes en secours de grève, et plus des 2/5^e en secours mutuels.

cepter, à une certaine époque, le système de l'échelle mobile des salaires qui faisait varier leur rémunération d'après les prix de vente des produits des industriels (1).

4° L'augmentation du nombre des syndiqués, ainsi que la richesse des syndicats favoriseront singulièrement l'essor du contrat collectif de travail. Celui-ci stipule, d'ordinaire, que les conditions de travail qu'il fixe, devront être observées par les parties signataires, même dans le cas où elles viendraient à conclure un contrat individuel de travail avec des personnes non obligées par la convention collective. Dans ces conditions, il est évident qu'un patron ne peut s'engager à ne payer aucun de ses ouvriers au dessous d'un certain salaire, si la convention collective n'obligeant qu'un petit nombre de syndiqués, laissera les autres ouvriers de la profession libres d'accepter un salaire inférieur des autres patrons. Il faut, pour qu'il puisse conclure une convention collective, que le grand nombre de syndiqués qui s'engagent à observer les dispositions du contrat à l'égard de tous les patrons de la profession dans une certaine région, empêchent ces

(1) Ce système avait envahi, à un moment, presque toutes les industries minières et métallurgiques de l'Angleterre, mais il est, à l'heure actuelle, en recul. Aujourd'hui, dans beaucoup de mines anglaises le salaire n'est plus fixé automatiquement, d'après le prix du charbon ; il est déterminé pour une certaine période de temps par des comités mixtes, qui tiennent compte, dans une certaine mesure, des prix de vente des industriels.

Néanmoins, il montre bien le manque d'esprit révolutionnaire des trades-unionistes anglais. Il faut aussi remarquer que les trades-unions formées vers 1890, après la grève des dockers, composées de manœuvres mal payés, se montrent bien moins modérées dans leurs revendications et posent, en principe, que c'est au salaire à déterminer le prix du produit et non à être fixé par lui.

derniers de lui faire une concurrence victorieuse en louant le travail à un prix inférieur à celui auquel il doit le payer (1),

A un autre point de vue, la richesse des syndicats permettra aux patrons d'exercer contre eux un recours utile en dommages-intérêts, dans le cas où ils viendraient à manquer à leurs engagements ; ils pourront même verser un cautionnement garantissant l'exécution du contrat par leurs membres. Cela favorisera également beaucoup le développement des conventions collectives, car les patrons ne pourront plus soutenir que les syndicats étant insolvables, eux seuls sont obligés en fait par leur conclusion.

5° L'exercice du commerce accroîtra encore par lui-même les tendances pacifiques déjà données aux syndicats par la possession d'un patrimoine important. En faisant l'éducation économique de la classe ouvrière, il lui apprendra combien sont réduits les profits des industriels. Les syndiqués se rendront ainsi compte de l'impossibilité où se trouvent souvent les patrons d'élever le salaire, aussi leurs grèves seront encore plus rares, leurs revendications plus modérées. De plus, les multiples préoccupations qu'entraîne l'exercice du commerce, donneront aux syndiqués des habitudes d'esprit plus prudentes qui tendront également à les détourner de l'esprit révolutionnaire.

Tels sont les principaux avantages qu'on peut trouver

(1) A l'heure actuelle, le nombre des ouvriers et employés syndiqués n'atteint pas 900.000 individus (13 0/0 de l'ensemble des ouvriers et employés), en sorte que les contrats collectifs conclus par les syndicats n'obligent souvent qu'une petite minorité des ouvriers de la profession.

à l'exercice du commerce par les syndicats et à l'augmentation de leur fortune qu'on espère en être la conséquence. On peut les résumer en disant que la réforme aiderait à établir en France quelque chose d'analogue à l'ordre unioniste contemporain, caractérisé par une diminution des grèves, l'établissement de relations contractuelles entre les patrons et les ouvriers, l'orientation des syndicats vers la création d'œuvres d'intérêt professionnel, notamment l'assurance contre le chômage.

Les partisans du projet ajoutent qu'ils ne comprennent pas l'opposition soulevée contre lui par la plupart des syndicats ouvriers, car il n'édicte aucune obligation et n'impose nullement aux syndicats l'exercice du commerce. Ceux qui trouveront que cet exercice présente pour eux plus d'inconvénients que d'avantages, n'auront qu'à s'abstenir de l'entreprendre.

§ 2. — Objections soulevées contre la réforme. Réfutation.

La réforme a d'abord soulevé, ainsi que nous venons de le dire, une vive opposition des syndicats ouvriers. D'après ces derniers, le projet aurait surtout pour conséquence d'exposer les syndicats à des poursuites continues, dès qu'ils auraient acquis la possession d'un certain patrimoine. Cette crainte des instances judiciaires a même déterminé le dépôt d'une proposition de loi, enlevant aux syndicats le droit d'agir en justice, afin de les mettre dans l'impossibilité d'être actionnés en dommages-intérêts, à raison de leurs faits illicites et domageables (1).

(1) Proposition de M. Vaillant, du 30 nov. 1906. *J. Off. Doc. parl. Ch.*, n° 498, p. 204.

Mais beaucoup de personnes sont opposées au projet bien moins à cause de la responsabilité que la fortune entraînerait pour les syndicats que parce que l'exercice du commerce les détournerait de leur mission naturelle qui est la défense des intérêts professionnels de leurs membres, en même temps qu'il serait une cause de division entre les différents syndicats, ainsi qu'entre les différents membres d'une même association professionnelle.

La réforme détournerait d'abord les syndicats de leur objet. Les soins constants et assidus qu'entraîneront les occupations commerciales des administrateurs de syndicats feront qu'elles deviendront bientôt l'objet de leurs préoccupations exclusives. Ils n'auront plus ni le temps, ni la liberté d'esprit suffisante pour songer à la défense des intérêts professionnels des syndiqués.

Tous leurs efforts seront consacrés à la gestion des entreprises commerciales du syndicat et non à l'amélioration des conditions du travail de ses membres. Et l'on peut invoquer ici encore, mais en sens inverse de la thèse précédente, l'exemple même des Trades-Unions anglaises. Les services d'assurances qu'elles ont créés, si nécessaires pour maintenir le nombre de leurs adhérents, n'ont pas été sans détourner quelque peu l'esprit, l'activité de leurs secrétaires généraux du rôle principal de l'association professionnelle qui est non l'assurance contre tel ou tel risque, mais l'amélioration des conditions générales du travail, c'est-à-dire la hausse du salaire de ses membres, une diminution dans la durée de leur journée de travail. Préoccupés avant tout de la bonne gestion financière des services qui leur sont confiés, et de laquelle dépend la prospérité de la Trade-Union, le nombre de ses membres, ses administrateurs ont été souvent hostiles aux grèves

de peur d'y perdre les fonds destinés au paiement des dettes d'assurances de l'Union (1).

De même, en France, les achats d'engrais faits par les syndicats agricoles ont absorbé presque toute leur activité, et ils ont fait, pendant longtemps, peu d'efforts pour le développement de la mutualité, la réalisation d'œuvres sociales intéressant tous les travailleurs. Il en a résulté que leurs opérations ne présentant d'utilité que pour les propriétaires ruraux ou les ouvriers propriétaires de petites parcelles, les simples salariés de l'agriculture restèrent longtemps inorganisés. Ce n'est que, dans ces dernières années, à la suite de la formation de syndicats d'ouvriers agricoles à tendances très révolutionnaires, que les syndicats de propriétaires viticoles du Midi, pour amener les ouvriers à quitter leurs nouvelles associations et à entrer parmi eux, ont organisé en leur faveur différentes institutions de mutualité. Toutefois ces syndicats dits mixtes, parce qu'ils comprennent des propriétaires et des salariés, sont encore rares (2).

Il ne faut pas espérer que la gestion des services commerciaux du syndicat pourrait être confiée à des administrateurs spéciaux. Les énergies individuelles dont peut disposer un syndicat sont des plus limitées, et ce sont les mêmes individus qui s'occupent de tous leurs services. De plus, la direction des entreprises commerciales du syndicat dépendrait trop du programme social qu'il dé-

(1) M. Jay à son cours 1909-1910.

(2) V. l'ouvr. de M. le C^{te} de Rocquigny, déjà cité p. 30, Préface 2^e éd. Ces exemples des syndicats d'ouvriers agricoles français et des nouvelles trades-unions d'unskillers anglais démontrent bien que la conscience révolutionnaire n'est pas absente des ouvriers parce qu'ils sont inorganisés. Ils fournissent un argument de plus à l'appui d'une réforme qui tend à l'augmentation du nombre des syndiqués.

fend pour que ses chefs puissent l'abandonner à d'autres. En fait, si cela avait lieu, des conflits inévitables s'élèveraient entre les gérants des entreprises industrielles qui voudraient les diriger commercialement et les autres administrateurs du syndicat qui désireraient y appliquer leurs conceptions sociales.

Là est d'ailleurs l'autre inconvénient principal de l'exercice du commerce par les syndicats : jeter la division entre les syndiqués. Il tendra d'abord à créer deux sortes de syndicats, à esprit et à composition très différents, et établira peut-être, dans la classe ouvrière française, une scission analogue à celle qui existe en Angleterre entre les ouvriers *skilled*, c'est-à-dire habiles, sachant leur métier et les *unskilled* ou simples manœuvres. Les syndicats composés d'ouvriers à hauts salaires qui auront créé, grâce aux ressources de leurs membres, d'importantes entreprises industrielles ne voudront pas admettre de nouveaux adhérents au partage de leurs bénéfices. Du moins, ils exigeront, pour l'entrée dans leurs associations, le paiement de sommes ou de cotisations élevées que les ouvriers à bas salaire ne pourront payer. Il est vrai que ces ouvriers, ainsi exclus des syndicats prospères, pourront former entre eux d'autres associations, mais la classe ouvrière n'en sera pas moins divisée en deux parties, dont la plus fortunée se désintéressera de l'autre, au lieu de l'aider vers la réalisation d'un avenir meilleur. Or il ne faut pas que cette dernière partie, laissée à elle-même, soit portée à croire, à cause de son impuissance à élever sa condition matérielle par ses seules forces, qu'il n'y a pour elle, dans les institutions actuelles, aucune espérance d'amélioration.

C'est ce qui est arrivé en Angleterre, par l'effet même

des services d'assurances des Trades-Unions. Les cotisations élevées exigées pour l'accomplissement de ces services, ont exclu de la composition des trades-unions, les simples manœuvres, les unskilled, incapables de les payer. Aussi, pendant longtemps les skilled se sont désintéressés du sort de leurs compagnons de travail, ils leur interdisaient même l'entrée de leurs associations, et ce n'est qu'en 1890, à la suite du mouvement d'opinion provoqué par la grève des dockers, qu'ils les ont aidés à former entre eux d'autres Trades-Unions. Mais ces nouvelles associations n'ont pas organisé de services de secours et leur esprit est bien plus combatif que celui des anciennes associations d'ouvriers skilled. En France, également, ainsi que nous venons de le voir, le but principal du syndicat agricole étant l'achat d'engrais, l'organisation syndicale agricole n'a longtemps compris que les petits propriétaires ruraux ou les salariés propriétaires de petites parcelles, et les syndicats de simples ouvriers agricoles que ceux-ci ont réussi à former, à la longue, ont montré, dès leur naissance, des tendances analogues à celles des nouvelles trades unions anglaises.

L'exercice du commerce par les syndicats, pourrait ainsi amener en France, dans chaque profession, deux sortes d'associations professionnelles à tendances sociales très différentes, les syndicats d'ouvriers qualifiés et les syndicats de manœuvres, comme cela existe en Angleterre. Or, il semble conforme aux intérêts professionnels de l'ensemble des membres d'une profession, d'être réunis dans les mêmes associations pour l'amélioration des conditions de leur travail, tout comme ils le sont pour l'accomplissement de leur tâche quotidienne.

L'on a fait aussi remarquer que les syndicats seront

encore séparés par la concurrence commerciale qui s'établira entre eux. Il en résultera que les ententes entre différents syndicats d'une même profession, si nécessaires à la réussite d'une grève ou d'un arbitrage, seront rendues des plus difficiles. Dans l'intérieur même du syndicat, les syndiqués seront partagés sur la direction qu'il conviendra d'assigner à ses entreprises. Les uns y verront une simple source de revenus pour le syndicat, les autres un moyen d'expérimenter leurs idées sociales. De là des conflits entre syndiqués qui ne pourront être qu'une source de faiblesse pour le syndicat (1).

Que penser ?

Il est certain que les syndicats peuvent, dès à présent, réaliser la plupart des avantages qu'on attend de la réforme, en entrant comme actionnaires dans des sociétés distinctes. Cependant, comme un syndicat ne peut créer une entreprise industrielle qu'à la condition de s'entendre avec d'autres individus ou d'autres associations qui auront peut-être sur la gestion de la société des vues différentes des siennes, il y a dans cette exigence un sérieux obstacle au développement des entreprises syndicales. Le projet, en levant cet obstacle, peut favoriser beaucoup l'extension de l'activité industrielle des syndicats.

A mon avis, ceux qui pensent que l'exercice de spéculations par les syndicats nuirait beaucoup à la défense des intérêts professionnels parce qu'il les détournerait de

(1) L'on trouvera la plupart des objections soulevées contre le projet Waldeck-Rousseau-Millerand dans un article de M. Martin-Saint-Léon, paru dans l'*Association catholique* du 15 décembre 1903. Voir aussi la discussion entre MM. Boissard et Duthoit (*Assoc. cath.*, 15 nov. 1903). Voir dans un sens favorable à la réforme M. Barthoux, l'*Action syndicale*.

leur but ou jetterait la division parmi les syndiqués, ne tiennent pas un compte suffisant de la *puissance* de l'intérêt professionnel. Il semble évident que les syndicats qui auront acquis, grâce au commerce, des ressources importantes, ne voudront pas les dépenser à soutenir des grèves inutiles. Ils préféreront les employer à subventionner leurs caisses d'assurances contre le chômage, la maladie, afin de donner à leur association une utilité permanente qui assurera le maintien du nombre de ses adhérents. Mais la défense des intérêts professionnels, pour être plus pacifique, n'en sera pas moins énergique. Les grèves seront plus rares, mais aussi plus longues, car les ressources de l'association lui permettront de soutenir ses membres jusqu'au succès de leurs revendications. La crainte seule de ces grèves, autrement efficaces que des mouvements insurrectionnels momentanés, sera un facteur important de la hausse des salaires.

Les syndiqués n'hésiteront pas à entreprendre une grève dont le succès est probable, au risque de perdre momentanément les secours que l'association leur alloue ; car leur intérêt à une hausse de salaire ou à une diminution dans la durée de leur travail est autrement grand que celui à un secours éventuel, en cas de chômage ou de maladie. Dans le cas où les administrateurs du syndicat seraient trop absorbés par la conduite des entreprises commerciales pour pouvoir s'occuper utilement de la défense des intérêts professionnels des syndiqués, les revenus procurés au syndicat par le commerce lui permettront de choisir comme gérants de ses entreprises des personnes compétentes et rétribuées. La position subordonnée de ces personnes écartera toute crainte de conflits entre elles et les autres chefs du syndicat.

De même, la puissance de l'intérêt professionnel aplanira beaucoup les divisions que l'exercice du commerce pourra faire naître entre les syndicats et les syndiqués. Ces divisions auront d'ailleurs moins pour cause les différences de fortune qui existeront entre les syndicats que les différentes tendances politiques et sociales qui, déjà et partout, partagent les ouvriers entre plusieurs associations professionnelles distinctes. Mais des intérêts professionnels communs relient entre eux ces syndicats antagonistes et ils déterminent souvent entre eux des ententes qui, pour n'être quelquefois que passagères, suffisent néanmoins à défendre leurs intérêts communs menacés. Comme les membres d'un même syndicat ont, le plus souvent, les mêmes conceptions sociales, ils s'entendront aisément sur le mode de gestion de ses entreprises. Celles-ci seront d'ailleurs, en fait, ordinairement, dirigées dans l'intérêt de tous les syndiqués, ainsi que cela a lieu aujourd'hui, pour les sociétés par actions que plusieurs syndicats fondent entre eux.

Les autres arguments invoqués contre la réforme sont aussi loin d'être décisifs. Les syndicats qui exerceront le commerce rencontreront toutes les difficultés auxquelles se sont heurtées les sociétés coopératives de production. Les entreprises syndicales sombreront par suite du manque de clientèle et de capitaux, et le syndicat y perdra les fonds qu'il aura amassés pour l'amélioration du sort professionnel de ses membres. Ces craintes, pour être, en partie, fondées, sont, cependant, exagérées. Tout d'abord, le syndicat ne risquera pas dans ses entreprises commerciales la totalité de son actif, par cela même que sa responsabilité dans ses dettes commerciales sera

limitée au montant des actions qu'il aura souscrites. D'autre part, les entreprises syndicales trouveront dans le syndicat qui les aura créées un appui certain. Celui-ci pourra leur fournir des subsides aux époques de crises ; enfin, le groupe des syndiqués pourra, dans certains cas, constituer pour elles une clientèle faite d'avance.

Il faut aussi remarquer que les dissensions qui s'élèvent si souvent entre membres de sociétés coopératives autonomes et qui sont une cause d'échec pour l'entreprise, ne pourront se produire entre ceux qui se partageront la gestion des sociétés syndicales. Ceux-ci, en effet, ne seront pas des petits patrons indépendants, mais de simples salariés de la société ; en cas de division entre eux, le syndicat imposera sa volonté à tous. Cependant, comme les employés de la société n'auront pas un grand intérêt personnel à sa prospérité, il sera nécessaire de stimuler leur zèle, en les faisant participer à ses bénéfices.

Il ne faut pas croire, à l'inverse, que le succès des entreprises syndicales sera tel qu'il amènera la disparition des entreprises patronales et un régime social dans lequel la production serait dirigée uniquement par des syndicats ouvriers. Il n'y a aucune raison pour que, dans la concurrence qui s'établira entre industriels et syndicats, les premiers succombent invariablement devant les seconds. Les sociétés syndicales ne jouiront d'aucune cause de supériorité absolue sur les autres maisons de commerce, sauf cependant, quant à leur clientèle qu'elles trouveront parmi les syndiqués, si elles se livrent au commerce d'objets d'utilité ménagère. D'un autre côté, elles pourront être souvent placées, à l'égard des autres patrons, dans un certain état d'infé-

riorité économique, par suite des conditions de travail plus favorables qu'elles seront obligées de faire à leur personnel, et aussi du fait qu'aucun individu physique n'aura beaucoup d'intérêt à leur réussite (1). Enfin, ces sociétés syndicales seront organisées par les syndicats dans leur intérêt propre ; elles n'auront aucune indépendance et ne seront, ainsi qu'on l'a dit justement, qu'un des « aspects » du syndicat qui les aura créées. Aussi, celui-ci emploiera la plus grande partie de ses bénéfices non à l'extension des entreprises sociales, mais à l'accomplissement de son but de défense des intérêts de la profession.

Toutefois, il ne faudrait pas penser non plus que les syndicats se désintéresseront complètement de l'agrandissement de leurs magasins. Afin de jouir de la clientèle ouvrière, les sociétés syndicales se proposeront surtout le commerce d'objets d'utilité ménagère. Il en résultera que le syndicat, tant pour augmenter ses bénéfices que pour faire profiter ses adhérents de prix moindres, sera conduit à fabriquer lui-même les produits de sa vente. Il constituera ainsi, à la fois, une association de défense des intérêts professionnels, et une société coopérative de consommation produisant elle-même les objets destinés

(1) Les sociétés par actions sont presque toujours, en fait, dirigées par quelques actionnaires, qui possèdent un grand nombre d'actions, mais ici le seul actionnaire sera le syndicat, c'est-à-dire un groupe nombreux de personnes. Chaque syndiqué n'ayant qu'un intérêt très minime à la bonne conduite des affaires de la société, ne se préoccupera pas beaucoup de sa prospérité. C'est pourquoi les sociétés syndicales seront dans la nécessité d'admettre leurs employés à participer à leurs bénéfices, si elles veulent que leurs affaires soient bien gérées.

à la satisfaction des besoins de ses membres. C'est ainsi que les syndicats tendront à réaliser l'idéal social préconisé par les coopérateurs de l'école de Nîmes, qui est de faire passer la direction de la production entre les mains des consommateurs, grâce à des sociétés coopératives de consommation se livrant elles-mêmes à la fabrication des objets de leur vente (1). Il est vrai que les coopérateurs de l'école de Nîmes désireraient que la totalité des bonis réalisés par les sociétés coopératives de consommation soient employés à l'extension de leur activité vers la production, mais comme cela est, en fait, impossible à obtenir, il semble que l'idéal coopératif a autant de chance d'être réalisé par les sociétés syndicales que par des sociétés coopératives autonomes, qui n'emploient guère leurs bonis qu'en répartitions entre leurs membres.

L'expérience faite par tous les pays démontre qu'une association professionnelle ne peut s'assurer de grands effectifs, si elle ne rend à ses membres des services permanents en leur assurant des secours, en cas de maladie, de chômage. Pour remplir ces services, les Trades-Unions ont élevé beaucoup les cotisations dues par leurs membres, celles-ci sont de 40 francs en moyenne par année. Mais la faiblesse du salaire de l'ouvrier français, sa crainte de perdre son épargne, et aussi un peu sa mauvaise volonté ne permettent pas à nos syndicats d'obtenir de leurs adhérents des sommes aussi élevées. On a bien proposé de compléter les cotisations des syndiqués par des subventions de l'Etat, notamment pour les aider à organiser l'assurance contre le chômage. Mais, on

(1) Voir les conférences de M. Charles Gide, sur la *Coopération*.

sait le peu de valeur éducative des secours venus d'en haut et combien ils sont dissipés facilement. De plus, les syndiqués représentent partout la partie la plus aisée de la classe ouvrière et les secours de l'Etat doivent être plutôt réservés aux ouvriers inorganisés trop malheureux pour pouvoir améliorer leur sort eux-mêmes. Les rares donations que les syndicats reçoivent de temps à autre ne constituent pas non plus une source de recettes appréciables; aussi, si l'on veut élever le syndicalisme français à la hauteur du trade-unionisme anglais, il faut lui en ouvrir d'autres. Il est vrai que beaucoup de syndicats craignent que le patrimoine qu'ils auront obtenu, par l'exercice d'un commerce, ne soit anéanti par des condamnations en dommages-intérêts. Mais leurs appréhensions nous paraissent exagérées. Un syndicat ne peut être déclaré responsable que des faits illicites commis par ses préposés, administrateurs ou employés, en vertu de l'article 1384 du Code civil, ou de ceux qui seraient accomplis par un nombre tellement important de syndiqués qu'on pourrait considérer le syndicat lui-même comme en étant l'auteur. Au contraire, aucune action ne peut être dirigée contre un syndicat, à raison des dommages illicites causés, dans une grève par exemple, par un ou plusieurs syndiqués ne jouant aucun rôle spécial dans le fonctionnement du syndicat. Les membres ordinaires d'une association ne peuvent être considérés comme ses préposés; car elle n'a sur eux aucun pouvoir de direction ou de surveillance. Nous verrons également qu'un syndicat ne peut être déclaré responsable de l'inexécution d'un contrat collectif de travail qu'il a conclu que si, par le fait de ses préposés ou de ses organes délibérants, il a compromis son exécution loyale, ou bien si la rupture a

été collective, c'est-à-dire a été le fait de la majorité des syndiqués. Au contraire, le syndicat n'est pas responsable des ruptures individuelles du contrat émanant de quelques syndiqués seulement.

Il résulte de ces principes, qu'à la condition de bien choisir leur personnel d'administration, les syndicats échapperont dans bien des cas à toute responsabilité civile. Dans ces limites, la responsabilité syndicale est équitable.

Cependant il faut bien reconnaître que, souvent, les syndicats, par suite des dangers inhérents aux spéculations et aussi de leur défaut d'éducation économique, loin de se créer des ressources par l'exercice du commerce, pourront y perdre leurs modestes patrimoines. Mais il est possible, à notre avis, de réaliser presque tous les avantages qu'on attend de la réforme, en permettant simplement aux syndicats d'exercer la coopération de consommation, c'est-à-dire de livrer à leurs membres des objets d'utilité ménagère, aux prix qu'ils fixeraient librement. Déjà, à l'heure actuelle, les syndicats peuvent, à notre avis, livrer à leurs membres des objets d'utilité professionnelle; mais comme ils doivent faire ces opérations dans l'intention de défendre les intérêts de la profession et non de réaliser un gain, ils sont obligés de faire ces livraisons presque au prix coûtant. De plus, cette faculté ne permet aux syndicats de salariés que de fournir à leurs membres certains outils, aussi n'est-elle guère suffisante pour leur attirer des membres nombreux et leur créer des ressources importantes.

La réforme ainsi restreinte ne constituerait pas une grande innovation juridique, la société coopérative de consommation constitue, en effet, une association tout

comme le syndicat professionnel. De plus ses achats n'ont pas de caractère commercial et il en serait ainsi, du moins dans notre opinion, même si les prix de livraison aux membres, des denrées de la société coopérative dépassait leur prix coûtant, la somme versée par le coopérateur constituant un apport fait en exécution des statuts et non un prix de vente.

Les *bonis* réalisés par les syndicats, leur permettront de créer des services d'assurances, notamment l'assurance contre le chômage. Ces services *permanents* rendus par le syndicat à ses membres, ainsi qu'une légère diminution du prix de livraison de ses denrées par rapport au prix de vente du commerce de détail, amèneraient un accroissement du nombre des syndiqués en même temps que l'augmentation du patrimoine syndical pourra constituer pour les patrons une garantie d'exécution des engagements pris envers eux dans les contrats collectifs de travail. Enfin, les syndicats ne courront pas le risque de perdre leurs fonds dans des spéculations. Les sociétés coopératives de consommation courent des risques bien moins grands que les sociétés de production, sachant toujours à peu près la quantité de denrées qu'elles auront à livrer à leurs membres.

Il est vrai, que, déjà à l'heure actuelle, un syndicat peut créer à côté de lui, pour ses membres, une *société* coopérative de consommation, et profiter lui-même de ses bénéfices à titre d'actionnaire. C'est là ce qu'ont fait certains syndicats agricoles, et ce système dit du parallélisme, serait, d'après les partisans du régime actuel, préférable à la fusion de la société coopérative et du syndicat. Faisant, en effet, de la défense des intérêts professionnels l'objet unique du syndicat il contraint en quel-

que sorte les syndiqués à considérer cette défense comme leur but principal vers lequel ils doivent diriger presque tous leurs efforts et presque toutes leurs ressources. Si, au contraire, un syndicat se charge outre de la défense des intérêts professionnels, de la satisfaction des intérêts ménagers de ses membres, ceux-ci considéreront ce dernier but comme le plus utile, le plus pratique et ils voudront y consacrer le principal des forces et des capitaux du syndicat. En réalité, du moment que l'association coopérative et le syndicat seront composés des *mêmes personnes*, ils ne seront toujours en fait qu'une seule association, et ce n'est pas leur existence juridique distincte qui fera que leurs membres communs dirigeront autrement leur activité.

Cependant il semble conforme à la loi de la division du travail, que l'association chargée de procurer aux syndiqués la satisfaction de leurs besoins journaliers soit distincte de celle qui se propose d'améliorer les conditions générales d'exercice de leur profession. C'est précisément pour mieux se consacrer au développement de l'enseignement agricole, de la mutualité dans les campagnes que certains syndicats agricoles ont préféré abandonner leurs services d'achats à des sociétés distinctes. Mais il faut réfléchir que la division du travail n'est bonne que lorsque les institutions sont parvenues à un certain état de développement. A quoi servirait-il à un syndicat de créer, à côté de lui, une société coopérative si, par suite du peu d'hommes d'initiative dont il dispose, ce sont ses propres administrateurs qui seraient obligés de diriger cette société annexe? D'ailleurs, la même division du travail peut s'opérer au sein même du syndicat, par un simple partage des tâches entre ses administrateurs. Le

mieux est donc de laisser, à cet égard, toute liberté aux syndicats. Quand ils auront intérêt à faire de leurs œuvres coopératives l'objet d'une association distincte, rien ne les empêchera de le faire.

Il est vrai, qu'on peut craindre que les syndicats, s'ils pouvaient livrer à leurs membres des objets d'utilité ménagère accapareraient la clientèle populaire, qui est presque la seule source de recettes du petit commerce de détail. Or les petits boutiquiers contribuent avec les ouvriers et employés à salaires élevés à former une classe moyenne qui est très nécessaire dans un régime de liberté politique. Le petit commerce a aussi l'avantage d'être le seul moyen d'ascension des classes auquel les salariés puissent avoir recours avec quelques chances de succès ; par là il joue un rôle utile dans un pays démocratique. En tout cas, sa disparition brusque pourrait amener une grave crise sociale et politique ; une foule de petits commerçants sans emploi deviendraient ouvriers ou employés, ce qui amènerait une baisse considérable du salaire.

Mais il s'en faut que la coopération de consommation, même par les syndicats, puisse du jour au lendemain amener la disparition du commerce de détail. Les craintes qu'on émet à cet égard paraissent bien exagérées.

Les membres d'un syndicat sont trop dispersés dans des endroits divers pour que celui-ci puisse leur fournir des denrées de consommation journalière, comme le pain et la viande, ainsi que toutes les marchandises qui se vendent par petites quantités de temps à autre : comme la mercerie, la papeterie, la clouterie, etc. Seul le petit boutiquier, à proximité du client, peut lui procurer ces différents articles. C'est la raison pour laquelle le petit commerce est si vivace dans ces différentes branches ; il

ne subit pas la concurrence des grands magasins, ou ceux-ci sont trop éloignés pour que leur concurrence se fasse sentir (1). C'est pourquoi aussi une association coopérative de consommation locale peut se livrer à la boulangerie, non un syndicat.

Les seules marchandises qu'un syndicat pourrait fournir à ses membres seraient les articles de bazar, des denrées d'épicerie, le vêtement. Or, c'est là précisément des branches de négoce dans lesquelles le petit commerce a déjà presque disparu devant les très grands magasins ou ceux de moyenne importance; en sorte que c'est surtout à certains grands magasins de détail que les syndicats feraient concurrence. Enfin, même pour ces derniers articles, le petit commerce subsisterait dans les spécialités, telles que la confiserie, les modes, la chapellerie, la confection sur mesure. Seul le commerçant qui travaille pour une clientèle déterminée, qui a grand intérêt à satisfaire ses goûts variés et changeants, peut réussir dans la fourniture de ces divers objets; le grand commerce de détail qui s'adresse au public anonyme, ne s'applique qu'aux articles ordinaires de consommation courante.

Cette réforme n'aurait, d'ailleurs d'autre conséquence que de permettre aux syndicats d'accroître leur patrimoine, chose que tout le monde considère comme nécessaire. Les syndicats peuvent, en effet, dès maintenant, augmenter le nombre de leurs membres en créant pour ceux-ci, sous la simple forme d'une association *déclarée*, soumise à la loi de 1901, une association coopérative de consommation. Il y a plus, une association professionnelle constituée à l'état d'association *déclarée*, peut jouer,

(1) Voir Bourguin. *Systèmes socialistes*, p. 493.

en même temps, le rôle d'une association coopérative de consommation au profit de ses membres. Mais ces associations seraient obligées de restituer à leurs membres l'intégralité des trop perçus sur le prix coûtant des denrées à eux livrées ; elles ne pourraient en conserver une partie pour la défense de leurs intérêts professionnels. La loi de 1901 ne permet, en effet, aux associations déclarées de se créer des ressources que par les cotisations de leurs membres ou les subventions administratives.

L'on voit, cependant, combien le régime légal actuel permet aux syndicats de réaliser la plupart des avantages qu'on peut espérer de ces réformes.

QUATRIÈME PARTIE

De la capacité contractuelle des syndicats professionnels.

Nous avons dit, au commencement de cette étude, que la personnalité du syndicat professionnel ne lui permet pas seulement de faire des actes juridiques dans l'intérêt de son propre patrimoine, elle est aussi pour lui un moyen d'améliorer les conditions d'exercice de la profession de ses membres. Aussi, les contrats passés par un syndicat sont valables, soit qu'ils aient été accomplis en vue de la gestion de son patrimoine, des biens que la loi lui permet de posséder, soit qu'ils aient pour but la défense des intérêts de sa profession. Nous avons rien à dire ici sur les contrats passés par les syndicats pour l'administration de leur patrimoine.

Dans le chapitre consacré à la capacité d'acquérir des syndicats, on verra qu'ils ne peuvent recevoir par achat ou donation que les immeubles strictement nécessaires à la réalisation de leur objet légal, l'étude et la défense des intérêts professionnels de leurs membres ; mais seules les donations d'autres immeubles sont nuls, non les achats. (V. art. 6 de la loi de 1884).

En ce qui concerne les contrats que les syndicats peuvent vouloir conclure pour la satisfaction des intérêts professionnels de leurs adhérents, nous savons déjà qu'ils sont capables d'acheter pour ces derniers des objets d'utilité professionnelle ; mais qu'ils ne peuvent, ni vendre les produits de leur travail, ni les assurer contre les risques nés de l'exercice de leur profession, ni faire à leur profit des opérations de crédit mutuel (1).

Aussi, il n'y a à examiner, dans cette partie de notre ouvrage, que les contrats que les syndicats de salariés peuvent conclure avec les employeurs pour l'amélioration du sort professionnel de leurs membres. Ces contrats sont au nombre de deux : le contrat collectif de travail et le contrat d'entreprise ou d'équipe.

(1) V. chapitre sur l'œuvre coopérative par les syndicats.

CHAPITRE PREMIER

DU CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL

§ 1. -- Définition. Avantages sociaux. Notions économiques.

L'expression contrat collectif de *travail* est assez impropre. Ce contrat est bien un contrat collectif, en ce sens qu'une des parties au moins est toujours une collectivité ; ce sera un groupe d'ouvriers d'une ou de plusieurs usines, un syndicat ouvrier, mais il ne constitue pas un contrat de travail ; car il ne crée par lui-même aucune des deux obligations auxquelles donne naissance le louage de services ; l'obligation de payer un certain salaire pour l'accomplissement d'un travail déterminé. Ce qui caractérise le contrat collectif de travail, c'est qu'il est conclu avant tout contrat individuel de travail et détermine les clauses qui devront être insérées par les parties signataires dans tous les contrats individuels de travail qu'elles viendront à conclure, même avec des personnes non obligées par la convention collective. D'ailleurs, les membres du groupe ouvrier contractant, ne s'engagent pas à travailler, les patrons signataires de l'accord collectif à faire travailler et ce n'est que dans le cas où l'une de ces personnes voudra conclure un louage de services, qu'elle sera obligée d'observer les conditions

minima de travail stipulées au contrat collectif. Néanmoins, il est des clauses du contrat collectif de travail qui ne se retrouvent pas dans les louages individuels de travail que les membres de la collectivité ouvrière, les patrons signataires du contrat collectif concluront ensuite. Il en est ainsi, notamment, pour les clauses qui règlent les questions transitoires nées d'une grève, comme la clause qui stipule qu'aucun renvoi n'aura lieu pour faits de grève et aussi pour les clauses qui intéressent l'ensemble des membres de la collectivité ouvrière, par exemple celle par laquelle les patrons reconnaissent le syndicat ouvrier, c'est-à-dire consentent à entrer en relations avec lui. Parmi ces dernières clauses figurent aussi, celle qui limite le nombre des apprentis que chaque patron pourra employer, différentes clauses d'arbitrage, etc. (1).

(1) En fait, ces conventions sont, le plus souvent, conclues non par des syndicats ouvriers, mais par des comités éphémères formés par les ouvriers à la suite d'une grève. Dans ce cas, elles risquent beaucoup de rester inobservées ; car, d'une part, il n'existe aucune association permanente chargée d'en assurer l'exécution, de plus, il est fort difficile de savoir quels ouvriers sont obligés par elle. Comme la collectivité qui décide la conclusion de l'accord ne jouit pas de la personnalité morale, il est certain qu'elle ne possède aucune action en exécution, au reste, elle s'évanouit au lendemain de la conclusion du contrat, de plus il est également sûr que la majorité de ses membres ne peut imposer ses décisions à la minorité. Les négociateurs élus dans cette assemblée pour passer le traité sont mandataires de ceux qui votent pour sa conclusion et gérants d'affaires de ceux qui y adhéreront après. Ce contrat ne peut ainsi donner naissance qu'à des actions individuelles en exécution appartenant à ceux qui y adhèrent. Cependant les négociateurs du traité pourraient stipuler des patrons une renonciation à la règle, nul ne plaide par procureur, cela leur permettrait d'exercer les actions des adhérents

Nous pouvons ainsi définir le contrat collectif de travail : une convention conclue entre une collectivité ouvrière, un syndicat ouvrier, par exemple, et un patron ou un groupe de patrons, dans laquelle sont fixés, d'un commun accord, les conditions auxquelles les membres de la collectivité ouvrière et les patrons signataires travailleront ou feront travailler, s'ils viennent à travailler ou à faire travailler et, par suite, les clauses que, dans ces cas, ils devront insérer obligatoirement dans les louages individuels de travail qu'ils concluront. Aussi le projet du Gouvernement du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail, désigne, avec raison, ces conventions sous le nom de conventions collectives relatives à l'organisation du travail (1).

Le grand avantage de ce mode de contracter est de permettre la *discussion* des conditions du travail et, par là, il peut déjà être, ainsi que l'expérience du trade-unionisme anglais l'a démontré, un facteur très important de la paix sociale. Dans la grande industrie la plupart des conditions du travail sont générales et s'appliquent né-

sans l'observer. Les mêmes observations peuvent être faites pour les contrats collectifs passés par les unions de syndicats, lesquelles ne jouissent pas de la personnalité morale.

(1) Les Anglais emploient l'expression *collective bargaining* (marchandage collectif) ; mais ces mots peuvent désigner également le contrat d'équipe, très différent du contrat collectif de travail. Les Allemands disent contrat de tarif, *tarif vertrag*, parce que le salaire y étant le plus souvent fixé aux pièces et chaque opération technique rémunérée spécialement d'après le temps et l'effort qu'elle exige, le contrat prend la forme d'un petit tarif, à pages quelquefois nombreuses. Le tarif de la filature de Boston, en Angleterre, a 85 pages. Cette expression est insuffisante, car le contrat collectif détermine d'autres choses que le salaire.

cessairement à tous les ouvriers d'une usine. Il en est ainsi notamment pour la durée du travail, les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, les conditions d'installation des ateliers. Le salaire même ne varie que d'un groupe d'ouvriers à un autre, suivant les genres de travaux différents auxquels ils se livrent. Il en résulte qu'un patron ne peut discuter avec chacun de ses ouvriers les conditions de travail que celui-ci désire obtenir, par cela même qu'il lui serait impossible de satisfaire à ses exigences personnelles. Aussi, à l'heure actuelle, les conditions du travail sont déterminées par le patron seul dans le règlement d'atelier. Sans doute, ce règlement constitue un véritable contrat, car le patron, tout en le rédigeant seul, tient compte des volontés de ses ouvriers, de plus, l'entrée de ceux-ci dans l'usine vaut, de leur part, acceptation tacite des clauses qui y sont insérées. Mais il est bien clair qu'avec ce régime les ouvriers n'ont d'autre moyen de faire valoir leurs revendications que de quitter l'usine et de faire grève. Si, au contraire, un employeur peut discuter avec des représentants de l'ensemble de ses ouvriers, les règles d'organisation du travail qui seront fixées d'un commun accord, pour être uniformes et s'appliquer indistinctement à tous, seront néanmoins plus conformes aux vœux de la majorité. Le contrat collectif de travail facilite encore l'établissement de rapports pacifiques entre les ouvriers et les patrons, en organisant des *commissions mixtes*, composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, chargées de solutionner les différends nés de l'exécution du contrat. Ces commissions interprètent la convention collective et peuvent même, dans certains cas, prononcer des amendes contre les personnes qui viendraient à violer les engagements

qu'elles y ont prises. (Voir Contrat collectif des tisseurs du Cambrésis).

Le but principal de ces conventions collectives est d'empêcher la concurrence que les ouvriers et les patrons se font entre eux, d'abaisser les conditions du travail au dessous des minima qu'elles fixent. Par là elles sont utiles aux ouvriers et aux patrons. De plus, ceux-ci sont mis à l'abri des grèves, au moins pendant leur durée d'application, la stabilité du salaire pendant cette période, leur permet d'établir en toute sécurité leur prix de revient et, par suite, de faire des opérations d'achats ou de ventes à long terme qu'ils ne pourraient entreprendre s'ils craignaient une hausse du salaire de leur personnel.

Il est vrai qu'on a soutenu qu'il y a dans le but poursuivi par les syndiqués, dans la conclusion des contrats collectifs de travail, une tentative vaine, le salaire dépendant nécessairement de l'offre et de la demande de travail. On fait valoir, en ce sens, que des hausses considérables de salaires ont été obtenues, au cours du XIX^e siècle, par les ouvriers agricoles, les domestiques, quoique pendant longtemps aucun syndicat n'a existé parmi ces professions. Ces hausses sont dues à l'afflux des populations rurales vers les villes, au progrès de l'aisance qui a fait augmenter la demande des domestiques. Cette manière de voir nous semble exagérée. Si l'offre et la demande de travail sont les facteurs principaux qui influent sur le taux du salaire, ainsi qu'en témoigne les exemples qu'on cite, il n'en résulte pas que l'entente entre les ouvriers ne puisse être d'aucune efficacité pour l'amélioration des conditions de leur travail. Tout d'abord, quand les syndicats ont à leur tête des directeurs expérimentés connaissant l'état des marchés économiques, les prix auxquels

les industriels achètent leurs matières premières, et vendent leurs produits manufacturés, ils peuvent obtenir plus tôt les hausses de salaires que comporte l'accroissement de la prospérité industrielle, tandis qu'il faut, d'ordinaire, beaucoup de temps aux ouvriers laissés à eux-mêmes pour formuler avec succès leurs revendications, en cas de besoin de travail des patrons. De plus, le syndicat peut, à la condition d'organiser de puissantes caisses d'assurance contre le chômage, empêcher au moins momentanément une baisse du salaire due à des crises locales et passagères. Rien ne prouve, d'ailleurs, que les salaires des domestiques et ouvriers agricoles n'auraient pas haussé davantage, s'ils avaient pu débattre collectivement les conditions de leur travail.

Cependant, la fixation des conditions du travail par contrats collectifs peut entraîner, dans certains cas, des abus très préjudiciables aux intérêts des patrons, des consommateurs et même de certaines catégories d'ouvriers. Un contrat collectif peut contenir des clauses portant atteinte aux droits de direction de l'entrepreneur, et consacrer de véritables dépossessiones par la force, les ouvriers voulant diriger eux-mêmes l'entreprise à côté du patron. De plus, les augmentations de salaires ayant pour effet d'élever le coût de production, peuvent mettre l'industrie française dans un état d'infériorité à l'égard des industries étrangères. Les industriels pourront bien, en perfectionnant leur outillage, augmenter leur production et empêcher leurs prix de revient de s'élever; mais ces améliorations dans le machinisme ne sont pas toujours possibles ou exigent des dépenses considérables au dessus des forces de la petite industrie.

D'ailleurs, la fixation de conditions minima de travail

s'imposant à tous les industriels d'une région peut nuire déjà beaucoup aux petits entrepreneurs, dont l'infériorité de l'outillage ne permet de soutenir la concurrence des grandes entreprises qu'à la condition de faire à leur personnel des conditions de travail moins favorables. Le développement des contrats collectifs peut ainsi favoriser la grande industrie, au détriment des petites entreprises.

Les intérêts des consommateurs ne peuvent être lésés par le contrat collectif tant que celui-ci ne régit que quelques établissements isolés. Comme il n'existe qu'un seul prix sur un même marché pour des produits de même nature et de même qualité (loi d'indifférence de Stanley Jevons) et que ce prix, du moins quand il s'agit de produits industriels, tend à coïncider avec leur coût de production minimum, les maisons obligées d'élever le salaire de leur personnel ne pourront, néanmoins, vendre leurs marchandises qu'aux mêmes prix que leurs concurrents. Elles devront, pour cela, améliorer leur outillage et diminuer ainsi leurs frais généraux. Mais il faut réfléchir que le contrat collectif ne peut remplir sa mission sociale qui est d'empêcher les conditions du travail de descendre au dessous de certains minima qu'à la condition de s'étendre à tous les établissements en concurrence commerciale, pour cela il doit s'appliquer au moins à toutes les maisons situées dans une même ville ou dans une même région. Or, s'il venait à régir tous les établissements d'un même métier, les industriels pourraient bien, au lieu d'améliorer leur machinisme pour ne pas augmenter leur prix de revient, profiter des barrières douanières, qui les mettent à l'abri de la concurrence étrangère, pour élever leurs prix de vente, et faire supporter aux consommateurs les

hausse de salaires de leur personnel. Les industriels pourraient avoir intérêt à agir ainsi, même dans le cas où la hausse des prix entraînerait une certaine restriction dans la consommation. Ils n'auraient pas, le plus souvent, à craindre que cette hausse fasse naître des maisons nouvelles vendant à meilleur marché, car du moment que la hausse des prix a pour cause l'élévation exagérée des salaires, et que les ouvriers ne consentent à travailler nulle part à plus bas prix, un établissement nouveau, vendant à meilleur marché, ne pourrait se créer qu'en faisant des dépenses considérables de machinisme et, d'ailleurs, alors le kartell l'abattrait immédiatement en abaissant ses prix aux endroits où la concurrence paraîtrait.

Le contrat collectif peut porter atteinte non seulement aux intérêts des patrons, particulièrement des petits industriels, des consommateurs, mais aussi aux intérêts les plus légitimes de certaines catégories de travailleurs. La fixation d'un tarif uniforme de salaires, qui est avantageuse pour les ouvriers ayant des capacités de travail moyennes, peut nuire beaucoup à ceux qui sont en état de fournir une quantité de travail supérieure aux autres ou qui jouissent d'une habileté technique spéciale. Mais le contrat collectif peut tenir compte de ce dernier élément et convenir d'un salaire supérieur pour des travaux que la majorité des ouvriers n'est pas capable de bien accomplir.

Il ne fixe, d'ailleurs, que des conditions minima et n'empêche nullement un employeur d'accorder une rémunération supérieure à un ouvrier qui possède des capacités particulières. De plus, si le contrat collectif fixe le salaire aux pièces, il ne peut léser les ouvriers

laborieux. Enfin, il ne faut pas dire que la détermination, dans une convention collective de travail, de salaires uniformes que les employeurs signataires devront payer à tous les ouvriers qu'ils feront travailler, même ainsi que nous le verrons, à ceux qui ne sont pas tenus d'observer le contrat collectif, peut avoir pour effet de priver de travail les ouvriers inférieurs, vieillards ou infirmes; parce qu'aucun patron ne voudrait les employer aux conditions fixées par la convention collective. Nous verrons, en effet, que les contrats collectifs de travail ne peuvent avoir un effet aussi absolu. Certaines de ces conventions permettent expressément l'emploi de ces ouvriers à des conditions différentes des autres, mais une clause dans ce but est inutile.

Il faudra, cependant, nous souvenir des inconvénients de ce mode de contracter, quand nous allons traiter des pouvoirs des administrateurs de syndicats à l'effet de passer une convention collective de travail.

§ 2. — Capacité des syndicats et pouvoirs des administrateurs.

La capacité des syndicats professionnels de conclure des conventions collectives de travail ne peut faire aucun doute, ces contrats sont, en effet, conclus pour défendre des intérêts professionnels communs à tous les membres du syndicat (1). Il en résulte qu'ils sont juridiquement

(1) Disons, en passant, qu'il n'y aurait aucun motif pour empêcher une association professionnelle constituée à l'état d'association *déclarée* soumise à la loi de 1901 de conclure un contrat collectif de travail pour ses membres, une pareille association pouvant accomplir tous les actes ayant pour but la réalisation de l'objet qu'elle a déclaré à l'administration.

obligatoires et que le syndicat peut en poursuivre l'exécution devant les tribunaux, à la condition toutefois qu'on lui reconnaisse le rôle de partie au contrat et non de simple mandataire des syndiqués. L'on peut néanmoins se demander si un syndicat peut passer un contrat collectif pour une partie seulement des syndiqués ? Cette question se pose surtout pour les syndicats groupant dans leur sein des membres de professions connexes, c'est-à-dire différentes, mais concourant à la fabrication des mêmes produits ; ou similaires, c'est-à-dire se livrant à des travaux semblables. A notre avis, rien ne s'y oppose. Si la loi a permis aux ouvriers appartenant à des professions connexes ou similaires d'entrer dans les mêmes syndicats : c'est parce que ces différents ouvriers, tout en ayant des professions diverses, ont des intérêts professionnels communs qu'ils pourront mieux défendre en se réunissant en un seul syndicat. De plus, nous savons que les actes d'un syndicat sont valables, dès qu'ils tendent à la satisfaction d'intérêts professionnels communs par leur nature à tous les syndiqués. Il importe peu que le syndicat qui les passe, agisse pour le profit de tous les syndiqués, ou d'un seul d'entre eux. Enfin, comme beaucoup de contrats collectifs ne s'appliquent qu'à une seule usine, ou tout au plus à toutes celles d'une même commune, la solution contraire obligerait les ouvriers à se diviser en syndicats multiples et minuscules pour pouvoir conclure des conventions collectives.

Cette question de capacité résolue, il faut nous demander à quelles conditions les gérants d'un syndicat peuvent conclure une convention collective de travail s'imposant à tous les syndiqués ? Les conventions collectives entraînent de trop graves conséquences sur la liberté individuelle des

individus qui y sont soumis pour qu'on admette que les gérants d'un syndicat puissent, en vertu de leurs pouvoirs généraux d'administration, conclure un contrat collectif obligatoire pour tous les membres d'un syndicat. Il faudra pour cela, au moins, que la convention collective ait été approuvée, avant ou après sa conclusion, par la majorité d'une assemblée générale de syndiqués. Mais, faut-il se contenter de cette condition et décider, en conséquence, que tout syndiqué qui n'aurait pas donné sa démission du syndicat avant la conclusion du contrat ainsi approuvé est tenu de l'exécuter ou bien doit-on décider, pour qu'il en soit ainsi, que la majorité de l'assemblée chargée d'approuver l'accord collectif, représente la majorité des associés ? Enfin ne vaut-il pas mieux, étant donnés les graves effets des conventions collectives de travail, reconnaître que ces contrats ne s'appliqueront qu'à ceux des syndiqués y ayant adhéré expressément ou tacitement.

Pour soutenir qu'une convention collective de travail approuvée par la majorité d'une assemblée générale de syndiqués doit, même dans le silence *des statuts*, s'imposer à tous les membres du syndicat, sauf à ceux qui donneraient leur démission avant sa conclusion, on fait valoir que les décisions des assemblées générales d'actionnaires sont, en général, obligatoires pour tous les associés, dès qu'elles sont prises à la majorité des votants. Mais on peut répondre que, si la loi a accordé à la majorité des assemblées générales d'actionnaires, le pouvoir d'imposer sa volonté à l'ensemble des associés, elle a pris, du moins, des précautions pour que la décision prise représente bien la volonté de la majorité des associés et qu'il n'y ait pas de surprises. Les convocations adressées aux

actionnaires, doivent indiquer l'objet des délibérations qu'ils devront prendre ; de plus, la loi impose à ces assemblées des conditions de *quorum* variables, suivant la nature des décisions qu'elles ont à prendre. Les assemblées ordinaires chargées de recevoir les comptes des administrateurs, de fixer le dividende à distribuer, ne délibèrent valablement que si elles comprennent un nombre d'actionnaires représentant le quart du capital social, les assemblées extraordinaires qui ont pour but de modifier les statuts, ne peuvent délibérer que si les actionnaires présents représentent la moitié du capital social. Or, aucune réglementation semblable n'existe pour les assemblées de syndicats ; aussi, il semble impossible d'admettre que la majorité d'une assemblée générale composée, peut-être, d'une infime minorité de syndiqués puisse contraindre la grande majorité des syndiqués à respecter une convention collective contraire à ses volontés.

Mais devons-nous reconnaître ce pouvoir à la majorité d'une assemblée générale qui réunirait la majorité des syndiqués ? La question est grave ; on peut la poser en ces termes : la majorité d'un syndicat peut-elle faire la loi à la minorité en matière de conditions du travail ? Dans le sens de l'affirmative, on peut faire valoir que le pouvoir pour la majorité de faire la loi à la minorité est un des traits qui distinguent les groupements qui jouissent de la personnalité de ceux soumis au régime de l'indivision. On a dit également, en ce sens, que tout membre d'une association prend par le seul fait de son entrée dans l'association, l'engagement tacite de se soumettre aux décisions de la majorité des associés (4). Il n'y

(4) V. M. Passama *Des conventions collectives relatives aux conditions du travail*. Thèse Paris 1908, p. 91.

a pas lieu non plus, à notre avis, d'admettre ce second système. Aucun texte n'accorde à la majorité d'une association, le pouvoir d'imposer sa volonté à la minorité. Les lois de 1884 et de 1901 gardent un silence complet sur les pouvoirs des assemblées d'associations.

Le droit pour la majorité des membres d'une société de faire la loi à la minorité, n'est proclamé par le législateur que pour les sociétés par actions et encore, dans ces sociétés, les bases substantielles des statuts ne peuvent être modifiées que par une assemblée extraordinaire délibérant aux conditions de *quorum* exigées par l'article 31 de la loi de 1867 et seulement si les statuts lui donnent le pouvoir de le faire. Dans les sociétés par intérêts, si le gérant peut faire seul les opérations nécessaires à la marche des affaires sociales, et qu'on qualifie d'actes d'administration, il ne peut faire aucun acte de disposition sans le consentement unanime des associés, à moins que les statuts ne donnent à la majorité le droit de les autoriser (1). Enfin les conventions collectives portent trop

(1) Cependant, le courant de la législation et de la jurisprudence tend vers l'extension dans les groupements d'individus des pouvoirs des majorités. C'est ainsi que l'art. 745 du Code civil allemand permet, dans toutes les indivisions, à la simple majorité de statuer sur le mode d'administration ou de jouissance de l'objet commun, ce que la loi française ne permet que pour l'indivision portant sur un navire (art. 22 du Code de commerce).

Dans le droit des sociétés, la jurisprudence se montre de plus en plus favorable au pouvoir des assemblées extraordinaires des sociétés par actions de modifier leurs statuts, à la condition de ne pas en changer les bases substantielles. Et encore restreint-elle de plus en plus le nombre des clauses substantielles que l'unanimité des actionnaires peut seule modifier, en accordant à l'assemblée extraordinaire pleins pouvoirs, sauf à ne pas lui permettre d'augmenter la dette d'apport demandée primitivement à l'actionnaire, de lui enlever son action et aussi de modifier l'objet de la société.

atteinte à la liberté du travail de ceux qu'elles obligent pour qu'on puisse admettre que tout syndiqué, par le seul fait de son adhésion au syndicat, s'engage tacitement à observer tous les contrats collectifs que la majorité des syndiqués voudra conclure.

Il faut aussi tenir compte que, si la majorité d'un syndicat pouvait à elle seule conclure une convention collective liant les opposants, elle pourrait, pour mieux satisfaire ses intérêts propres, léser gravement ceux de la minorité. La majorité d'un syndicat patronal pourrait accepter une convention collective, uniquement pour amener la ruine de certains membres de la minorité, incapables d'en supporter les charges (1). Du côté ouvrier une majorité de syndiqués médiocres pourrait, pour hausser le taux général du salaire, consentir à une rémunération insuffisante de travaux exigeant une habileté technique particulière. Enfin, il faut aussi dire que bien des ouvriers cessent de faire partie des syndicats sans se faire rayer de leurs listes ; celles-ci sont mal tenues et, par toutes ses raisons, il est impossible de savoir le nombre total des membres d'un syndicat, et par suite, quel chiffre représente la majorité d'entre eux. On a bien proposé, pour pouvoir déterminer qui est syndiqué et qui ne l'est pas, d'obliger les syndicats à publier les listes de leurs adhérents, mais pour beaucoup, cette mesure amènerait la démission de la plupart de leurs membres. Aussi, vaut-il mieux décider, au moins en l'absence d'une clause des statuts réglant cette question, que les contrats collectifs passés par les syndicats n'obli-

(1) C'est ce qu'indique nettement le remarquable rapport de M. Colson à la *Société d'Etudes législatives*. V, *Bull.* 1907, fasc. 2.

gent que ceux des syndiqués qui y adhèrent avant leur conclusion ou après. Cette solution n'est pas aussi rigoureuse pour les syndicats qu'on pourrait le croire. Le consentement du syndiqué pourra, en effet, être tacite et il résultera notamment du fait qu'il sera resté dans le syndicat un certain temps après avoir eu connaissance de la conclusion de l'accord. Le projet de la Société d'Etudes législatives admet cette manière de voir. Il ne considère, en effet, comme obligés par la convention collective que les patrons et les ouvriers qui n'auront pas quitté le syndicat dans les quatorze jours qui suivent sa conclusion (1).

Cependant, si les statuts d'un syndicat décidaient qu'une assemblée générale pourrait à telles conditions de *quorum* et de majorité déterminées, conclure une convention collective obligatoire pour tous les syndiqués, cette clause devrait-elle recevoir son exécution? Il y a là une question difficile à résoudre. On peut dire, pour soutenir la négative, que cette clause équivaut à une adhésion donnée à l'avance, par chaque syndiqué aux contrats collectifs votés par cette assemblée, alors qu'il n'est même pas encore question de les conclure. Or, si l'on peut admettre la validité des conventions dont toutes les clauses sont fixées dans un texte imprimé par une seule des parties, l'autre accep-

(1) Voir art 48. On trouvera ce projet dans le *Bull. de la Soc. d'ét. législ.* 1907, fasc. 2. Le projet du Gouvernement déposé par M. Viviani sur le bureau de la Chambre le 11 juillet 1910, réduit ce délai à trois jours francs à partir du dépôt de la convention au secrétariat du Conseil de prudhommes du lieu de sa conclusion. Sur les signes auxquels on reconnaît la qualité de syndiqués. Voir M. Adrien Carpentier. *Répertoire Syndicats professionnels*, n° 110 et suivants.

tant ces clauses dans leur ensemble, par cela même qu'elle appose sa signature au bas du traité qui lui est offert et dont elle ne peut demander la modification, ainsi que cela a lieu pour les polices d'assurances et les règlements d'ateliers; il semble bien impossible d'admettre qu'une personne puisse être obligée par un contrat, si elle a donné son consentement à un moment où ses clauses n'étaient pas encore déterminées. Une convention est un accord de volontés entre un certain nombre de personnes sur des obligations qu'une d'entre elles ou plusieurs entendent assumer, cet accord ne peut se produire qu'au moment où les engagements qu'il a pour but de faire naître sont déterminés. C'est pourquoi on déclare nul la clause compromissaire. Cette nullité est prononcée, parce que, quand les litiges à soumettre à un arbitrage ne sont pas encore nés au moment de la rédaction du compromis, les parties qui signent ce compromis ne peuvent connaître au juste les obligations qu'il entraîne à leur charge (1). Si une personne pouvait donner son consentement à une convention dont les clauses ne sont pas encore fixées, elle pourrait, n'ayant pas donné son adhésion en connaissance de cause, être tenue d'engagements qu'elle n'aurait nullement voulu contracter. Cette solution doit d'autant plus prévaloir pour les conventions collectives de travail que celles-ci apportent des restrictions considérables à la liberté de contracter et à la liberté du travail de ceux qu'elles obligent, ces restrictions ne peuvent être admises que si ceux qui y sont soumis ont donné leur consentement en pleine connaissance de cause.

(1) D'après l'art. 1583 du Code civil, il n'y a vente que lorsque les parties sont d'accord sur la chose et le prix.

Néanmoins, malgré ces arguments, il n'y a pas lieu d'admettre cette manière de voir. Le principe de bon sens, d'après lequel le consentement donné à une convention, pour être véritable, doit suivre la détermination de ses clauses est nécessairement laissé de côté pour les contrats passés en vertu d'un mandat.

Alors, le consentement du mandant à l'acte passé par le mandataire dans la limite de ses pouvoirs est présumé, d'une manière irréfragable par la procuration qu'il a donnée à ce dernier. Or, si d'après les statuts d'un syndicat, la majorité d'une assemblée générale a le pouvoir de conclure une convention collective obligatoire pour tous les syndiqués, cette clause doit s'analyser en un véritable mandat donné par chaque syndiqué, qui, en entrant dans le syndicat, adhère à ses statuts, à la majorité de cette assemblée, de l'obliger par ses conventions collectives. Ce mandat étant donné dans les statuts est même irrévocable, ou du moins, les syndiqués ne peuvent le révoquer que s'ils rompent le contrat d'association, c'est-à-dire s'ils quittent le syndicat avant la conclusion de l'accord ; il ne suffirait pas pour cela, qu'ils se rangent dans la minorité opposante de l'assemblée chargée de le conclure.

Seulement, il ne faut pas oublier qu'il est nécessaire que les pouvoirs d'un mandataire soient déterminés pour qu'on puisse dire que son mandant lui laisse, en connaissance de cause, le pouvoir de l'engager, que, par suite, ce mandant a voulu l'acte accompli pour son compte par son mandataire. C'est, précisément, pour empêcher un mandant d'être tenu d'obligations qu'il n'aurait pas voulu contracter que l'article 1988 du Code civil stipule que les mandats conçus en termes généraux ne permet-

tent aux mandataires que les actes d'administration, non ceux de disposition. Par application de la pensée à laquelle obéit cet article, il a été décidé qu'une assemblée extraordinaire de société par actions n'a le droit de modifier les bases substantielles des statuts que si ceux-ci indiquent très nettement les changements qu'elle pourra effectuer dans cet ordre de clauses, précisent notamment qu'elle pourra augmenter la dette d'apport des associés, changer l'objet de la société, modifications qu'on considère comme affectant les bases substantielles du contrat de société. Il ne suffirait pas, pour qu'une mesure de ce genre puisse être prise par une assemblée extraordinaire que les statuts lui donnent en termes vagues le pouvoir de modifier leurs clauses substantielles. De même, pour que la majorité d'une assemblée de syndicat puisse conclure une convention collective s'imposant à tous les syndiqués, il ne suffirait pas que les statuts disposent que les décisions de la majorité d'une assemblée s'imposeront à tous les membres du syndicat ; il faut qu'ils indiquent que cette règle s'appliquera même aux conventions collectives de travail. Il serait même bon que les statuts précisent la principale obligation que le syndicat veut faire peser sur ses membres par suite des contrats collectifs approuvés par la majorité d'une assemblée de syndiqués : obligation pour l'ouvrier de ne travailler chez aucun patron signataire ou non du contrat à des conditions inférieures à celles qu'il détermine ; engagement pour tout patron syndiqué de n'employer aucune personne faisant partie ou non du syndicat ouvrier contractant au dessous des conditions fixées au contrat signé par le syndicat. Cette dernière exigence se comprend, pour le moment, si l'on veut donner aux conven-

tions collectives ainsi conclues, ces graves effets, lesquels sont encore inconnus des patrons et des ouvriers. Alors, on peut dire, qu'en entrant dans le syndicat, ses membres ont donné, en connaissance de cause, mandat à la majorité de les obliger par les conventions collectives qu'elle approuvera. Ils savaient quelles obligations leur présence dans le syndicat pouvait amener à leur charge, c'était à eux à ne pas y entrer ou à ne pas y rester.

Enfin, pour que la majorité d'une assemblée générale puisse se dire mandataire des syndiqués, en vertu des statuts, à l'effet de conclure une convention collective obligeant tous les syndiqués, il faut aussi que les statuts précisent les conditions dans lesquelles cette assemblée pourra avoir lieu ; ils doivent, pour cela, fixer le nombre de membres qu'elle devra comprendre ; exiger que les convocations adressées aux syndiqués, mentionnent l'objet des délibérations de l'assemblée et soient envoyées un certain temps à l'avance, afin qu'il n'y ait pas de surprises.

§ 3. — Effets des conventions collectives de travail à l'égard des non-syndiqués.

Nous avons dit que quand un syndicat ouvrier passe un contrat collectif de travail, il stipule souvent que ses dispositions s'appliqueront même dans les rapports des parties contractantes avec les non syndiqués. Il y a là des stipulations pour autrui valables. Les non syndiqués sont, en effet, des tiers véritables pour le syndicat. De plus, ces stipulations ont lieu bien moins dans l'intérêt des non syndiqués que dans celui du syndicat. Sans elles

les patrons feraient travailler plutôt des non syndiqués qu'ils paieraient à un salaire inférieur, en sorte que les dispositions mêmes du contrat collectif réduiraient au chômage un certain nombre de syndiqués. Le syndicat qui les conclut, stipule ainsi pour lui-même et pour autrui. Enfin, l'engagement pris par un patron de n'employer aucune personne même non syndiquée à des conditions inférieures à celles du contrat collectif n'a pas pour cause une promesse faite par le syndicat ouvrier que les non syndiqués observeront le contrat collectif à son égard ; cette promesse serait nulle comme étant faite pour autrui. L'obligation du patron a pour cause l'engagement, en sens inverse, valablement pris par les membres du syndicat ouvrier de ne travailler chez aucun patron, même non signataire de la convention collective, à des conditions inférieures à celles déterminées par ce dernier accord. Un contrat collectif conclu par un syndicat ne peut, en effet, obliger les non syndiqués que s'ils y adhèrent expressément ou tacitement, puisqu'il est pour eux une *res inter alios acta*. L'adhésion tacite pourra, d'ailleurs, être rarement admise. Mais, tout individu qui entre dans un syndicat doit être considéré comme adhérent tacitement aux conventions collectives que celui-ci a conclues.

Du moment que les ouvriers non syndiqués ne sont pas, en principe, obligés par les contrats collectifs conclus par un syndicat, il est certain que, si un patron signataire d'une de ces conventions venait à conclure avec un non syndiqué un louage individuel de travail contraire aux dispositions du contrat collectif qu'il a passé, ce louage ne serait pas nul, alors même que sa nullité aurait été stipulée au contrat collectif. Ce patron pourra seule-

ment être actionné en exécution ou en dommages-intérêts par son syndicat ou par chacun de ses co-syndiqués. Cependant, dans le silence d'un louage individuel de travail passé même entre non syndiqués, les règles admises par un contrat collectif de travail pourront être déclarées applicables entre eux, si ces règles sont suivies par un nombre tel de patrons et d'ouvriers qu'on puisse les considérer comme constituant l'usage de la profession dans la région. D'ailleurs dans ce cas, il n'y a pas à vrai dire, application véritable du contrat collectif; il y a plutôt application des usages de la profession; tels que les révèlent les clauses du contrat collectif, dès qu'il est observé par presque tous les employeurs et employés de la région. Les non syndiqués qui ne rédigent pas complètement leurs contrats individuels sont censés se référer à ces usages, qu'ils ne peuvent pas ne pas connaître. Tant que le contrat collectif sera un véritable contrat et n'aura pas le caractère d'un règlement obligatoire pour tous, il ne pourra obliger que les parties y ayant adhéré expressément ou tacitement. Aussi, quand les clauses d'un contrat collectif de travail ne sont applicables entre un employeur et un ouvrier que parce qu'elles constatent les usages de la profession, rien n'empêche les contrats individuels conclus entre ces deux personnes de déroger aux dispositions de la convention collective. Au contraire, quand une personne adhère à une convention collective, elle est tenue d'en observer les clauses dans tous les louages individuels de travail qu'elle viendra à conclure, sinon elle devra, au moins, payer des dommages-intérêts aux autres parties à la convention (1).

(1) Néanmoins, nous ne pouvons approuver l'innovation proposée

Il faut dire aussi que l'usage ne peut suppléer à certaines clauses d'une convention que parce qu'il est des dispositions tellement fréquentes dans un même genre de contrats qu'on peut dire que les parties qui n'en insèrent pas d'autres dans une convention de cette espèce, entendent se conformer à celles qui sont habituelles par celà même qu'elles n'y dérogent pas. Si elles ne les ont pas reproduites, c'est qu'elles ont jugé inutile de le faire. Invoquer un usage pour soutenir que les dispositions qu'il règle, doivent être considérées comme sous-entendues dans une convention, c'est ainsi faire valoir une présomption de fait. Or, ce mode de preuve n'est admissible que dans les litiges où la preuve par témoins l'est également. De plus, le louage de services a le caractère d'un acte mixte : il est commercial pour le patron, en vertu de la théorie de l'accessoire, c'est un acte se rattachant à la conduite de son entreprise, tandis qu'il constitue un acte civil pour l'ouvrier.

par l'art. 18 du projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat collectif de travail. D'après cet article, quand il n'existe qu'un seul contrat collectif, pour une profession ou une région, les dispositions de cette convention s'appliqueront à tous les contrats individuels qui ne dérogeront pas expressément aux conditions de l'accord collectif. Ainsi il suffirait qu'un contrat collectif soit conclu par une infime minorité d'ouvriers et de patrons pour qu'il fasse, à la seule condition d'être unique dans la profession ou la région, la loi à la grande majorité des ouvriers et patrons de la profession ou de la région. Il y a là une disposition inadmissible. Il est vrai qu'on pourra déroger à cette convention collective, mais il faudrait, pour cela, la connaître. Le projet prescrit son dépôt à la justice de paix ou au conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion, mais comment connaître la justice de paix où ce dépôt a été effectué ? Il y a là une mesure de publicité insuffisante.

Il en résulte que, si un ouvrier ou un employé poursuit son patron, il pourra toujours faire valoir que les règles inscrites au contrat collectif étant appliquées dans presque toutes les entreprises de la région, il est présumable qu'en fait, le patron a voulu s'engager conformément à leurs dispositions. La preuve par témoins est toujours admise en matière commerciale et, par conséquent, les présomptions de fait. Au contraire, l'employeur ne pourra demander contre son ouvrier l'application des clauses de ce contrat collectif que si aucun écrit n'a été dressé pour constater leurs conventions et si l'intérêt en litige ne dépasse pas 150 francs. Ce n'est que dans ce cas que les preuves par témoins et par présomptions de fait sont possibles en matière civile.

§ 4. — Du rôle juridique des syndicats dans la conclusion des contrats collectifs de travail et des obligations qu'ils font naître.

Si l'on désire qu'une convention collective conclue entre deux syndicats soit sérieusement sanctionnée, il est nécessaire que chaque syndicat puisse agir en justice contre tout syndiqué contrevenant appartenant au syndicat adverse ou à lui-même, à l'effet d'obtenir de sa part le respect du contrat collectif; que chaque membre de l'un ou de l'autre syndicat puisse en faire de même s'il a intérêt à ce que la convention collective soit exécutée. Enfin, il faut également qu'un recours soit ouvert à chaque syndicat et à chacun de ses membres contre l'autre syndicat, soit que, par le fait de ses préposés ou de ses organes délibérants, il compromette l'exécution loyale du traité, soit que, à raison du grand nombre de

syndiqués qui violent la convention collective, on pourrait dire qu'il y a rupture collective du contrat et que le syndicat lui-même ne tient pas ses engagements. La question de savoir si ces différents recours pourront sanctionner les contrats collectifs dépend du rôle juridique joué par le syndicat dans leur conclusion. Deux théories principales ont été soutenues à cet égard. D'après l'une, le syndicat qui conclut un contrat collectif de travail ne serait que le mandataire des syndiqués, d'après l'autre il jouerait, à leur égard, le rôle de stipulant pour autrui. Il nous faut examiner successivement chacune de ces deux théories (1).

1° *Théorie du mandat.*— Pour soutenir cette théorie, on fait valoir que les contrats collectifs de travail ne sont jamais conclus sans que les syndiqués en aient discuté les clauses dans une assemblée générale. C'est donc après avoir reçu des ordres, un mandat des syndiqués, que le syndicat passe son contrat. Mais, il va d'abord de soi que cette manière de voir est inadmissible si l'on pense qu'une convention collective approuvée par la majorité des syndiqués s'impose même à la minorité, car alors le syndicat ne peut être considéré comme le mandataire des opposants ; ceux-ci ne lui ont donné aucun mandat et c'est en vertu de la seule loi de la majorité, malgré leur volonté, qu'ils sont obligés de respecter le contrat collectif. Néanmoins, même si l'on admet que les conventions collectives n'obligent que ceux des syndiqués y ayant adhéré, il est des syndiqués à l'égard

(1) Pour les autres théories qui ont été soutenues, voir la thèse de M. Nast, p. 147, et la thèse de M. Passama, p. 84, toutes deux déjà citées.

desquels le syndicat ne peut être considéré comme mandataire.

Le mandat suppose, en effet, en général, une procuration préalable, or les futurs syndiqués, les opposants qui restent dans le syndicat, ne sont obligés par la convention collective qu'en vertu d'une adhésion postérieure à sa conclusion. A l'égard de ces personnes, on pourrait plutôt voir dans le syndicat un gérant d'affaires.

Enfin, cette théorie n'est pas très favorable à une sanction efficace des contrats collectifs. Sans doute, on s'explique bien avec elle, que chaque syndiqué puisse agir en exécution des contrats collectifs conclus par son syndicat. Celui-ci n'étant que le mandataire de ses membres, les effets de la convention se réalisent directement en la personne des syndiqués. Chaque membre du syndicat est partie au contrat collectif, aussi peut-il, dès qu'il y a intérêt, réclamer à l'un quelconque des patrons ou des ouvriers de l'autre syndicat l'exécution des engagements que celui-ci a pris envers lui. Mais cette théorie, par cela même qu'elle considère le syndicat comme le simple mandataire des syndiqués et non comme partie au contrat collectif, lui refuse toute action en exécution lui appartenant en propre. Le contrat qu'il a passé n'a pu faire naître aucun droit en sa personne ; aussi sa violation ne peut créer que des actions individuelles nées dans le patrimoine des syndiqués lésés. Le syndicat pourra bien exercer ces actions à titre de mandataire des membres qui les possèdent ; mais alors, comme tout mandataire *ad litem*, il devra observer la règle « nul, en France, ne plaide par procureur », c'est-à-dire justifier des procurations des syndiqués pour le compte desquels

il agit et faire suivre son nom de celui de ses mandants dans tous les actes de procédure.

Il est vrai que beaucoup d'auteurs pensent que le syndicat qui conclut un contrat collectif de travail agit à titre de *mandataire légal* des syndiqués et non de mandataire conventionnel, il en résulterait que le syndicat peut agir en exécution sans procuration de ses membres, sans observer la règle « nul ne plaide par procureur ». Mais cette doctrine est encore moins admissible que la précédente. Quand un mandataire légal a le pouvoir d'accomplir un acte déterminé, celui qu'il représente ne peut, pour faire cet acte, choisir un autre représentant. Par conséquent, si le syndicat était le mandataire légal des syndiqués pour la conclusion des contrats collectifs, il serait aussi leur mandataire exclusif. Or, les syndiqués qui veulent passer un contrat collectif ne sont pas obligés de se servir du syndicat, ils peuvent avoir recours à un simple comité de grève (1). De plus, cette théorie conduirait à décider que la minorité des syndiqués est obligée d'exécuter toute convention collective ratifiée par la majorité. Tout acte accompli par un mandataire légal, dans la limite de ses pouvoirs, oblige celui qu'il représente, malgré sa volonté. Enfin, si les syndicats sont capables de passer des conventions collectives de travail parce qu'elles ont pour but la défense des intérêts de leur profession, aucun texte ne leur donne le mandat d'en conclure.

D'ailleurs, même en considérant le syndicat comme

(1) Cette objection à la théorie du mandat légal a été faite notamment par M. Moissenet et M. Laronze. Voir M. Moissenet *Contrats collectifs en matière de conditions du travail*, thèse Lyon 1903, p. 172. M. Laronze, *De la représentation des intérêts collectifs et juridiques des ouvriers dans la grande industrie*. Thèse Paris, p. 396

un mandataire légal, il pourra bien agir en justice, sans observer la règle « nul ne plaide par procureur », mais il n'en exercera pas moins les actions de ses membres et non des actions lui appartenant en propre. Il en résulte que si l'inexécution de la convention lui a causé un préjudice, en amenant une diminution du nombre des syndiqués, il ne pourra nullement en demander la réparation.

Il ne suffit pas, en effet, d'être lésé dans ses intérêts pour avoir droit à une indemnité, il faut, de plus, que le dommage subi résulte d'une faute, c'est à dire de la violation d'une obligation légale ou conventionnelle existant envers la personne lésée. Or le syndicat n'étant pas partie au contrat, aucun engagement de respecter la convention n'a été pris envers lui, aussi la partie qui ne l'exécute pas, ne viole à son égard aucune obligation, et ne lui doit, par conséquent, aucune indemnité. Le syndicat ne pourra que réclamer la réparation des dommages subis par ses membres et il devra naturellement remettre les sommes par lui obtenues aux syndiqués pour le compte desquels il aura agi.

b) Théorie de la stipulation pour autrui (1). — Dans une seconde opinion, on soutient que le syndicat qui conclut un contrat collectif de travail, joue, par rapport aux syndiqués, le rôle de stipulant pour autrui. Ses stipulations seraient valables et lieraient immédiatement les patrons envers les ouvriers syndiqués, car elles s'appuieraient sur la promesse faite par le syndicat aux patrons de faire son possible pour que les syndiqués reprennent le travail

(1) Cette théorie a été soutenue avec beaucoup de force par M. Raynaud, p. 284. Laronze, p. 413. Mais elle a déjà été vigoureusement critiquée par M. Nast, p. 137, et M. Passama, p. 80.

aux conditions fixées. En faveur de cette doctrine, on fait valoir qu'elle aurait le grand avantage de permettre au syndicat d'exercer une action en exécution de la convention collective. Le stipulant pour autrui, peut, en effet, contraindre le promettant à l'exécution de son engagement envers le tiers dès qu'il a intérêt à l'exécution de sa promesse. Or, le syndicat a un intérêt moral et pécuniaire à agir en exécution. L'inobservation de la convention porte, en effet, atteinte à son prestige, à la confiance que les ouvriers ont dans l'efficacité de ses efforts, et peut, par suite, amener des syndiqués à le quitter. De leur côté, les syndiqués, en leur qualité de tiers bénéficiaires, jouiront chacun d'une action individuelle en exécution des stipulations conclues en leur faveur. Ces actions prendront naissance directement dans leurs patrimoines au jour même de la conclusion du contrat collectif, avant même qu'ils l'aient ratifié, ainsi que cela a lieu pour tout tiers bénéficiaire d'une stipulation pour autrui.

Cependant, malgré tous les arguments qu'on fait valoir en faveur de cette doctrine, il n'y a pas lieu non plus de l'admettre. Une promesse faite par un stipulant à un promettant ne peut valider une stipulation pour autrui, que si elle constitue une véritable obligation civile dont l'inexécution puisse donner lieu à des dommages-intérêts envers le promettant. Or le syndicat, en admettant qu'il s'engage à faire son possible pour que le travail soit repris aux conditions qu'il a fixées, n'entend contracter qu'un simple engagement moral, de faire en sorte que les ouvriers acceptent la convention par lui conclue, et cet engagement ne peut, par sa nature, donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts envers les pa-

trons(1). Il n'en serait autrement que si le syndicat avait promis d'obtenir la reprise du travail aux conditions par lui stipulées. Dans ce cas, il s'obligerait à rapporter le consentement, la signature des syndiqués au contrat qu'il passe et prendrait un véritable engagement de porte-fort. Il devrait réellement faire toutes les démarches nécessaires pour décider les syndiqués à reprendre le travail ; et s'il n'y réussissait pas, il serait tenu, comme tout porte fort qui n'obtient pas l'adhésion du tiers qu'il a promise, de payer des dommages-intérêts aux patrons. Mais un engagement de cette nature est rare dans les contrats collectifs de travail.

Outre cette objection, la théorie de la stipulation pour autrui se heurte à bien d'autres. Tout d'abord, comme celle du mandat, elle ne peut être admise si l'on pense que les contrats collectifs conclus par la majorité des syndiqués oblige la minorité. Les tiers bénéficiaires d'une stipulation pour autrui ne sont pas tenus de la ratifier, ils peuvent s'ils le préfèrent renoncer au droit qu'elle a créé à leur profit. De plus, le contrat collectif est synallagmatique, s'il crée des droits pour les syndiqués, il fait naître aussi à leur charge des obligations. En considérant le syndiqué comme autrui pour le syndicat, cette théorie lui fait jouer ainsi le double rôle de stipulant pour autrui et de promettant pour autrui. Or, si la stipulation pour autrui est valable dans certains cas, la promesse pour autrui est toujours nulle. Aussi cette théorie, tout en sanctionnant apparemment, très sérieusement les contrats collectifs, conduit, en réalité, à leur refuser toute valeur obligatoire. Les patrons ne se sont engagés envers les

(1) En ce sens, M. Nast, p. 142. Laronze, p. 408. Moissenet, p. 173.

syndiqués, qu'à la condition que ceux-ci seraient tenus d'observer les promesses faites par leur syndicat. Leurs obligations et celles des ouvriers se servent mutuellement de cause, et si celles-ci sont nulles, les engagements des patrons manquent de cause et sont nuls également.

En tout cas, avec elle, aucun recours n'est possible contre le syndiqué qui viole la convention, s'il est autrui pour le syndicat, il ne peut être obligé par ses promesses. De même aucun recours ne serait ouvert contre le syndicat lui-même, en cas de rupture collective de la convention, car le promettant pour autrui ne s'oblige personnellement à rien et ne garantit nullement l'exécution de la promesse qu'il fait pour autrui.

Enfin, cette théorie part de l'idée inexacte que les membres d'une association peuvent être considérés comme des tiers pour celle-ci. S'il est vrai que la personnalité du syndicat est distincte de celle des syndiqués, elle n'est pas néanmoins accordée à un être fictif distinct des syndiqués, mais au groupe même de ces derniers. Le syndicat, personne morale, n'est autre que le groupe des syndiqués reconnu par la loi, apte à accomplir tous les actes juridiques ayant pour but la satisfaction des intérêts professionnels communs à ses membres. Aussi, quand le syndicat stipule dans l'intérêt professionnel de tous les syndiqués, ceux-ci ne sont pas les tiers bénéficiaires d'une stipulation pour autrui. Ils sont les éléments mêmes de la partie collective stipulante, eux-mêmes stipulants et promettants à titre de membres du groupe contractant. Seulement s'il en est ainsi, il semble que le syndicat seul puisse agir en exécution de la convention qu'il a conclue et non chacun des syndiqués. Chaque associé n'est stipulant qu'en tant que membre du groupe stipulant; les

patrons se sont engagés envers l'ensemble des ouvriers syndiqués et non chacun d'eux. De même on ne peut, semble-t-il, considérer le syndicat comme partie au contrat collectif et, par suite, tenu de l'exécuter si l'on admet ainsi que nous l'avons fait, que seuls les syndiqués qui y adhèrent, sont tenus de l'observer. Dès qu'une convention collective est approuvée par la majorité d'une assemblée générale, le syndicat est engagé et, par suite, chacun de ses membres. Mais ces conséquences doivent être repoussées comme contraires à l'intention commune des syndiqués. Les syndiqués qui approuvent la conclusion de l'accord dans l'assemblée générale n'entendent pas seulement faire naître par sa conclusion des droits collectifs appartenant au syndicat ; mais aussi des droits individuels dont chacun d'eux sera le titulaire. Chacun des membres de la majorité entend être lui-même partie au contrat collectif, à côté du syndicat, car il ne veut pas que la protection de ses intérêts soit laissée à la discrétion de son association.

Pour cela, ces syndiqués donnent mandat aux gérants d'engager la collectivité et chacun d'entre eux, en sorte que les négociateurs de la convention représentent non seulement le syndicat ; mais aussi chacun des syndiqués qui ont voté pour la conclusion du contrat collectif. De leur côté les opposants, par celà même qu'ils ne sont tenus d'exécuter la convention collective qu'en leur qualité de membres du groupe débiteur peuvent échapper à toute obligation, en donnant leur démission du syndicat. Cependant, s'ils restent un certain temps dans le syndicat après la conclusion du contrat collectif, ils doivent être considérés comme l'ayant ratifié tacitement, y deviennent également parties personnelles, aussi ne

peuvent-ils se libérer de leurs obligations en abandonnant l'association. Les gérants du syndicat qui concluent un contrat collectif de travail, sont ainsi mandataires du syndicat et de chacun des membres de la majorité de l'assemblée générale, et gérants d'affaires des opposants qui restent dans le syndicat ainsi que des futurs syndiqués.

Enfin, dans le cas où une clause des statuts du syndicat donnerait à la majorité d'une assemblée générale le pouvoir de conclure un contrat collectif opposable à tous les syndiqués, il faudrait dire que chaque syndiqué a donné, dans les statuts, par le seul fait de son adhésion à ceux-ci, mandat à la majorité de cette assemblée, d'engager par l'intermédiaire des gérants, le syndicat et chacun de ses membres. Les administrateurs du syndicat jouent alors en quelque sorte par rapport à chaque syndiqué le rôle de mandataires substitués de la majorité de l'assemblée générale, laquelle, ne pouvant passer elle-même le contrat collectif, est obligée, dans ce but, pour exécuter le mandat qu'elle a reçu des statuts, de se substituer comme mandataires quelques individus physiques déterminés.

Les syndicats et chacun des syndiqués sont donc parties au contrat collectif et chacune de ces parties collectives ou individuelles s'engage à exécuter la convention envers toutes les autres. Cette manière de voir sur le rôle juridique des syndicats et des syndiqués dans la conclusion des contrats collectifs de travail conduit ainsi à sanctionner par tous les recours désirables toute infraction dont ils viendraient à être l'objet. Si un syndiqué quelconque viole une convention collective qu'il a ratifiée son propre syndicat, chacun de ses co-syndiqués, le

syndicat adverse et chacun de ses membres pourront, s'ils y ont intérêt, le contraindre au respect des engagements qu'il a pris envers eux. De même le syndicat étant partie au contrat pourra être lui-même actionné en dommages-intérêts, si par le fait de ses préposés ou de ses organes délibérants il en empêche l'exécution loyale, et aussi, dans le cas où la convention étant inexécutée par la majorité des syndiqués l'on pourrait dire que le syndicat entier viole les engagements qu'il a contractés. Mais il ne suffirait pas, pour qu'un recours soit ouvert contre le syndicat, que la convention collective soit inexécutée par quelques syndiqués seulement. Les syndicats, en effet, n'entendent pas se porter garants de l'exécution du contrat par leurs membres et ce n'est que lorsque l'inexécution de la convention provient de la majorité des syndiqués, comme dans le cas d'une grève ou d'un lock-out, que le syndicat lui-même peut être considéré comme ne tenant pas ses engagements.

Les obligations qui résultent d'une convention collective de travail sont toutes des obligations de faire ou de ne pas faire. Les ouvriers et les patrons s'engagent à insérer ou à ne pas insérer certaines clauses dans les louages individuels de travail qu'ils concluront entre eux. Aussi, conformément aux principes généraux, leur inexécution donnera naissance contre le contrevenant à deux sortes d'actions, 1° des actions en exécution pour l'avenir, tendant à sa condamnation au paiement d'astreintes par jour de retard ; 2° Des actions en dommages-intérêts ayant pour but la réparation du préjudice que l'inexécution de la convention a causé dans le passé. Nous verrons, dans le chapitre consacré au droit d'ester en justice des syndicats, quelle sorte de préjudice peut causer à un syndicat

l'inobservation d'un contrat collectif et, par suite, quand il lui sera possible d'obtenir des dommages-intérêts.

Outre la possibilité de faire condamner le syndiqué qui viole ses engagements au paiement d'astreintes, de dommages-intérêts, y a-t-il lieu d'admettre la nullité des clauses d'un louage individuel de travail intervenant entre deux personnes liées par une convention collective et qui seraient contraires aux dispositions de cet accord ? Du moment que le but du contrat collectif est d'élever les conditions du travail, grâce à l'entente collective entre les salariés, il est rationnel d'admettre que ceux-ci, retombés après sa conclusion dans leur isolement, ne puissent pas, dans leurs louages individuels de travail, consentir de travailler à des conditions inférieures à celles fixées à la convention collective. Aussi nous approuvons les dispositions des différents projets qui prononcent la nullité de ces clauses dérogatoires ; mais, dans le droit actuel, cette sanction peut-elle être admise ? On dit, dans le sens de l'affirmative, que le contrat collectif de travail n'a pas été conclu par les seules parties au louage individuel, et qu'un contrat ne peut être résilié que du consentement de toutes les parties contractantes. Cela est exact, mais deux parties à une convention peuvent toujours convenir qu'elle ne s'appliquera pas entre elles, les obligations qui existent entre ces deux personnes sont nées de leur accord de volontés, un nouvel accord de leurs deux volontés peut les détruire. D'ailleurs une personne, peut toujours, en principe, renoncer au droit qu'elle possède à l'égard d'une autre.

La convention que ces deux personnes ont signée n'en restera pas moins debout et continuera à les obliger envers les autres parties contractantes. Il en résulte que, si

deux parties liées par une convention collective de travail viennent à conclure un louage individuel à des conditions inférieures à celles déterminées à l'accord collectif, aucune d'elles ne pourra réclamer à l'autre l'exécution de ce dernier contrat. Ces parties ont convenu que la convention collective de travail ne s'appliquera plus entre elles, et renoncé valablement aux droits qu'elles en tiraient l'une à l'égard de l'autre ; mais les autres parties au contrat collectif envers lesquelles elles s'étaient également engagées à le respecter, les syndicats et chacun de leurs membres pourront les actionner en justice pour obtenir l'exécution des engagements qu'elles ont pris envers eux. Ce n'est que pour se délier de ces différentes obligations qu'il faudrait à deux parties à un louage individuel de travail, le consentement de toutes les parties signataires du contrat collectif.

Toutefois, la question devient très délicate dans le cas où le contrat collectif prononcerait lui-même la nullité des clauses des louages individuels de travail conclus entre les parties qu'il oblige et qui seraient contraires à ses dispositions. Il va de soi, d'abord, que cette nullité ne pourrait être invoquée que par les parties qui auraient consenti entre elles à ne pas exécuter le contrat collectif et non par leurs syndicats respectifs. Si un ouvrier tenu d'exécuter le contrat collectif consent à travailler chez un patron signataire à un salaire inférieur à celui fixé à l'accord conclu par son syndicat, ce dernier ne pourra invoquer la nullité du louage de travail ainsi conclu pour réclamer à ce patron le supplément de salaire qu'il doit à son ouvrier en vertu du contrat collectif. Cette somme, en effet, n'est certainement pas due au syndicat. Le patron ne la doit qu'à son ouvrier. Aussi,

seul ce dernier peut en réclamer le paiement, si elle lui est due, son louage individuel de travail étant nul. Les syndicats dont les parties signataires de ce louage de travail font partie, ne pourront qu'agir contre elles en exécution du contrat collectif pour l'avenir sous peine d'astreintes, et en dommages-intérêts pour le préjudice propre causé à chacun d'eux par l'inexécution du contrat collectif dans le passé, comme si la nullité n'avait pas été stipulée.

Mais, un ouvrier ou un employé partie à un louage de travail dérogeant aux clauses d'un contrat collectif signé par lui et son employeur, pourra-t-il invoquer la disposition de ce contrat collectif qui déclare nul le louage de travail qu'il a conclu, afin d'obtenir du patron le paiement de son salaire, tel qu'il est fixé par la convention collective de travail. Pour soutenir la négative, on peut faire valoir que, si cet ouvrier et ce patron s'étaient engagés par le contrat collectif à considérer comme nulles les dispositions de leur louage individuel de travail contraires à celles du contrat collectif, cet engagement est conventionnel comme les autres, il provient de l'accord de leurs deux volontés, un nouvel accord entre eux peut l'anéantir.

Or, dès que cet ouvrier et son employeur conviennent de ne pas appliquer, dans leurs rapports particuliers, le contrat collectif de travail, ils consentent tacitement à ne pas invoquer la disposition de ce contrat qui déclare nulles leurs conventions nouvelles. Mais, il faut réfléchir que, si les personnes signataires d'un contrat collectif ont stipulé la nullité des clauses dérogatoires des louages individuels de travail qu'elles viendront à conclure, c'est que ces parties ont voulu faire naître à leur profit des droits

irrévocables ou du moins, auxquels elles ne pourraient pas renoncer plus tard en contractant individuellement entre elles. Pourquoi une convention ne pourrait elle pas de l'accord des volontés des parties contractantes faire naître des droits semblables? La volonté des parties est, en principe, souveraine, en matière contractuelle. Les seules clauses interdites dans une convention sont celles qui sont contraires aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. La disposition d'un contrat collectif qui déclare nulles les clauses dérogatoires des louages individuels de travail ne rentre dans aucune de ces catégories, et on ne peut cependant, sans en faire une lettre morte, sans lui enlever toute existence, décider que, malgré elle, un patron et un ouvrier liés par le contrat collectif, peuvent valablement convenir qu'il ne s'appliquera pas entre eux.

En tout cas, on ne peut admettre que, si deux parties liées par un contrat collectif viennent à conclure, conformément à ses dispositions, pour un temps indéterminé, un louage de services, l'employeur puisse plus tard congédier son ouvrier sous prétexte que celui-ci ne veut pas continuer de travailler à des conditions inférieures. Il n'y aurait pas là un juste motif de renvoi et l'ouvrier congédié pourrait, par suite, demander à son patron des dommages-intérêts, conformément au nouvel article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890. Tel est, au reste, le seul effet que peut produire, par lui-même, un contrat collectif de travail entre deux parties qui concluent entre elles un louage de services, si l'on pense que ces personnes peuvent, dans leur accord individuel, déroger aux clauses du contrat collectif. En effet, dans ce cas ou bien les parties, en contractant un louage individuel

de travail, conviennent de ne pas observer le contrat collectif, alors aucune d'elles ne peut se plaindre de la violation d'obligations dont elle a consenti valablement l'extinction, ou bien elles conviennent d'obéir aux clauses du contrat collectif, alors la violation de celui-ci constitue en même temps une inexécution du louage individuel. Pour qu'une partie à un contrat individuel puisse poursuivre l'autre en exécution du contrat collectif, il faut qu'elle ait consenti à nouveau à se conformer aux dispositions de celui-ci dans son louage individuel, ce qui fait qu'elle agit en vertu de l'action née de l'inexécution de ce dernier contrat (1), si l'autre partie vient à manquer à ses engagements.

§ 5. — De la validité de certaines clauses des contrats collectifs de travail.

Le but principal du contrat collectif de travail est, ainsi que nous l'avons dit, de faire en sorte que la concurrence des ouvriers entre eux, ou des patrons entre eux, n'ait pas pour résultat de faire baisser les conditions du travail au dessous d'un certain minimum. Or, pour que ce but soit atteint, il est nécessaire que les patrons signataires s'engagent à n'employer aucun ouvrier même non lié par la convention collective à des conditions inférieures à celles qui y sont déterminées. Sans cet engagement général, la concurrence des non-syndiqués subsisterait et les patrons, pouvant les faire travailler à un salaire moindre que les syndiqués, les emploieraient

(1) Voir la thèse de M. Nast sur les *Conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, *op. cit.* p. 281.

de préférence à ces derniers, en sorte que les avantages stipulés au contrat collectif aboutiraient à priver de travail un certain nombre de syndiqués. D'autre part, il faut aussi que les ouvriers adhérents à la convention collective s'engagent à n'accepter des conditions inférieures de travail d'aucun patron, même non signataire du contrat collectif, sans quoi ils mettraient les patrons engagés envers eux dans un état d'infériorité économique par rapport aux employeurs non liés par le contrat collectif, en sorte que la concurrence de ceux-ci pourrait mettre les premiers dans l'impossibilité d'observer la convention qu'ils ont acceptée. Aussi de semblables clauses sont-elles habituelles dans les contrats collectifs de travail ; mais sont-elles valables, ne sont-elles pas contraires au principe de la liberté du travail ? Ces renonciations sont analogues à celle par laquelle le vendeur d'un fonds de commerce s'engage à ne plus exercer un commerce semblable ; aussi on admet généralement leur validité aux mêmes conditions que cette dernière convention, c'est-à-dire pourvu qu'elles soient limitées à une certaine période de temps ou à une certaine région.

Il y a lieu, au contraire, d'admettre la nullité de la clause par laquelle les patrons s'engageraient à n'employer que des ouvriers syndiqués. Cette clause obligerait les non syndiqués à entrer dans les syndicats pour trouver du travail ou à y rester pour ne pas perdre leur emploi. Elle serait, par suite, contraire à l'un des caractères principaux de la loi de 1884, qui est d'être une loi de liberté. Aucun ouvrier ne doit être tenu de faire partie d'un syndicat, et s'il y entre, il doit pouvoir s'en retirer à tout moment, dès qu'il a payé les cotisations échues et celles

de l'année courante. D'ailleurs, la personnalité n'a été accordée au syndicat que pour lui permettre de défendre les intérêts professionnels de ses membres. Or, la disposition en question aurait moins pour but d'assurer cette défense que d'accroître la puissance du syndicat, en augmentant le nombre de ses membres. D'ailleurs, si l'engagement des patrons de n'employer que des syndiqués était valable, il constituerait pour eux un juste motif de renvoi des non-syndiqués. Mais il y a là une conséquence impossible à admettre. Du moment qu'un patron ne peut donner congé à un ouvrier parce qu'il est syndiqué, il ne doit pas non plus pouvoir l'exclure de ses ateliers sous prétexte qu'il n'est pas affilié à un syndicat. Le non-syndiqué ne peut être placé à cet égard dans une situation pire que le syndiqué.

Beaucoup de contrats collectifs décident que les contestations nées de leur exécution, seront soumises à un tribunal arbitral composé d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Il y a là une clause compromissoire interdite comme contraire à l'article 1006 du Code de procédure civile. Cet article exige que le compromis mentionne l'objet du litige. On en conclut qu'il ne peut avoir lieu que pour des litiges déjà nés au moment de sa rédaction, les parties ne pouvant préciser suffisamment l'objet d'un litige à naître. Cependant, la nullité de la clause compromissoire n'est pas d'ordre public, il en résulte que si les parties ont recours à l'arbitrage comme il était convenu ; elles sont censées avoir renoncé à l'invoquer. Au contraire, il faut reconnaître la validité des clauses par lesquelles les parties à une convention collective décideraient de soumettre à un arbitrage non des litiges d'ordre juridique, mais certains conflits d'inté-

rêts économiques, par exemple la convention par laquelle une commission mixte, composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, se réunira tous les semestres afin de fixer le salaire des ouvriers, en tenant compte des conditions d'achat des matières premières des industriels et du prix de vente de leurs produits manufacturés (1). Les membres de ces commissions ne sont pas des arbitres, c'est-à-dire des juges, ils ont un rôle analogue à celui de l'expert qu'un vendeur et un acheteur chargent de fixer le prix d'une vente ; ce sont des mandataires chargés de déterminer les clauses d'une convention et non des juges, lesquels doivent se borner à interpréter une convention conclue afin de savoir les droits des parties.

Il en résulte que leurs décisions ne peuvent avoir que la force obligatoire des conventions sous seings privés. Aussi, à la différence des véritables sentences arbitrales rendues dans un conflit de droits, dans un litige, elles ne peuvent ni devenir exécutoires, ni entraîner hypothèque judiciaire par une simple ordonnance du président du tribunal. Il faudra, pour obtenir ces résultats, intenter une instance judiciaire et obtenir du tribunal lui-même un jugement de condamnation.

Quand une convention collective de travail fixe la durée de son application, elle doit être observée pendant tout le temps pour lequel elle est conclue, pourvu cependant, que cette durée ne soit pas trop longue. On admet en effet, que les conventions collectives, à raison des graves effets qu'elles entraînent sur la liberté du travail

(1) M. Passama qualifie cette convention de clause d'arbitrage économique, *op. cit.* p. 115.

de ceux qu'elles obligent, ne peuvent être conclues pour un trop long temps. La plupart des projets leur fixent une durée maxima qui ne dépasse pas cinq années, en fait, cette durée est, le plus souvent d'un an. Dans l'état actuel du droit, on peut dire que l'intention tacite des ouvriers et des employeurs parties à une convention collective de travail conclue pour une longue durée est que leur contrat soit résilié si, par suite de changements survenus dans les conditions économiques, l'exécution de la convention pendant le temps pour lequel elle resterait à appliquer, leur causerait de graves préjudices. En tout cas si, étant donnée la durée pour laquelle une convention collective de travail devrait encore être exécutée, une crise économique imprévue au moment de sa conclusion rendrait impossible son exécution, sans amener la ruine des employeurs signataires, ceux-ci pourraient se délier de leurs engagements ; à charge de prouver que l'impossibilité absolue dans laquelle ils sont d'exécuter le traité a bien sa cause dans la crise survenue. Cette crise constitue un événement de force majeure qui libère le débiteur, s'il réussit à en faire la preuve. A l'impossible nul n'est tenu. De même et par le même motif, aucune indemnité ne pourrait être réclamée à l'ouvrier infirme, signataire d'un contrat collectif qui travaillerait à un salaire inférieur à celui des autres syndiqués, s'il démontre qu'il ne peut trouver de travail à d'autres conditions. Son patron, même en le supposant également signataire du contrat collectif, ne pourrait pas non plus être actionné en dommages-intérêts, du moins s'il fait la preuve, qu'étant donné le salaire par lui versé à cet ouvrier et la quantité de travail que celui-ci lui fournit, il ne tire aucun profit de la violation du contrat collectif. Ainsi l'exigent

les principes de l'humanité et celui de la liberté du travail.

Dans le cas où une convention collective de travail ne fixe pas la durée de son application, on a été jusqu'à soutenir qu'elle pouvait être rompue librement, à tout moment, par chacune des parties, parce que ce contrat crée des obligations successives de faire ou de ne pas faire, et qu'il en est ainsi pour toutes les conventions qui donnent naissance à ces espèces d'obligations. Cette règle est exacte, car elle est formulée par le Code civil pour chacun de ces contrats, mais seulement avec certains tempéraments variables suivant la nature de la convention. Le mandataire, par exemple, peut renoncer à exécuter le mandat qu'il a accepté, mais la loi l'oblige à indemniser le mandant du préjudice que lui cause sa renonciation (art. 2007 du Code civil). Si, dans toute société conclue pour un temps indéterminé, tout membre peut, aux termes de l'article 1869 du Code civil, en notifiant sa volonté aux autres associés, amener la dissolution de la société, il faut que cette notification n'ait pas lieu à contre temps à un moment qui serait préjudiciable au bon règlement des affaires sociales et aussi qu'elle ait lieu de bonne foi, c'est-à-dire non dans le but de s'approprier le profit d'une affaire que la société devrait traiter prochainement. Enfin, l'article 1736 du Code civil dispose que dans les baux sans écrit, une partie peut toujours donner congé à l'autre, mais elle doit l'avertir dans les délais fixés par l'usage des lieux. Dans ces conditions, il semble rationnel d'étendre à la possibilité de rompre à tout moment un contrat collectif, conclu sans fixation de durée, les mêmes tempéraments que ceux qui existent en vertu de la loi ou de l'usage pour le droit de se délier à tout moment des obligations qui résultent d'un louage indivi-

duel de travail contracté pour un temps indéterminé. La partie collective ou individuelle qui voudra rompre le contrat collectif devra faire valoir un juste motif et prévenir les autres parties un certain temps à l'avance, afin d'observer le délai congé établi par l'usage dans la profession et dans la région d'application du contrat collectif pour les ruptures des louages individuels de travail, qui ne déterminent pas la durée pour laquelle ils sont contractés. Sans ces atténuations, si l'on reconnaissait aux parties à une convention collective de travail, conclue sans fixation de durée, le droit d'échapper, par leur seule manifestation de volonté, aux obligations qui en résultent, l'on arriverait à enlever à ces contrats toute valeur obligatoire. Enfin, cette solution a l'avantage d'obliger un syndicat qui aurait conclu un contrat collectif de travail à durée indéterminée et qui voudrait ne plus observer la convention, à faire savoir aux employeurs ses intentions un certain temps à l'avance, avant de déclarer la grève si toutefois l'on admet, avec la Cour de cassation, ce qui est, d'ailleurs, bien contestable, que la grève constitue une rupture du louage de services. Enfin, la dénonciation par un syndicat d'un contrat collectif de travail qu'il aurait conclu pour une durée indéterminée, fait tomber ce contrat à l'égard de chacun des syndiqués qui ne quitteraient pas l'association peu de temps après avoir eu connaissance de cette dénonciation. De son côté, un syndiqué qui voudrait se délier à son égard, des obligations qui résultent pour lui de cette convention, devrait donner sa démission de membre de l'association contractante. Ces solutions doivent être admises, si l'on pense, comme nous l'avons décidé, que les syndicats et chacun de leurs membres sont également parties au contrat collectif de travail.

CHAPITRE II

DES CONTRATS D'ENTREPRISE PAR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS DU CONTRAT D'ÉQUIPE

Il ne faut pas confondre le contrat collectif de travail, que nous venons de faire connaître, avec le contrat d'équipe ou marchandage collectif. Ce contrat mériterait bien plus que le précédent le nom que certains économistes lui donnent d'ailleurs de contrat collectif de travail. A la différence, en effet, de ce dernier contrat, il n'est pas conclu avant tout contrat de travail, il est lui-même un véritable louage de services. On peut le définir, un contrat par lequel un patron stipule, d'un groupe d'ouvriers ou plutôt du chef de ce groupe, l'accomplissement d'un certain travail, par exemple la confection d'un journal, moyennant une somme convenue entre eux. Le contrat d'équipe, à la différence du contrat collectif de travail, donne ainsi naissance aux deux obligations qui caractérisent le louage de services : l'obligation de payer un certain salaire et l'obligation d'accomplir un travail déterminé. Au fond, il est un simple louage de travail à la tâche, c'est-à-dire un contrat d'entreprise. Il faut aussi remarquer que le patron ne fait qu'un seul contrat avec

le chef du groupe, celui-ci seul est engagé envers lui à accomplir le travail fixé ; l'employeur est censé ne pas connaître ses collaborateurs. Le chef répartira la somme globale obtenue entre les membres du groupe, selon la manière que ceux-ci l'auront convenue. Le plus souvent, la répartition a lieu, soit par parts égales, soit au prorata du travail de chacun. Ce contrat est très fréquent dans l'imprimerie, mais il peut s'appliquer à toutes sortes de travaux. Il présente pour l'ouvrier et pour le patron de grands avantages. L'ouvrier obtient un salaire proportionné à son travail, il n'est plus placé sous la dépendance du patron. De son côté, l'employeur n'a plus à s'occuper de la direction de la main-d'œuvre, laquelle est faite par le chef du groupe ; ses frais de surveillance sont ainsi diminués, en même temps que le travail à la tâche lui assure une augmentation de sa production.

Ces avantages sont tels que certains économistes conseillent aux ouvriers de former entre eux des associations permanentes, de véritables sociétés coopératives de main-d'œuvre qui se chargeraient de l'exécution de longs travaux, pour des prix déterminés à l'avance (1). Ces louages en gros de main-d'œuvre pourraient, en effet

(1) L'on sait que c'est une société de ce genre qui assure l'impression du *Journal officiel*. Le contrat d'équipe est assez fréquent en France, notamment, ainsi que nous l'avons dit, dans l'imprimerie où il s'appelle la *commandite*, et dans les mines. En Russie, on peut citer l'*artèle*, association d'employés de banque et d'administration dont les membres sont recherchés, quoiqu'ils exigent un salaire plus élevé, et cela parce que l'association est responsable des fautes ou erreurs de ses membres. Consultez, sur le contrat d'équipe, Yves Guyot, les *Conflits du travail et leur solution*. Lewandoski, *Rev. pol. et parl.*, juillet 1906, p. 411. Achille Richard, *Essai sur la coopération de main-d'œuvre*.

présenter outre les avantages des petits contrats d'équipe, ceux qu'on espère des contrats collectifs de travail. La concurrence des ouvriers isolés qui a pour effet de diminuer leur salaire, cessera entre membres de ces sociétés. Les droits de l'ouvrier seront défendus par sa société. Comme les patrons ne traiteront plus avec des ouvriers isolés qui peuvent les quitter à tout moment ; mais avec une association responsable sur son patrimoine de l'exécution de ses engagements, ils seront ainsi assurés de l'exécution des travaux qu'ils ont promis. La fixité du prix de revient, résultat d'une plus grande stabilité du salaire, permettra aux industriels de faire des opérations d'achats ou de ventes à long terme qu'ils ne pourraient accomplir s'ils étaient exposés à des changements continuels dans la valeur de la main-d'œuvre.

La question que nous devons ici nous poser est celle de savoir si un syndicat pourrait jouer lui-même le rôle de ces *associations* coopératives de main-d'œuvre ; se charger de l'accomplissement de travaux, moyennant une somme qu'il répartirait ensuite entre les syndiqués qu'il aurait employés ? L'affirmative doit, à notre avis, être admise. Il s'agit ici d'un contrat qui a pour objet la satisfaction d'intérêts professionnels communs à tous les syndiqués, intérêt à être placés dans une certaine indépendance à l'égard des entrepreneurs, intérêt à obtenir un salaire plus dépendant de la quantité de travail fournie. Le syndicat qui le passe ne fait aucun acte de spéculation et ne joue pas, par conséquent, le rôle d'une société. Il ne loue pas, en effet, le travail de ses membres pour réaliser un bénéfice sur sa sous-location, à la façon d'un tâcheron. Le travail constitue un apport supplémentaire de certains syndiqués qui le font pour se partager le salaire

résultant de son louage global et non un bénéfice résultant d'actes d'entremise. On voit par là combien les associations coopératives de main-d'œuvre méritent peu le nom de sociétés commerciales de travail que certains économistes leur donnent.

Les ouvriers ont, d'ailleurs, un grand intérêt à charger leurs syndicats de conclure eux-mêmes ces contrats, au lieu de les laisser conclure par des chefs d'équipe. En effet, sauf quand le chef d'équipe ayant été choisi par le patron, peut être considéré comme son préposé chargé par lui de remettre aux ouvriers la somme convenue ; l'employeur n'est pas responsable des détournements qu'il commet. Il en est ainsi notamment, si l'équipe a choisi elle-même son chef et que celui-ci est venu ensuite traiter avec le patron, alors la situation indépendante du chef lui enlève tout caractère de préposé. Dans ce dernier cas, il y a plus, le patron n'ayant traité qu'avec le chef du groupe et l'équipe ne jouissant pas de la personnalité juridique, la somme remise au chef tombera dans son patrimoine et, s'il est insolvable, les ouvriers subiront sur elle le concours de ses autres créanciers (1). Au contraire si

(1) Cette distinction entre les deux qualités que peut avoir un chef d'équipe, lequel peut être considéré soit comme un entrepreneur indépendant, soit comme un préposé de la maison pour lequel il travaille, suivant la manière dont il traite avec le patron, est celle admise par le projet de la Société d'Etudes législatives. (V. *Bull.* 1907. p. 177). Les ouvriers de certaines équipes n'ont pas ainsi à craindre l'insolvabilité de leur chef. Toutefois elle n'a pas une aussi grande importance qu'on pourrait le penser, si l'on admet, comme nous allons le faire, que dans les équipes dont le chef n'est pas le préposé de l'industriel pour qui le travail est fait, les membres peuvent réclamer à ce dernier, les sommes qui leur sont dues en vertu de l'action directe que l'art. 1798 du Code civil accorde aux ouvriers d'un entrepreneur

les sommes dues aux ouvriers étaient remises aux syndicats qui auraient conclu eux-mêmes ces contrats, les ouvriers n'auraient pas à craindre qu'elles fussent dissipées par certains d'entre eux ; de plus, comme le syndicat est une personne morale, les créanciers personnels des syndiqués n'auraient aucun droit sur les sommes qui lui seraient remises pour le paiement de ses membres.

Les mêmes actions qui sanctionnent les contrats d'équipe les sanctionneraient également s'ils venaient à être conclus par des syndicats. Le patron n'ayant passé qu'un seul contrat avec le syndicat, tout comme à l'heure actuelle, avec un chef d'équipe, et aucun louage individuel de travail avec les syndiqués employés à l'ouvrage, n'aurait d'action directe en exécution des engagements pris envers lui que contre le syndicat. Il pourrait simplement exercer contre les syndiqués les actions du syndicat, en vertu de l'article 1166 du Code civil, comme il peut intenter contre les membres d'une équipe, les actions de leur chef. De son côté, le syndicat posséderait contre l'industriel qui lui aurait commandé un travail, une action directe en exécution des engagements que celui-ci aurait contractés ; c'est la même action qui appartient aux chefs d'équipe actuels contre les patrons qui contractent avec eux.

Mais les ouvriers que ferait travailler le syndicat pourraient-ils invoquer l'article 1798 du Code civil, afin de jouir d'une action directe en paiement de leur salaire contre le patron avec lequel le syndicat aurait traité ?

contre « celui pour lequel l'ouvrage a été fait », c'est-à-dire ici le patron avec lequel le chef d'équipe a traité. Les ouvriers de ces équipes n'ont alors à craindre l'insolvabilité de leur chef que si les sommes qui leur sont dues ont été remises à ce dernier.

Cette question présente également de l'intérêt pour certains contrats d'équipe dans lesquels le chef de l'équipe ne peut être considéré comme le préposé de la maison qui l'emploie, tenu en cette qualité de diriger le travail des ouvriers comme de leur distribuer la somme à lui remise. Dans ces différents cas, l'article 1798 du Code civil servirait aux syndiqués ou aux ouvriers membres d'une équipe pour obtenir que les sommes dues par les patrons à leur syndicat ou à leur chef d'équipe, jusqu'à concurrence de celles qui leur sont dues à eux-mêmes, soient versées directement dans leurs patrimoines ; sans tomber dans celui du syndicat ou du chef d'équipe. Ils éviteraient ainsi, sur ces sommes, le concours des autres créanciers du chef d'équipe ou du syndicat, ce qui n'aurait pas lieu s'ils ne pouvaient qu'exercer leurs actions par la voie oblique, en vertu de l'article 1166 du Code civil ; le montant de la condamnation qu'ils obtiendraient tombant alors dans le patrimoine du syndicat ou du chef d'équipe, c'est-à-dire dans le gage commun de tous leurs créanciers.

A notre avis, rien ne s'oppose à ce que les ouvriers membres de ces équipes, et les syndiqués qui auraient travaillé dans les mêmes conditions pour leur syndicat, puissent, le cas échéant, invoquer l'article 1798 du Code civil. Quoique l'usage réserve le nom d'entrepreneurs seulement aux personnes qui se chargent de l'exécution de grands travaux pour le compte du public, la qualité d'entrepreneurs doit, selon nous, être reconnue à tous ceux qui passent un contrat d'entreprise, c'est-à-dire qui se chargent d'un travail déterminé pour un prix fixé à l'avance, qu'ils travaillent pour un employeur ou pour un simple particulier ; pourvu que, dans le cas où ils travail-

leraient pour un patron, ils soient placés à son égard dans une situation indépendante. L'article 1799 du Code civil décide, en effet, que les simples ouvriers qui font des marchés à prix fait, doivent être traités comme des entrepreneurs pour la partie qu'ils traitent, et il n'exige pas que ces marchés aient lieu avec un particulier. Aussi l'on doit considérer comme des entrepreneurs les syndicats qui se chargeraient de l'exécution de certains travaux pour le compte de patrons, ainsi que d'ailleurs, les chefs d'équipe qui ne peuvent être regardés comme les préposés des maisons qui les emploient. Les ouvriers qu'ils auront employés auront ainsi contre les industriels, pour qui l'ouvrage a été fait, l'action directe en paiement de leurs salaires, accordée par l'article 1798 du Code civil à tous ceux qui ont travaillé pour un entrepreneur.

On pourrait objecter, il est vrai, que ces ouvriers, membres d'un syndicat ou d'une simple équipe, ne sont pas des salariés, mais des associés qui ont travaillé pour leur propre compte, et non pour celui de leur syndicat ou du chef de leur équipe. Cela semble exact, mais le droit de ces ouvriers à un salaire, à raison de l'apport de leur travail est analogue au droit d'un actionnaire à une partie des bénéfices de la société, à raison de l'apport de son capital; il constitue ainsi, comme ce dernier droit, un droit de créance contre le syndicat ou le chef d'équipe. Dès lors on ne voit pas pourquoi cette créance, parce qu'elle résulte pour le syndiqué ou le membre d'une équipe, d'un contrat d'association, de la qualité d'associé serait moins garantie que la créance similaire que possède tout ouvrier ordinaire en vertu de sa qualité de salarié, et qui est née du louage de service qu'il a conclu.

Si l'on a consacré ces développements à une question d'avenir, c'est que les syndicats ouvriers pourraient trouver dans la pratique des contrats d'entreprise certains avantages que leur procurerait l'exercice du commerce ou de la coopération, et qu'ils ne peuvent obtenir en passant des contrats collectifs de travail, ils pourraient notamment, en offrant du travail à leurs associés, se rendre constamment utiles, et, par suite, s'attirer des adhérents.

CINQUIÈME PARTIE

Du droit d'ester en justice des syndicats professionnels.

§ 1. — Règles générales.

Deux systèmes ont été soutenus sur l'étendue du droit d'ester en justice des syndicats professionnels. Dans une première opinion, les syndicats ne pourraient agir en justice que pour exercer les actions relatives à leur patrimoine. On se fonde, dans ce système, sur ce que la personnalité n'aurait été accordée au syndicat professionnel que pour la défense de ses intérêts patrimoniaux. On ajoute que, les actions relatives à la défense des intérêts de la profession, actions qui tendent le plus souvent à la réparation de lésions professionnelles, appartiennent à certains syndiqués lésés dans leurs patrimoines individuels (1).

Or, le syndicat n'a pas qualité pour exercer en son nom les actions de ses membres, ces derniers seuls peuvent

(1) On consultera sur le droit d'ester en justice des syndicats : M. Bergeron, du *Droit des syndicats d'ester en justice*, thèse, Paris, 1898. M. Courot, du *Syndicat demandeur en justice*, thèse. Paris, 1900. M. Nast, thèse citée p. 243. M. Passama, thèse citée p. 153. Voir aussi ce qui a déjà été dit pp. 42 et suivantes.

réclamer la réparation des dommages qu'ils ont subis. L'action syndicale « qui ne serait que l'exercice sous une forme condensée des actions individuelles nées en la personne des syndiqués lésés », devra être repoussée par application de la règle : nul, en France, ne plaide par procureur (1).

Cette doctrine ne nous semble pas exacte, néanmoins il y a dans son argumentation une grande part de vérité. La personnalité du syndicat ne lui permet pas seulement de défendre ses intérêts patrimoniaux, elle lui confère également la capacité de faire tout acte juridique ou d'intenter toute instance judiciaire ayant pour objet la satisfaction d'un intérêt professionnel commun par sa nature à tous les syndiqués. Mais si telle est l'étendue de la capacité d'ester en justice du syndicat, il n'en résulte pas qu'il puisse exercer en son nom toutes les actions qui auront cet objet. Il faudra, pour cela, en outre que ces actions lui appartiennent, si elles figurent dans les patrimoines individuels de ses membres, il ne pourra les intenter qu'à titre de mandataire des syndiqués qui les possèdent. Il ne suffit pas, en effet, pour pouvoir exercer une action, d'avoir la capacité pour, il faut encore d'autres conditions et notamment avoir qualité. Or, une personne n'a qualité pour agir en justice, que si elle est titulaire de l'action qu'elle intente, ou mandataire de celui qui la possède et, dans ce dernier cas, la règle, nul en France ne plaide par procureur, s'oppose à ce qu'elle puisse agir en son nom propre, et exige qu'elle justifie d'une procuration et qu'elle fasse connaître le nom de son mandant dans tous les actes de la procédure.

(1) Voir en ce sens les notes de M. Planiol sous Amiens, 13 mars 1893. D. 93. 2. 555. Bordeaux, 4 juin 1897. D. 98. 2. 129. Pau, 28 juillet 1902. D. 1903. 2. 27.

Mais, si beaucoup d'actions ayant pour but la défense d'intérêts professionnels communs à tous les syndiqués, ne pourront être intentées par les syndicats qu'à titre de mandataires des membres à qui elles appartiennent, il en est d'autres qu'ils pourront exercer en leur nom propre, d'office, sans mandat des syndiqués, parce qu'elles seront véritablement *'syndicales'*, appartiendront à eux-mêmes et non à leurs membres. Ce sont toutes celles qui ont pour objet la réparation de lésions professionnelles subies par les syndiqués, mais à raison desquelles aucun d'eux ne peut agir en dommages-intérêts. Il n'en peut être ainsi, d'ailleurs, que dans deux hypothèses : 1° Quand chaque syndiqué serait dans l'impossibilité de prouver que c'est lui qui a souffert du dommage dont le syndicat demande la réparation ; 2° Quand la lésion invoquée par le syndicat n'est appréciable que pour l'ensemble des syndiqués : la lésion que chacun d'eux pourrait faire valoir étant trop minime pour qu'il puisse agir en dommages-intérêts. On repousserait son action individuelle par la maxime, « pas d'intérêt, pas d'action ».

Il va de soi d'abord, que l'action du syndicat ne pourra être repoussée, par application de la règle nul en France, ne plaide par procureur, si aucun syndiqué ne peut exercer une action en dommages-intérêts pour le fait à raison duquel le syndicat agit. Dans ce cas, l'action syndicale ne peut être considérée comme l'exercice des actions individuelles des syndiqués, puisqu'aucun membre du syndicat ne peut agir en justice. Par exemple, une personne non diplômée exerce illégalement la médecine à Paris, elle cause évidemment un préjudice illicite à certains médecins de la capitale, cependant il se peut qu'aucun de ceux-ci ne puisse la poursuivre en dommages-

intérêts. Etant donné, en effet, le grand nombre de médecins établis à Paris, le docteur qui se plaindrait sera souvent dans l'impossibilité de prouver que les malades soignés par cette personne sans titre se seraient adressés à lui sans sa concurrence illicite. L'existence même du préjudice qu'il alléguerait étant incertaine, il sera impossible de lui allouer aucune indemnité. Mais le syndicat des médecins du département de la Seine pourra très utilement agir en dommages-intérêts, à la condition qu'il comprenne la plupart des praticiens établis à Paris. S'il n'est pas certain que tel ou tel médecin ait éprouvé un dommage par suite de la concurrence illicite, il est néanmoins sûr que quelques syndiqués en ont subi un préjudice. La collectivité des syndiqués a été ainsi lésée, d'une manière certaine, dans la personne de quelques-uns de ses membres et, si elle agit en dommages-intérêts, son action ne pourra être l'exercice des actions de ces derniers, attendu qu'aucun de ceux-ci n'en possèdent, ne pouvant démontrer l'existence d'un préjudice personnel. Le syndicat ignore même quels syndiqués ont éprouvé des dommages, aussi ne peut-il être considéré comme leur procureur, chargé de leur remettre le montant de la condamnation. Il plaide nécessairement pour lui-même, car il n'y a de lésion certaine que pour lui et les dommages-intérêts qu'il obtiendra tomberont dans son patrimoine, non dans celui de ses membres.

Indépendamment de cette somme, le syndicat pourra, d'ailleurs, en réclamer une autre représentant le préjudice moral et pécuniaire qu'a pu subir l'ensemble des syndiqués, par suite de l'exercice de la médecine par des personnes incapables. Les insuccès de ces dernières ont pu jeter un certain doute sur l'efficacité des soins médi-

caux, ou sur la capacité des médecins de la localité. Des malades jugeant inutile leur intervention auront renoncé à des services coûteux, ou bien auront été se faire soigner ailleurs. En matière délictuelle, l'auteur d'un fait dommageable est tenu de réparer intégralement le préjudice qu'il cause. Aussi, quoiqu'il y ait là des dommages imprévus, le syndicat pourra en obtenir la réparation à la condition, bien entendu, d'en établir la preuve.

Sans doute, ici encore, le syndicat réclame la réparation de dommages subis par ses membres ; mais il faut réfléchir qu'il n'est que le groupe des syndiqués et qu'il ne peut réclamer que la réparation de lésions subies par ces derniers. De plus, l'action syndicale ne sera pas l'exercice des actions des syndiqués, car aucun d'eux ne peut réclamer des dommages-intérêts pour un préjudice de cette nature. La lésion qu'il invoquerait serait, en effet, trop minime et incertaine, on le repousserait par la maxime « pas d'intérêt, pas d'action ». Seule, la collectivité des syndiqués a été lésée d'une manière apparente et certaine, aussi, seule, elle peut agir en réparation de ce second préjudice moral et pécuniaire.

Mais, il n'y a aucun motif d'empêcher un syndicat de médecins de réclamer des réparations semblables, si le fait à raison duquel il agit donne naissance à des actions individuelles en dommages-intérêts appartenant à certains syndiqués qui pourraient démontrer l'existence d'un préjudice personnel (1). Par exemple des membres

(1) L'opinion d'après laquelle le syndicat ne peut réclamer la réparation de lésions professionnelles subies par ses membres que si le fait à raison duquel il agit ne donne pas naissance à des actions individuelles appartenant à certains syndiqués lésés personnellement a été soutenue par Waldeck-Rousseau. (Voir Consult. rapportée dans

établis dans la rue, ou l'arrondissement, où a eu lieu la concurrence illicite. Seulement, l'action syndicale ne pourra avoir pour objet la réparation de ces lésions personnelles, car le syndicat n'est pas le procureur de ses membres et il ne peut exercer en son nom leurs actions individuelles. Si un syndiqué veut obtenir la réparation d'un préjudice particulier, il devra exercer lui-même l'action qui figure dans son patrimoine. Le syndicat ne saurait se substituer à son membre pour demander d'office, et sans mandat de celui-ci, des dommages-intérêts dus uniquement à ce dernier. L'action syndicale s'exercera à côté des actions individuelles des syndiqués ; mais elle aura une existence propre, distincte de ces dernières ; elle n'aura pas pour objet la réparation des mêmes lésions. Les syndiqués lésés personnellement réclameront des dommages-intérêts pour le préjudice qu'ils ont subi dans leur patrimoine, par suite de la concurrence illicite. Le syndicat demandera une indemnité pour le dommage pécuniaire et moral qu'a subi l'ensemble des syndiqués, par suite de l'atteinte portée à leur considération et aussi pour le dommage pécuniaire éprouvé par certains membres qui ne pourraient démontrer l'existence d'un préjudice personnel.

Si l'on suppose, pour plus de clarté, qu'un fait de concurrence illicite se produit dans une petite ville, chaque médecin de la localité qui pourra démontrer qu'une partie de sa clientèle a été détournée par une personne non diplômée, possédera contre celle-ci une action individuelle en dommages-intérêts, tendant à la

de *Recueil périod. de procéd. civile*, Rousseau et Laisney, 1887, p. 49). M. Planiol semble aussi admettre cette manière de voir dans une note sous Amiens, 13 mars 1895, D. 95, 2, 556.

réparation du préjudice qu'il a personnellement subi. D'autre part, cet individu a pu soigner également des personnes de passage qu'il aura attirées à lui par sa réputation passagère. Comme aucun médecin de la localité ne peut démontrer que ces derniers malades auraient été soignés par lui, le syndicat du département pourra demander la réparation du dommage qu'ont subi sûrement certains syndiqués par suite des soins donnés illicitement à cette dernière catégorie de personnes. Enfin, ce syndicat pourra réclamer une autre indemnité pour le préjudice moral et pécuniaire éprouvé par l'ensemble des médecins du département, si le peu de résultats des traitements employés par l'empirique a jeté le doute sur la capacité de la collectivité des syndiqués.

Aussi, la jurisprudence admet, avec raison, que les syndicats, à la condition d'être *régulièrement constitués*, peuvent agir en justice pour la défense des intérêts généraux et collectifs de leurs membres, alors même que le délit dont ils se plaignent donne naissance également à d'autres actions individuelles en réparation appartenant à certains syndiqués lésés personnellement par le même fait. Elle se fonde principalement sur le texte de la loi de 1884. L'article 3 donne pour objet aux syndicats la défense des intérêts généraux de la profession de leurs membres ; l'article 6 leur confère la faculté d'ester en justice, il en résulte qu'ils doivent pouvoir agir en justice pour la défense de ces intérêts généraux et collectifs. Aucun texte ne restreint leur personnalité à la défense de leurs intérêts patrimoniaux. En revanche, les tribunaux ne permettent aux syndicats d'exercer les actions individuelles de leurs membres qu'à titre de mandataires et en observant la règle « nul, en France,

ne plaide par procureur ». Seulement, il est des décisions de jurisprudence qui ne peuvent être approuvées. En effet, certains arrêts ont paru décider que l'action syndicale était recevable parce que la généralité des syndiqués avaient été lésés par le fait invoqué par le syndicat. Cette manière de motiver la recevabilité de l'action du syndicat est critiquable. Elle tend à faire croire, ainsi qu'on l'a remarqué justement, que l'action syndicale n'est que l'exercice des actions des syndiqués lésés, et que le syndicat ne fait que se substituer à ces derniers pour demander en son nom la réparation des dommages subis par ses membres. Or, il y a là, nous le savons, une erreur profonde. De plus, la justification de la capacité du syndicat et de sa qualité à l'effet d'agir en justice n'est pas dans le nombre des syndiqués lésés, puisque c'est précisément dans le cas où tous les syndiqués lésés pourraient démontrer et obtenir la réparation intégrale du préjudice qu'ils ont souffert qu'il n'y aurait pas place à une action syndicale (1).

L'action syndicale ne peut être exercée que par le syndicat. Elle suppose une lésion qui n'a d'existence apparente ou certaine que pour le groupe des syndiqués et dont, par suite, seul le syndicat a qualité pour demander la réparation. Si tous les syndiqués ont subi un préjudice personnel appréciable, ce sera à chacun à intenter une action individuelle en dommages-intérêts.

La loi du 30 novembre 1892 a d'ailleurs formellement

(1) L'on trouvera beaucoup de décisions de jurisprudence rapportées dans le *Traité* de M. Pic, p. 298 et suivantes. V. notamment Cass. 26 juill. et 1889. D. 90. 1. 239. Cass. 5 janvier 1897. D. 97. 1. 120. Cour de Grenoble, 7 juillet 1892. S. 93. 2. 84. Trib. Seine 25 mai 1895. D. 96. 2. 189.

reconnu aux syndicats de médecins le droit de se porter parties civiles dans les poursuites intentées par le ministère public pour exercice illégal de leur profession, et même celui de citer directement les prévenus devant le tribunal correctionnel. Plus récemment, différentes dispositions ont reconnu ces mêmes droits au profit d'autres syndicats, pour assurer la répression des fraudes commises sur les denrées d'alimentation, les vins notamment (loi du 30 juin 1907). Ces lois ne font que reconnaître pour des hypothèses particulières, ce que les principes généraux sur le droit des syndicats d'agir en justice commandent d'admettre dans tous les cas analogues. En cas d'infraction lésant les intérêts professionnels de ses membres, tout syndicat peut exercer une action civile soit devant les tribunaux civils, soit accessoirement à l'action publique devant les tribunaux répressifs, pour demander des dommages-intérêts à raison de certains préjudices éprouvés par ses membres, dont ceux-ci ne peuvent obtenir la réparation au moyen d'actions individuelles (1).

Un syndicat pourra ainsi en se constituant partie civile, soit en matière criminelle, dans une plainte adressée au juge d'instruction, soit dans le cas d'un délit dans une plainte envoyée au ministère public, ou encore par une citation directe devant le tribunal correctionnel mettre en mouvement l'action publique. Mais il faudra pour cela que ses membres aient subi un préjudice particulier distinct de la simple lésion des intérêts généraux de la société. Dans notre système d'instruction crimi-

(1) Voir M. Voron. *Du Rôle des syndicats professionnels devant la justice. Revue catholique des Institutions et du Droit*, avril, mai, juillet 1897.

nelle inquisitorial, seul le ministère public peut poursuivre la répression des délits dans l'intérêt public ; les individus ou groupes d'individus ne peuvent le faire que pour la défense de leurs intérêts privés ; ce qui suppose qu'ils ont été personnellement lésés par l'infraction. Aussi on ne peut admettre qu'un syndicat puisse poursuivre la répression de tous les délits préjudiciables aux intérêts généraux de la profession des syndiqués.

Un dommage commun à tous ceux qui exercent en France une même profession est une lésion d'intérêts publics et si le syndicat ne peut invoquer une autre sorte de préjudice spécial aux syndiqués, l'infraction n'a pas lésé ses intérêts particuliers et il ne peut en poursuivre la répression.

C'est ainsi que la Cour de Paris a jugé, avec raison, « qu'un syndicat spécialement créé pour la répression des fraudes commises sur les vins, n'a pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente de vins falsifiés ». Il s'agissait en l'espèce du syndicat national de défense de la viticulture française lequel, d'après ses statuts, a pour but essentiel de poursuivre devant la justice la répression des fraudes sur les vins (Arrêt de la Cour de Paris, 11 janvier 1907, *Gazette du Palais*, 19 janvier 1907). Ce syndicat n'ayant pu démontrer que les fraudes poursuivies avaient lésé personnellement certains syndiqués, la Cour déclara son intervention irrecevable.

Cependant, le fait qu'un syndicat ne peut mettre en mouvement l'action publique, que si une infraction lui a causé un dommage particulier et aussi, par suite des principes généraux de la procédure civile, si la réparation de ce dommage particulier ne peut être obtenue par les syn-

diqués agissant en vertu d'actions individuelles peut favoriser beaucoup l'impunité des délits lésant les intérêts professionnels des syndiqués (1). Le ministère public ne poursuivra peut-être pas, parce qu'il reculera devant les difficultés de la preuve. Un syndicat au courant des habitudes du commerce, qui a des chimistes attachés à ses laboratoires, pourrait plutôt établir celle-ci. Il y a là d'ailleurs une question générale. La répression de beaucoup de délits, notamment des violences à l'égard des enfants, ne peut être assurée que si l'on accorde à certaines associations le droit d'en saisir les tribunaux répressifs, quoique leurs membres n'aient aucunement souffert de l'infraction. Mais il serait peut-être bon de n'accorder cette faculté qu'à des associations offrant des garanties de solvabilité, astreintes au dépôt d'un cautionnement, afin de permettre aux personnes qu'elles auraient injustement accusées de les poursuivre efficacement en dommages-intérêts. Le danger des chantages est d'ailleurs le vice du système accusatoire anglais, dans lequel chaque individu étant considéré comme le représentant de l'intérêt public peut poursuivre la répression des faits délictueux.

§ 2. — Application de ces principes aux actions des syndicats en exécution des contrats collectifs de travail par eux conclus.

En cas de violation d'une convention collective de travail conclue par un syndicat, tout syndiqué lésé *personnellement* par cette inexécution, possédera contre le contrevenant deux actions *individuelles* : 1° Une action en exécution pour l'avenir sous peine d'astreintes commi-

(1) Dans le silence du Code d'instruction criminelle, on doit appliquer à la procédure pénale les règles générales de la procédure civile. M. Le Poittevin à son cours.

natoires ; 2^o une action en dommages-intérêts pour le préjudice que l'inobservation du contrat lui a causé dans le passé. Le syndicat, de son côté, étant partie au contrat pourra exercer des actions semblables. Seulement les actions syndicales ne pourront être l'exercice des actions des syndiqués lésés, elles devront avoir pour but la défense d'autres intérêts, la réparation d'autres préjudices que ceux de ces derniers. Mais quel intérêt, quel préjudice propres le syndicat peut-il invoquer pour agir en exécution ou en dommages-intérêts ? Il faut, pour répondre à cette question, considérer successivement chacune de ces deux actions.

Il est à remarquer que ceux des syndiqués qui ne sont pas personnellement victimes de l'inexécution de la convention sont néanmoins intéressés à son observation. Une violation, même isolée, émanant d'un seul patron peut contraindre les autres à agir de même afin de pouvoir soutenir la concurrence de celui qui s'est affranchi de ses obligations. Elle fait craindre, par suite, à tous les ouvriers syndiqués l'inexécution du contrat à leur égard. C'est cet intérêt professionnel de tous les syndiqués à l'exécution de la convention par chacune des parties contractantes que l'action syndicale en exécution a pour but de défendre. Ainsi comprise l'action du syndicat ne peut être l'exercice de celles de ses membres ; un intérêt de cette nature est, en effet, trop minime pour qu'un syndiqué isolé puisse l'invoquer et obtenir l'exécution d'une convention qui n'a pas été violée à son égard. Il n'a d'existence apparente et certaine que pour la collectivité des syndiqués ; aussi seul le syndicat peut prendre en main sa défense au moyen d'une action collective. Cette action a, de plus, une existence parfaitement distincte de celles

appartenant aux syndiqués lésés personnellement par l'inexécution du contrat collectif. Sans doute ces derniers profiteront personnellement de son exercice, puisqu'ils obtiendront grâce à elle, l'exécution du contrat à leur égard, mais l'objet propre de l'action syndicale n'est pas la défense de leurs intérêts individuels; c'est celle « de l'intérêt professionnel de tous les syndiqués; menacé dès que la convention est violée à l'égard de l'un quelconque d'entre eux (1) ». Il en résulte que les astreintes obtenues par le syndicat lui appartiendront, il n'aura pas à les remettre aux syndiqués lésés. La jurisprudence admet, d'ailleurs, sans difficulté l'exercice de cette action (2).

Il reste à déterminer quand le syndicat pourra agir en dommages-intérêts et à raison de quels préjudices. Cela se produira d'abord quand l'inexécution de la convention aura lésé certains syndiqués et que ceux-ci ne pourront néanmoins agir en dommages-intérêts, étant dans l'impossibilité de prouver que c'est eux qui ont souffert un préjudice. Cette circonstance se présentera surtout pour certaines clauses des contrats collectifs qui ne figurent pas dans les louages individuels de travail conclus par les syndiqués; par exemple la clause limitant le nombre des apprentis que chaque patron pourra employer. Le patron qui dépasse ce maximum, prive peut être de travail quelques syndiqués adultes. Cependant, ceux-ci ne pourront le poursuivre en dommages-intérêts, car il est impossible de savoir quels syndiqués le patron aurait em-

(1) Considérants du jug. du trib. de Cholet, 12 fév. 1897. D. 1903. 2. 25.

(2) Jug. du Trib. de comm. de la Seine du 4 fév. 1892. Aff. de la Comp. des omnibus. *Gaz. du Pal.* 92. 1. 221 et le jug. de Cholet, précité.

ployés à la place de ses apprentis, mais la collectivité des syndiqués a subi un préjudice certain dans la personne de quelques-uns de ses membres, et elle pourra réclamer à ce patron des dommages-intérêts égaux au bénéfice injuste qu'il a réalisé, c'est à-dire à la différence entre le salaire qu'il aurait dû payer à des adultes et celui qu'il a effectivement payé aux apprentis.

Cette action syndicale ne sera pas l'exercice des actions des syndiqués lésés, aucun de ceux-ci ne pouvant agir.

En dehors d'hypothèses semblables, le syndicat ne pourra guère obtenir de dommages-intérêts, sauf cependant dans le cas d'une rupture collective de la convention. Quand la plupart des employeurs signataires d'un contrat collectif ne tiennent pas leurs engagements, il en résultera pour le syndicat ouvrier qui l'a conclu, un préjudice moral et pécuniaire. Ce fait portera atteinte à sa considération, à la confiance que ses membres ont dans l'utilité de son organisation. Des syndiqués quitteront leur association, d'où pour le syndicat, une perte de cotisations, une diminution de son patrimoine. Le syndicat pourra réclamer la réparation de ces différents dommages moraux et pécuniaires. Mais on ne voit pas que des préjudices de cette nature puissent se produire, à la suite d'une rupture individuelle de la convention lésant quelques syndiqués seulement, aussi dans ces cas, le syndicat ne pourra-t-il obtenir aucune indemnité, à moins qu'il n'ait stipulé dans le contrat collectif de travail une clause pénale pour ces sortes de ruptures.

La jurisprudence admet également, quoique avec hésitation, que le syndicat peut agir en dommages-intérêts, pour inexécution du contrat collectif. Dans l'affaire de la Compagnie des omnibus, celle-ci fut condamnée aux dé-

pens du procès pour le préjudice moral que l'inexécution de ses engagements avait causé au syndicat. Il est vrai que la Cour de Dijon et la Cour de cassation ont refusé au syndicat des tisseurs de Chauffailles tous dommages-intérêts, mais qu'elles ont admis qu'en fait et dans l'espèce, ce syndicat n'avait joué dans le contrat collectif qu'il avait conclu, que le rôle de simple intermédiaire, et, qu'il n'avait subi, du fait de sa violation aucun préjudice(1).

Enfin, une décision de jurisprudence a admis l'action syndicale en dommages-intérêts, dans une espèce où aucun des syndiqués lésés personnellement, ne pouvait réclamer la réparation du préjudice qui lui avait été causé. Un contrat collectif de travail avait stipulé des patrons l'obligation d'employer des ouvriers de la commune, de préférence aux étrangers. Les employeurs violèrent cette disposition. Le tribunal de Perpignan déclara recevable l'action du syndicat en dommages-intérêts par le motif que cette action ne pouvait être exercée que par le syndicat, les syndiqués lésés personnellement par l'inexécution du contrat étant impossibles à déterminer (2).

(1) La Cour de cassation n'a pas pris parti pour la théorie du mandat. Elle a simplement estimé que, dans l'espèce qui se présentait à elle, le syndicat n'avait été qu'un intermédiaire, à cause de la mention suivante située au bas du contrat collectif : « Accepté, par les soussignés, membres de la Chambre syndicale, au nom des ouvriers ». Nous savons, d'ailleurs, qu'on doit refuser au syndicat toute action en exécution ou en dommages-intérêts lui appartenant en propre, si l'on pense qu'il ne joue dans la conclusion du contrat collectif que le rôle de mandataire des syndiqués. (V. Cass. 1^{er} fév. 1893. S. 96. 4. 329, on trouvera en même temps l'arrêt de la Cour de Dijon.)

(2) Voir jug. du trib. de Perpignan du 26 juin 1905. *Bull. de la Soc. d'Et. législat.* 1907, p. 422.

Au contraire presque tous les jugements ou arrêts, proclament que le syndicat ne peut exercer en son nom les actions individuelles en dommages-intérêts qui appartiennent aux syndiqués lésés personnellement par l'inexécution du contrat collectif.

Cependant, le projet du Gouvernement sur le contrat de travail du 2 juillet 1906 décide que les syndicats pourront exercer les actions individuelles de leurs membres, nées de l'inexécution des contrats collectifs qu'ils auront conclus avec le simple consentement des syndiqués qui les possèdent. Le projet de la Société d'Études législatives, va même plus loin encore, car il leur permet d'intenter ces actions après un simple avertissement aux intéressés non suivi d'opposition (1). Il ne nous semble pas néanmoins que ces textes auront pour effet d'affranchir complètement les syndicats de l'observation de la règle nul, en France, ne plaide par procureur, pour l'exercice des actions individuelles de leurs membres. Si le membre averti par le syndicat, de l'exercice de son action, ne s'y oppose pas, il donne, en réalité, mandat tacite au syndicat d'agir pour son compte. Pour créer sur ce point une dérogation véritable à la règle nul ne plaide par procureur, il eût fallu permettre au syndicat d'agir, malgré la volonté de l'intéressé. De plus, cette règle se justifie surtout par la nécessité de faire connaître à un défendeur son véritable demandeur, afin qu'il puisse faire valoir les moyens de défense qu'il possède contre lui. C'est précisément pour cela qu'elle exige que le nom du mandant figure dans tous les actes de la procédure, à côté de celui du mandataire. Il y a là, un formalisme exagéré, mais il est, cependant, nécessaire

(1) Voir l'article 20 du projet du Gouvernement du 2 juillet 1906 et l'art. 54 du projet de la Société d'Études législatives.

que le nom de celui pour qui l'action est intentée, soit mentionné dans le premier acte de procédure. Or, les projets ne nous disent pas, s'il en sera ainsi, ou si les syndicats devront, comme à l'heure actuelle, répéter ce nom dans tous les actes qui suivent; En tout cas, il est inadmissible qu'un syndicat puisse exercer une action appartenant à un de ses membres en masquant complètement le nom de ce dernier. Si certains ouvriers se plaignent de n'avoir pas été payés conformément au contrat collectif, le patron doit savoir les noms des réclameurs; peut-être a-t-il fait, à certains d'entre eux, des avances dont le remboursement lui est dû. On ne peut le priver de ses moyens de défense, en lui cachant les noms de ses adversaires.

§ 3. — Des actions qui sanctionnent les traités par lesquels les syndicats agricoles fixent les conditions auxquelles leurs membres achètent ou achèteront les matières nécessaires à la culture de leurs terres.

Quand un syndicat agricole passe un traité avec certains commerçants, dans le but de déterminer les conditions auxquelles ceux-ci devront vendre leurs matières fertilisantes aux syndiqués qui ont envoyé ou enverront leurs commandes à l'association, nous avons vu qu'il est partie aux promesses des fournisseurs à côté de ses membres. Le rôle juridique du syndicat et des syndiqués, considérés individuellement, dans la conclusion de ce traité est donc tout à fait analogue à celui qu'ils jouent dans la conclusion d'un contrat collectif de travail, aussi son inobservation donnera naissance à des actions semblables à l'inexécution de cette dernière convention. Le syndicat pourra contraindre au moyen d'une action en exécution lui appartenant en propre, tout fournisseur si-

gnataire du traité à livrer ses engrais au syndiqué qui les demande, du moins, s'il cautionne son membre dans le cas où le fournisseur opposerait l'insolvabilité de celui-ci. Du moment que le syndicat est partie au contrat, il doit pouvoir en poursuivre l'exécution. Son action aura pour effet, il est vrai, d'obtenir l'observation du traité pour le syndiqué à l'égard duquel on refuse de l'exécuter, alors que celui-ci est également partie au contrat et possède, par suite, lui-même, de son chef, une action pour obtenir l'exécution des engagements contractés envers lui. Mais tandis que l'action individuelle qui appartient à ce syndiqué a pour objet la défense de ses intérêts personnels, l'action syndicale a pour but la défense des intérêts professionnels de tous les syndiqués qui sont compromis dès que le traité du syndicat reste inexécuté à l'égard d'un seul d'entre eux. Une inobservation de la convention même isolée suffit pour faire craindre à tous que leurs ordres subissent un jour le même sort.

L'action syndicale est ainsi distincte par son objet réel de l'action individuelle qui figure dans le patrimoine du syndiqué lésé personnellement par l'inexécution du traité.

Il est à remarquer que cette action en exécution n'aura pas pour objet une condamnation à des astreintes comminatoires, ainsi que celle qui sanctionne les obligations des signataires d'un contrat collectif de travail. Ceux-ci sont, en effet, tenus d'obligations de faire, tandis que les fournisseurs signataires du traité d'un syndicat agricole, sont tenus d'une obligation de livrer. Or, l'exécution de ce dernier genre d'obligations peut s'obtenir en nature, au moyen d'une saisie (1).

(1) A la vérité, quand un syndicat passe un traité qui fixe les con-

Pour les dommages-intérêts qui peuvent être dus par le contrevenant au syndicat et à son membre, on fera la même distinction que pour la violation d'une convention collective de travail. Le syndicat pourra obtenir une indemnité, à raison du dommage moral et pécuniaire qu'il peut subir, par suite de l'atteinte portée à sa considération, ou du départ d'un certain nombre de syndiqués qui serait la conséquence de l'infraction à la convention.

Mais le syndiqué qui a reçu une livraison d'engrais de mauvaise qualité ou faite en retard, peut seul intenter en son nom une action en dommages-intérêts, afin d'obtenir du fournisseur la réparation du préjudice particulier qu'il a souffert dans son patrimoine. Seul, il peut aussi intenter une action tendant à la résolution du traité du fournisseur à son égard. Le syndicat ne pourrait exercer cette action en résolution, en son nom, parce que la restitution du prix et le paiement de dommages-intérêts qui seraient la conséquence de sa réussite, seraient dus au syndiqué à l'égard de qui la convention n'a pas été exécutée et non à son association.

Nous savons aussi que, si un syndiqué vient à manquer à ses obligations d'acheteur, ne paye pas le prix des denrées par lui reçues, le fournisseur vendeur n'a aucun recours contre le syndicat. La solidarité ne se présume

ditions auxquelles un fournisseur devra vendre ses engrais aux syndiqués, ce fournisseur contracte envers chaque syndiqué une promesse de vente, laquelle engendre, pour le promettant, une obligation de faire, signer un contrat de vente conforme à sa promesse. Mais, comme le Code civil décide que la promesse de vente vaut vente dès que l'acheteur donne son consentement, celui-ci a le droit de réclamer la livraison de la chose vendue sans que le vendeur ait à donner son consentement à un nouveau contrat.

pas, aussi les syndiqués ne sauraient être déclarés solidairement responsables sur leur patrimoine collectif de l'inexécution d'une obligation assumée par l'un d'entre eux. Le syndicat n'entend pas non plus se porter caution de chacun des syndiqués acheteurs, D'ailleurs, le cautionnement, comme la solidarité ne se présume pas, il doit être exprès (art. 2015 et 1202 du Code civ.).

Enfin et toujours, comme dans le cas de signature d'un contrat collectif de travail, le syndicat pourra poursuivre en dommages-intérêts, tout membre qui refuserait d'exécuter les obligations résultant, pour lui, du traité syndical dont il a réclamé l'exécution, c'est-à-dire ici, qui refuserait de payer le prix d'achat des denrées à lui livrées. Tout syndiqué qui envoie une commande doit être considéré comme s'engageant envers son propre syndicat à exécuter ses obligations d'acheteur envers le fournisseur qui lui a vendu des matières nécessaires à la culture. Il y a là un engagement tacite dont l'existence doit être admise, car tous les syndiqués sont intéressés à ce que chacun d'entre eux paye le prix de ses achats, l'offre d'une clientèle de tout repos pouvant diminuer beaucoup les prix exigés par les commerçants avec lesquels le syndicat traite. Mais le syndicat ne pourrait réclamer à l'un de ses membres son prix d'achat, ce prix est dû au fournisseur et non au syndicat.

SIXIEME PARTIE

De la capacité d'acquérir des syndicats professionnels et de l'attribution de leurs biens à leur dissolution.

Pour accomplir leur œuvre de défense des intérêts de la profession, les syndicats ont besoin de ressources. Par suite de l'interdiction qui leur est faite de ne se livrer à aucune spéculation, ils ne peuvent s'en créer qu'au moyen des cotisations de leurs membres ou de donations ; et encore ce dernier droit est-il contesté, ainsi que nous allons le voir.

Il existe de profondes différences entre les caractères de la cotisation remise par un syndiqué à son association et l'apport d'une somme d'argent fait par un associé à une société proprement dite. Le membre d'une société fait un placement, il veut faire fructifier une partie de son patrimoine, en tirer un revenu et la reprendre, au jour de la dissolution de la société où au jour où il s'en retirera, accrue par suite de la prospérité des affaires sociales. Aussi il n'entend nullement abandonner définitivement la propriété de la somme qu'il apporte, son patrimoine même n'en sera pas diminué.

car il recevra un titre représentatif de la valeur qu'il aura mise en société, titre appelé part d'intérêt ou action, qui sera un élément d'actif de son patrimoine ; et grâce auquel il pourra rentrer à tout moment dans ses déboursés, par une simple négociation, du moins s'il constitue une action. Au jour où il se retirera de la société, celle-ci devra lui rembourser la valeur de sa part sociale calculée d'après les résultats du dernier inventaire.

Au contraire, le syndiqué en versant sa cotisation fait une sorte de fondation. Il transfère au syndicat une certaine somme d'argent pour l'œuvre de défense des intérêts de sa profession. Il ressemble à un donateur *sub modo* qui aurait stipulé du donataire une charge dans son intérêt personnel. Loin d'apporter son argent pour le faire fructifier, il sait que le syndicat ne pourra l'employer au but pour lequel il le lui remet, qu'à la condition de le dépenser le plus souvent improductivement en secours de grève ou de chômage. Aussi la cotisation est-elle, en principe, abandonnée irrévocablement comme toute donation. Le syndiqué qui se retire, ne pourra rien réclamer des versements qu'il a faits (art. 7 de la loi 1884). Au reste, ces sommes représentent le prix des services que lui a rendus le syndicat ; de plus, l'œuvre de défense des intérêts de sa profession pour laquelle il les a aliénées est continuée et il pourra encore en profiter, quoique non syndiqué. Ce n'est que dans le cas où cette œuvre elle-même viendrait à être délaissée par la dissolution du syndicat, que les syndiqués qui resteront à ce moment dans l'association, pourront prendre une certaine part de son actif, mais cette part ne devra pas dépasser pour chaque syndiqué le montant des cotisations qu'il a versées. Leur situation à cet égard sera analogue à celle des

tiers donateurs. *A fortiori*, les syndiqués ne reçoivent-ils aucun titre analogue à une part d'intérêt ou une action représentatif des sommes qu'ils ont aliénées au profit du syndicat,

Outre les cotisations de leurs membres, les syndicats peuvent-ils recevoir des libéralités?

La solution de cette question dépend d'abord du caractère juridique qu'il faut reconnaître aux syndicats professionnels. Si l'on admet que les syndicats constituent des sociétés, l'on est amené à décider qu'à leur dissolution, leur actif, y compris les biens provenant de libéralités, doit se partager entre les syndiqués, ainsi que cela a lieu dans les sociétés. Cette manière de voir peut conduire, soit à refuser aux syndicats toute capacité de recevoir à titre gratuit, soit à décider que les libéralités qui leur sont adressées remplissent à l'égard de chaque syndiqué toutes les conditions de fond exigées pour la validité d'un don ou d'un legs. Du moment, en effet, que les biens donnés ou légués au syndicat doivent se partager un jour entre les syndiqués, ceux-ci sont les réels donataires ou légataires de la libéralité. Dès lors la personnalité du syndicat ne doit pas être pour eux un moyen de recevoir des libéralités en échappant aux règles qui régissent ces dernières, notamment malgré leur incapacité personnelle de recevoir du donateur, le fait que celui-ci a dépassé la quotité disponible ou encore l'obligation du rapport qui pèse sur eux en qualité d'héritiers de l'auteur de la libéralité.

Il n'y a pas lieu de discuter cette manière de voir, car nous avons vu que les syndicats ne sont pas des sociétés. De plus, on verra qu'à la dissolution d'un syndicat chacun de ses membres ne peut obtenir dans son actif plus que

le montant des cotisations qu'il a versées. D'ailleurs, il est même loin d'être démontré qu'une société ne puisse recevoir à titre gratuit. Le tout est qu'elle ne soit pas une personne interposée au regard de certains associés, incapables de recevoir du donateur. Mais, on ne peut par la crainte de fraudes possibles lui dénier invariablement la capacité de recevoir à titre gratuit (1).

L'on doit, au contraire, reconnaître, d'une manière certaine, aux syndicats la capacité de recevoir à titre gratuit ; mais aussi soumettre chaque libéralité qui leur est adressée à la nécessité d'une autorisation administrative, si l'on admet qu'ils constituent des établissements d'utilité publique. C'est là le droit applicable à ces associations. Toutefois, certains auteurs, tout en rangeant les syndicats parmi les établissements d'utilité publique, affranchissent l'acceptation des libéralités qu'ils reçoivent de toute autorisation administrative. En reconnaissant dans la loi même, le caractère d'établissements d'utilité publique à toutes les associations professionnelles, le législateur aurait marqué son intention de les affranchir de toute tutelle administrative. Il ne veut intervenir, ni pour leur création, ni dans leur fonctionnement. Le contrôle administratif qu'il exerce sur les établissements d'utilité publique, a été remplacé pour les syndicats par un contrôle judiciaire (2). L'article 8 de la loi de 1884 ouvre, en effet, une action en nullité au ministère public ainsi qu'à tout intéressé pour faire prononcer la nullité de tout don ou

(1) V. en ce sens : M. Charles Lyon-Caen, *La Loi* du 27 avril 1881. V. aussi MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. II, nos 119 et 122. V. également, dans le même sens, mais avec une nuance. M. Thaller, *Traité* cité p. 177, 3^e éd. M. Labbé a soutenu l'opinion contraire. Voir note dans *Sirey*, 81. 2. 249.

(2) En ce sens, M. Pic, *Traité* cité, p. 306.

legs d'immeubles adressé à un syndicat et que l'article 6 lui défend de posséder. Or cette action serait inutile si chaque libéralité devrait être autorisée par l'administration. Le refus de cette autorisation suffirait à empêcher le syndicat de recevoir une donation illicite.

Il faut reconnaître que cette dernière argumentation aurait une grande force si les autorités qui accordent à un établissement d'utilité publique l'autorisation d'accepter une libéralité avaient, ainsi qu'on le suppose, la mission d'en vérifier la validité. Comme le décret ou l'arrêté préfectoral qui accorde l'autorisation est un acte d'autorité, l'article 8 permettrait aux tribunaux judiciaires de critiquer cet acte, et de le réformer en prononçant la nullité d'une libéralité qu'il aurait jugée valable. Ce texte constituerait ainsi, chose difficile à admettre, une dérogation au principe qui interdit aux tribunaux judiciaires de connaître des actes d'autorité de l'administration. Mais les fonctionnaires qui autorisent la libéralité, ont à examiner simplement si quelque intérêt politique ou social ne s'oppose pas à son acceptation, qu'elle soit valable ou non, et c'est au pouvoir judiciaire seul qu'il appartient de juger de sa validité, de voir notamment si l'établissement gratifié est capable de la recevoir ou non. Les tribunaux judiciaires appréciant le don ou le legs à un autre point de vue que l'autorité administrative peuvent en prononcer la nullité sans critiquer ses décisions, et leur intervention après celle de l'administration garde toute son utilité. D'ailleurs, en principe, les actes des associations contraires aux dispositions qui les régissent, sont atteints d'une nullité d'ordre public, qu'ils aient été ou non autorisés par l'administration. (Voir art. 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901). Un établissement d'utilité publique

ne peut recevoir une donation avec réserve d'usufruit au profit du donateur, alors même qu'une pareille libéralité aurait été autorisée, les intéressés pourraient en faire prononcer la nullité (1). L'action de l'article 8 de la loi de 1884 n'est qu'une application de cette règle générale.

En résumé, si l'on pense que les syndicats constituent des établissements d'utilité publique, l'on est amené nécessairement à soumettre l'acceptation des libéralités qu'ils reçoivent à une autorisation administrative préalable.

Nous ne croyons pas que les syndicats soient des établissements d'utilité publique, pas plus que des sociétés. Aussi il nous faut chercher la solution de cette question dans les principes généraux sur la capacité des personnes morales. Le syndicat étant une personne morale, doit jouir de tous les droits utiles à l'accomplissement du but qu'il se propose, il n'y a d'exception que pour ceux qui lui auraient été formellement retirés par le législateur. Or, la loi de 1884 n'interdisant nullement aux syndicats de recevoir des libéralités, et celles-ci pouvant être très utiles à la réalisation de leur but de défense des intérêts de la profession, rien ne permet de leur refuser la capacité d'acquérir à titre gratuit. Cette opinion est d'ailleurs confirmée par les travaux préparatoires de la loi de 1884, au cours de la discussion, la Chambre repoussa un amendement introduit par le Sénat, qui interdisait aux syndicats de recevoir des libéralités. Enfin l'article 8 de la loi de 1884, en ne déclarant nulles que les libéralités immobilières faites contrairement à l'article 6, reconnaît implicitement aux syndicats la capacité d'acquérir à titre

(1) Voir art. 47 de la loi de 1901.

gratuit les biens qu'ils peuvent légalement posséder. C'est ainsi que les syndicats peuvent acquérir, par voie de libéralités, les mêmes biens qu'ils peuvent acquérir à titre onéreux, c'est-à-dire, comme nous allons le voir, des biens mobiliers sans limite et les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur but. Il n'y a pas non plus à exiger une autorisation administrative pour l'acceptation de leurs libéralités. L'article 910 du Code civil concerne uniquement les établissements publics ou d'utilité publique, et comme ce texte édicte une incapacité, il doit être interprété restrictivement. Aussi est-il impossible d'étendre son application aux syndicats professionnels, dès qu'on ne leur reconnaît pas le caractère d'établissements d'utilité publique.

Par suite de la possibilité pour les syndicats d'acquérir à titre gratuit, ils pourront recevoir des sommes annuelles de personnes étrangères à la profession de leurs membres. Rien ne peut les empêcher de gratifier ces personnes du titre de membre honoraire. Seulement, comme un syndicat ne peut comprendre des individus qui n'exercent pas la profession, les membres honoraires des syndicats, à la différence de ceux des sociétés de secours mutuels, ne pourront jouer aucun rôle dans leur administration, ni participer aux avantages qu'ils réservent à leurs membres. Néanmoins, les libéralités adressées à un syndicat seront nulles dans deux hypothèses : 1° Quand elles seront affectées d'une condition impossible, illicite ou immorale, sauf cependant, si cette condition n'est pas la cause déterminante de la libéralité, cas dans lequel celle-ci sera valable, parce que la condition sera simplement considérée comme non écrite. L'article 900 du Code civil décide bien que, dans tout don ou legs, à

la différence de ce qui a lieu dans les actes à titre onéreux, les conditions impossibles, illicites, immorales, sont simplement réputées non écrites et n'entraînent pas la nullité de l'acte lui-même, la jurisprudence décide qu'il en est autrement dès qu'il est reconnu qu'une condition de ce genre a été la cause impulsive et déterminante de la libéralité. Cette cause de nullité existera surtout pour les dons ou legs adressés à un syndicat à charge d'en employer les revenus à un autre but que la défense des intérêts de sa profession. Elle peut, d'ailleurs, s'appliquer à toutes les libéralités qu'elles soient mobilières ou immobilières. Les libéralités faites à un syndicat seront nulles également si elles ont pour effet d'accroître son patrimoine immobilier au delà des limites fixées par la loi de 1884. Mais une cause semblable de nullité ne peut exister pour les libéralités mobilières, par cela même qu'à la différence de ce qui a lieu pour les immeubles, les syndicats peuvent posséder sans limite toutes sortes de biens mobiliers. Cette seconde cause de nullité sera étudiée dans le paragraphe suivant. Ces deux nullités sont, d'ailleurs, d'ordre public et peuvent, par conséquent, être invoquées par toute personne intéressée (1).

(1) La jurisprudence, tout en reconnaissant aux syndicats le caractère d'établissements d'utilité publique, leur permet néanmoins de recevoir à titre gratuit, sans autorisation administrative. V. Tr. civ. Seine 16 juillet 1896. D. 98.2. 138.

CHAPITRE PREMIER

DE LA RESTRICTION APPORTÉE PAR L'ARTICLE 6

DE LA LOI DE 1884

A LA CAPACITÉ DES SYNDICATS DE POSSÉDER DES IMMEUBLES

La loi de 1884 ne limite pas la capacité des syndicats de posséder des biens meubles. Il en résulte qu'ils peuvent acquérir soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, toutes sortes de meubles corporels ou incorporels. Cette pleine capacité de posséder des meubles leur permet notamment d'acquérir des actions et nous avons indiqué les grands avantages que les syndicats peuvent tirer de l'exercice de ce droit.

En ce qui concerne, au contraire, les acquisitions immobilières, l'article 6 de la loi de 1884 ne permet aux syndicats de posséder que les immeubles nécessaires à leurs bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, réunions. L'on est, cependant, d'accord pour ne pas interpréter restrictivement ce texte, et pour décider qu'un syndicat peut posséder tous les immeubles nécessaires à l'accomplissement de son objet légal. C'est là ce que décide la loi du 1^{er} juillet 1901 même pour les associations simplement déclarées et on ne peut faire moins pour les syndicats professionnels (1). Le patrimoine immobilier qu'un syndicat peut posséder dépend ainsi de son objet légal. Aussi les

(1) Voir art. 6.

syndicats agricoles qui ont besoin de grands terrains pour leurs écoles d'enseignement professionnel et leurs champs d'expérience, peuvent posséder des immeubles en plus grande étendue que les syndicats ouvriers. En tout cas, les syndicats ne peuvent jamais posséder d'immeubles de rapport ou affectés à un établissement industriel.

Cette interdiction est générale et s'applique que l'immeuble ait été acquis à titre gratuit ou onéreux ; mais sa sanction n'est pas la même dans les deux cas. Quand un syndicat a acheté un immeuble qui ne lui est pas nécessaire à l'accomplissement de son but, cet achat n'est pas nul et ni le syndicat acheteur ni le vendeur ne peuvent se soustraire à l'exécution de leurs engagements, en invoquant la nullité de leur opération. Seul, le ministre public pourra demander aux tribunaux judiciaires d'ordonner la revente de l'immeuble, dont le prix sera alors versé à la caisse du syndicat. La loi, il est vrai, ouvre également cette action à toute personne intéressée, mais on ne voit pas quelle personne a intérêt à l'exercer. Il en serait ainsi du vendeur si l'action était une action en nullité, ainsi que le dit à tort le texte de l'article 8 ; mais comme il s'agit d'une action en revente et que le prix d'adjudication doit être versé dans la caisse du syndicat, le vendeur n'a aucun intérêt à l'intenter.

L'immeuble acquis à titre onéreux par un syndicat, contrairement à l'article 6, devant être simplement revendu, sans que l'achat du syndicat soit annulé, celui-ci ne subira pas la résolution de son titre d'acquisition. L'adjudicataire de l'immeuble aura, par conséquent, pour ayant cause direct le syndicat. Aussi, toutes les constitutions de droits réels consenties par le syndicat seront

opposables à l'acquéreur, à la condition qu'elles soient inscrites avant la transcription du jugement d'adjudication. De même, tant que ce jugement ne sera pas intervenu, le syndicat qui est encore propriétaire de l'immeuble peut l'aliéner librement.

Les formes de la vente, sont celles des ventes judiciaires. Il en résulte que, l'adjudicataire n'aura pas à purger l'immeuble. En effet, quoi qu'il n'y ait pas dans cette vente une adjudication sur saisie, à la requête de créanciers non payés, par celà seul que les formes de cette adjudication ont été observées, tous les motifs qui justifient la dispense de purge accordée à l'adjudicataire sur saisie, existent dans ce cas. Les créanciers hypothécaires du syndicat ont été tenus au courant de la vente par des notifications individuelles et générales par la voie de la presse. Le cahier des charges leur a été communiqué; ils ont pu demander la modification de la mise à prix qui y est indiquée. Tout a été fait pour faire monter au plus haut le prix de vente de l'immeuble, et les créanciers hypothécaires ont été mis à même de défendre leurs intérêts. Aussi l'adjudicataire de l'immeuble du syndicat, n'aura pas à faire des offres aux créanciers hypothécaires et ceux-ci ne pourront pas former la surenchère du dixième à laquelle il leur est possible de recourir dans les purges qui suivent les aliénations volontaires.

Au contraire, quand un syndicat reçoit par don ou legs, un immeuble qui n'est pas nécessaire à l'accomplissement de son but, cette libéralité est atteinte d'une nullité d'ordre public pouvant être invoquée par toute personne intéressée, notamment le donateur et ses ayants cause, ainsi que par le ministère public. Aucune confirmation ni prescription ne saurait la couvrir. La libéralité

étant annulée, le syndicat sera réputé n'avoir jamais été propriétaire des biens donnés ou légués. Aussi, toutes les aliénations ou constitutions de droits réels consenties par lui, seront anéanties rétroactivement. C'est l'effet ordinaire de toute cause de nullité ou de résolution atteignant des actes translatifs de propriété ou de droits réels. L'immeuble reviendra ainsi à l'auteur de la libéralité ou à ses ayants cause, franc et quitte de toute charge. Aussi est-il bon de s'assurer, quand on acquiert un immeuble d'un syndicat, si celui-ci ne possède pas cet immeuble en vertu d'une libéralité nulle comme contraire à l'article 6. Néanmoins les actes d'administration faits par le syndicat sur cet immeuble seront maintenus. On doit les considérer comme accomplis, en vertu d'un mandat tacite du donateur réputé rétroactivement propriétaire dès le jour de la libéralité. Il en sera ainsi notamment pour les baux inférieurs à neuf ans qu'on considère comme des actes d'administration.

L'on doit se demander ce qui arriverait de la donation si le parquet, après avoir fait constater la nullité de la libéralité, le donateur ne voudrait pas reprendre l'immeuble. Dans ce cas, les libéralités mobilières n'étant pas interdites au syndicat, il est conforme à l'intention du donateur de décider que son refus vaut donation de la valeur vénale de l'immeuble. Aussi le parquet n'aura d'autre ressource que de poursuivre la revente de l'immeuble dont le prix sera versé à la caisse du syndicat, comme dans le cas d'acquisition à titre onéreux. On donne ainsi à la volonté du donateur le maximum d'effet légal qu'elle peut produire. Il y a là un principe d'interprétation des conventions dont le Code civil a fait une application, quand il décide, « que lorsqu'une clause est

susceptible de deux sens différents, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel, elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun ». V. article 1157 du Code civil.

Outre les sanctions civiles que nous venons de faire connaître, les acquisitions immobilières faites par un syndicat malgré l'article 6 de la loi de 1884, sont sanctionnées par des peines contre les administrateurs. Ceux-ci peuvent encourir une amende de 16 à 200 francs (art. 9).

Comme ces acquisitions immobilières constituent un délit pénal pour les administrateurs, le ministère public pourra conclure à la revente de l'immeuble ou à la nullité de la libéralité dans une instance pénale intentée contre les administrateurs. Mais, il pourra aussi, négligeant l'infraction pénale, demander aux tribunaux civils de prononcer la nullité de la libéralité ou la revente de l'immeuble. Il s'agit ici en effet, d'un cas dans lequel le ministère public, en vertu d'un texte exprès de la loi, peut jouer le rôle de partie principale dans une instance civile. A défaut d'un texte de ce genre, le droit du parquet de jouer ici ce rôle, serait des plus controversé. L'interdiction de l'article 6 de la loi de 1884, est d'ordre public. Mais le ministère public peut-il poursuivre d'office l'exécution des lois d'ordre public? Il y a là, on le sait, une question de procédure célèbre, qui provient de la difficulté de donner une interprétation sûre de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 et sur laquelle l'on est encore divisé.

Il est à remarquer aussi que les actions civiles en nullité ou en revente ne pourront être portées que devant le tribunal civil quand l'action pénale sera éteinte par la prescription de trois ans. Alors les actions civiles en nul-

lité ou en revente subsisteront, parce que la règle de la solidarité de l'action publique et de l'action civile ne s'applique qu'à l'action en réparation du dommage causé par une infraction, fondée sur l'article 1382 du Code civil et tel n'est pas le caractère des actions en question (1).

La loi du 1^{er} juillet 1901 se montre plus libérale en ce qui concerne les libéralités immobilières faites aux associations reconnues d'utilité publique. Quand un immeuble non nécessaire à l'accomplissement du but de l'association lui a été donné ou légué, la libéralité n'est pas nulle. L'immeuble sera simplement revendu et le prix versé à la caisse de l'association, comme cela a lieu pour les acquisitions à titre onéreux des syndicats.

Enfin, il y a lieu de rappeler que les droits d'usufruit des syndicats ne peuvent durer plus de trente ans, ainsi que telle est la règle pour toutes les personnes morales.

Telle est la capacité d'acquérir des syndicats professionnels. La restriction faite par la loi de 1884 en ce qui concerne leur capacité de posséder des immeubles, ne paraît pas bien justifiée. La fortune mobilière avec le développement des titres au porteur ou nominatifs, a acquis presque autant d'importance que les possessions territoriales, l'adage *vilis mobilia possessionis* qui a encore tant inspiré les rédacteurs du Code civil n'est guère rappelé que pour expliquer leurs dispositions.

De plus, cette incapacité peut donner lieu à bien des difficultés, quand une acquisition immobilière aura-t-elle pour effet d'augmenter les immeubles du syndicat au delà de ce qui est nécessaire à son but? il y a là une question de

(1) Voir sur la capacité d'acquérir des syndicats professionnels, M. Pic, p. 303. M. Glotin. Etude historique, juridique, économique sur les syndicats professionnels, pp. 244 et suivantes.

fait qui dépend de l'objet spécial du syndicat, du nombre de ses adhérents, de l'avoir immobilier qu'il possède. Aussi est-elle difficile à résoudre et peut donner lieu à des décisions arbitraires. Les dangers politiques et économiques de la mainmorte, sont peu à craindre en ce qui concerne les syndicats. Ceux-ci pouvant avoir besoin à tout moment de leur fortune, pour soutenir une grève, préféreront placer leur argent en valeurs mobilières de réalisation facile, plutôt qu'en immeubles dont la vente est bien moins aisée. C'est pourquoi nous approuvons la disposition du projet Waldeck-Rousseau-Millerand qui confère aux syndicats la capacité d'acquérir sans limite des immeubles comme des meubles.

CHAPITRE II

DISSOLUTION DES SYNDICATS, ATTRIBUTION DES BIENS D'UN SYNDICAT DISSOUS

La dissolution d'un syndicat peut être volontaire ou forcée. La dissolution volontaire se produira de plein droit, quand le syndicat n'aura été créé que pour une période de temps déterminée, à l'expiration de cette période, à l'arrivée du terme. De même, le syndicat constitué pour un objet déterminé, sera dissous *ipso facto*, par la réalisation du but en vue duquel il s'est formé.

En dehors de ces hypothèses, la majorité des syndiqués peut elle décider la dissolution d'un syndicat, ou bien ne faut-il reconnaître ce pouvoir qu'à l'unanimité des membres ?

Les auteurs qui pensent que l'actif d'un syndicat dissous doit se partager entre les syndiqués sont forcés d'admettre que la majorité de ses membres peut contraindre la minorité à la dissolution du syndicat. Il est inadmissible, en effet, qu'après le départ de la presque totalité des syndiqués, quelques associés restants puissent plus tard, par une décision rendue à l'unanimité, partager entre eux l'actif syndical. Néanmoins, quoique nous n'admettrons pas que la totalité de l'actif syndical doive se partager entre les syndiqués ; nous croyons qu'il

faut reconnaître le pouvoir de dissoudre le syndicat à la simple majorité des syndiqués. La solution contraire aurait, en effet, toujours pour inconvénient de permettre à la minorité des opposants, de jouir à titre de secours de grève, ou autrement de revenus qui n'ont pas été amassés pour elle exclusivement. L'on objecte bien que l'article 7 de la loi de 1884, en accordant à tout syndiqué le droit de se retirer à tout moment de l'association, démontrerait que, dans l'esprit du législateur, la démission individuelle serait le seul moyen légal pour les syndiqués de sortir du syndicat. En réalité l'article 7 a simplement pour but de sauvegarder la liberté individuelle des syndiqués, en leur permettant de sortir à tout moment du syndicat, et il est étranger à l'hypothèse d'une dissolution.

La dissolution forcée ne peut être prononcée que par le pouvoir judiciaire. En effet, du moment qu'on accordait aux syndicats, le droit de se former librement, on ne pouvait remettre à l'autorité administrative le pouvoir de les dissoudre, c'eût été reprendre d'une main ce qu'on accordait de l'autre. Cette faculté n'appartient même qu'au tribunal correctionnel et non au tribunal civil, et il ne peut y recourir que dans le cas où le syndicat n'aurait pas observé les formalités de publicité qu'il doit remplir, serait irrégulier au fond, ou aurait acquis un immeuble contrairement à l'article 6. Enfin, même dans ces hypothèses, la dissolution est toujours facultative pour le tribunal, et il ne peut la prononcer que sur la réquisition du ministère public, non d'office. (Voir art. 9 de la loi de 1884).

Attribution des biens d'un syndicat dissous (1). —

(1) J'ai surtout utilisé dans cette partie relative au sort de l'actif

Quand un syndicat vient à se dissoudre, à qui doit-on attribuer le reliquat de son actif après le paiement de ses créanciers ? Différents auteurs ont admis que les biens d'un syndicat dissous doivent se partager entre les syndiqués. Cette solution est nécessaire, si l'on pense que les syndicats constituent des sociétés privées. Au contraire, les auteurs qui considèrent les syndicats comme des établissements d'utilité publique, admettent, en général, la dévolution de leurs biens à l'Etat et ils invoquent, en faveur de cette attribution, la loi des 2-17 mars 1791 déclarant propriétés nationales les biens des corporations supprimées.

Nous ne pouvons admettre ni l'une ni l'autre de ces opinions. Le partage de l'actif d'une société dissoute entre ses membres est obligatoire, sinon le groupement poursuivant un but autre que de partager des bénéfices ne serait plus une société. Dès lors, si l'actif d'un syndicat dissous doit se partager entre ses membres, parce que telle est la règle dans les sociétés, il faut également interdire aux statuts des syndicats de décider une autre attribution de leurs biens. Or, c'est là une conséquence que tout le monde repousse. On ne peut non plus se prévaloir de la loi des 2-17 mars 1791 pour faire admettre l'attribution des biens des syndicats dissous à l'Etat, même si on les range parmi les établissements d'utilité publique. Les corporations faisaient, en effet, partie intégrante de l'organisation administrative de l'ancien régime, elles étaient des établissements publics. Or, les

des associations dissoutes le cours de M. Larnaude, l'ouvrage de M. Sauzet sur la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels, déjà cité, le *Traité de Droit civil* de M. Planiol, t. I, p 663.

biens de ces établissements désaffectés tombent, en principe, dans le domaine de l'Etat, parce qu'ils sont présumés lui appartenir. La loi de 1791 n'a fait qu'appliquer cette règle aux corporations. Mais nos syndicats modernes n'ont nullement le caractère d'établissements publics et on ne saurait, par suite, leur étendre la règle de dévolution des biens formulée par la loi de 1791 pour les corporations de l'ancien régime. D'ailleurs, à l'heure actuelle, ainsi que nous le verrons, les biens des établissements d'utilité publique dissous ne font pas, du moins, en règle absolue, retour à l'Etat.

Enfin, les deux solutions proposées, la première surtout, ont le grave inconvénient de méconnaître les volontés de ceux qui ont constitué le patrimoine du syndicat. Ce patrimoine provient pour une bonne partie des cotisations des anciens syndiqués, morts ou démissionnaires, des libéralités des tiers, et toutes ces personnes n'ont pas aliéné au syndicat leur argent pour que ses membres puissent le partager entre eux et l'employer à la satisfaction de leurs besoins personnels. L'on comprend le partage des biens donnés à une société entre ses membres, car la libéralité a eu ici pour but de permettre aux associés de s'enrichir, d'augmenter leurs patrimoines individuels ; mais on ne comprend pas un pareil partage pour les libéralités faites à un syndicat, lesquelles ont pour objet, non d'enrichir les syndiqués, mais de favoriser l'amélioration de la condition professionnelle non seulement des syndiqués actuels, mais aussi des syndiqués futurs et même des autres membres de la profession dont le syndicat prend souvent nécessairement la défense en même temps que celle de ses membres. La partie du patrimoine syndical due aux cotisations des

anciens syndiqués, aux dons ou legs des tiers ne peut ainsi se partager entre ses membres. Avec cette solution il serait même à craindre qu'un syndicat enrichi par une libéralité, se dissolve uniquement pour la partager entre les syndiqués.

C'est pour le même motif la nécessité de conserver au patrimoine d'un syndicat dissous l'affectation voulue par ceux qui l'ont constitué, que nous ne pouvons admettre son attribution à l'Etat ; celui-ci pourrait, en effet, employer ces biens à un tout autre objet que celui pour lequel ils ont été aliénés. Il n'existe à cet égard, qu'un seul moyen de donner satisfaction aux volontés des donateurs ou des anciens syndiqués, c'est d'attribuer les biens d'un syndicat dissous à d'autres associations qui ne pourront que les employer à la défense des intérêts communs de la profession des syndiqués, parce que telle est leur spécialité fonctionnelle ; c'est-à-dire aux autres syndicats de la même profession les plus rapprochés du lieu du syndicat dissous.

Telle paraît être la solution du législateur, avec une atténuation cependant. Il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1884, qu'on a voulu appliquer à la dévolution des biens des syndicats le droit commun applicable aux autres associations (1). Or il y avait, à ce moment, plusieurs dispositions qui réglaient cette question d'une manière à peu près semblable pour différentes sortes d'associations. La loi du 24 mai 1823, sur les congrégations religieuses de femmes, décidait pour les biens acquis à titre gratuit leur retour aux auteurs des libéralités ou à leurs ayants-cause, et pour le reste de l'actif,

(1) *Journ. off.*, déb. Sénat, 1884, p. 216.

son partage par moitié entre les hospices et établissements ecclésiastiques du département. La loi du 12 juillet 1875, contient des dispositions analogues, pour les associations de l'enseignement supérieur. Enfin la loi du 15 juillet 1850, relative aux sociétés de secours mutuels ; tout en refusant à leurs donateurs ou testateurs tout droit de retour sur les biens par eux donnés ou légués, permettait à chaque sociétaire d'obtenir dans l'actif de la société dissoute une somme égale au montant des cotisations par lui versées, déduction faite des secours qu'il avait touchés, le surplus de l'actif devant être attribué aux autres sociétés de secours mutuels ou établissements de bienfaisance de la commune ou du département.

Comme c'est avec les sociétés de secours mutuels que les syndicats présentent le plus d'analogie, nous croyons que c'est le système institué par la loi de 1850 pour la dévolution de leurs biens que le législateur a voulu appliquer aux syndicats professionnels. Les syndiqués auront ainsi droit au remboursement des cotisations qu'ils ont payées, déduction faite des secours que l'association leur aura versés, le restant de l'actif sera réparti entre les autres syndicats de la même profession de la commune ou du département du syndicat dissous. A défaut de syndicats de ce genre, les biens d'un syndicat dissous devront être attribués aux établissements de bienfaisance de la commune. Logiquement le législateur aurait dû refuser aux syndiqués tout droit sur l'actif syndical ; c'est, en effet, ce que décide l'article 7 pour le syndiqué qui se retire avant la dissolution, et celle-ci peut être considérée comme une démission en masse, collective ; mais son intention a été d'appliquer la loi de 1850 et de favoriser ainsi dans une mesure légitime les membres de la dernière heure.

Cependant, comme cette attribution des biens des syndicats est fondée sur la volonté présumée de ceux qui ont constitué leur patrimoine, si ceux-ci en décident une autre, leur volonté devra être suivie. Les donateurs pourront notamment reprendre les biens par eux donnés ; mais si les auteurs des libéralités n'ont pas stipulé le retour des biens par eux donnés ou légués à eux-mêmes ou à leurs ayants-cause, ceux-ci ne pourront nullement en réclamer la restitution. La personne qui emploie sa fortune au développement d'œuvres sociales, montre qu'elle entend favoriser ces dernières au détriment des intérêts des siens. On ne peut dès lors, à moins qu'elle n'ait expressément manifesté une intention contraire, décider le retour des biens qu'elle a aliénés dans ce but à des héritiers éloignés, sans aller à l'encontre de sa volonté certaine.

De même les statuts ou une décision d'une assemblée générale peuvent déterminer les œuvres d'utilité professionnelle qui recueilleront les biens du syndicat dissous. Cette répartition s'appliquera même aux biens donnés ; à moins que le donateur ou le testateur ne s'y soit opposé ; mais les statuts ne pourraient décider le partage de l'intégralité de l'actif entre les syndiqués ; en sorte que ceux-ci pourraient toucher plus que le montant des cotisations qu'ils ont versées. Une pareille clause serait nulle, comme contraire au but légal que doit poursuivre un syndicat professionnel. Celui-ci, en effet, ne jouit de la personnalité juridique, n'est apte à être titulaire de droits que pour défendre les intérêts professionnels communs à tous ses membres. Le groupe des syndiqués est bien propriétaire collectif des biens du syndicat, et il peut, par conséquent en disposer ; mais uniquement pour servir ce but, auquel

tous ses actes, pour être valables, doivent tendre. Or, la clause des statuts ou la décision de l'assemblée générale stipulant le partage de l'actif entre les syndiqués, a pour but d'accroître leurs patrimoines individuels et ne tend nullement à défendre leurs intérêts professionnels communs. Elle ne peut donc être valable.

En résumé, en cas de dissolution d'un syndicat, on prélèvera d'abord sur l'actif net, après que les créanciers auront été désintéressés, le montant des libéralités qui ont été adressées au syndicat, et ces libéralités recevront l'attribution voulue par leurs auteurs. Le restant de l'actif sera attribué conformément aux décisions des statuts ou d'une assemblée générale ; cette dernière dévolution s'appliquera même aux biens donnés ou légués au syndicat ; à moins que les donateurs ou testateurs n'aient manifesté une volonté contraire. En cas d'absence de toute décision des syndiqués ou des auteurs de libéralités, l'actif se partagera entre les membres du syndicat dissous proportionnellement au montant de leurs versements (1), le reliquat sera attribué aux autres syndicats de la même profession, de la même commune ou du même département que le syndicat dissous. En aucun cas, aucun syndiqué ne pourra toucher plus que le montant des cotisations qu'il a versées.

(1) Arg. art. 31 de la loi du 1^{er} avril 1898 qui a remplacé la loi de 1850 sur les sociétés de secours mutuels. C'est le texte le plus remarquable de la législation contemporaine sur cette matière. Il est bon de remarquer que cet article permet au mutualiste d'obtenir jusqu'à la restitution, de l'intégralité de ses versements, sans l'obliger à subir la déduction des secours qu'il a touchés, comme le décidait la loi de 1850. Il n'y a pas de motif, cette loi étant abrogée pour ne pas étendre aux membres d'un syndicat professionnel la même faveur.

Il est vrai que l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901, confère aux statuts des associations, ou à défaut de disposition statutaire à leurs assemblées générales, le pouvoir de fixer librement l'attribution de leurs biens, en cas de dissolution ; mais le système de dévolution des biens des syndicats dissous, que nous venons de faire connaître, est le seul conforme à l'intention des constituants de leurs patrimoines ; à celle du législateur qui a voulu étendre aux syndicats professionnels les règles de dévolution établies par la loi de 1850, pour les biens des sociétés de secours mutuels. Il est aussi, le seul conforme aux principes généraux sur la capacité des personnes morales. Aussi, doit-il être considéré comme faisant corps avec la loi de 1884, et cette loi n'ayant pas été abrogée par celle de 1901, il continuera à s'appliquer aux associations professionnelles qui, en remplissant ses formalités, se placeront sous son statut.

Est-ce à dire qu'une association professionnelle, constituée comme association déclarée soumise à la loi de 1901, pourrait invoquer l'article 9 de cette loi, pour faire de ses biens l'attribution qu'elle désire. L'article 15 du décret du 16 août 1901, se fondant sur l'article 1^{er} de la loi de 1901, refuse à l'assemblée générale le droit d'attribuer aux associés plus que la reprise de leurs apports, mais ce texte garde le silence sur les pouvoirs des fondateurs dans la rédaction des statuts ; ceux-ci pourraient-ils y stipuler que la totalité de l'actif de l'association dissoute se partagera entre ses membres, même si les associés devaient obtenir plus que le montant des cotisations qu'ils ont versées ? Si une pareille décision d'une assemblée générale est nulle comme contraire au but que doit poursuivre l'association,

il doit en être de même de la clause des statuts contenant la même disposition. Cependant, il faut reconnaître que même la restriction apportée par l'article 15 du décret du 16 août 1901, aux pouvoirs de l'assemblée générale seulement, est d'une légalité douteuse ; car, lors de la discussion de l'article 9 de la loi de 1901, tous les orateurs, à la Chambre, déclarèrent que les biens d'une association dissoute appartiennent à ses membres.

En tout cas, cette question présente bien moins d'intérêt pour les associations soumises à la loi de 1901 que pour les syndicats pouvant invoquer la loi de 1884. Les associations simplement déclarées, étant incapables de recevoir à titre gratuit, ne pourront se partager à leur dissolution des biens provenant de libéralités. Il est vrai qu'elles peuvent recevoir des subventions administratives, mais l'administration stipulera, le plus souvent, leur emploi, ou ne les accordera qu'à celles qui ne doivent pas partager leurs biens entre leurs membres, en sorte que les membres de ces associations ne pourront guère profiter que des cotisations des associés démissionnaires.

Quant aux associations reconnues d'utilité publique, elles sont bien capables de recevoir à titre gratuit, mais elles sont obligées, pour obtenir leur reconnaissance, d'insérer dans leurs statuts une clause obligeant « en cas de dissolution, l'assemblée générale à déterminer les établissements publics ou d'utilité publique poursuivant un but analogue à l'association dissoute et auxquels l'actif net sera attribué (article 18 du modèle des statuts des associations qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique) »

Vu : *Le Doyen*,
P. CAUWÈS.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

<i>Histoire des syndicats professionnels au cours du XIX^e siècle</i>	1
---	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>Du caractère juridique et des règles générales qui régissent la capacité des syndicats professionnels.....</i>	17
---	----

CHAPITRE PREMIER. — Du caractère juridique des syndicats professionnels. Les syndicats sont des associations.....	19
---	----

CHAPITRE II. — Des règles générales sur la capacité des syndicats professionnels.....	29
---	----

DEUXIÈME PARTIE

<i>De la coopération par les syndicats professionnels.....</i>	47
--	----

CHAPITRE PREMIER. — De l'achat par un syndicat des objets nécessaires à l'exercice de la profession de ses membres, notamment de l'achat par les syndicats agricoles des engrais nécessaires à la culture des terres des syndiqués. — Généralités.....	51
--	----

Section I. — Examen des objections faites par la Cour de cassation contre la validité des opérations d'achat faites par les syndicats agricoles eux-mêmes :

§ 1. — Le syndicat qui achète pour ses membres des objets d'utilité professionnelle joue-t-il le rôle d'une

<i>société</i> coopérative de consommation et viole-t-il les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable ?.....	59
§ 2. — Les opérations d'achat des syndicats agricoles constituent-elles des actes de commerce ?.....	76
<i>Section II.</i> — Du rôle juridique joué par les syndicats agricoles dans les traités par lesquels ils fixent les conditions auxquelles certains commerçants doivent vendre leurs matières fertilisantes aux syndiqués.....	95
<i>Appendice.</i> — Du rôle juridique du syndicat agricole qui achète en son nom des engrais, mais après avoir groupé les commandes de ses membres.....	104
§ 3. — Projets de réforme.....	108
CHAPITRE II. — De la vente par un syndicat professionnel des produits du travail de ses membres.....	113
CHAPITRE III. — Des opérations d'assurances mutuelles et de crédit mutuel entreprises par les syndicats professionnels.....	118

TROISIÈME PARTIE

<i>De l'exercice du commerce par les syndicats professionnels</i>	131
CHAPITRE PREMIER. — De l'incapacité des syndicats de spéculer	133
CHAPITRE II. — La jurisprudence et l'interdiction de la spéculation. — Affaire de la mine aux mineurs.....	145
CHAPITRE III. — Les syndicats et la coopération de production. — Des sociétés corporatives par actions. — Du droit des syndicats de posséder des actions.....	148
CHAPITRE IV. — Le projet Waldeck-Rousseau-Millerand. — Possibilité pour les syndicats de créer des sociétés par actions dont ils seraient les seuls actionnaires.....	154
<i>Généralités</i>	154
<i>Section I.</i> — Examen du projet Waldeck-Rousseau-Millerand au point de vue juridique.....	156

<i>Section II. — Examen du projet Waldeck-Rousseau-Mille-</i> <i>rand au point de vue économique et social....</i>	166
§ I. — Ses avantages....	166
§ II. — Objections soulevées contre la réforme. Réfutation	170

QUATRIÈME PARTIE

<i>De la capacité contractuelle des syndicats professionnels..</i>	189
CHAPITRE PREMIER. — Du contrat collectif de travail.....	191
§ 1. — Définition, avantages sociaux, notions économiques	191
§ 2. — Capacité des syndicats et pouvoirs de leurs admi- nistrateurs.....	199
§ 3. — Effets des conventions collectives de travail à l'égard des non-syndiqués.....	209
§ 4. — Du rôle juridique des syndicats dans la conclusion des contrats collectifs de travail et des obligations qu'ils font naître.....	213
§ 5. — De la validité de certaines clauses des contrats col- lectifs de travail. — De leur dissolution.....	228
CHAPITRE II. — Des contrats d'entreprise par les syndicats professionnels. — Du contrat d'équipe.....	235

CINQUIÈME PARTIE

<i>Du droit d'ester en justice des syndicats professionnels....</i>	243
CHAPITRE UNIQUE.....	243
§ 1. — Règles générales.....	243
§ 2. — Application de ces principes aux actions des syn- cats en exécution des contrats collectifs de travail par eux conclus.....	253
§ 3. — Des actions qui sanctionnent les traités par les- quels les syndicats agricoles fixent les conditions aux- quelles leurs membres achètent ou achèteront les matières nécessaires à la culture de leurs terres:....	...

SIXIÈME PARTIE

<i>De la capacité d'acquérir des syndicats professionnels et de l'attribution de leurs biens à leur dissolution.....</i>	263
CHAPITRE PREMIER. — De la capacité d'acquérir des syndicats professionnels.....	263
CHAPITRE II. — Dissolution des syndicats. — Attribution des biens des syndicats dissous.....	278

